

## Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

Article R. 122-3 du code de l'environnement

*Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité environnementale  
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative*

### Cadre réservé à l'autorité environnementale

Date de réception :

29-05-18

Dossier complet le :

29-05-18

N° d'enregistrement :

2018-6652

### 1. Intitulé du projet

Création Bâtiment Elaboration et Conditionnement de Crémant de Bordeaux

### 2. Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

#### 2.1 Personne physique

Nom

Prénom

#### 2.2 Personne morale

Dénomination ou raison sociale

SCA Vignerons de Saint Pey - Génissac

Nom, prénom et qualité de la personne  
habilitée à représenter la personne morale

FURLAN Dominique

RCS / SIRET

7 8 2 | 0 0 2 | 4 0 6 | 0 0 0 1 8

Forme juridique

Société Coopérative Agricole

### Joignez à votre demande l'annexe obligatoire n°1

### 3. Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

| N° de catégorie et sous catégorie | Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie<br>(Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.)) |
|-----------------------------------|--|
| 39                                | Assiette supérieure à 5 ha et inférieure à 10 ha et dont surface de plancher créée inférieure à 40.000 m <sup>2</sup><br><br>ICPE Enregistrement Rubrique 1          |

### 4. Caractéristiques générales du projet

**Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire**

#### 4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

Création d'un bâtiment de 4190 m<sup>2</sup> pour accueillir l'activité d'élaboration des Crémants de Bordeaux (élevage sur lattes, remuage, dégorgeage), ainsi que le conditionnement (habillage, mise en carton). Ce bâtiment accueillera les salles du personnel (vestiaires, salle de repos), ainsi qu'une salle de réunion. Ce site sera certifié IFS.

Déplacement de la chaufferie sur l'arrière du site.

#### 4.2 Objectifs du projet

- Rationnalisation de l'activité : aujourd'hui, les bouteilles de Crémant de Bordeaux sont produites sur le site de St Pey de Castets, puis transférées par camions pour une période d'un an dans un local situé à Vélignes pour l'élevage sur lattes (locaux loués). Ces bouteilles sont à nouveau transférées par camions sur Castillon la Bataille pour être dégorgées et conditionnées avant expédition. L'objectif est ici de ramener sur le même site toutes les étapes de la production des Crémants de Bordeaux et ainsi faire disparaître ces déplacements de semis-remorques, ainsi que ceux du personnel. Impacts positifs sur les plans environnemental et économique.
- Etant 1er producteur de Crémant de Bordeaux, l'objectif est de proposer une image Dynamique et Moderne de la structure pour les clients internationaux
- Mise en conformité des locaux pour le personnel
- Le déplacement de la chaufferie sur l'arrière du site permettra une diminution de l'impact sonore. En effet, la nouvelle chaufferie sera éloignée de toute habitation.

#### 4.3 Décrivez sommairement le projet

##### 4.3.1 dans sa phase travaux

Le projet se déroulera en 2 grandes phases qui s'échelonneront sur 5-6 ans

- la première sera elle même composée de plusieurs étapes successives sans arrêt :
  - \* préparation du sol pour la mise en place des bâtiments
  - \* construction de la nouvelle chaufferie, suivie par la démolition de l'ancienne.
  - \* Commencera ensuite la construction d'un bâtiment de 2575 m<sup>2</sup> avec facade en pierre ( partie élaboration et conditionnement, partie locaux pour le personnel et salle de réception pour la clientèle).
  - \* Transfert du matériel du site de Castillon la Bataille dans le nouveau local.

Cette première phase sera mise en place dès la réception du permis de construire et devrait durer 1 an. Lors de cette première étape seront mis en place tous les éléments de gestion des eaux de pluies, des eaux usées, des accès pompiers dimensionnés, ainsi que la voirie pour le dossier final (soit un bâtiment de 4190 m<sup>2</sup>). A l'issue de cette première phase seront implantés les espaces verts (arbres isolés, massifs et haies).

- la seconde sera mise en place 5 ans plus tard avec la construction de la fin du bâtiment "Elaboration", soit 1615 m<sup>2</sup>. A l'issue pourra être transférée la fin des stocks de bouteilles sur lattes.

##### 4.3.2 dans sa phase d'exploitation

Les mises en bouteilles des Crémants de Bordeaux seront effectuées dans le nouveau bâtiment. Les bouteilles y seront ensuite stockées pendant 12 à 24 mois sur lattes avant d'être remuées puis dégorgées et habillées. A l'issue, les bouteilles conditionnées en carton seront expédiées aux clients.

**4.4 A quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?**

La décision de l'autorité environnementale devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

Le site de Saint Pey de Castets de la SCA Vignerons de Saint Pey-Génissac, est soumis au régime des ICPE relevant de l'Enregistrement. Il dépend d'un Arrêté Préfectoral du 10 janvier 2013.

Ont déjà été fournis aux services des ICPE un porté à connaissance (15 janvier 2015), ainsi qu'un dossier de déclaration au titre du Code de l'Environnement (en application des articles L214-1 à 6 du Code de l'environnement) daté du 9 juillet 2015, et d'une étude de Vulnérabilité au risque d'inondation datée du 6 septembre 2016.

**4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées**

| Grandeurs caractéristiques                   | Valeur(s)           |
|--|---------------------|
| 1ere phase : surface bâtiment                | 2575 m <sup>2</sup> |
| Longueur de façade :                         | 76.25 m             |
| Profondeur bâtiment                          | 33.78 m             |
| Hauteur pour partie accueil                  | 7.76 m              |
| Hauteur pour la partie process               | 10 m                |
| 2ème phase : Surface bâtiment complémentaire | 1615 m <sup>2</sup> |
| Rajout en profondeur : 21,18 m               | 21.18 m             |
| Hauteur : 10 m                               | 10 m                |

**4.6 Localisation du projet**

Adresse et commune(s)  
d'implantation

36 avenue de la mairie, 33350 SAINT PEY DE CASTETS,  
ref cadastrales : ZE 75, 76, 81, 133,  
134, 135, 136, 137, 139, 164

Coordonnées géographiques<sup>1</sup>

Long. 00°04'32"O Lat. 44°48'55"N

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7°a, 9°a), 10°, 11°a) et b), 22°, 32°, 34°, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement :

Point de départ :

Long. \_\_\_° \_\_\_' \_\_\_" Lat. \_\_\_° \_\_\_' \_\_\_"

Point d'arrivée :

Long. \_\_\_° \_\_\_' \_\_\_" Lat. \_\_\_° \_\_\_' \_\_\_"

Communes traversées :

Joignez à votre demande les annexes n° 2 à 6

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ? Oui  Non

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ? Oui  Non

dossier de déclaration au titre du Code de l'Environnement (en application des articles L214-1 à 6 du Code de l'environnement).

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ?

<sup>1</sup> Pour l'outre-mer, voir notice explicative

## 5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose un regroupement de ces données environnementales par région, à l'adresse suivante : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/-Les-donnees-environnementales-.html>.

Cette plateforme vous indiquera la définition de chacune des zones citées dans le formulaire.

Vous pouvez également retrouver la cartographie d'une partie de ces informations sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel (<http://inpn.mnhn.fr/zone/sinp/espaces/viewer/>).

| Le projet se situe-t-il :  | Oui                      | Non                                 | Lequel/Laquelle ? |
|--|--------------------------|-------------------------------------|-------------------|
| Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?  | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |                   |
| En zone de montagne ?  | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |                   |
| Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?  | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |                   |
| Sur le territoire d'une commune littorale ?  | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |                   |
| Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |                   |
| Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?   | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |                   |
| Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?                          | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |                   |

|   |                                     |                                     |   |
|---|-------------------------------------|-------------------------------------|---|
| Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?  | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> |   |
| Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ?<br>si oui, est-il prescrit ou approuvé ? | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> |   |
| Dans un site ou sur des sols pollués ?  | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> |   |
| Dans une zone de répartition des eaux ?   | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> |   |
| Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?   | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> |   |
| Dans un site inscrit ?  | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> |   |
| <b>Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :</b>   | <b>Oui</b>                          | <b>Non</b>                          | <b>Lequel et à quelle distance ?</b>  |
| D'un site Natura 2000 ?   | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> |   |
| D'un site classé ?  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | Projet se situe au sein du site classé ICPE réglementé par un Arrêté préfectorale du 10 janvier 2013. |

6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet envisagé est-il **susceptible** d'avoir les incidences notables suivantes ?

Veillez compléter le tableau suivant :

| Incidences potentielles |   | Oui                                 | Non                                 | De quelle nature ? De quelle importance ?<br>Appréciez sommairement l'impact potentiel |
|-------------------------|---|-------------------------------------|-------------------------------------|--|
| <b>Ressources</b>       | Engendre-t-il des prélèvements d'eau ?<br>Si oui, dans quel milieu ?  | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> |  |
|                         | Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?  | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> |  |
|                         | Est-il excédentaire en matériaux ?  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | Terre végétale enlevée pour les fondations et terrassement du sol . 2000 m3            |
|                         | Est-il déficitaire en matériaux ?<br>Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?   | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> |  |
| <b>Milieu naturel</b>   | Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?                     | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> |  |
|                         | Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ? | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> |  |

|                  |  |  |  |   |
|------------------|--|--|--|---|
|                  | Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ? | <input type="checkbox"/>                             | <input checked="" type="checkbox"/>  |   |
|                  | Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?   | <input type="checkbox"/>                             | <input checked="" type="checkbox"/>  |   |
| <b>Risques</b>   | Est-il concerné par des risques technologiques ?   | <input type="checkbox"/>                             | <input checked="" type="checkbox"/>  |   |
|                  | Est-il concerné par des risques naturels ?   | <input type="checkbox"/>                             | <input checked="" type="checkbox"/>  |   |
|                  | Engendre-t-il des risques sanitaires ?   | <input type="checkbox"/>                             | <input checked="" type="checkbox"/>  |   |
|                  | Est-il concerné par des risques sanitaires ?   | <input type="checkbox"/>                             | <input checked="" type="checkbox"/>  |   |
| <b>Nuisances</b> | Engendre-t-il des déplacements/des trafics   | <input checked="" type="checkbox"/>                  | <input type="checkbox"/>   | 3 camions par jour au pic d'activité (quelques semaines par an).  |
|                  | Est-il source de bruit ?<br>Est-il concerné par des nuisances sonores ?  | <input type="checkbox"/><br><input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/><br><input checked="" type="checkbox"/> | Le projet n'est nullement source supplémentaire de bruit, il permettra même de diminuer la source de bruit actuellement présente (déplacement de la chaufferie) cf étude acoustique dans Porté à Connaissance |

|                  |   |                                     |                                     |   |
|------------------|---|-------------------------------------|-------------------------------------|---|
|                  | <p>Engendre-t-il des odeurs ?</p> <p>Est-il concerné par des nuisances olfactives ?</p>               | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> |   |
|                  | <p>Engendre-t-il des vibrations ?</p> <p>Est-il concerné par des vibrations ?</p>                     | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> |   |
|                  | <p>Engendre-t-il des émissions lumineuses ?</p> <p>Est-il concerné par des émissions lumineuses ?</p> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <p>Eclairage extérieur positionné sur l'arrière du bâtiment pendant le fonctionnement du site</p>   |
| <b>Emissions</b> | <p>Engendre-t-il des rejets dans l'air ?</p>  | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <p>déplacement de la chaufferie, donc pas de rejets supplémentaires</p>   |
|                  | <p>Engendre-t-il des rejets liquides ?</p> <p>Si oui, dans quel milieu ?</p>                          | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <p>Eaux de voirie et eaux pluviales, traitées par déshuileur puis stockées dans un bassin tampon avant rejet dans le milieu naturel (dans le respect du débit).</p>         |
|                  | <p>Engendre-t-il des effluents ?</p>  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <p>Fabrication d'eaux usées, canalisées et stockées avant traitement (2 cuves de stockage de 5000 hl).</p>  |
|                  | <p>Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?</p>                     | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <p>Production de déchet de cartons, de verre et de complexes aluminium : tri-sélectif avec valorisation des déchets (démarche SME avec certification ISO 14001 prévue).</p> |



|   |  |                          |                                     |   |
|---|--|--------------------------|-------------------------------------|---|
| <b>Patrimoine /<br/>Cadre de vie<br/>/ Population</b> | Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?                                   | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | Nouveau bâtiment avec façade en pierre de parement. Non concerné par Batiments et monuments de France |
|   | Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | actuellement parcelle en prairie permanente.  |

**6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?**

Oui  Non  Si oui, décrivez lesquelles :

Dans son ensemble le projet est à part entière intégré dans le site actuellement en fonctionnement. Les Effluents seront traités avec ceux du site actuel, sachant que les cuves de stockage avaient été dimensionnées pour le projet final. Il en est de même pour les déchets (tri-sélectif). La gestion des eaux pluviales, de voirie et eaux d'extinction seront traitées de la même façon que le site historique, mais avec des équipements nouveaux (bassins de rétention, déshuileur...) : Porté à Connaissance art 512-33 du Code de l'environnement du 01/12/2015

Concernant l'accès à la D18, le Conseil Départemental de la Gironde a donné son autorisation pour réaliser un accès direct sur la départementale (arrêté du 6 avril 2018).

**6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?**

Oui  Non  Si oui, décrivez lesquels :

**6.4 Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :**

L'objet du projet est de recentrer l'activité sur un seul site et ainsi éviter les déplacements de plusieurs camions, ainsi que ceux des salariés inter-sites. En effet, ce sont près de 140 trajets de camions qui seront évités (2400 km) et plus de 2000 km de trajets inter-sites. Ces économies en plus d'un effet sur le bilan carbone, permet de diminuer les risques encourus lors des déplacements en véhicules.

Dans le projet, la mise en place de robots pour l'encaissage des bouteilles est prévu. En effet, la mise en caisses des bouteilles de crémant (1,5 kg/bouteille) est la cause de troubles musculo-squelettiques importants. Les points très impactants sont ainsi évités.

**7. Auto-évaluation (facultatif)**

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

**8. Annexes**

**8.1 Annexes obligatoires**

| Objet |   |                                     |
|-------|---|-------------------------------------|
| 1     | Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - <b>non publié</b> ;   | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 2     | Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ;  | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 3     | Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ;   | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 4     | Un plan du projet <u>ou</u> , pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6° b) et c), 7°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ;  | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 5     | Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6° b) et c), 7°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ; | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 6     | Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.   | <input type="checkbox"/>            |

## 8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

| Objet  |
|--|
| - Porté à Connaissance (art R512-33 du Code de l'Environnement) [Tome 1, Tome 2 et Avenant] : parties 5 et 6               |
| - Dossier Déclaration Au titre du Code de l'Environnement (art L214-1 à 6 du Code de l'Environnement) : partie 5 et 6.1    |
| - Etude de vulnérabilité au risque inondation dans le cadre de l'extension de la cave de Saint Pey de Castets : partie 6.1 |

## 9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus



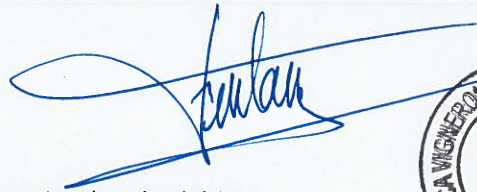
Fait à

Saint Pey de Castets

le,

25/05/2018

Signature



Insérez votre signature en cliquant sur le cadre ci-dessus





Vignerons de Saint Pey-Genissac (33)

**PORTER A CONNAISSANCE**

*art. R.512-33 du Code de l'environnement*

## Table des matières

|  |    |
|--|----|
| 1 PRESENTATION DE LA SOCIETE .....                 | 5  |
| 1.1 Identité de l'établissement .....              | 5  |
| 1.2 Présentation générale des activités .....      | 5  |
| 1.3 Historique de la société .....                 | 7  |
| 2 LOCALISATION ET SITUATION .....                  | 8  |
| 2.1 Situation géographique .....                   | 8  |
| 2.2 Situation cadastrale.....                      | 8  |
| 3 PRESENTATION DES MODIFICATIONS .....             | 9  |
| 3.1 Déplacement du stockage de gaz.....            | 14 |
| 3.2 Création des nouveaux bâtiments .....          | 15 |
| 3.3 Exigences des rubriques 2251 .....             | 16 |
| 4 INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT.....              | 17 |
| 4.1 Contexte hydraulique.....                      | 17 |
| 4.2 Eau .....                                      | 18 |
| 4.3 Rejet d'eau .....                              | 20 |
| 4.4 Milieu naturel.....                            | 23 |
| 4.5 Occupation des sols et des paysages .....      | 24 |
| 4.6 Emissions atmosphériques.....                  | 28 |
| 4.7 Bruit.....                                     | 28 |
| 4.8 Déchets.....                                   | 29 |
| 5 INCIDENCES SUR LES RISQUES.....                  | 31 |
| 5.1 Mesures de prévention .....                    | 31 |
| 5.1.1 Dispositions générales.....                  | 31 |
| 5.1.2 Risque de pollutions accidentelles .....     | 31 |
| 5.1.3 Risque de légionellose de la TAR.....        | 32 |
| 5.1.4 Risque de perte de fluides frigorigènes..... | 32 |
| 5.1.5 Chaufferie .....                             | 32 |
| 5.2 Lutte contre l'incendie .....                  | 33 |
| 5.2.1 Moyens de lutte interne.....                 | 33 |
| 5.2.2 Moyens de lutte externe .....                | 33 |



|  |           |
|--|-----------|
| <b>LISTE DES ABREVIATIONS EMPLOYEES.....</b> | <b>34</b> |
| <b>ANNEXES.....</b>                          | <b>35</b> |

**Vignerons de Saint Pey-Genissac**

36, Avenue de la Mairie

33350 SAINT-PEY-DE-CASTETS

**DDPP de la Gironde**

**A l'attention de Monsieur le Préfet**

Pôle de la protection de l'environnement

5 boulevard Jacques Chaban-Delmas

Bruges - CS 60074

33070 Bordeaux cedex

Objet : Porter à connaissance

Monsieur le Préfet,

En application des articles R 512-33 du Code de l'environnement, je soussigné M. FURLAN Dominique, Président, déclare sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-après et porte à votre connaissance :

- les changements liés aux rubriques de la nomenclature ICPE,
- nos modifications apportées sur le site depuis notre arrêté préfectoral en date du 10/01/2013 qui nous autorise à exploiter, sur la commune de Saint Pey de Castets, une installation de production et conditionnement de vin.

Restant à votre disposition pour tout élément d'information complémentaire, je vous prie de croire,

Monsieur le Préfet, en l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

A Saint Pey de Castets, le 29/07/2015

M FURLAN Dominique, Président

## 1 PRESENTATION DE LA SOCIETE

### 1.1 Identité de l'établissement

- **Nom** : SCA VIGNERONS DE SAINT PEY-GENISSAC
- **Adresse** : 36 avenue de la Mairie, 33350 SAINT PEY DE CASTETS
- **Tel** : 05.57.40.52.07
- **Fax** : 05.57.40.57.17
- **N° SIRET** : 78200240600018
- **N° APE B** : 1102B
- **N° au registre du commerce** : 782002406 RCS Libourne
- **Forme juridique** : Société Civile Coopérative à capital variable
- **Horaire et jours d'ouverture du magasin** : du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h30 et le samedi de 8h30 à 12h00
- **Horaires et jours d'ouverture des bureaux** : du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h30
- **Horaires et jours de fonctionnement des activités de la cave** : du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h30
- **Horaires et jours de fonctionnement des activités pendant les vendanges** : du lundi au samedi de 6h30 à 02h00
- **Nombre de salariés** : 10
- **Nombre de saisonniers** : 15

### 1.2 Présentation générale des activités

La société des Vignerons de Saint Pey Genissac a une activité de production, assemblage, conditionnement, stockage et commercialisation de vin.

**Activité (répartition vin rouge, vin blanc, vin rosé)** : Crémant blanc (18%), Crémant Rosé (7.5%), Rouges (65.5%), Rosé (9%)

La société compte 131 adhérents répartis sur les communes suivantes : zone de mouliets villemartin à Arveyres (d'est en ouest), de sauveterre à castillon la bataille (de sud au nord) et 2 gros secteurs : St Christophe de Double et Lapouyade (lapouyade à limite marcillac)

La société fait l'objet d'une autorisation de poursuivre ses activités : Arrêté préfectoral du 10/01/2013.



Les installations classées sont précisées dans le tableau ci-dessous qui est tiré de l'arrêté d'autorisation qui date de 2013 :

| RUBRIQUE          | DESIGNATION DE L'ACTIVITE   | VOLUME DE L'ACTIVITE  | CLASSEMENT   |
|-------------------|---|---|--------------|
| <b>2251-1.</b>    | Préparation et conditionnement de vins :  | Capacité de vinification :<br>55 000 hl/an<br>Capacité de stockage<br>(Cuverie)<br>102 446 hl (1) | Autorisation |
| <b>2920-2. b)</b> | Installations de compression d'air et<br>Installation de réfrigération                            | Tot. 249,5 kW   | Déclaration  |
| <b>2910</b>       | Installation de combustion  | 2,51 MW   | Déclaration  |
| <b>1412</b>       | Stockage de gaz   | 10,6 t  | Déclaration  |
| <b>2921 1 b</b>   | Refroidissement par dispersion d'eau dans<br>un flux d'air ; Puissance thermique inf à<br>2000 kW | 1125 kW   | Déclaration  |
| <b>2925</b>       | Atelier de charge d'accumulateur  | 2,5 kW  | Non classé   |
| <b>1430</b>       | Stockage de liquides inflammables   | Fioul 3 m <sup>3</sup>  | Non classé   |
| <b>1530</b>       | Dépôt de papiers cartons papiers  | 53 m <sup>3</sup>   | Non classé   |

### 1.3 Historique de la société

En 1936, un petit groupe d'agriculteurs Génissacais choisissait de mutualiser leur matériel et leur savoir-faire en créant la Cave de Génissac.

En 1949, à leur tour, quelques vignerons de Saint Pey de Castets décidaient d'unir leurs forces face à la crise, et créaient l'Union de Producteurs de Saint Pey.

Aujourd'hui, ces 2 caves n'en forment plus qu'une : les vignerons de Saint Pey-Génissac, qui représentent 137 viticulteurs pour une surface de vignoble de plus de 1000 hectares.

La traçabilité totale et les sélections sur nos parcelles nous permettent de vinifier séparément, ceci afin d'obtenir des produits variés et des vins typés que vous retrouverez notamment dans nos vins hauts de gamme.

Le site dispose d'un arrêté d'autorisation d'exploiter en date du 10/01/2013.

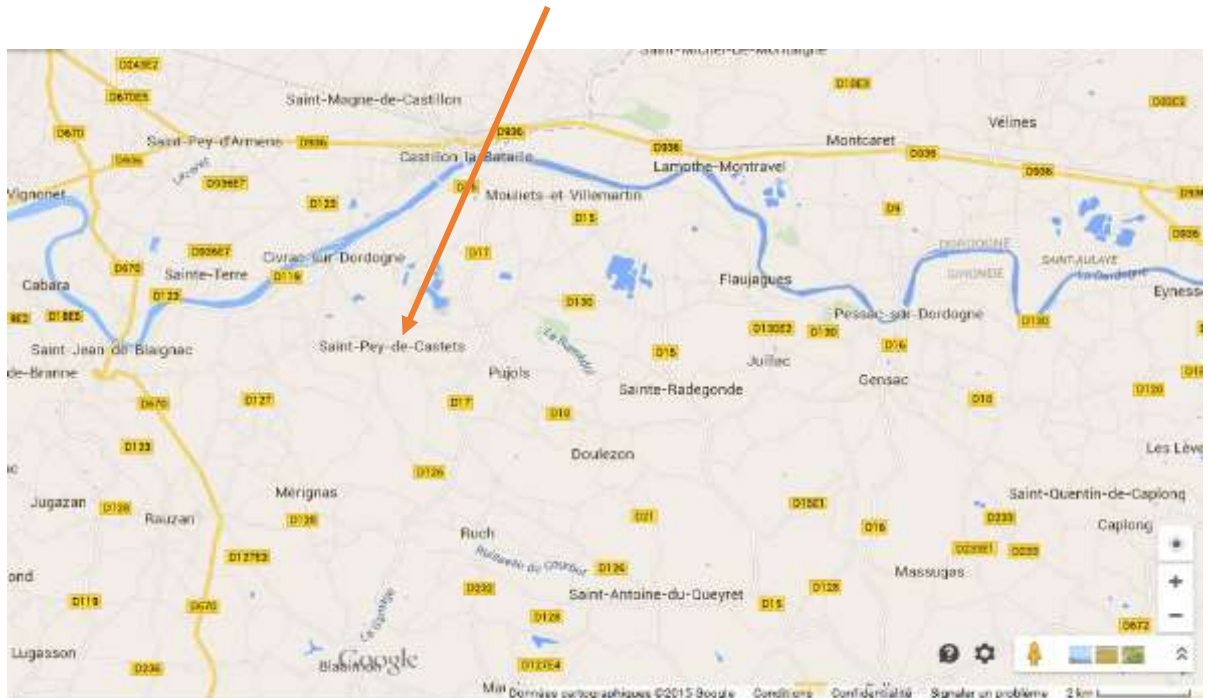
En 2014, devant le développement important de son activité crémant de Bordeaux (24.000 bouteilles en 2004, plus de 500.000 en 2015), le site de stockage et d'élaboration des crémants de la cave des vignerons de St Pey-Génissac situé à Castillon la Bataille est devenu insuffisant. La cave a par conséquent décidé de transférer l'activité d'élaboration de ses crémants de Bordeaux du site de Castillon la Bataille sur le site de St Pey de Castets. Ce transfert permet ainsi d'augmenter les capacités de production et de stockage, d'améliorer les conditions de travail du personnel et aussi d'améliorer son impact environnemental en évitant de transporter les bouteilles d'un site à l'autre (de St Pey de Castets vers Castillon la Bataille).

Devant les efforts qualitatifs de la structure, la rémunération des coopérateurs s'est vue augmenter de façon non négligeable. Il s'en suit une augmentation des surfaces engagées à la cave. Par conséquent, il est important pour la structure de modifier son volume d'autorisation de production. Un volume de 80.000 hls est par conséquent demandé. En ce sens, le présent document permettra de juger de l'incidence de ces nouvelles constructions et de la conformité réglementaire du site.

## 2 LOCALISATION ET SITUATION

### 2.1 Situation géographique

Le site est situé sur la commune de Saint Pey de Castets (33).



Un plan de situation au 2500 ème est présenté en Annexe n°1.

### 2.2 Situation cadastrale

Le projet se situe sur les parcelles cadastrales suivantes :

- **N° des parcelles cadastrales** : St Pey de Castets ZE75 (0.1020ha), ZE76 (0.8040ha), ZE81 (Epanchage : 1,46 ha et emprise des 2 cuves de 5000 hL : 0,618 ha), ZE133 (0.022ha), ZE134 (0.094ha), ZE135 (0.049ha), ZE137 (0.6525ha), ZE139 (0.0248ha), ZE164 (1.3991ha), ZE136 (surface 0.2595 ha)
- **Surface en m<sup>2</sup>** : 40 249 m<sup>2</sup>
- Le classement de la zone : Zone UY

Le PLU validé le 01/10/2015 est présent en annexe n°11. Le règlement de la zone UY est disponible aux pages 22 et suivantes.

### 3 PRESENTATION DES MODIFICATIONS

Le site de Saint Pey de Castets souhaite agrandir la surface de ses bâtiments dans le but d'augmenter sa production. La construction de nouveaux bâtiments aura pour conséquence :

- Le déplacement des citernes de gaz : Les citernes seront déplacées de la zone actuelle (avec maison en vis-à-vis), vers la zone opposée de la cave, soit vers le chai Est. Cette zone sera plus en retrait de la route et lieu de travail à moindre fréquence. Un plan avec identification des éléments combustibles est présenté en Annexe n°2.
- Augmentation du volume des effluents répartie sur l'année : de l'ordre de 420 m<sup>3</sup>. Pour arriver à ce volume nous avons extrapolé le volume d'effluent créé par le site de Castillon La Bataille. En effet, sur le site de Castillon La Bataille la consommation d'eau est de 278 m<sup>3</sup> pour une production de 500 000 Cols. Pour une estimation de production de 1.000.000 cols, les effluents ne seront pas doublés car l'élément créateur d'effluents est le lavage de la chaîne de dégorgement. Le nombre de jours de dégorgement augmentera mais ne sera pas doublé d'où une estimation du volume d'effluent à 420 m<sup>3</sup>. Par ailleurs le nombre de bouteilles dégorgées par jour est prévu d'augmenter.
- On note par ailleurs que :
  - Les effluents de chai seront toujours gérés par l'épandage. Afin de prendre en compte en l'augmentation des effluents à venir les surfaces d'épandage seront augmentées. ([Voir 4.2](#))
  - Le volume des eaux de vannes seront géré par le nouveau système d'assainissement autonome sur filtre à sable.
  - Déchets cartons, plastiques, acier => pris en charge par Véolia pour revalorisation ([Voir 4.8](#))
  - Déshuileur prévu sur eaux pluviales du parking.

Pour une lisibilité complète voici la comparaison des caractéristiques des installations entre l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2013 et la situation actuelle/projetée :

| Article 1.2.3 Description des installations et des procédés  | Situation actuelle et projetée:                  |
|--|--|
| <b>D'un bâtiment, dans la partie Est du site, destiné au stockage et au vieillissement des vins, abritant:</b> | <b>D'un bâtiment ancien (cave):</b>              |
| Des cuves en béton   | Des cuves en béton sans modification (33 885 hL) |
| Un chai à barriques  | Cela n'existe plus                               |
| Des bureaux  | Cela reste inchangé                              |
| Une zone de stockage de matières sèches et des bouteilles  | Cela reste inchangé                              |
| Un magasin de ventes   | Cela reste inchangé                              |
|  | <b>D'un bâtiment Chai Nord:</b>                  |
|  | Cuves inox (16 020 hL)                           |
|  | Deux groupes froids WESPER ALR30P                |

|   |   |
|---|---|
| <b>D'un bâtiment "cuvier destiné à la réception des vendanges et à la vinification, comprenant:</b>   | <b>D'un bâtiment Chai Ouest:</b>  |
| Deux postes de réception, l'un avec un pont à bascule et l'autre un Conquet peseur,   | Cela reste inchangé   |
| Des pressoirs,  | 3 pressoirs pneumatiques 48 Tonnes et 1 pressoir pneumatique de 15 tonnes   |
| 36 cuves en inox de 350 hL  | 36 cuves en inox de 350 hL + 3 cuves inox de 500 hL   |
| <b>D'un nouveau bâtiment construit entre les deux précédents, d'environ 600 m<sup>2</sup>, abritant:</b>                                      | <b>D'un bâtiment "process":</b>   |
| Un système de filtration  | Cela reste inchangé   |
| Les groupes de réfrigération  | Cela reste inchangé (2 TRANE RTAD 100)  |
| La tour aéro-réfrigérante   | Cela reste inchangé   |
| D'une cuverie couverte au Nord,   | Voir "bâtiment Chai Nord" ci-dessus   |
| D'une cuverie externe à l'Est,  | Voir "bâtiment Chai Est" ci-dessous   |
|   | Un pressoir continue de 1 m de diamètre   |
|   | Un égouttoir  |
|   | Une unité Golf Stream de 20 T/h   |
|   | <b>De l'ensemble du Chai extérieur:</b>   |
|   | 40 cuves inox de 350 hL   |
|   | 7 grosses cuves en ciment   |
|   | 9 cuves inox de grosse capacité   |
| <b>D'un bâtiment destiné à la chaudière à gaz situé au Sud-Est, accolé au bâtiment "Cuvier" existant,</b>                                     | <b>D'un bâtiment destiné à la chaudière à gaz situé au Sud-Ouest, accolé au bâtiment <u>Ouest</u> existant,</b>                               |
|   |   |
| <b>D'un bâtiment implanté devant la cuverie externe à l'Est, servant de poste avancé et accueillant un poste de réception de la vendange,</b> | <b>D'un bâtiment implanté devant la cuverie externe à l'Est, servant de poste avancé et accueillant un poste de réception de la vendange,</b> |
| D'une tour aéro-réfrigérante située sur le toit du bâtiment projeté,  | Cela est inclus dans la description du bâtiment "process" présenté ci-dessus  |
| D'une chaudière à gaz (propane) de 2,5 MW utilisée pour le procédé de thermovinification,   | Cela reste inchangé   |
| De 3 citernes à gaz enterrées de 3,2 tonnes chacune,  | Cela reste inchangé (emplacement modifié)   |
| D'un transformateur à huile de 1250 KVA assurant l'alimentation électrique du site,   | Cela reste inchangé   |
| D'installation de réfrigération dont 2 contiennent encore du R 22,  | Cela est inclus dans la description du bâtiment "process" présenté ci-dessus: Remplacé par les 2 TRANE  |
| D'une chaudière utilisant du fioul pour le chauffage des bureaux,   | Pièce désaffectée   |
| D'une chaudière à gaz de 10 kW pour la production d'eau chaude, alimentée par une réserve d'une tonne de gaz,                                 | Cela reste inchangé   |
| D'une réserve incendie de 120 m3 équipée d'une colonne d'aspiration,  | Cela reste inchangé   |
| De 2 cuves destinées au stockage des effluents avant épandage,  | 2 cuves inox de 5000 hL pour l'épandage   |

|   |   |
|---|---|
| De 2 bassins d'une capacité totale de 320 m3 destinées à la récupération des eaux pluviales et le échant les eaux d'extinction, | De 2 bassins d'une capacité totale de 433 m3 destinées à la récupération des eaux pluviales et le échant les eaux d'extinction, ainsi que la création d'un bassin supplémentaire d'une capacité de 434 m3 |
| Des voies de circulation et de stationnement  | Cela reste inchangé en dehors de la partie du nouveau bâtiment (3222 m <sup>2</sup> )   |

Ces modifications engendrent les évolutions suivantes :

**Surfaces de toiture**                      5160 m<sup>2</sup> existant + 4256 m<sup>2</sup> nouveau bâtiment = **8563 m<sup>2</sup>**

|                                   |   |
|-----------------------------------|---|
| <b>Surfaces voirie</b>            | 7520 m <sup>2</sup> existant + 3222 m <sup>2</sup> nouveau bâtiment = <b>10742 m<sup>2</sup></b>  |
| <b>Surfaces des espaces verts</b> | <b>20 944 m<sup>2</sup></b>   |
| <b>Surface totale</b>             | <b>40 249 m<sup>2</sup></b>   |
| <b>Volume des Cuveries</b>        | 57 061 hL de cuves Inox + 51 585 de cuves béton + 3 x 500 hL de cuves inox + 2 x 5 000 hL de cuves d'épandage + 20 000 hL de Cuverie projetées soit un total de <b>140 146 hL</b> |

En considérant ces modifications, le tableau des rubriques ICPE est ainsi modifié :

| RUBRIQUE                   | DESIGNATION DE L'ACTIVITE VOLUME DE L'ACTIVITE  |  | CLASSEMENT         |
|----------------------------|---|--|--------------------|
| <b>2251-B</b>              | Préparation et conditionnement de vins :  | Augmentation de la capacité de vinification à 80 000 hl/an   | Enregistrement     |
| <b>2910</b>                | Installation de combustion  | Pas de modification : 2,51 MW  | Déclaration        |
| <b>1412</b><br><b>4718</b> | Stockage de gaz   | Pas de modification : 10,6 t (3 citernes de 3,2 T et 1 tonne de bouteilles pour chariots élévateurs)   | Déclaration        |
| <b>2921 1 b</b>            | Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air ; Puissance thermique inf à 2000 kW   | Pas de modification : 1125 kW  | Déclaration        |
| <b>2925</b>                | Atelier de charge d'accumulateur  | Puissance pour les chargeurs à batteries : 6,165 kWatt. (1 chargeur à 0.9 kW [transpalette électrique], 1 chargeur à 4.14 kW [chariot électrique] et 1 chargeur à 1.035 kW [transpalette électrique]). | Non classé         |
| <b>1530</b>                | Dépôt de papiers cartons papiers  | Augmentation n'influençant pas le classement de cette rubrique : 160 m <sup>3</sup>  | Non classé         |
| <b>1510</b>                | Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t)   | Augmentation n'influençant pas le classement de cette rubrique : 94,58 T de matière combustible  | Non classé         |
| <b>4130-3</b>              | Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation   | Stockage bouteille (50 kg) : 600 kg de SO2 (catégorie 3 : H331)  | <b>Déclaration</b> |
| <b>4725</b>                | Oxygène (numéro CAS 7782-44-7).   | Stockage : 600 kg d'O2   | Non classé         |
| <b>4719</b>                | Acétylène (numéro CAS 74-86-2).   | Stockage : 10 kg d'acétylène   | Non classé         |
| <b>4802</b>                | Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). | La somme de gaz s'élève à : 220 kg*  | Non classé         |

**\*Justification rubrique 4802** : Il existe actuellement :

- 2 TRAN RTAD100 comprenant 2 compresseurs de 30 et 32 kg (R134A)
- 2 WESPER ALR30P comprenant 2 compresseurs de 8,5 kg (R407C)

Pour répondre aux besoins de production de 80000 hL, il faudrait ajouter 1 TRAN RTAD100 de 62 kg.

Le total actuel et potentiel est alors de 220 kg.

**Le classement de la rubrique 1510 se justifie par le calcul suivant :**

Stockage maximal de :

| Type de combustible              | Tonnage        |
|----------------------------------|----------------|
| Cartons                          | 35,539         |
| Étiquettes                       | 0,4068         |
| Bouchons                         | 2,351          |
| Vin*                             | 10,944         |
| Plastique                        | 21,468         |
| Complexe alu                     | 8,75           |
| Bois palette                     | 14,375         |
| Glycol                           | 0,66           |
| Huile/graisse moteur alimentaire | 0,005          |
| Essence 3T                       | 0,025          |
| Comburant                        | 0,66           |
| <b>TOTAL (en tonne)</b>          | <b>95,1838</b> |

\*Vins : Selon la note de doctrine générale n° BRTICP/2011-331/AL-PB du 28/11/11 relative au classement des stockages associés à certaines activités de production alimentaire :

« De manière générale, le stockage de vin ainsi que le stockage des produits combustibles utilisés pour son conditionnement (étiquettes, cartons, bouchons, contenants, ...) sont visés par les rubriques 1510 ou 1511 (éventuellement 1530, 1532 ou 2663 pour les produits de conditionnement seuls), y compris lorsque le vin seul est considéré comme incombustible en raison d'un titre alcoométrique volumique inférieur à 10 %.

Pour le stockage de vin, la masse de matière combustible à comparer au seuil de classement de la rubrique 1510 de 500 tonnes est :

d'une part, la masse d'alcool des vins de titre alcoométrique strictement supérieur à 10 %. A titre forfaitaire, une densité d'éthanol dans le vin égale à 0,8 peut être prise en compte pour le calcul de cette masse ;

d'autre part, la masse des autres matériaux combustibles présents, en particulier les contenants et les produits de conditionnement (fûts ou cuves en bois, palettes...)

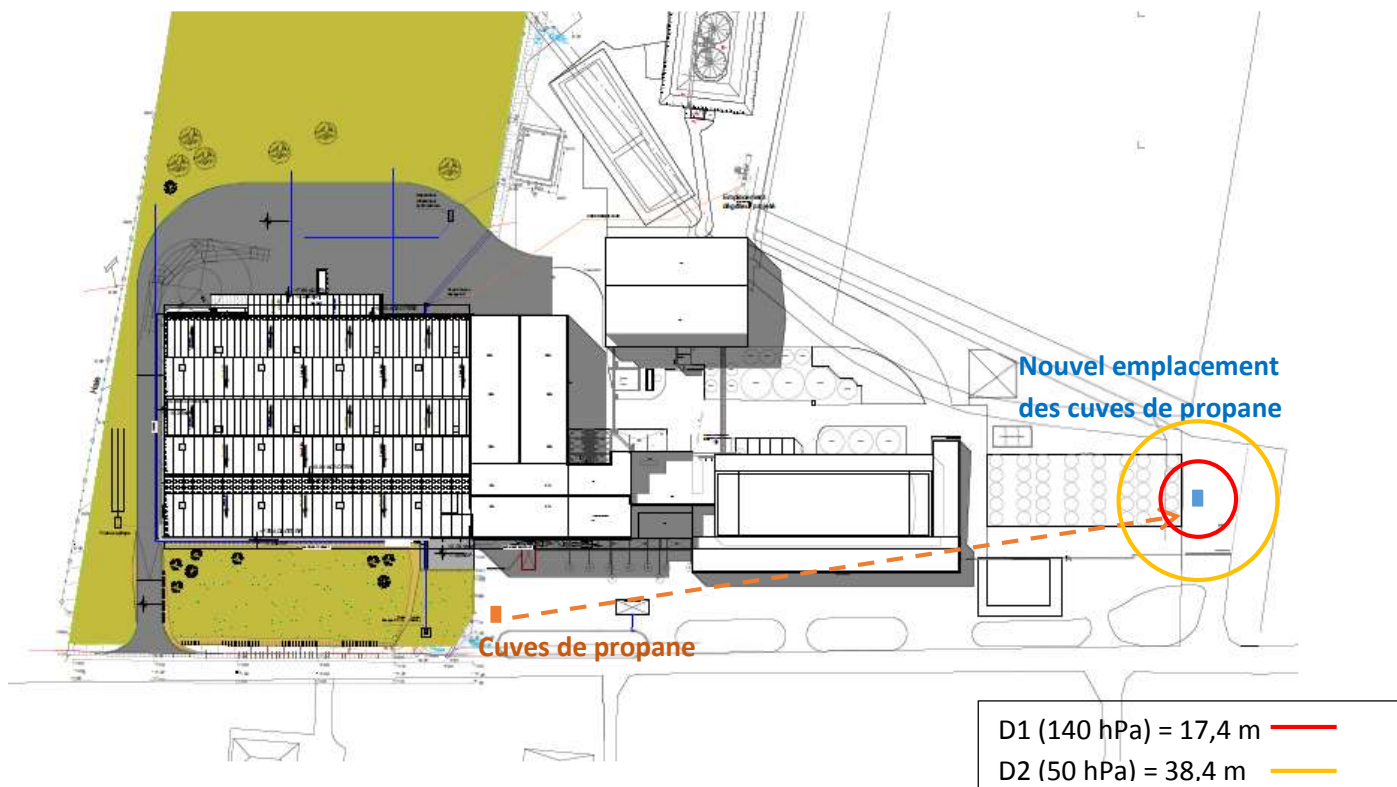
Toutefois, il pourra être considéré que les stockages des produits suivants lorsqu'ils sont associés à une ou des installations servant à leur préparation et conditionnement relèvent de la rubrique 2251 :

le vin tant qu'il n'est pas mis en bouteille et étiqueté (produits finis) ; les produits finis (bouteilles fermées étiquetées) et de conditionnement (carton, étiquettes, bouchons...) correspondant à moins de deux jours de production (correspondant à l'activité de conditionnement)... »



### 3.1 Déplacement du stockage de gaz

Afin de limiter l'emprise du risque d'explosion et pour une meilleure intégration paysagère, le cave souhaite profiter des travaux générés par la construction du nouveau bâtiment prévu pour 2016/2017 afin de déplacer les 3 cuves de stockage de gaz combustible (propane) sur la partie du chai Est à l'opposé de la cave :



On note que ces cuves ne seront pas changées et conserverons leurs caractéristiques initiales. Elles resteront enterrées.

Cette zone sera plus en retrait de la route et lieu de travail à moindre fréquence, en outre elle sera également éloignée des habitations. Un plan avec identification des éléments combustibles est présenté en Annexe n°2.

Il s'agit là d'un déplacement sans conséquence sur les quantités, le matériel ou encore l'exploitation ; les risques présentés initialement dans le dossier d'autorisation restent donc les mêmes.

En effet nous pouvons reprendre calcul précédemment réalisé sur les effets d'explosion :

- D1 (140 hPa) = 10 x 5,31/3
- D2 (50 hPa) = 22 x 5,31/3
- D1 (140 hPa) = 17,4 m
- D2 (50 hPa) = 38,4 m

Pour le voisinage il n'y a aucune construction voisine dans les périmètres des 140 et 50 hPa.

La D18 se trouve en dehors de la limite de surpression de 140 hPa et 50 hPa. Ces distances de sécurité qui ont été calculées au moyen d'une méthode pénalisante (équivalent TNT) nous permettent de vérifier que ni voisinage construit proche ni la D18 ne seront impactés par un incident.

### 3.2 Création des nouveaux bâtiments

Comme indiqué précédemment la cave souhaite pouvoir augmenter ses volumes de production de vin et souhaite construire de nouveaux bâtiments.

La construction de ces nouveaux bâtiments se caractérise par 2 projets ; le premier consiste en la construction d'une réception pour les crémants et d'un poste de pressurage « gravitaire » impliquant la construction d'un étage au niveau du bâtiment « Cuvier ». A cet étage seront installés 3 pressoirs pneumatiques de capacités plus importantes que ceux actuellement présents sur le site.

Le second consiste en la construction d'un bâtiment dédié à l'élaboration des crémants de Bordeaux (élevage sur lattes, remuage, dégorgement et habillage) Il sera également géré dans ce bâtiment toute la VPC (Vente par correspondance) des différents caveaux de l'Union de Guyenne allant de la préparation des commandes à l'expédition.

La construction de ce bâtiment représentant à terme 4000 m<sup>2</sup> engendrera une augmentation du volume d'effluent dont le détail de la gestion est présenté au [chapitre 4.2](#) du présent document.

Ces deux projets sont destinés à répondre aux fortes demandes de Vin de Base crémant et de bouteilles de crémant élaborées.

Le plan présent en annexe N°3 présente la projection au 1/200 ème du nouveau bâtiment.

Du fait de l'augmentation de la production de vins ainsi que la mise en place de la technique de micro-oxygénation des vins, le volume maximal de produits toxiques augmentera de la manière suivante :

- 600 kg de SO<sub>2</sub>
- 600 kg d'O<sub>2</sub>
- 100 kg d'argon
- 10 kg d'acétylène

Le site est donc classé au seuil de déclaration au titre de la rubrique 4130-3-B

Les conditions de stockage et d'utilisation définies dans l'arrêté type du 13.07.98 seront respectées par le site (cf : Annexe n°5 bis Audit ICPE rubrique 4130 D).

### 3.3 Exigences des rubriques 2251

Afin de pouvoir justifier du respect des prescriptions applicables à l'établissement pour la rubrique 2251 prenant en compte les modifications à venir, nous avons réalisé un audit ICPE permettant de s'assurer de la conformité de chacune des exigences présentées dans l' Arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2251 (préparation, conditionnement de vins) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Le rapport de cet audit ICPE est présent en annexe N°5.

On note la présence d'une non-conformité :

|  |           |   |
|--|-----------|---|
| Les installations sont implantées à une distance minimale de 5 mètres des limites de propriété du site où elles sont implantées. | <b>NC</b> | Le bâtiment "Chai Nord" construit en 2001 semble ne pas respecter la distance de 5 m uniquement sur son angle Nord Est. On note que la construction de ce bâtiment répondait au permis de construire et à l'arrêté préfectoral. |
|--|-----------|---|

## 4 INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

Ce chapitre a vocation à mettre à jour l'étude d'impact réalisée dans le cadre du premier porter à connaissance déposé en Septembre 2010 par rapport aux modifications réalisées depuis sur le site.

Les éventuelles mesures compensatoires, destinées à compenser ou réduire les effets dommageables de l'établissement sur l'environnement, sont présentées de manière concomitante à l'analyse des impacts et de leur origine, ceci dans un souci de clarté et de concision de l'exposé.

### 4.1 Contexte hydraulique

Le contexte hydraulique n'a pas évolué depuis 2010. L'établissement appartient au bassin versant du ruisseau de l'Escouach qui se jette dans la Dordogne au niveau de Civrac sur Dordogne.

La consultation du système d'information sur l'eau du bassin Adour Garonne fournit les informations suivantes sur le cours d'eau l'Escouach :

- L'état écologique actuel : Moyen
- Objectif Etat global : Bon état en 2021
- Objectif Etat écologique : Bon état en 2021

#### **Outil de gestion et de planification : SDAGE/SAGE**

Le Schéma Directeur (SDAGE) et Schéma d'Aménagement des eaux (SAGE) sont les outils d'une planification concertée de la politique de l'eau :

- le SDAGE, au niveau du grand bassin hydrographique.
- les SAGE, à l'échelle de bassins versants plus réduits.

Le site étudié est ainsi concerné par les bassins versants :

- du SDAGE 2010-2015 du bassin Adour-Garonne, adopté lors du comité de bassin du 16 novembre 2009 et approuvé par arrêté du préfet coordonnateur de bassin le 1er décembre 2009 ;
- du SAGE Nappes Profondes de Gironde, approuvé par arrêté préfectoral du 25 novembre 2003.

#### **Le SDAGE Adour-Garonne 2010-2015**

Le SDAGE décrit la stratégie du bassin pour stopper la détérioration des eaux et retrouver un bon état de toutes les eaux, cours d'eau, plans d'eau, nappes et côtes, en tenant compte des facteurs naturels (délais de réponse de la nature), techniques (faisabilité) et économiques.

C'est un document public avec lequel doivent être compatibles les programmes et décisions administratives dans le domaine de l'eau. Il doit être pris en compte par les autres décisions administratives.

Ce SDAGE intègre les obligations définies par la directive européenne sur l'eau, ainsi que les orientations de la loi du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement.

D'après le SDAGE, le site est localisé en zone de répartition des eaux, mais hors zone sensible à l'eutrophisation et hors zone vulnérable : Il s'agit notamment des zones qui sont sujettes à l'eutrophisation et dans lesquelles les rejets de phosphore, d'azote, ou de ces deux substances, doivent être réduits.

Les enjeux qui peuvent concerner plus particulièrement le site sont les suivants :

- La réalisation d'économies d'eau,
- L'amélioration de la qualité des eaux,
- Les équilibres biologiques perturbés,

Dans les nouveaux enjeux on peut relever :

- Les pollutions diffuses de toutes natures,

- Les pollutions toxiques,

Dans les orientations on note également :

- La réduction des impacts des activités sur les milieux aquatiques,

- La gestion durable des eaux souterraines,

- La maîtrise de la gestion quantitative de l'eau.

Un des enjeux majeurs de ce SDAGE est l'objectif de bon état du cours d'eau l'Escouach en 2021.

**Le fonctionnement de la Société des Vignerons de St Pey Génissac s'inscrit dans le sens de ces objectifs, mis en évidence dans les chapitres qui suivent.**

### Le SAGE Nappes Profondes

La commune de Saint Pey de Castets appartient à la zone géographique du centre. Les nappes sont découpées en 4 unités de gestion : Miocène, Oligocène, Eocène et Crétacé.

Les connaissances de ces unités de gestion sont bonnes et elles sont classées non déficitaire pour le Miocène, à l'équilibre pour l'Oligocène et déficitaire pour l'Eocène et le Crétacé. L'objectif à 10 ans et le retour à l'équilibre pour les deux unités de gestion déficitaires.

Il sera donc nécessaire de réaliser des économies de consommation d'eau potable.

On note donc l'importance d'une bonne gestion des consommations d'eau qui doit permettre sa réduction.

## 4.2 Eau

### Origine de l'eau :

La cave est alimentée en eau par le réseau de distribution de la commune.

| L'eau consommée provient de :                  | CONSOMMATION |       |       |
|--|--------------|-------|-------|
|  | 2 012        | 2 013 | 2 014 |
| Réseau public (relevé compteur) m <sup>3</sup> | 5872         | 4986  | 4494  |
| Production de vin en hl                        | 46324        | 41536 | 48929 |

### Utilisation et consommation actuelle

Les besoins en eau sont de deux ordres :

- besoin en eau domestique (eau potable et sanitaire),
- besoin en eau pour la production de vin,

L'eau est utilisée pour :

- Le rinçage journalier des quais d'apport et des sols pendant la récolte,
- Les lavages et rinçages des cuves pendant la vinification,
- Le lavage des sols et des tuyauteries,
- Le lavage des cuves après chaque soutirage,
- Le refroidissement des cuves en circuit fermé (appoint),
- Les sanitaires,
- L'arrosage des zones naturelles.

L'utilisation de l'eau est répartie de la manière suivante :

| UTILISATION et VOLUME            | DESCRIPTION         |                     |                     |
|----------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
|                                  | 2012                | 2013                | 2014                |
| Volume déclaration Adour-Garonne | 7347 m <sup>3</sup> | 5689 m <sup>3</sup> | 4494 m <sup>3</sup> |

### Modifications de consommation

L'augmentation de la capacité de production sera source de consommation d'eau (lavage des cuves). Nous déduisons une consommation moyenne des trois dernières années de 5843 m<sup>3</sup> pour une production moyenne de 45596 hL. Par produit en croix, la consommation d'eau pour 80 000 hL pourrait être de 10 252 m<sup>3</sup>.

En moyenne, la production d'effluents est de 5600 m<sup>3</sup>/an, il faut rajouter les effluents créés par le futur bâtiment, soit 420 m<sup>3</sup> => 6020 m<sup>3</sup>/an d'effluents créés dans les conditions de production de 55.000 hls et d'un bâtiment pour la production de 1.000.000 cols.

Si l'on extrapole ces données pour une production de 80 000 hls, le volume d'effluent sera alors de 8150 m<sup>3</sup> + 420 m<sup>3</sup> = 8570 m<sup>3</sup> d'effluent par an.

L'aptitude des parcelles à recevoir un volume d'épandage est de 9598 m<sup>3</sup> par an en tenant compte des nouvelles surfaces entrantes dans le plan d'épandage (voir Etude Terralys en Annexe n°4).

On note qu'après la mise en œuvre des modifications présentées, notre plan d'épandage dispose d'un volume de sécurité d'effluent apte à être épandu de : 9598 m<sup>3</sup> - 8570 m<sup>3</sup> = 1028 m<sup>3</sup>.

Il est à noter que nous surestimons la production d'effluent car la mise en place d'une Cuverie de plus grande taille permettra une économie dans la consommation d'eau de nettoyage.

### Conclusion

Par l'estimation de l'augmentation du volume des effluents, nous pouvons déduire que l'augmentation des consommations d'eau sera similaire. La mise en place du projet aura donc un impact sur la consommation d'eau (augmentation de 41,7 %). On note que ces eaux viennent exclusivement du réseau d'AEP.

### 4.3 Rejet d'eau

#### Description des rejets actuels

Les rejets liquides sont de quatre types :

- les effluents vinicoles.
- les eaux usées sanitaires.
- les eaux de pluie.
- les eaux de refroidissement.

#### Effluents vinicoles

Les effluents vinicoles sont constitués essentiellement par les effluents de lavage et de rinçage des cuves, sols et tuyauteries. Le volume épandu est suivi sur le cahier d'épandage et représente :

| REJET                                | QUANTITE ET DESTINATION |      |      |
|--------------------------------------|-------------------------|------|------|
|                                      | 2012                    | 2013 | 2014 |
| Eaux de lavage (effluents vinicoles) | 4610                    | 3880 | 3730 |
| <i>Eaux de refroidissement</i>       | 30                      | 30   | 30   |

Grâce aux calculs réalisés ci-dessus afin de déduire les consommations d'AEP, nous estimons que le volume d'effluent sera alors de  $8150 \text{ m}^3 + 420 \text{ m}^3$  soit **8570 m<sup>3</sup> d'effluent par an**.

#### Eaux usées sanitaires

Les eaux usées sanitaires seront traitées par un système de fosse toutes eaux et drainage.

#### Eaux de pluie

Les eaux de pluie des aires étanches sont collectées par un réseau spécifique. Le volume collecté est fonction de la pluviométrie. Le dossier de Déclaration au titre de la loi sur l'eau (cf. annexe n°10) présente un débit pluvial futur  $Q_{10}$  de  $0,038 \text{ m}^3/\text{s}$  soit une augmentation de 192% face à la situation actuelle.

#### Eaux de refroidissement - Circuit fermé :

- Dans la partie Ouest, les 36 cuves implantées sont refroidies à l'eau par un circuit bouclé sur un groupe de froid. La consommation est limitée aux appoints pour compenser les pertes.
- Dans la partie Nord, 34 cuves sont refroidies à l'eau par l'intermédiaire également d'un réseau en boucle fermée.
- Dans la partie « Vieille Cave », 26 cuves sont également refroidies à l'eau par l'intermédiaire également d'un réseau en boucle fermée.
- Dans la partie Est, 40 cuves sont refroidies par ruissellement avec collecte de ces eaux par une couronne de récupération. L'eau de ruissellement ainsi collectée est conduite dans 2 cuvons pour y être refroidie et renvoyée dans le circuit de refroidissement de ces mêmes cuves.
- En complément de purges ponctuelles, l'eau de l'ensemble du circuit de refroidissement sera vidangée à la fin de la vinification.

## Rejets liés au projet

### Effluents vinicoles

L'ensemble des rejets est canalisé et conduit dans des cuves de stockage. Les effluents sont centralisés dans une fosse permettant le dégrillage des effluents, puis stockage dans la Cuverie de 10000 hl (5000 hl x 2) avec incorporation d'air afin de diminuer la concentration de bactéries anaérobies et donc l'émission d'odeurs.

La dernière analyse réalisée sur les effluents en date du 08 juillet 2014 donne les valeurs suivantes :

- DCO: 1654 mg/m<sup>3</sup>.
- DBO5: 1200 mg/m<sup>3</sup>.
- Azote (NTK): 6,1 mg/m<sup>3</sup>.
- Phosphore (P2O5): 8,94 mg/m<sup>3</sup>.
- Potassium (K2O): 132,43 mg/m<sup>3</sup>.

Ces effluents sont traités par épandage sur des terres agricoles. Cet épandage fait l'objet d'un suivi agronomique (voir annexe n°4).

### Eaux issues de la TAR :

Durant la période d'utilisation de la TAR, l'ensemble des effluents sont stockés dans des cuves. Une analyse libératoire est réalisée en fin de campagne de vinification afin de s'assurer de l'aptitude des effluents à être rejetés dans le milieu naturel sur la base de l'article 5.5 de l'Arrêté du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le volume de production en 2015 était e 101,8 m<sup>3</sup>.

### Eaux usées sanitaires

Afin d'assurer le traitement des effluents d'eaux usées sanitaires, le site profitera de la réalisation des travaux du nouveau bâtiment afin de redimensionner son outil de traitement des eaux usées sanitaires. Elles seront alors dirigées vers une fosse toutes eaux dont le traitement sera finalisé par un drainage dans le sol.

### Eaux de pluie

Les eaux de pluie des aires étanches sont collectées par un réseau spécifique. Le volume collecté est fonction de la pluviométrie. Le dossier de Déclaration au titre de la loi sur l'eau (cf. annexe n°10) présente un débit pluvial futur Q10 de 0,038 m<sup>3</sup>/s soit une augmentation de 192% face à la situation actuelle. L'étude indique alors : « *Aussi, la mise en œuvre de filières de gestion des eaux pluviales pour l'ensemble du site est nécessaire au vu des nouveaux débits provoqués par le projet* » et propose « *La mise en œuvre de filières de gestion des eaux pluviales sur l'ensemble du site (bassin de rétention avec débit de fuite) permet de garantir un débit décennal futur de 5,22 l/s (ratio de 3 l/s/ha).* »

Les polluants susceptibles de se retrouver dans les eaux rejetées par le site sont des huiles moteurs et des hydrocarbures. Le site disposera d'un séparateur d'hydrocarbure qui permettra de retenir ces polluants.



### **Conclusion**

Les rejets d'eau augmenteront au prorata de l'accroissement de la production de vins. On note que l'ensemble des effluents vinicoles sont gérés par épandage et que l'étude réalisée par Terralys prouve que cette augmentation de volume peut être supportée par les terrains d'épandage.

L'impact dû à l'augmentation du débit d'eau pluviale sera compensé par la mise en place d'un bassin de rétention associé à un dispositif de débit de fuite afin de lisser le débit et de réduire l'impact.

**Les modifications réalisées sur le site augmenteront la production annuelle d'effluent et d'eau pluviale mais l'étude agronomique relative à l'accroissement des surfaces d'épandage et l'étude de déclaration Loi sur l'eau permettent, entre autre, de s'assurer que les effluents seront correctement traités et que l'impact sera maîtrisé.**

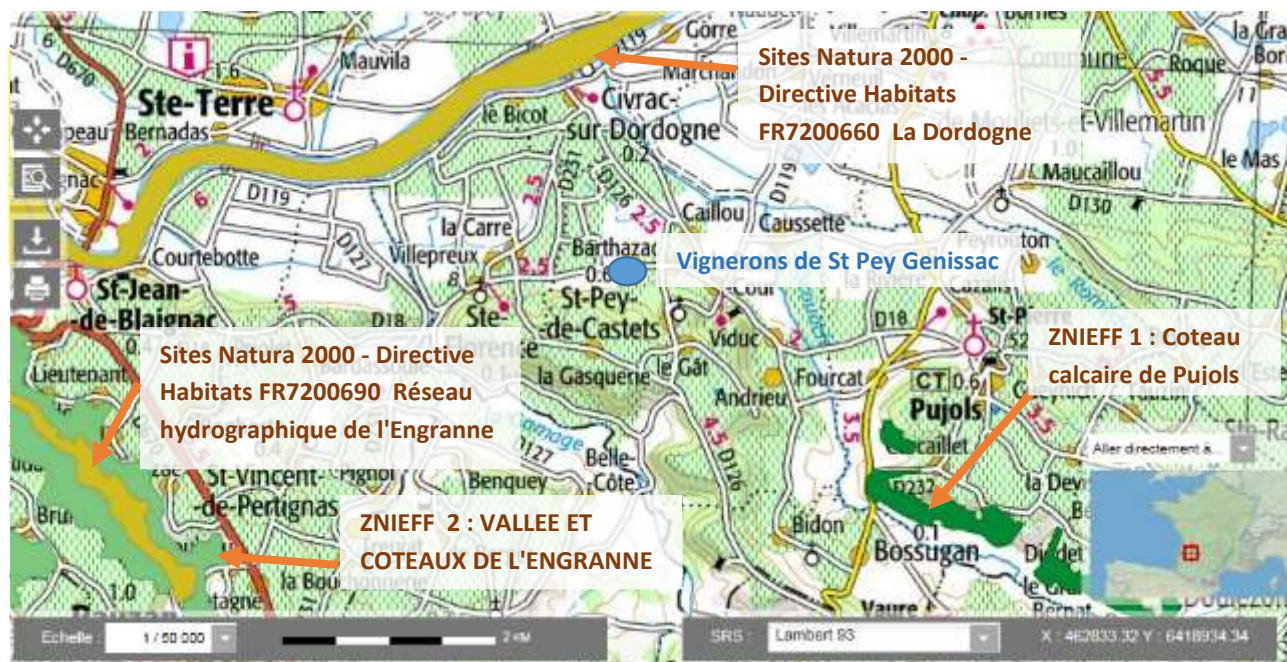
#### 4.4 Milieu naturel

Deux ZNIEFF sont identifiées à proximité du site (cf. plan dessous) :

- ZNIEFF type 1 : Coteau calcaire de Pujols
- ZNIEFF type 2 : VALLEE ET COTEAUX DE L'ENGRANNE

Ces zones sont situées respectivement à environ 5km et 2,8 km de la cave.

Par ailleurs, les sites Natura 2000, FR7200690 Réseau hydrographique de l'Engranne et La Dordogne FR7200660, sont situées respectivement à plus de 5 km et 1,8 km de l'établissement.



Source : <http://infoterre.brgm.fr>

Les modifications du site ont été réalisées sur la plateforme existante, elles n'ont pas d'effet direct sur le milieu naturel. Par ailleurs, au regard :

- du mode de gestion et de traitement des effluents générés par la cave (épandage agricole),
- de l'éloignement du site Natura 2000,

**L'établissement n'a pas d'incidences notables sur le site Natura 2000 La Dordogne FR7200660 ni sur le Réseau hydrographique de l'Engranne FR7200690.**

#### 4.5 Occupation des sols et des paysages

Le voisinage proche du site n'a pas évolué depuis 2011. Le site est implanté en zone rurale. Il n'y a pas de milieu sensible près du site, les voies de circulation proches ne sont pas des axes importants de déplacement.

##### **Intégration paysagère**

La commune de Saint Pey de Castets possède un PLU qui est à ce jour en cours de révision et en phase d'enquête publique. On note que l'obtention du permis de construire est liée au respect de ce document administratif.

Le site s'engage donc à respecter les exigences du PLU local joint en annexe n°11.

##### **Le Paysage existant :**

En provenance de l'Ouest, La cave existante est située à l'entrée du Village de St Pey-de-Castets. La route départementale 18, longe la façade sud du Site. Le paysage environnant lointain est constitué, au Nord, d'une plaine de cultures en bocages, qui s'étend jusqu'à la Dordogne. Au sud, le site est dominé par l'église St Pierre au sommet d'un coteau planté essentiellement de vignes. Chênes, Platanes, bouleaux, et conifères sont les essences d'arbres principales locales.



Le long du RD 18, La rangée de platanes anciens, accompagnée de haies végétales, structurent les abords immédiats du site. Le terrain d'implantation du projet se trouve en contrebas de la route départementale et du site existant, d'une hauteur de 1,80m environ.

### Les constructions existantes

L'environnement bâti de la cave et de son projet d'extension, est constitué d'un tissu, peu dense, de maisons d'habitations individuelles. Deux maisons bourgeoises anciennes sont situées à proximité immédiate. La propriété la plus proche est implantée à 30m en face du futur projet d'extension, sur l'alignement opposé de la RD 18. Cette maison est entourée d'arbres conifères de grande hauteur qui la rendent visible qu'au déboucher de son portail d'entrée.



### Aménagement du terrain et volumétrie des constructions projetées

Le projet d'extension sera réalisé attenant à la cave existante, en direction de l'ouest. Il s'étendra sur une superficie de 4073 m<sup>2</sup>. La construction du projet transformera la configuration actuelle du terrain. Compte-tenu de l'emprise du projet, long de 74 m, le parti architectural adopté, propose un bâtiment à 2 volumes, de gabarits différents :

- Le corps de bâtiment principal à une emprise au sol de 3223 m<sup>2</sup> et une hauteur de 10.00m. Il est implanté en retrait des façades existantes de 10m, soit à une distance de 36m de la RD 18. Cette implantation avec ce recul supplémentaire, limite l'impact visuel lié à sa hauteur. De plus la position en contrebas du terrain par rapport à la route améliore le rapport d'échelle.
- A l'avant du bâtiment principal, un volume bas, rattache l'ensemble du projet à l'alignement des façades existantes. D'une hauteur de 8,00m, ce corps de bâtiment bénéficie d'un traitement architectural différent.

### Matériaux et couleurs

Le traitement architectural du projet concerne essentiellement l'habillage des façades :

Bardage métallique brun Rouge pour le bâtiment principal.

En revanche, l'avant corps est traité avec des matériaux à fort impact visuel :

- o Mur rideau pour la salle de dégustation
- o Parement minéral de façade à l'aspect pierre naturelle.

### Traitement des Espaces libres à l'occasion du projet

11 platanes d'âge moyen, seront plantés le long de la route départementale. Cette haie d'arbres constituera un écran végétal de transition avec la voirie publique et les constructions tiers environnantes.

La bande de 22 m sera enherbé d'une prairie vivace, agrémenté d'arbuste à moyens développement adapté au climat : Laurier

Ces arbustes, par leur développement rapide, accompagnent l'évolution des platanes à la croissance plus lente afin de limiter l'impact visuel sur l'environnement et le voisinage.



A terme, l'écran végétal pérennisera cette perception globale de la cave, comme un patrimoine structurant le paysage, à l'entrée du village.



### **Conclusion :**

En prenant en compte aussi bien la morphologie du site, la trame végétale et son histoire, le projet se voit conçu pour assurer une fonction nouvelle de la cave, dans une architecture aux lignes épurées et à la qualité des matériaux employés, en cohérence avec le territoire et le paysage dans lequel il s'insère.

### **Nouvelles surfaces étanches**

Selon de dossier Loi sur l'eau présenté en Annexe n°10, la création du nouveau bâtiment générera une augmentation des surfaces actives de récolte des eaux pluviales passant ainsi de 5209 m<sup>2</sup> à 10283 m<sup>2</sup> (cf. Tableau n°4).

### **Mesures de protection**

Les dalles béton qui seront mises en place sur les nouvelles surfaces de travail assureront la protection du sol de toutes pénétrations dans le sol.

**Les modifications réalisées sur le site n'ont pas modifié l'ampleur de l'impact précédemment étudié. La création du nouveau bâtiment respectera l'ensemble des exigences du PLU local.**

#### 4.6 Emissions atmosphériques

Il n'y a pas eu de modification sur le fonctionnement des chaudières, en outre les dernières analyses de fumées des chaudières présentent une conformité totale aux exigences réglementaires sur les rejets atmosphériques (cf. Annexe n°8).

Exigences de l'arrêté préfectoral du 10/01/2013, art. 3.2.4 :

| Concentrations instantanées | Exigences pour le conduit n°1 | Résultat analyse du 28/07/2014<br>GUILLOT LRR51 |
|-----------------------------|-------------------------------|---|
| Teneurs en O <sub>2</sub>   | 3 % en volume                 | 4,8 %   |

**Les modifications réalisées sur le site ne modifieront pas l'ampleur de l'impact précédemment étudié.**

#### 4.7 Bruit

Les aménagements réalisés peuvent être à l'origine de nouvelles sources sonores notamment générées par :

- Nouveaux pressoirs pneumatiques,
- L'activité d'embouteillage

On note que les nouveaux pressoirs pneumatiques et l'activité d'embouteillage seront installés à l'intérieur de bâtiments isolés.

Au regard de ces dispositions et des habitations limitées aux environs du site, l'impact sonore généré par ces nouveaux équipements reste limité.

Une analyse de bruit a été réalisée par l'APAVE le 24/06/2015 et conclue «*Les mesurages de bruit effectués dans l'environnement de l'installation SCA VIGNERONS de St Pey et Génissac, en période diurne et nocturne, le 24/06/2015, dans les conditions spécifiées ci-avant, ont permis de montrer que les bruits émis par le fonctionnement des installations respectent les critères définis en limite de propriété du site ainsi qu'en zone à émergence réglementée.* »

Cette étude est disponible en annexe n°9. En tout état de cause, l'exploitant veillera à respecter les exigences réglementaires de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

**Les modifications réalisées sur le site ne modifieront pas de façon majeure l'ampleur de l'impact précédemment étudié. Une analyse de bruit sera réalisée à la suite de la mise en fonctionnement de la nouvelle installation.**

#### 4.8 Déchets

Le tableau ci-dessous liste l'ensemble des déchets produit par le site ainsi que le mode d'élimination :

| Désignation du déchet      | Origine               | Code Déchet                      | Composition                        | Mode de stockage sur site | Quantité              | Mode d'élimination                              |
|----------------------------|-----------------------|----------------------------------|------------------------------------|---------------------------|-----------------------|---|
| <b>Rafles</b>              | Vendange              | 02 07 01                         | Matière végétale                   | Benne                     | 45 m <sup>3</sup> /an | Distillerie UCVA                                |
| <b>Marc et lies</b>        | Pressoir              | 02 07 01                         | Matière végétale                   | Benne                     | 500 T/an              | Distillerie UCVA                                |
| <b>Emballages</b>          | Conditionnement achat | 15 01 01<br>15 01 02<br>15 01 07 | Plastiques, cartons, verres, ...   | Bac                       | 90 m <sup>3</sup> /an | Véolia  |
| <b>Terre de filtration</b> | Filtration            | 02 07 99                         | Terre chargée en matière organique | Sol bétonné               | 50 T/an               | Epandage sur terrain agricole                   |
| <b>Huiles</b>              | Maintenance           | 13 02 05<br>13 02 06             | Hydrocarbures                      | Fûts                      | 100 l/an              | Véolia  |
| <b>Autre</b>               | Maintenance           | 20 01 40                         | Ferrailles                         | Zone réservé              | Très variable         | Centre de récupération du Libournais            |
| <b>Autre</b>               | Maintenance           | 20 01 38                         | Bois                               | Bac                       | Très variable         | Véolia ou société d'entretien des espaces verts |

#### DECHETS LIES AU PROJET

Il n'y aura pas de nouveaux déchets liés au projet.

La mise en place de matériel tournant (pompes et compresseurs) pourra conduire à une augmentation des volumes d'huile et des déchets liés à la maintenance de ces installations.

Cela ne sera pas significatif en quantités et les filières de traitement sont existantes.

En 2009, un contrat avec la société VEOLIA a été signé pour la gestion des déchets recyclables et tout autres déchets (DND, huiles, gravats, déchets verts ...). En effet, le site qui réalise un tri utilise des bacs distincts (Cartons, plastic, verre, huile et DIB) et fait intervenir un transporteur pour l'enlèvement des déchets. Pour les autres déchets, (gravats, ferrailles), une demande ponctuelle est faite auprès de sociétés spécialisées. On note une augmentation de la quantité de déchets d'emballages cartons, plastiques et verres. Cela est dû à l'augmentation prévue de la production de Crémants et au transfert de l'étape de conditionnement sur le site de Saint Pey de Castets.

Le projet ne conduira pas à des changements significatifs dans la production et la gestion des déchets.



## **RESPECT DES OBJECTIFS NATIONNAUX ET LOCAUX EN TERMES DE REDUCTION ET D'ELIMINATION DES DECHETS :**

Conformément aux objectifs définis dans les différents documents de références (plan national de prévention des déchets 2014-2020, plan de réduction et d'élimination des déchets dangereux en Aquitaine (PREDDA), le plan de gestion des déchets ménagers et assimilés de la GIRONDE), comme le montre le tableau des déchets ci-dessus, le site réduit au maximum sa production de déchets en particulier de déchets dangereux, il valorise un maximum de déchets (bois, matière végétale, matière organique et ferrailles) et fait reprendre les déchets dangereux ou non valorisables par le site par un prestataire qualifié (Véolia) afin d'assurer l'élimination de ces déchets dans une filière conforme.

**Les modifications réalisées sur le site ne modifieront pas l'ampleur de l'impact précédemment étudié.**

## 5 INCIDENCES SUR LES RISQUES

Suite aux modifications réalisées sur le site, les nouveaux risques à prendre en compte sont les suivants :

| INSTALLATIONS  | RISQUES                 |
|--|-------------------------|
| Cuverie (stockage et mise en œuvre du vin)                   | Epanchage de vin        |
| Système de collecte et de traitement des effluents vinicoles | Epanchage des effluents |
| Groupes froids   | Pollution atmosphérique |
| Chaufferie   | Explosion et incendie   |

### 5.1 Mesures de prévention

Les mesures de prévention actuelles sur le site sont maintenues.

#### 5.1.1 Dispositions générales

Les bâtiments disposent de plusieurs sorties de secours signalées. Les consignes à suivre en cas d'évacuation, d'accident ou d'incendie sont clairement affichées.

Des panneaux de signalisation sont placés aux accès des zones sensibles (interdictions ou restrictions d'accès). Nous rappelons qu'il est interdit de fumer sur l'ensemble du site.

Les installations électriques seront régulièrement contrôlées par un organisme agréé.

En dehors des horaires de fonctionnement, les bâtiments sont fermés et cadenassés.

#### 5.1.2 Risque de pollutions accidentelles

L'épandage de vin dans l'environnement en grande quantité pourrait être à l'origine d'une pollution du milieu naturel.

Pour prévenir ce genre d'accident, la cave a mis en œuvre des moyens de prévention :

- Les évacuations de liquides sont reliées à un bassin tampon de 120 m<sup>3</sup>
- Les zones de manipulation de vin sont étanches,
- La Cuverie et les différents équipements font l'objet d'un entretien régulier,
- Du personnel qualifié est présent pour toutes les mises en œuvre de vin.

### 5.1.3 Risque de légionellose de la TAR

Le risque associé à cette installation est la prolifération de légionelles.

L'arrêté ministériel du 14/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration sous la rubrique n° 2921 est respecté.

Cette installation n'a qu'un fonctionnement de 21 jours par an.

Pour limiter le risque d'apparition de légionellose les mesures suivantes sont mises en œuvre :

- Traitement choc de l'eau avec des biocides (dosage et choix réalisés par une société spécialisée) lors du fonctionnement,
- une vidange du circuit d'eau,
- un nettoyage de l'ensemble des éléments de l'installation (tour de refroidissement, des bacs, canalisations, garnissages et échangeur(s)...),
- une désinfection par un produit dont l'efficacité vis-à-vis de l'élimination des légionelles a été reconnue.

### 5.1.4 Risque de perte de fluides frigorigènes

Le dysfonctionnement d'un groupe peut être à l'origine du rejet de 30/32 kg de fluides frigorigènes dans l'atmosphère.

Les fluides frigorigènes sont aujourd'hui des fluides de nouvelle génération (R 134 A ; R 407 C,...). Une fuite de fluide aurait des conséquences moins importantes sur l'environnement (produits moins agressifs pour la couche d'ozone).

Par ailleurs, les installations font l'objet de contrôle annuel d'étanchéité, dont le dernier contrôle est fourni en annexe n°7 et 7 bis.

### 5.1.5 Chaufferie

La chaufferie est implantée dans une zone réservée. L'installation est régulièrement contrôlée et entretenue en bon état. Le local de la chaufferie répond aux règles d'implantation et d'aménagement de l'arrêté du 25 juillet 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910.

L'aménagement de la cuve de gaz et de son exploitation respecte l'Arrêté du 23/08/05 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1412 de la nomenclature des installations classées.

## 5.2 Lutte contre l'incendie

### 5.2.1 Moyens de lutte interne

Le site dispose des moyens suivants :

- 12 extincteurs ABC 6 kg
- 7 extincteurs ABC 9 kg
- 2 extincteurs de 45 litres à poudre
- 32 points d'eau équipés de tuyaux d'arrosage.

Ces appareils sont régulièrement vérifiés par Chronofeu (cf. Registre de Sécurité du site de Saint Pey de Castets présent en Annexe n°6).

### 5.2.2 Moyens de lutte externe

Afin de déterminer les besoins en eau du site, le calcul a été réalisé à partir du document D9, le détail des calculs est disponible en annexe n°12.

Il en résulte un besoin de 270 m<sup>3</sup>/h à déduire 100 m<sup>3</sup> pour le poteau incendie, et 60 pour la bâche dores et déjà existante, soit un besoin de 110 m<sup>3</sup> que l'on multiplie par 2 pour atteindre un volume disponible durant 2 heures, soit 220 m<sup>3</sup>.

Il existe actuellement sur le site des bâches de 220 et 250 m<sup>3</sup> qui pourront être utilisées à cet effet.

## LISTE DES ABREVIATIONS EMPLOYEES

**ICPE** : installation classée pour la protection de l'environnement.

**AEP** : Adduction Eau Potable.

**SDAGE** : Schéma directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux.

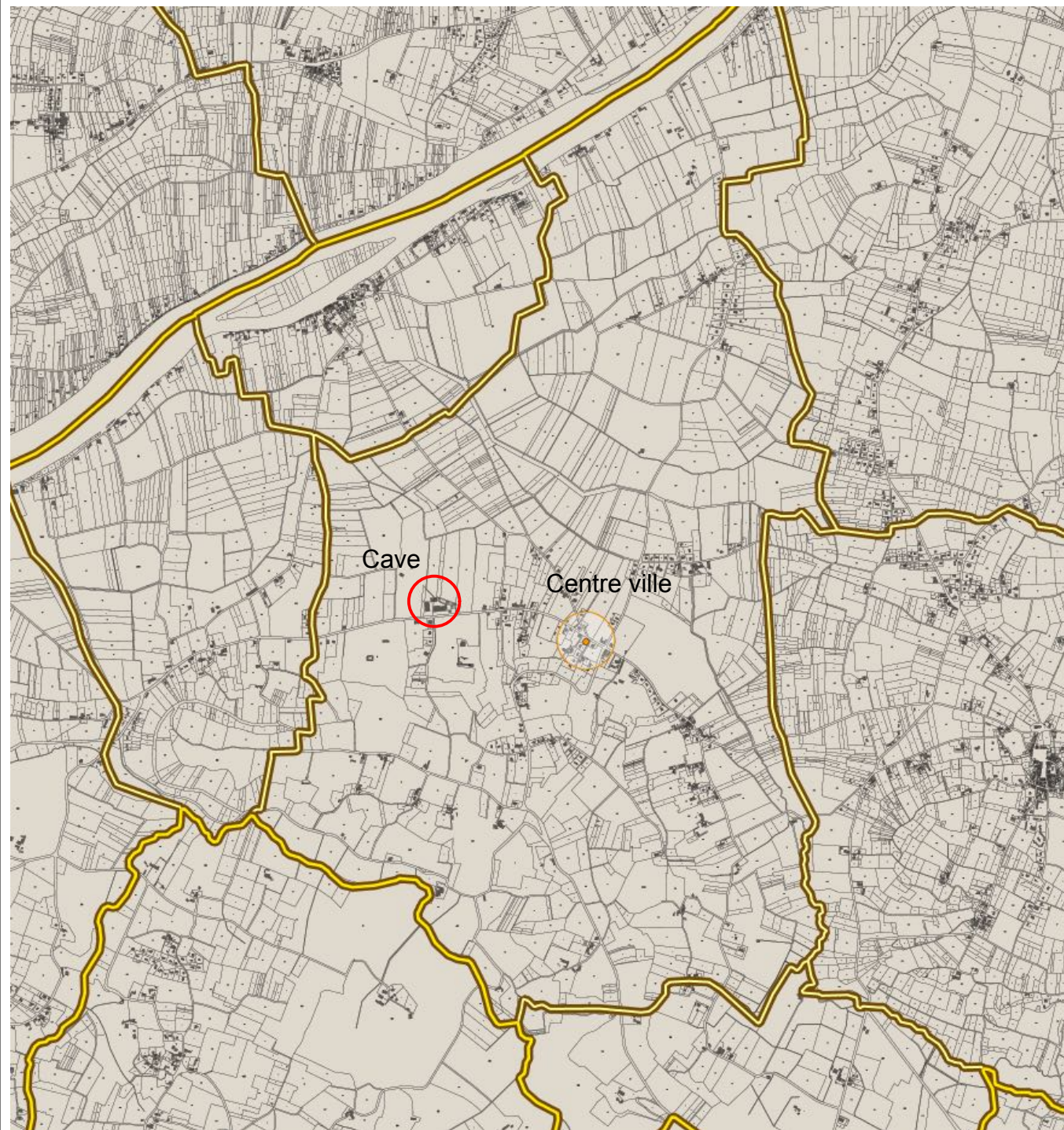
**SAGE** : Schéma d'Aménagement et de Gestion des eaux.

# ANNEXES

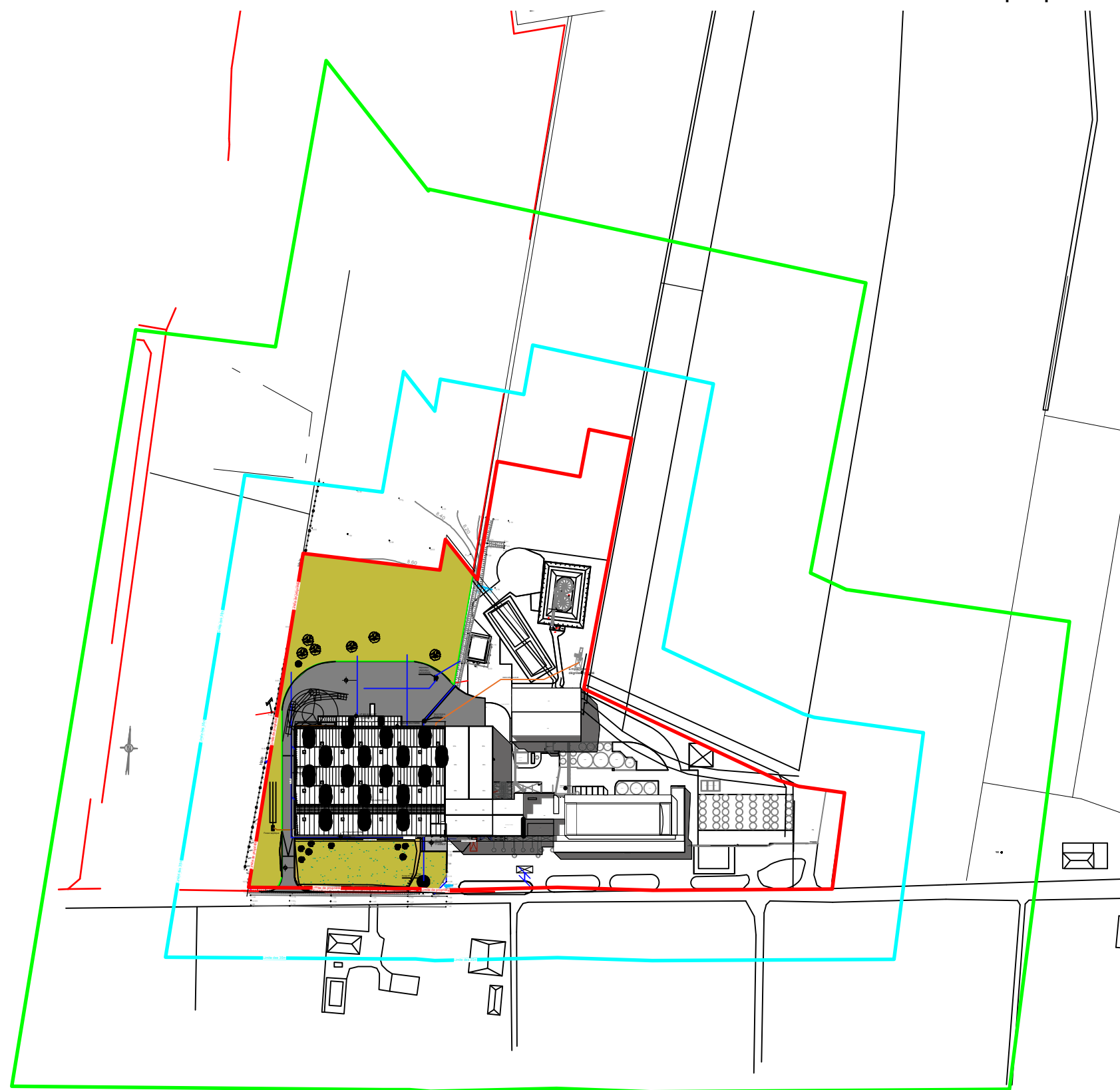
- Annexe n°1 : Plan de masse 1-2500 et 1-1000
- Annexe n°2 : Plan avec éléments combustibles
- Annexe n°3 : Plan de masse 1-200/ Permis de construire/ Visuels projetés
- Annexe n°4 : Etude agronomique relative à l'épandage - Terralys
- Annexe n°5 : Conformité ICPE - Audit ICPE 2251
- Annexe n°5 bis : Conformité ICPE - Audit ICPE 4130
- Annexe n°6 : Copie du registre de sécurité (19/03/2015)
- Annexe n°7 : Dernier contrôle groupe froid
- Annexe n°7 bis : Suivi de l'entretien groupe froid
- Annexe n°8: Rapport de vérification de la chaudière
- Annexe n°9 : Analyse de bruit du 24 06 2015
- Annexe n°10 : Dossier de déclaration au titre du code de l'environnement (Loi sur l'eau)
- Annexe n°11 : Carte et règlement du PLU
- Annexe n°12 : Justification du calcul – D9

# ANNEXE n°1

Plan de masse 1-2500 et 1-1000



Echelle:1/25000



- Limite des 100m
- Limite des 35m
- Limite de propriété

Echelle:1/2500

Maître d'œuvre



**Ingévin Sud-Ouest**  
 1241 rt de Villariès 31340 Vacquiers  
 Tel: 05 61 84 19 22 fax:05 61 84 14 05  
 E.mail: ingevin@wanadoo.fr

**Ingévin Languedoc**  
 Immeuble Blue d'Oc 120 Rue du Thor  
 34000 MONTPELLIER  
 tel: 04 67 59 09 98 fax: 04 67 59 06 27  
 E.mail: ingevin.languedoc@wanadoo.fr

Maître d'ouvrage



**SCA Vignerons de Saint-Pey-Genissac**  
 Tél: 05 57 40 52 07  
 Fax: 05 57 40 57 17

Projet

**RESTRUCTURATION DU SITE DE ST PEY DE CASTETS**

Phase

**APS**

Document

**Plan de masse**

Echelle :

N° : **14-11-047**

Ind :

M à J le :

Folio :



Localisation :

COMMUNE DE ST PEY DE CASTETS  
33350

Projet :

EXTENSION DE LA CAVE DE ST PEY GENISSAC :  
REALISATION D'UN BATIMENT INDUSTRIEL D'EMBOUTEILLAGE

Maître d' Ouvrage :

SCA Les Vignerons de Saint-Pey Génissac  
36, av de la Mairie 33350 SAINT PEY DE CASTET  
Tel : 05 57 40 52 07  
udpstpey@fr.oleane.com

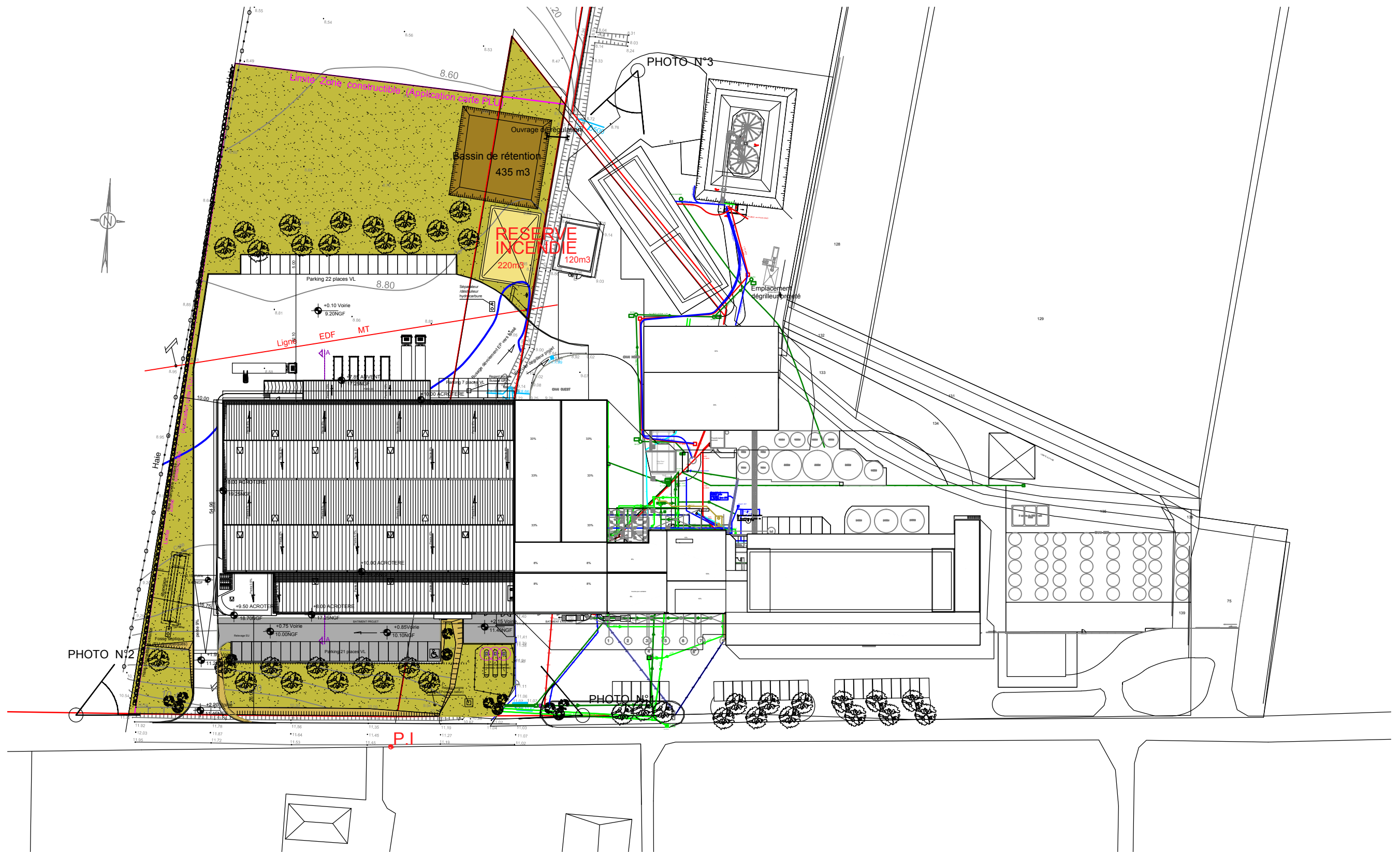
Phase :

PC

Plan N° :

02-1

Le présent plan n'est pas un plan d'exécution et ne peut donc en aucun cas être directement utilisé pour réaliser la construction.



SBY1501

Architecte :

**SBY** Archi  
tetur

7, Rue Jean Carrière - 33430 JACOU  
Tel : 06 68 09 44 18 e-mail : dasby.archi@free.fr  
Ordre des Architectes N° : S17181

Maitrise d'Oeuvre d'Exécution :

INGEVIN SUD-OUEST  
1241 ROUTE DE VILLARIES 31340 VACQUIERS  
TEL : 05 61 84 19 22 FAX : 05 61 84 14 05  
E-MAIL : ingevin@wanadoo.fr

INGEVIN LANGUEDOC  
120, RUE DU THOR 34000 MONTPELLIER  
TEL : 04 67 590 998 FAX : 04 67 590 627

Désignation Plan :

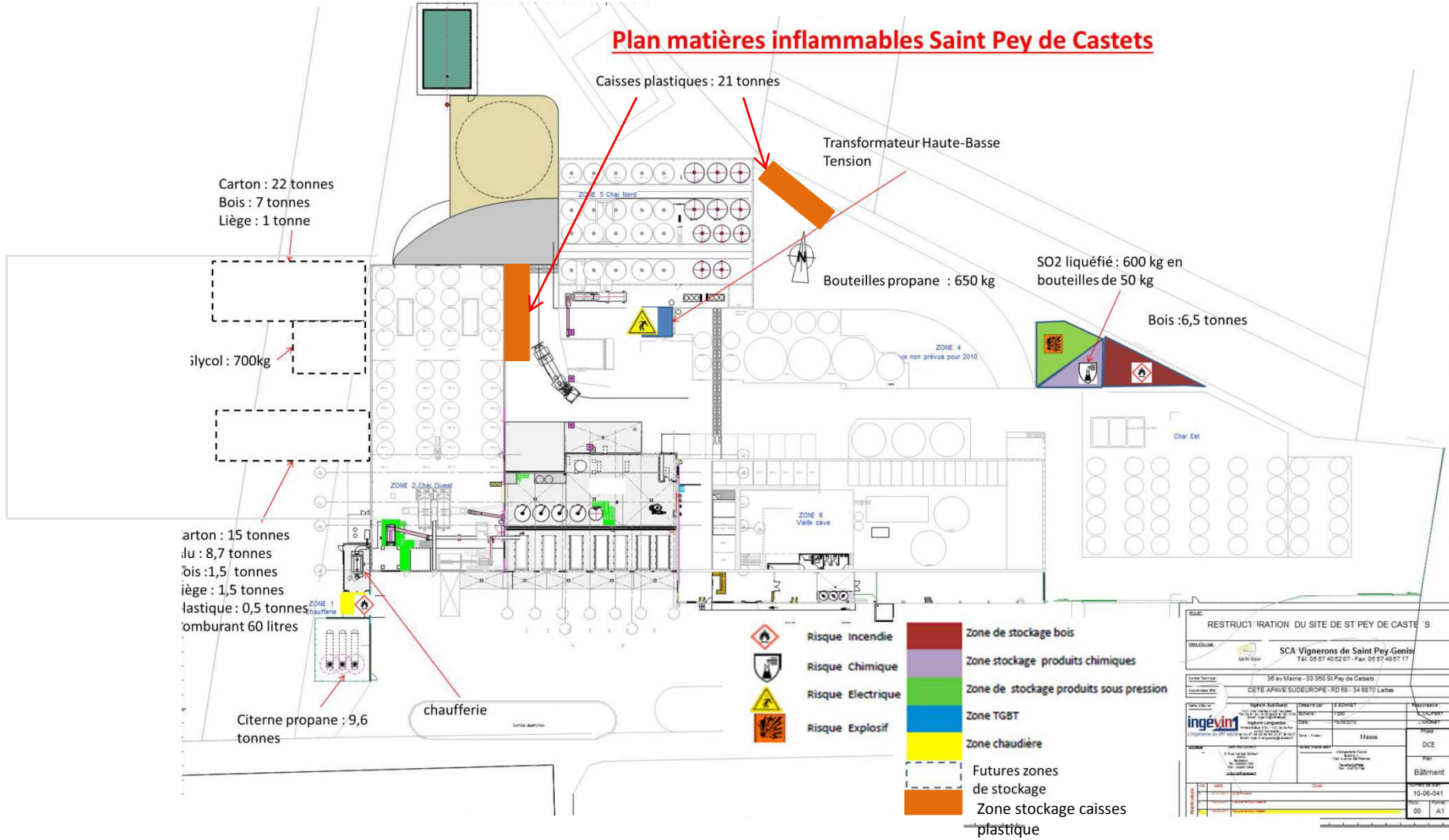
PLAN DE MASSE ELARGI

| indice | Révisions :                                  | Date       | Echelle : |
|--------|--|------------|-----------|
| 00     | Origine                                      | 20/02/2015 | 1/1000    |
| 01     | Maj Plans                                    | 06/05/2015 | Visa :    |
| 02     | Maj Projet (dépôt)                           | 23/06/2015 |           |
| 03     | Maj Projet (intégration bassin de rétention) | 11/12/2015 |           |

# ANNEXE n°2

Plan avec éléments combustibles

# Plan matières inflammables Saint Pey de Castets



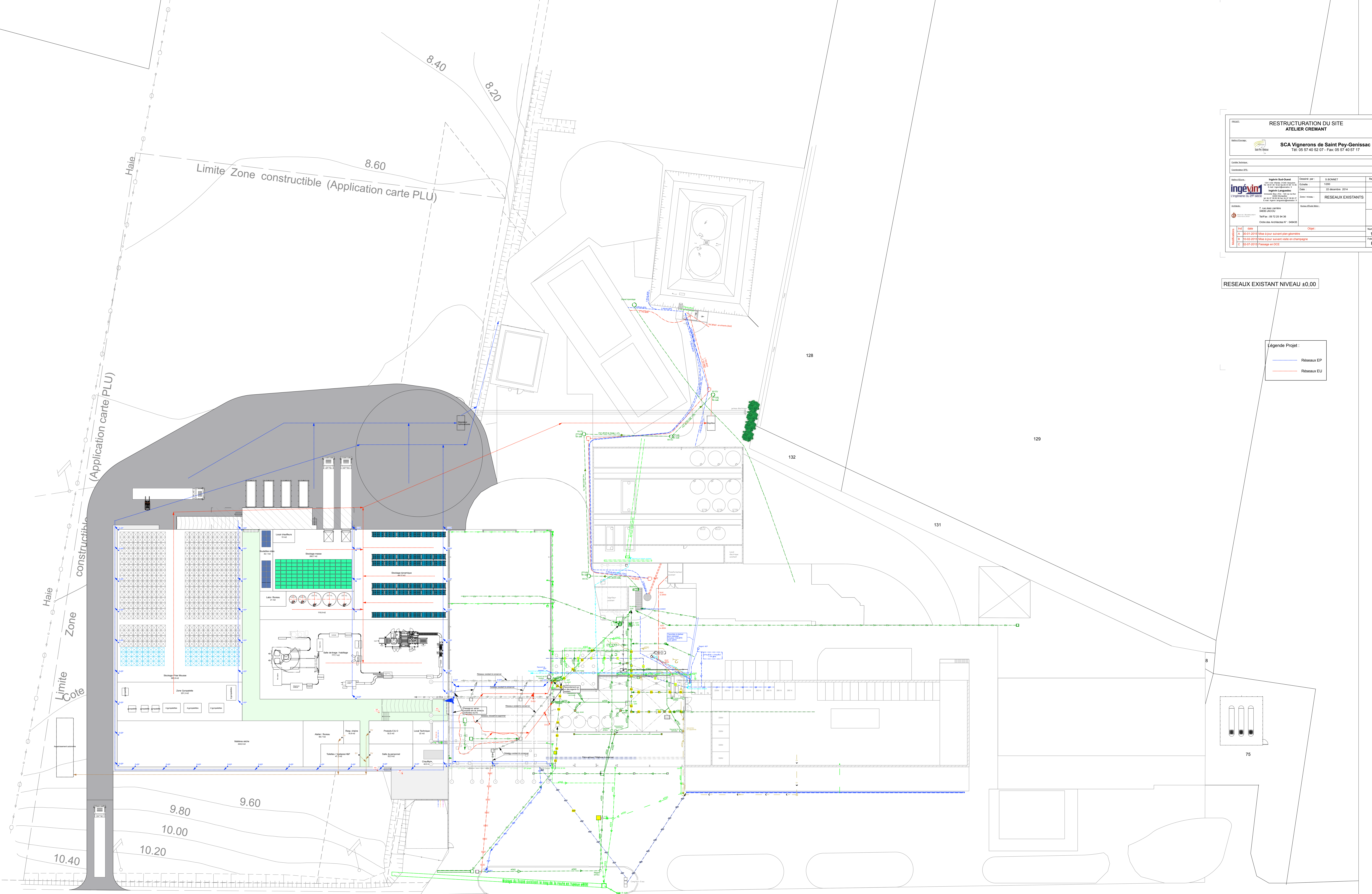
| RESTRUCTURATION DU SITE DE SAINT PEY DE CASTETS   |   |        |                 |
|---|---|--------|-----------------|
| SCA Vignerons de Saint Pey Genès<br>Tél: 05 57 40 52 07 - Fax: 05 57 40 57 17               |   |        |                 |
| 36 av. Mairie - 33 350 St Pey de Castets<br>CITE ARIQUE SUD-EUROPE - RD 98 - 34 9570 Lattes |   |        |                 |
| Client  | SCA Vignerons de Saint Pey Genès                | Projet | RESTRUCTURATION |
| Site  | 36 av. Mairie - 33 350 St Pey de Castets        | Date   | 15/05/2010      |
| Projet  | CITE ARIQUE SUD-EUROPE - RD 98 - 34 9570 Lattes | Client | MASSE           |
| Projet  | RESTRUCTURATION                                 | Projet | DCE             |
| Projet  | RESTRUCTURATION                                 | Projet | Bâtiment        |
| Projet  | RESTRUCTURATION                                 | Projet | 10-06-041       |
| Projet  | RESTRUCTURATION                                 | Projet | 00 AT           |

# ANNEXE n°3

Plan de masse 1-200

Permis de construire

Visuels projetés



| RESTRUCTURATION DU SITE<br>ATELIER CREMANT  |  |   |  |
|---|--|---|--|
| <b>SCA Vignerons de Saint-Pey-Genissac</b><br>Tél: 05 57 40 52 07 - Fax: 05 57 40 57 17                 |  | Client: SCA Vignerons de Saint-Pey-Genissac<br>Date: 20 novembre 2014<br>Révisé: 20 novembre 2014<br>Révisé: 20 novembre 2014<br>Révisé: 20 novembre 2014 |  |
| Ingénieur en Chef: <b>Ingévin</b><br>Ingénieur: <b>Ingévin</b><br>Dessinateur: <b>Ingévin</b>           |  | Révisé: <b>RESEAUX EXISTANTS</b><br>DCE<br>Bâtiment   |  |
| Adresse: 7, rue des Carrières<br>33100 SAINT-PEY-GENISSAC<br>Tél: 05 57 40 52 07<br>Fax: 05 57 40 57 17 |  | Révisé: <b>RESEAUX EXISTANTS</b><br>DCE<br>Bâtiment   |  |
| Révisé: <b>RESEAUX EXISTANTS</b><br>DCE<br>Bâtiment   |  | Révisé: <b>RESEAUX EXISTANTS</b><br>DCE<br>Bâtiment   |  |

RESEAUX EXISTANT NIVEAU ±0.00

Légende Projet :

|                                     |            |
|-------------------------------------|------------|
| <span style="color: blue;">—</span> | Réseaux EP |
| <span style="color: red;">—</span>  | Réseaux EU |

75

Localisation :

COMMUNE DE ST PEY DE CASTET  
33350

Projet :

EXTENSION DE LA CAVE DE ST PEY GENISSAC :  
REALISATION D'UN BATIMENT INDUSTRIEL D'EMBOUTEILLAGE

Maître d' Ouvrage :

SCA Les Vignerons de Saint-Pey Génissac  
36, av de la Mairie 33350 SAINT PEY DE CASTET  
Tel : 05 57 40 52 07  
udpstpey@fr.oleane.com

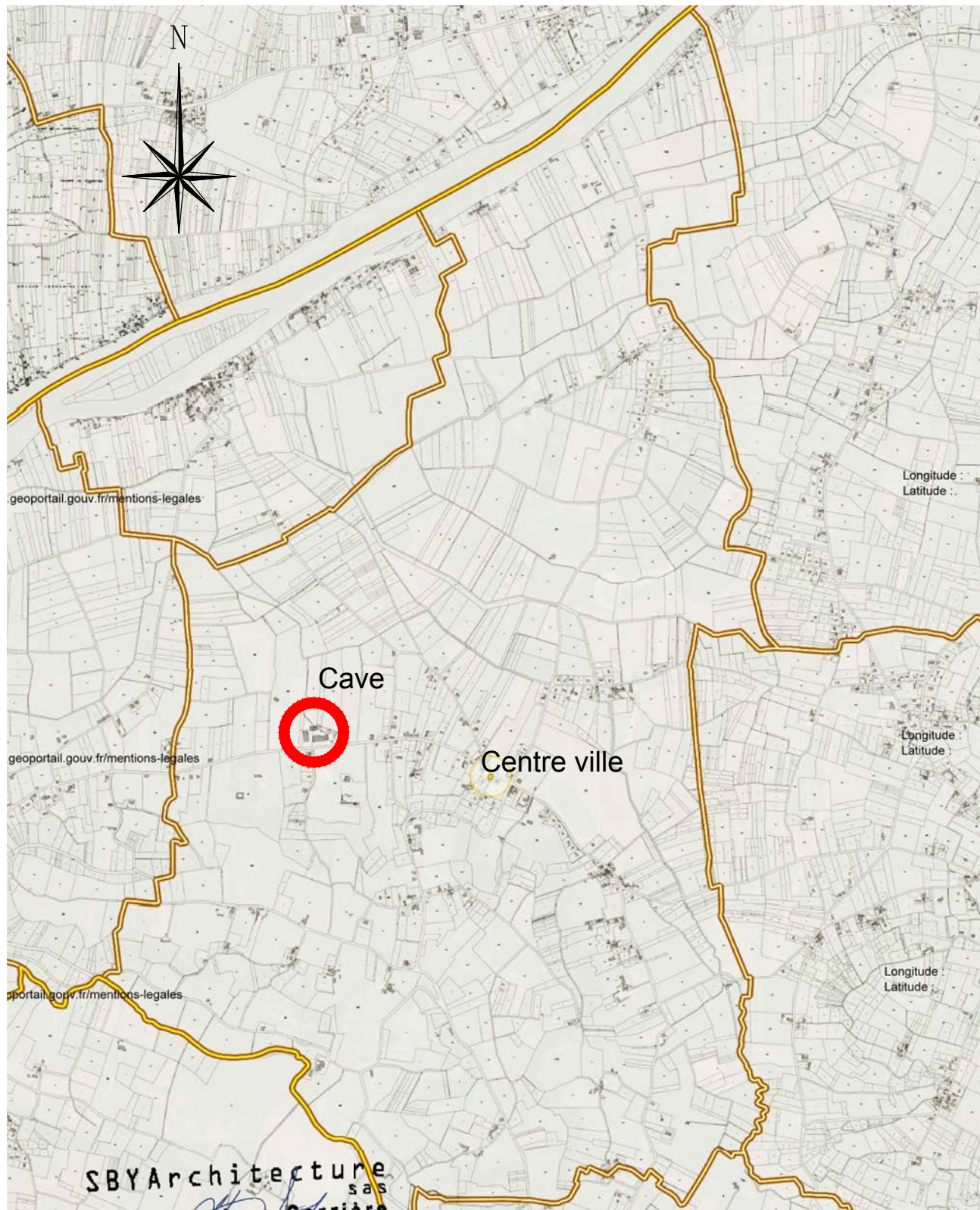
Phase :

PC

Plan N° :

01

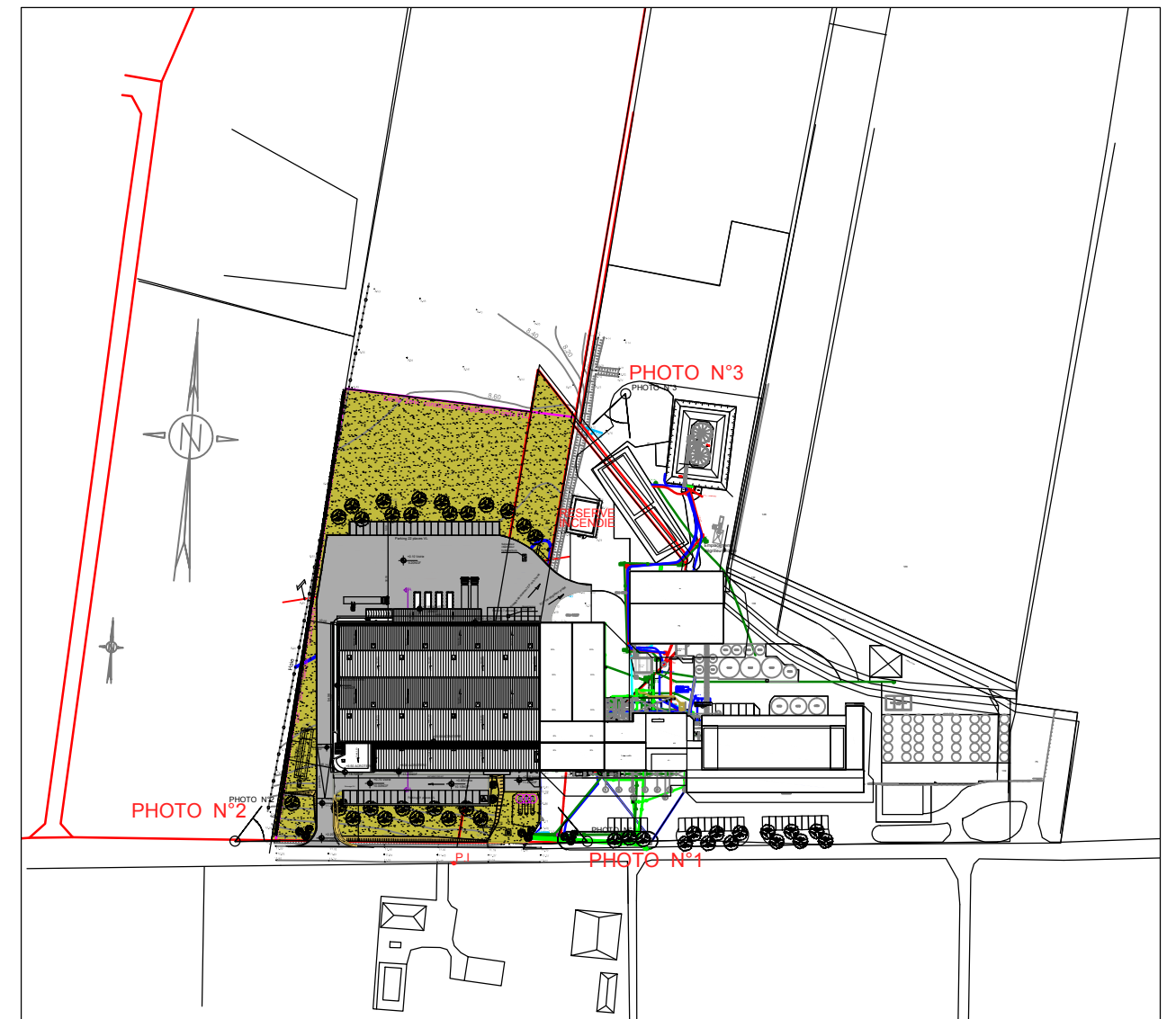
Le présent plan n'est pas un plan d'exécution et ne peut donc en aucun cas être directement utilisé pour réaliser la construction.



**SBY Architecture** sas  
7, rue Jean Carrière  
34830 JACOU

Ordre N°1 : S17181    Ordre L-R : S01754  
Siret : 80888914400012 - RCS MONTPELLIER NAF:7111z

Plan de repérage 1/25 000



Plan cadastral 1/2500 (Section ZE)

SBY1501

Architecte :

**SBY** Archi  
tectu**r**

7, Rue Jean Carrière - 34830 JACOU  
Tel : 06 68 09 44 18 e-mail : dasby.archi@free.fr  
Ordre des Architectes N° : S17181

Maitrise d'Oeuvre d'Exécution :

INGEVIN SUD-OUEST  
1241 ROUTE DE VILLARIES 31340 VACQUIERS  
TEL : 05 61 84 19 22 FAX : 05 61 84 14 05  
E-MAIL : ingevin@wanadoo.fr

INGEVIN LANGUEDOC  
120, RUE DU THOR 34000 MONTPELLIER  
TEL : 04 67 590 998 FAX : 04 67 590 627

Désignation Plan :

PLAN DE SITUATION

| indice | Révisions :        | Date       |
|--------|--------------------|------------|
| 00     | Origine            | 20/02/2015 |
| 01     | Maj Plans          | 06/05/2015 |
| 02     | Maj Projet (dépôt) | 23/06/2015 |

Echelle :  
Divers

Visa :

Localisation :

COMMUNE DE ST PEY DE CASTET  
33350

Projet :

EXTENSION DE LA CAVE DE ST PEY GENISSAC :  
REALISATION D'UN BATIMENT INDUSTRIEL D'EMBOUTEILLAGE

Maître d' Ouvrage :

SCA Les Vignerons de Saint-Pey Génissac  
36, av de la Mairie 33350 SAINT PEY DE CASTET  
Tel : 05 57 40 52 07  
udpstpey@fr.oleane.com

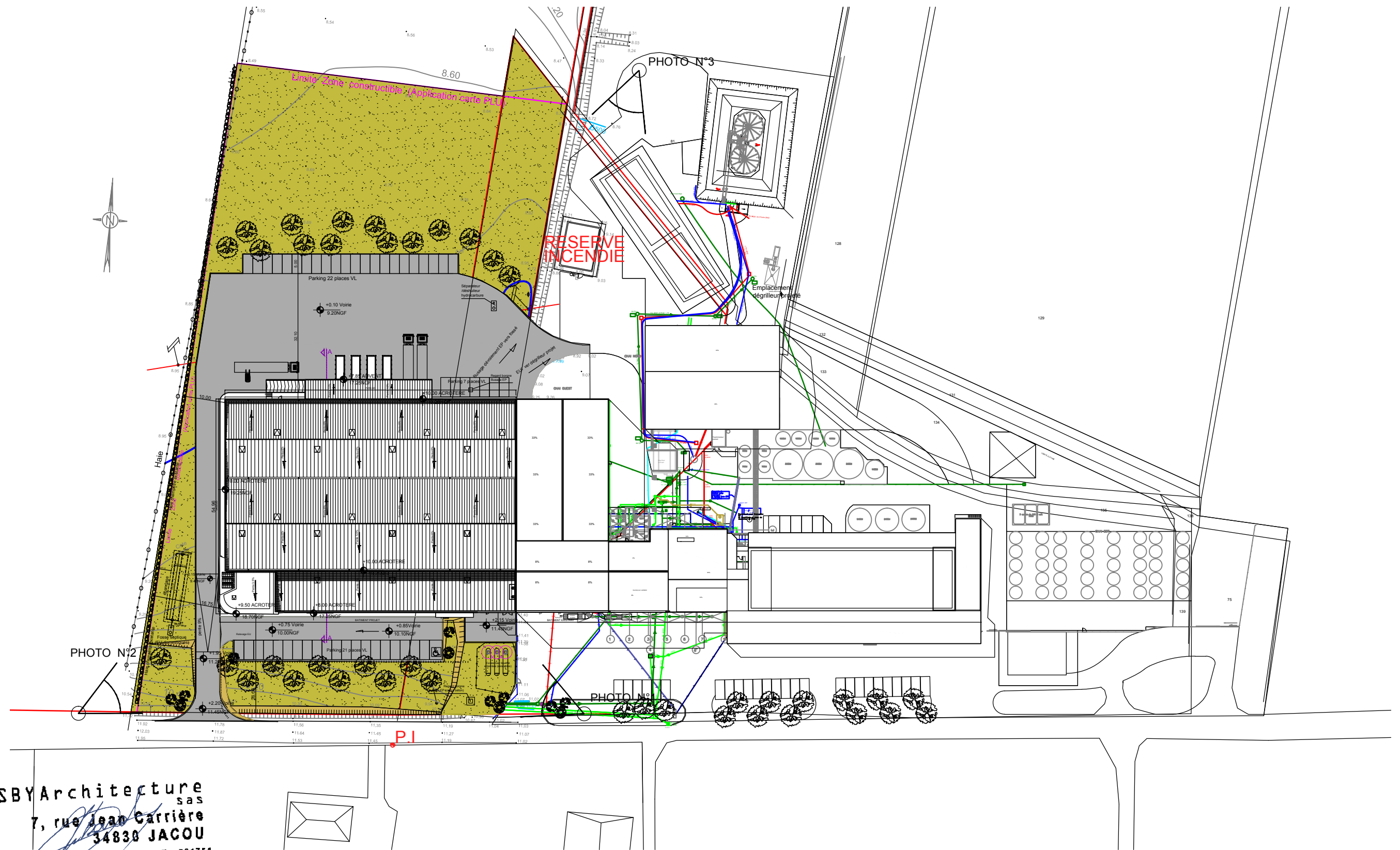
Phase :

PC

Plan N° :

02-1

Le présent plan n'est pas un plan d'exécution et ne peut donc en aucun cas être directement utilisé pour réaliser la construction.



SBY Architecture  
sas

7, rue Jean Carrière  
34830 JACOU

Ordre Nat. : S11101 Ordre L-R : S01754  
Siret : 80880914400012 - RCS MONTPELLIER NAF:7111z

Architecte :

**SBY** Archi  
tecture

7, Rue Jean Carrière - 34830 JACOU  
Tel : 06 68 09 44 18 e-mail : dsby.archi@free.fr  
Ordre des Architectes N° : S17181

Maitrise d'Oeuvre d'Exécution :

INGEVIN SUD-OUEST  
1241 ROUTE DE VILLARIES 31340 VACQUIERS  
TEL : 05 61 84 19 22 FAX : 05 61 84 14 05  
E-MAIL : ingevin@wanadoo.fr

INGEVIN LANGUEDOC  
120, RUE DU THOR 34000 MONTPELLIER  
TEL : 04 67 590 998 FAX : 04 67 590 627

Désignation Plan :

PLAN DE MASSE ELARGI

| indice | Révisions :        | Date       | Echelle : |
|--------|--------------------|------------|-----------|
| 00     | Origine            | 20/02/2015 | 1/1000    |
| 01     | Maj Plans          | 06/05/2015 | Visa :    |
| 02     | Maj Projet (dépôt) | 23/06/2015 |           |

SBY1501

Localisation :

COMMUNE DE ST PEY DE CASTET  
33350

Projet :

EXTENSION DE LA CAVE DE ST PEY GENISSAC :  
REALISATION D'UN BATIMENT INDUSTRIEL D'EMBOUTEILLAGE

Maître d' Ouvrage :

SCA Les Vignerons de Saint-Pey Génissac  
36, av de la Mairie 33350 SAINT PEY DE CASTET  
Tel : 05 57 40 52 07  
udpstpey@fr.oleane.com

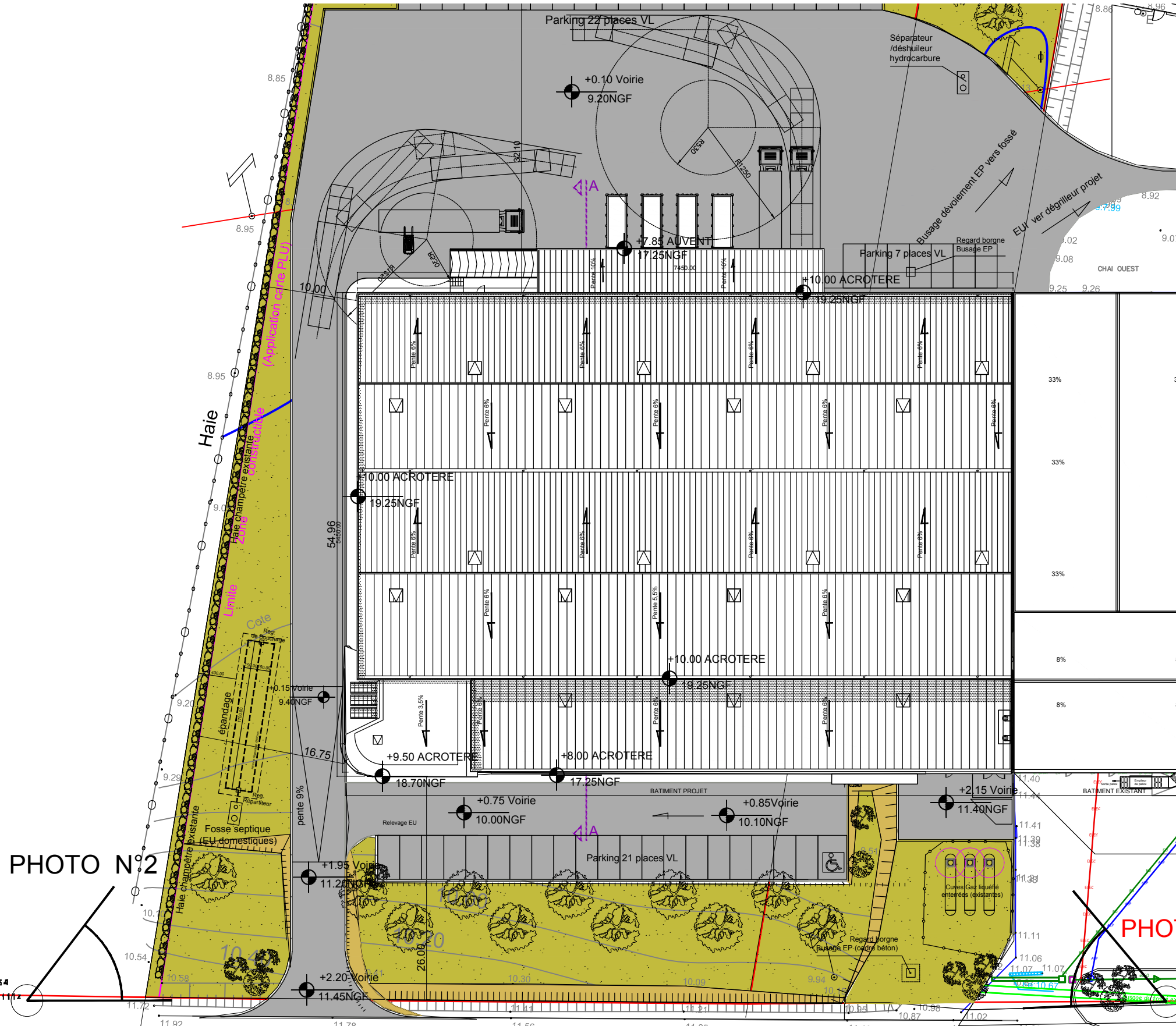
Phase :

PC

Plan N° :

02-2

Le présent plan n'est pas un plan d'exécution et ne peut donc en aucun cas être directement utilisé pour réaliser la construction.



**SBYArchitecture**  
sas  
7, rue Jean Carrière  
34830 JACOU  
Ordre Nat. : S11101 Ordre L-R : SD1754  
Siret : 80880914400012 - RCS MONTPELLIER NAF:7111z

PHOTO N°2

PHOTO N°1

SBY1501

Architecte :

**SBY** Archi  
tecture

7, Rue Jean Carrière - 34830 JACOU  
Tel : 06 68 09 44 18 e-mail : dasby.archi@free.fr  
Ordre des Architectes N° : S17181

Maitrise d'Oeuvre d'Exécution :

INGEVIN SUD-OUEST  
1241 ROUTE DE VILLARIES 31340 VACQUIERS  
TEL : 05 61 84 19 22 FAX : 05 61 84 14 05  
E-MAIL : ingevin@wanadoo.fr

INGEVIN LANGUEDOC  
120, RUE DU THOR 34000 MONTPELLIER  
TEL : 04 67 590 998 FAX : 04 67 590 627

Désignation Plan :

PLAN DE MASSE

indice

00

01

02

Révisions :

Origine

Maj Plans

Maj Projet (dépôt)

Date

20/02/2015

06/05/2015

23/06/2015

Echelle :

1/500

Visa :





Localisation :

COMMUNE DE ST PEY DE CASTET  
33350

Projet :

EXTENSION DE LA CAVE DE ST PEY GENISSAC :  
REALISATION D'UN BATIMENT INDUSTRIEL D'EMBOUTEILLAGE

Maître d' Ouvrage :

SCA Les Vignerons de Saint-Pey Génissac  
36, av de la Mairie 33350 SAINT PEY DE CASTET  
Tel : 05 57 40 52 07  
udpstpey@fr.oleane.com

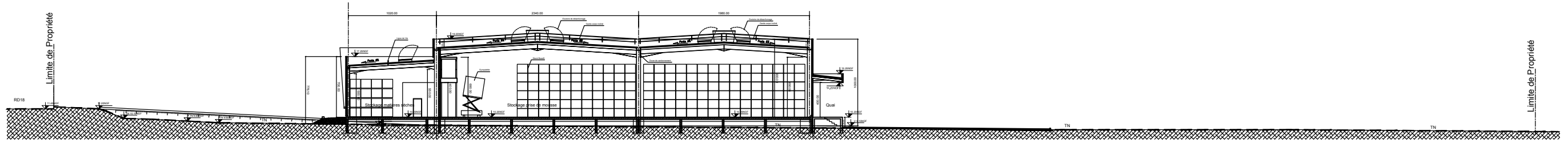
Phase :

PC

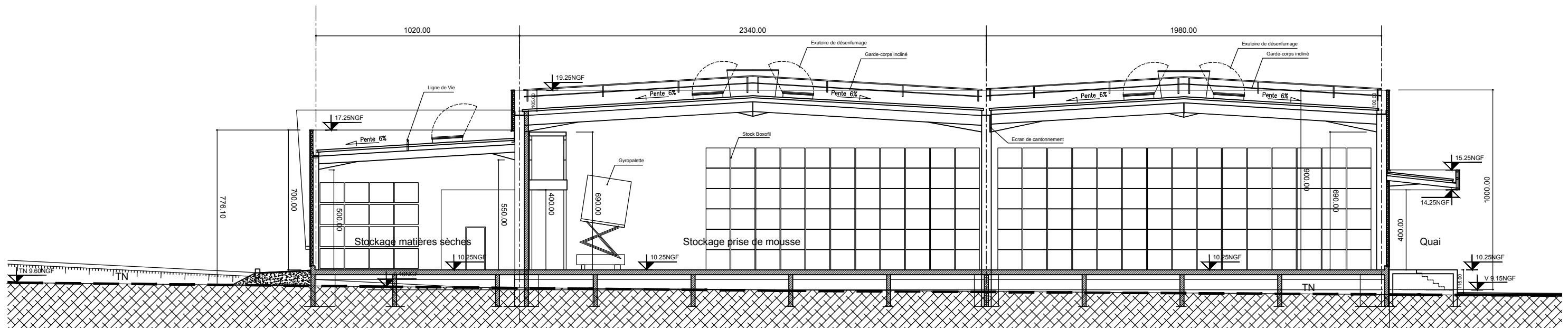
Plan N° :

03

Le présent plan n'est pas un plan d'exécution et ne peut donc en aucun cas être directement utilisé pour réaliser la construction.



PROFIL TRANSVERSALE AA ( de Limite à limite) 1/500



COUPE TRANSVERSALE AA ( Extrait sur Bâtiment projeté) 1/250

SBY Architecture  
sas

7, rue Jean Carrière  
34830 JACOU

Ordre Nat. : S11101 Ordre L-R : S01754  
Siret : 80880914400012 - RCS MONTPELLIER NAF:7111z

Architecte :

SBY Archi  
tecture

7, Rue Jean Carrière - 34830 JACOU  
Tel : 06 68 09 44 18 e-mail : dasby.archi@free.fr  
Ordre des Architectes N° : S17181

Maitrise d'Oeuvre d'Exécution :

INGEVIN SUD-OUEST  
1241 ROUTE DE VILLARIES 31340 VACQUIERS  
TEL : 05 61 84 19 22 FAX : 05 61 84 14 05  
E-MAIL : ingevin@wanadoo.fr

INGEVIN LANGUEDOC  
120, RUE DU THOR 34000 MONTPELLIER  
TEL : 04 67 590 998 FAX : 04 67 590 627

Désignation Plan :

COUPE TRANSVERSALE AA

| indice | Révisions :        | Date       | Echelle : |
|--------|--------------------|------------|-----------|
| 00     | Origine            | 20/02/2015 | 1/250     |
| 01     | Maj Plans          | 06/05/2015 | Visa :    |
| 02     | Maj Projet (dépôt) | 23/06/2015 |           |

SBY1501

Localisation :

COMMUNE DE ST PEY DE CASTET  
33350

Projet :

EXTENSION DE LA CAVE DE ST PEY GENISSAC :  
REALISATION D'UN BATIMENT INDUSTRIEL D'EMBOUTEILLAGE

Maître d' Ouvrage :

SCA Les Vignerons de Saint-Pey Génissac  
36, av de la Mairie 33350 SAINT PEY DE CASTET  
Tel : 05 57 40 52 07  
udpstpey@fr.oleane.com

Phase :

PC

Plan N° :

04

## PRESENTATION DE L'OPERATION

L'opération, objet de la présente demande de permis de construire concerne la réalisation d'une unité de mise en bouteilles pour la production des crémants, en extension de la cave des vigneron de St-Pey-Génissac.

L' Unité foncière est constituée des parcelles cadastrées : ZE75 ; ZE76; ZE81a & b; ZE 133 à135 ; ZE 137 & 139; 164 totalisant 54 849m2

En extension Ouest des bâtiments existants sur le site, le projet prévoit :

- la réalisation d'un bâtiment industriel de production et de mise en bouteille pour les crémants, d'une surface totale de plancher de 4073 m2.

Ce projet est réalisé conformément à la réglementation ICPE, dont le récépissé de dépôt du porté à connaissance de la modification, est joint au dossier.

10 personnes travaillent sur le site de la Cave  
15 personnes travaillent sur la nouvelle unité de production.

## IMPACT ARCHITECTURAL

### SITUATION DU TERRAIN :

Le terrain est plat et l'altimétrie moyenne de nivellement est de 9.10m NGF. Aucune plantation n'est présente sur le site de l'extension. Le terrain est desservi par un accès principal sur le RD 18, au Sud, où sont implantés les branchements des réseaux de viabilité ( EDF ; TELECOM ; AEP ;EP).

Le site de la cave s'inscrit à l'entrée du Village de Saint-Pey de Castet dans un paysage rural de plaines agricoles, très faiblement urbanisé au Nord. L'environnement immédiat du site est constitué des bâtiments de production existants de la cave, de hauteurs variables ( entre 6 et 15m).

A l'alignement opposée du RD18, deux maisons bourgeoises jalonnent la route au Sud-Ouest de la Cave. En retrait de la route ces constructions bénéficient d'espaces bien arborés, qui les rendent peu visibles dans la perspective de la Cave. la plus éloignée du site , dégage cependant sa façade urbaine depuis la route, au niveau de la clôture et de son portail d'entrée. Les volumes de ces constructions anciennes sont bâtis en R+1 avec des toitures à 4 pentes.

Depuis les Hauteurs de St Pey de Castet , le projet d'extension transforme peu la perception lointaine du paysage de la cave, masqué par les espaces boisés se trouvant le long du RD18.

### IMPACT ARCHITECTURAL DU PROJET : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS

Le projet propose la réalisation du bâtiment de production situé à l'ouest du terrain. Le parti architectural retenu pour cette extension qui abritera une unité d'élevage et de mise en bouteille de la production des crémants, est l'affirmation d'un bâtiment communiquant qui compte mieux restructurer l'entrée du village de St Pey de Castet.

les réseaux d'eau Usées industrielles ( eaux de lavages) seront branchées sur le réseau d'EU existant menant à station d'épuration existante au Nord du terrain. L'assainissement des eaux usées domestiques ( vestiaires sanitaires douches) est assuré par une fosse septique et son système d'épandage. L'alimentation en Eau potable se fera depuis le branchement existant L'alimentation en électricité se fera depuis le TGBT Existant.

### TRAITEMENT DES CONSTRUCTIONS

L'intégration du projet est réalisée par une composition à 2 volumes en longueur (74m) de hauteurs différentes et décalé de 10,20m l'un par rapport à l'autre le long du R18.

Le volume haut (10m à l'acrotère par rapport au TN) qui abrite les espaces de process de stockage et de mise en bouteilles, constitue le corps principal du projet. Erigé en retrait 36,20m du RD18, il surplombe l'autre volume attenant, plus bas (8,00m à l'acrotère par rapport au TN) qui est aligné sur les façades existantes de la cave à une distance de 26m du R18. Cet avant corps de bâtiment abrite les espaces de stockages de matières sèches , les locaux sociaux et la chaufferie. A l'extrémité Ouest du projet, une salle de réunion est affirmée par un élément architectural en mur rideau qui crée un signal dans la lecture du bâtiment et qui en anime la façade. Cette composition en 2 parallélépipèdes décalés rend plus homogène la lecture du projet depuis le RD 18, en limitant l'impact des hauteurs, le long de la voie publique et des constructions riveraines. La perception limitée des hauteurs du projet vis à vis des constructions riveraines est renforcée par l'implantation du bâtiment, en contre-bas de la voie publique.

La toiture à 2 pentes ( 6%) est constituée de panneaux sandwichs métalliques de couleur foncée. Les façades du corps principal sont réalisées en panneaux sandwich métalliques micro-nervurés posés verticalement de couleur foncé Brun Rouge RAL 8012. Les façades de l'avant-corps sont traitées en partie courante par un bardage minéral composé de pierre reconstituées, de couleur blanc cassé pour véhiculer une image très qualitative du bâtiment et mieux s'intégrer en répondant aux typologies des façades en pierre des constructions riveraines. Un bardage métallique vertical, laqué mat de couleur foncé GRIS TERRE D'OMBRE RAL 7022 est mis en oeuvre en partie supérieure. Un bandeau métallique de couleur RAL 9006 gris aluminium, couronne la salle de réunion et la terrasse extérieure, à l'extrémité Ouest

Le menuiseries sont en aluminium laqué de couleur gris Terre d'Ombre RAL 7022 le Mur rideau de la salle de réunion est en aluminium de couleur Gris Aluminium RAL 9006

### STATIONNEMENT ET TRAITEMENT DES ESPACES LIBRES

A l'occasion du projet d'extension 50 Places de stationnement seront matérialisées sur la voirie en enrobé, suivant les plans de ce dossier.

Les espaces libres existants aux abords immédiats de l'opération seront renchérissés de nouvelles plantations à moyen développement en vue d'en favoriser l'intégration paysagère dans l'environnement proche de la cave. 25 arbres de hautes tiges sont implantés pour le traitement paysager du site ; 11 unités sont implantées le long du pour assurer une transition végétale entre le domaine public et le site.

**SBY Architecture**  
SAS  
7, rue Jean Carrière  
34830 JACOU  
Ordre Nat. : S17181 Ordre L-R : S01754  
Siret : 80880914400012 - RCS MONTPELLIER NAF:7111z

SBY1501

Architecte :

**SBY** Archi  
tectur  
SAS  
7, Rue Jean Carrière - 34830 JACOU  
Tel : 06 68 09 44 18 e-mail : dasby.archi@free.fr  
Ordre des Architectes N° : S17181

Maitrise d'Oeuvre d'Exécution :

INGEVIN SUD-OUEST  
1241 ROUTE DE VILLARIES 31340 VACQUIERS  
TEL : 05 61 84 19 22 FAX : 05 61 84 14 05  
E-MAIL : ingevin@wanadoo.fr  
INGEVIN LANGUEDOC  
120, RUE DU THOR 34000 MONTPELLIER  
TEL : 04 67 590 998 FAX : 04 67 590 627

Désignation Plan :

NOTICE ARCHITECTURALE

| indice | Révisions :        | Date       | Echelle : |
|--------|--------------------|------------|-----------|
| 00     | Origine            | 20/02/2015 | S.E       |
| 01     | Maj Plans          | 06/05/2015 | Visa :    |
| 02     | Maj Projet (dépôt) | 23/06/2015 |           |

Le présent plan n'est pas un plan d'exécution et ne peut donc en aucun cas être directement utilisé pour réaliser la construction.

Localisation :

COMMUNE DE ST PEY DE CASTET  
33350

Projet :

EXTENSION DE LA CAVE DE ST PEY GENISSAC :  
REALISATION D'UN BATIMENT INDUSTRIEL D'EMBOUTEILLAGE

Maître d' Ouvrage :

SCA Les Vignerons de Saint-Pey Génissac  
36, av de la Mairie 33350 SAINT PEY DE CASTET  
Tel : 05 57 40 52 07  
udpstpey@fr.oleane.com

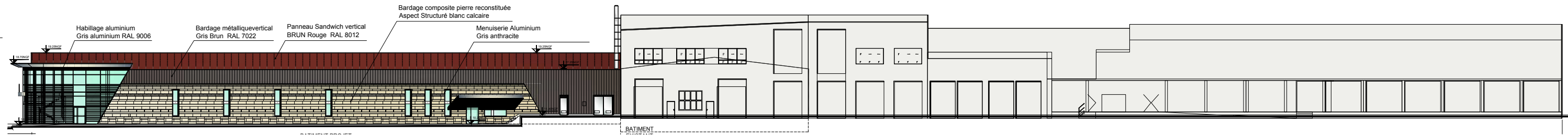
Phase :

PC

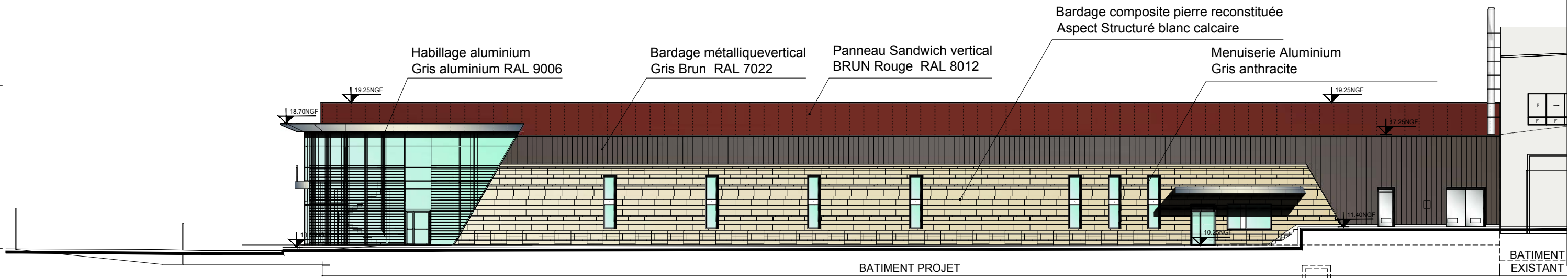
Plan N° :

05-1

Le présent plan n'est pas un plan d'exécution et ne peut donc en aucun cas être directement utilisé pour réaliser la construction.



PROFIL COMPLET 1/500



EXTRAIT SUR BATIMENT PROJETE 1/250

**SBY Architecture**  
SAS

7, rue Jean Carrière  
34830 JACOU

Ordre Nat. : S11101 Ordre L-R : S01754  
Siret : 80880914400012 - RCS MONTPELLIER NAF:7111z

Architecte :

**SBY** Archi  
tectur SAS

7, Rue Jean Carrière - 34830 JACOU  
Tel : 06 68 09 44 18 e-mail : dasby.archi@free.fr  
Ordre des Architectes N° : S17181

Maitrise d'Oeuvre d'Exécution :

INGEVIN SUD-OUEST  
1241 ROUTE DE VILLARIES 31340 VACQUIERS  
TEL : 05 61 84 19 22 FAX : 05 61 84 14 05  
E-MAIL : ingevin@wanadoo.fr

INGEVIN LANGUEDOC  
120, RUE DU THOR 34000 MONTPELLIER  
TEL : 04 67 590 998 FAX : 04 67 590 627

Désignation Plan :

**FACADE SUD (côte RD18)**

| indice | Révisions :        | Date       | Echelle : |
|--------|--------------------|------------|-----------|
| 00     | Origine            | 20/02/2015 | 1/250     |
| 01     | Maj Plans          | 06/05/2015 | Visa :    |
| 02     | Maj Projet (dépôt) | 23/06/2015 |           |

SBY1501

Localisation :

COMMUNE DE ST PEY DE CASTET  
33350

Projet :

EXTENSION DE LA CAVE DE ST PEY GENISSAC :  
REALISATION D'UN BATIMENT INDUSTRIEL D'EMBOUTEILLAGE

Maître d' Ouvrage :

SCA Les Vignerons de Saint-Pey Génissac  
36, av de la Mairie 33350 SAINT PEY DE CASTET  
Tel : 05 57 40 52 07  
udpstpey@fr.oleane.com

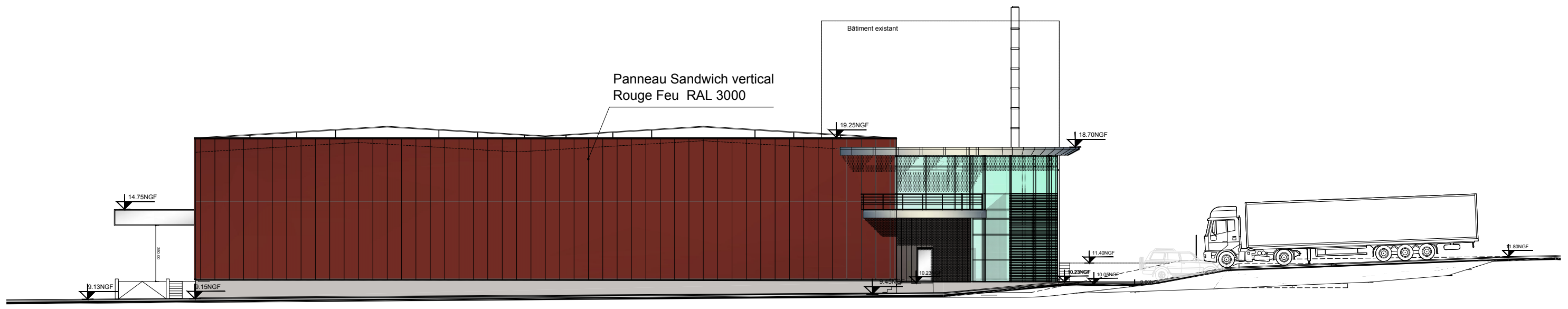
Phase :

PC

Plan N° :

05-2

Le présent plan n'est pas un plan d'exécution et ne peut donc en aucun cas être directement utilisé pour réaliser la construction.



**SBY Architecture**  
SAS  
7, rue Jean Carrière  
34830 JACOU  
Ordre Nat. : S17181 Ordre L-R : SD1754  
Siret : 8088894400012 - RCS MONTPELLIER NAF:7111z

SBY1501

Architecte :

**SBY** Archi  
tecture

7, Rue Jean Carrière - 34830 JACOU  
Tel : 06 68 09 44 18 e-mail : dasby.archi@free.fr  
Ordre des Architectes N° : S17181

Maitrise d'Oeuvre d'Exécution :

INGEVIN SUD-OUEST  
1241 ROUTE DE VILLARIES 31340 VACQUIERS  
TEL : 05 61 84 19 22 FAX : 05 61 84 14 05  
E-MAIL : ingevin@wanadoo.fr

INGEVIN LANGUEDOC  
120, RUE DU THOR 34000 MONTPELLIER  
TEL : 04 67 590 998 FAX : 04 67 590 627

Désignation Plan :

FACADE OUEST

| indice | Révisions :        | Date       | Echelle : |
|--------|--------------------|------------|-----------|
| 00     | Origine            | 20/02/2015 | 1/250     |
| 01     | Maj Plans          | 06/05/2015 | Visa :    |
| 02     | Maj Projet (dépôt) | 23/06/2015 |           |

Localisation :

COMMUNE DE ST PEY DE CASTET  
33350

Projet :

EXTENSION DE LA CAVE DE ST PEY GENISSAC :  
REALISATION D'UN BATIMENT INDUSTRIEL D'EMBOUTEILLAGE

Maître d' Ouvrage :

SCA Les Vignerons de Saint-Pey Génissac  
36, av de la Mairie 33350 SAINT PEY DE CASTET  
Tel : 05 57 40 52 07  
udpstpey@fr.oleane.com

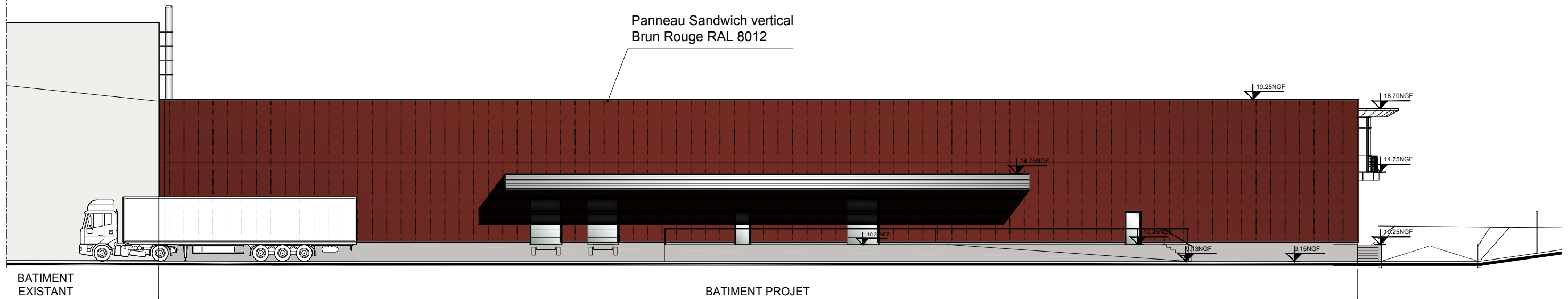
Phase :

PC

Plan N° :

05-3

Le présent plan n'est pas un plan d'exécution et ne peut donc en aucun cas être directement utilisé pour réaliser la construction.



**SBY Architecture**  
SAS  
7, rue Jean Carrière  
34830 JACOU

Ordre Nat. : S17181    Ordre L-R : SD1754  
Siret : 80888914400012 - RCS MONTPELLIER NAF:7111z

SBY1501

Architecte :

**SBY** Archi  
tecture

7, Rue Jean Carrière - 34830 JACOU  
Tel : 06 68 09 44 18 e-mail : dasby.archi@free.fr  
Ordre des Architectes N° : S17181

Maitrise d'Oeuvre d'Exécution :

INGEVIN SUD-OUEST  
1241 ROUTE DE VILLARIES 31340 VACQUIERS  
TEL : 05 61 84 19 22 FAX : 05 61 84 14 05  
E-MAIL : ingevin@wanadoo.fr

INGEVIN LANGUEDOC  
120, RUE DU THOR 34000 MONTPELLIER  
TEL : 04 67 590 998 FAX : 04 67 590 627

Désignation Plan :

FACADE NORD

| indice | Révisions :        | Date       | Echelle : |
|--------|--------------------|------------|-----------|
| 00     | Origine            | 20/02/2015 | 1/250     |
| 01     | Maj Plans          | 06/05/2015 | Visa :    |
| 02     | Maj Projet (dépôt) | 23/06/2015 |           |

Localisation :

COMMUNE DE ST PEY DE CASTET  
33350

Projet :

EXTENSION DE LA CAVE DE ST PEY GENISSAC :  
REALISATION D'UN BATIMENT INDUSTRIEL D'EMBOUTEILLAGE

Maître d' Ouvrage :

SCA Les Vignerons de Saint-Pey Génissac  
36, av de la Mairie 33350 SAINT PEY DE CASTET  
Tel : 05 57 40 52 07  
udpstpey@fr.oleane.com

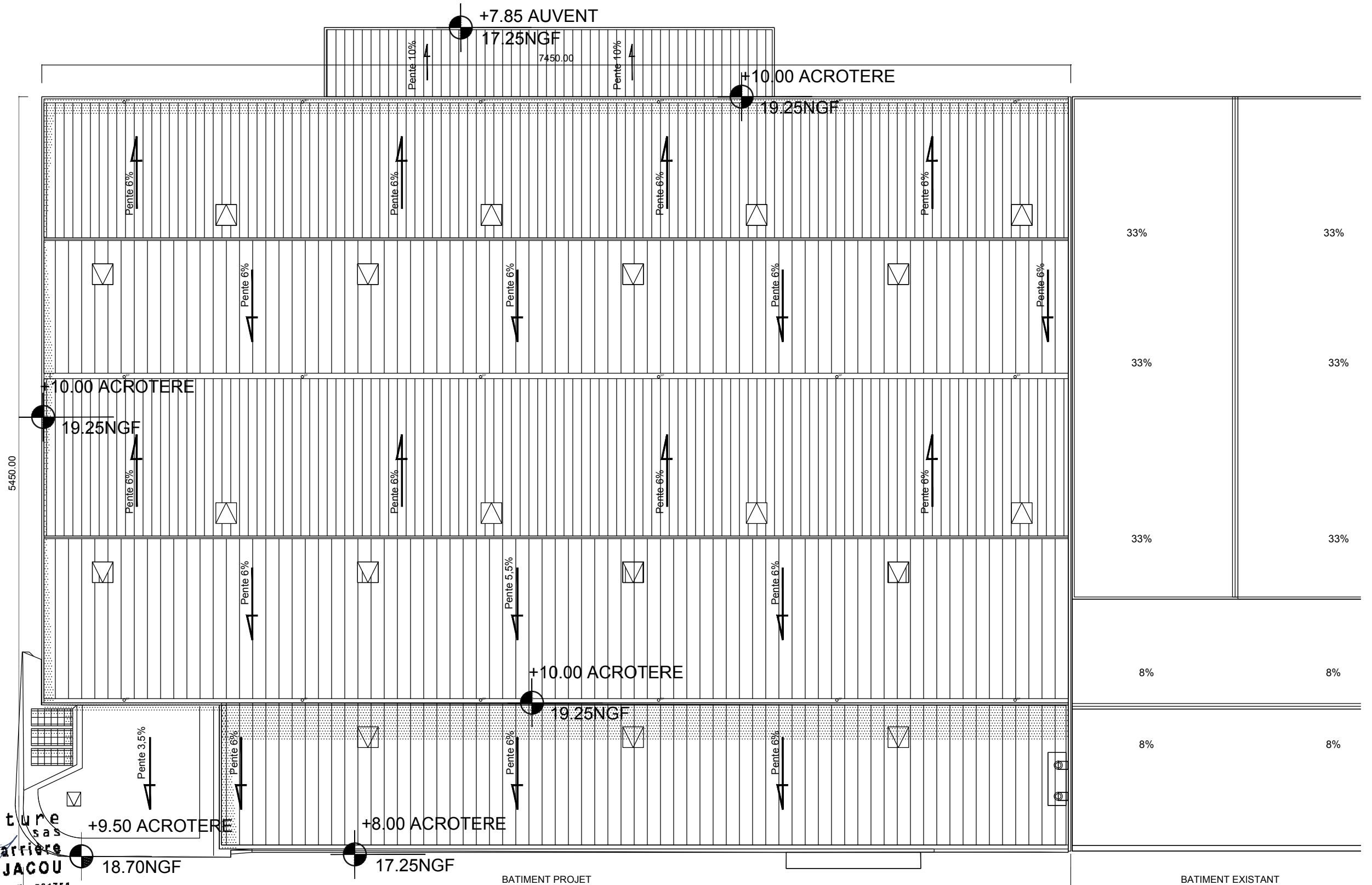
Phase :

PC

Plan N° :

05-4

Le présent plan n'est pas un plan d'exécution et ne peut donc en aucun cas être directement utilisé pour réaliser la construction.



**SBY Architecture**  
Sas  
7, rue Jean Carrière  
34830 JACOU

Ordre Nat. : S17101    Ordre L-R : 304754  
Siret : 8088091440012 - RCS MONTPELLIER NAF:7111z

SBY1501

Architecte :

**SBY** Archi  
tecture

7, Rue Jean Carrière - 34830 JACOU  
Tel : 06 68 09 44 18 e-mail : dsby.archi@free.fr  
Ordre des Architectes N° : S171B1

Maitrise d'Oeuvre d'Exécution :

INGEVIN SUD-OUEST  
1241 ROUTE DE VILLARIES 31340 VACQUIERS  
TEL : 05 61 84 19 22 FAX : 05 61 84 14 05  
E-MAIL : ingevin@wanadoo.fr

INGEVIN LANGUEDOC  
120, RUE DU THOR 34000 MONTPELLIER  
TEL : 04 67 590 998 FAX : 04 67 590 627

Désignation Plan :

PLAN DES TOITURES

| indice | Révisions :        | Date       | Echelle : |
|--------|--------------------|------------|-----------|
| 00     | Origine            | 20/02/2015 | 1/300     |
| 01     | Maj Plans          | 06/05/2015 | Visa :    |
| 02     | Maj Projet (dépôt) | 23/06/2015 |           |

Localisation :

COMMUNE DE ST PEY DE CASTET  
33350

Projet :

EXTENSION DE LA CAVE DE ST PEY GENISSAC :  
REALISATION D'UN BATIMENT INDUSTRIEL D'EMBOUTEILLAGE

Maître d' Ouvrage :

SCA Les Vignerons de Saint-Pey Génissac  
36, av de la Mairie 33350 SAINT PEY DE CASTET  
Tel : 05 57 40 52 07  
udpstpey@fr.oleane.com

Phase :

PC

Plan N° :

06

Le présent plan n'est pas un plan d'exécution et ne peut donc en aucun cas être directement utilisé pour réaliser la construction.



Photo 1 : Etat projeté



Photo 2 : Etat projeté

**SBY Architecture**  
SAS  
7, rue Jean Carrière  
34830 JACOU  
Ordre Nat. : S11101 Ordre L-R : S01754  
Siret : 80880914400012 - RCS MONTPELLIER NAF:7111z

SBY1501

Architecte :

**SBY** Archi  
tecture SAS

7, Rue Jean Carrière - 34830 JACOU  
Tel : 06 68 09 44 18 e-mail : dsby.archi@free.fr  
Ordre des Architectes N° : S17181

Maitrise d'Oeuvre d'Exécution :

INGEVIN SUD-OUEST  
1241 ROUTE DE VILLARIES 31340 VACQUIERS  
TEL : 05 61 84 19 22 FAX : 05 61 84 14 05  
E-MAIL : ingevin@wanadoo.fr

INGEVIN LANGUEDOC  
120, RUE DU THOR 34000 MONTPELLIER  
TEL : 04 67 590 998 FAX : 04 67 590 627

Désignation Plan :

Volet paysager  
Insertion dans le Site

| indice | Révisions :        | Date       | Echelle : |
|--------|--------------------|------------|-----------|
| 00     | Origine            | 20/02/2015 | S.E       |
| 01     | Maj Plans          | 06/05/2015 | Visa :    |
| 02     | Maj Projet (dépôt) | 23/06/2015 |           |



Localisation :  
**COMMUNE DE ST PEY DE CASTET**  
 33350

Projet :  
**EXTENSION DE LA CAVE DE ST PEY GENISSAC :  
 REALISATION D'UN BATIMENT INDUSTRIEL D'EMBOUTEILLAGE**

Maître d' Ouvrage :  
 SCA Les Vignerons de Saint-Pey Génissac  
 36, av de la Mairie 33350 SAINT PEY DE CASTET  
 Tel : 05 57 40 52 07  
 udpstpey@fr.oleane.com

Phase :  
**PC**

Plan N° :  
**07**



Photo 1 : Etat existant

**SBY Architecture** sas  
 7, rue Jean Carrière  
 34830 JACOU  
 Ordre Nat. : S11101 Ordre L-R : S01754  
 Siret : 80880914400012 - RCS MONTPELLIER NAF:7111z

Le présent plan n'est pas un plan d'exécution et ne peut donc en aucun cas être directement utilisé pour réaliser la construction.

SBY1501  
 Architecte :  
**SBY Archi** tectur@sas  
 7, Rue Jean Carrière - 34830 JACOU  
 Tel : 06 68 09 44 18 e-mail : dasby.archi@free.fr  
 Ordre des Architectes N° : S17181

Maitrise d'Oeuvre d'Exécution :  
**INGEVIN SUD-OUEST**  
 1241 ROUTE DE VILLARIES 31340 VACQUIERS  
 TEL : 05 61 84 19 22 FAX : 05 61 84 14 05  
 E-MAIL : ingevin@wanadoo.fr  
**INGEVIN LANGUEDOC**  
 120, RUE DU THOR 34000 MONTPELLIER  
 TEL : 04 67 590 998 FAX : 04 67 590 627

Désignation Plan :  
**Volet paysager  
 Perception du terrain dans  
 son environnement Proche**

| indice | Révisions :        | Date       | Echelle : |
|--------|--------------------|------------|-----------|
| 00     | Origine            | 20/02/2015 | S.E       |
| 01     | Maj Plans          | 06/05/2015 | Visa :    |
| 02     | Maj Projet (dépôt) | 23/06/2015 |           |

Localisation :  
**COMMUNE DE ST PEY DE CASTET**  
 33350

Projet :  
**EXTENSION DE LA CAVE DE ST PEY GENISSAC :  
 REALISATION D'UN BATIMENT INDUSTRIEL D'EMBOUTEILLAGE**

Maître d' Ouvrage :  
 SCA Les Vignerons de Saint-Pey Génissac  
 36, av de la Mairie 33350 SAINT PEY DE CASTET  
 Tel : 05 57 40 52 07  
 udpstpey@fr.oleane.com

Phase :  
**PC**

Plan N° :  
**08**

Le présent plan n'est pas un plan d'exécution et ne peut donc en aucun cas être directement utilisé pour réaliser la construction.



Photo 2 : Etat existant



Photo 3 : Etat existant

**SBY Architecture**  
 sas  
 7, rue Jean Carrière  
 34830 JACOU  
 Ordre Nat. : S17181 Ordre L-R : SD1754  
 Siret : 80880914400012 - RCS MONTPELLIER NAF:7111z

SBY1501

Architecte :  
**SBY Archi**  
 tectur@sby.fr  
 7, Rue Jean Carrière - 34830 JACOU  
 Tel : 06 68 09 44 18 e-mail : dsby.archi@free.fr  
 Ordre des Architectes N° : S17181

Maitrise d'Oeuvre d'Exécution :  
**INGEVIN SUD-OUEST**  
 1241 ROUTE DE VILLARIES 31340 VACQUIERS  
 TEL : 05 61 84 19 22 FAX : 05 61 84 14 05  
 E-MAIL : ingevin@wanadoo.fr  
**INGEVIN LANGUEDOC**  
 120, RUE DU THOR 34000 MONTPELLIER  
 TEL : 04 67 590 998 FAX : 04 67 590 627

Désignation Plan :  
**Volet paysager  
 Perception du terrain dans  
 son environnement lointain**

| indice | Révisions :        | Date       | Echelle : |
|--------|--------------------|------------|-----------|
| 00     | Origine            | 20/02/2015 | S.E       |
| 01     | Maj Plans          | 06/05/2015 | Visa :    |
| 02     | Maj Projet (dépôt) | 23/06/2015 |           |

Localisation :

COMMUNE DE ST PEY DE CASTET  
33350

Projet :

EXTENSION DE LA CAVE DE ST PEY GENISSAC :  
REALISATION D'UN BATIMENT INDUSTRIEL D'EMBOUTEILLAGE

Maître d' Ouvrage :

SCA Les Vignerons de Saint-Pey Génissac  
36, av de la Mairie 33350 SAINT PEY DE CASTET  
Tel : 05 57 40 52 07  
udpstpey@fr.oleane.com

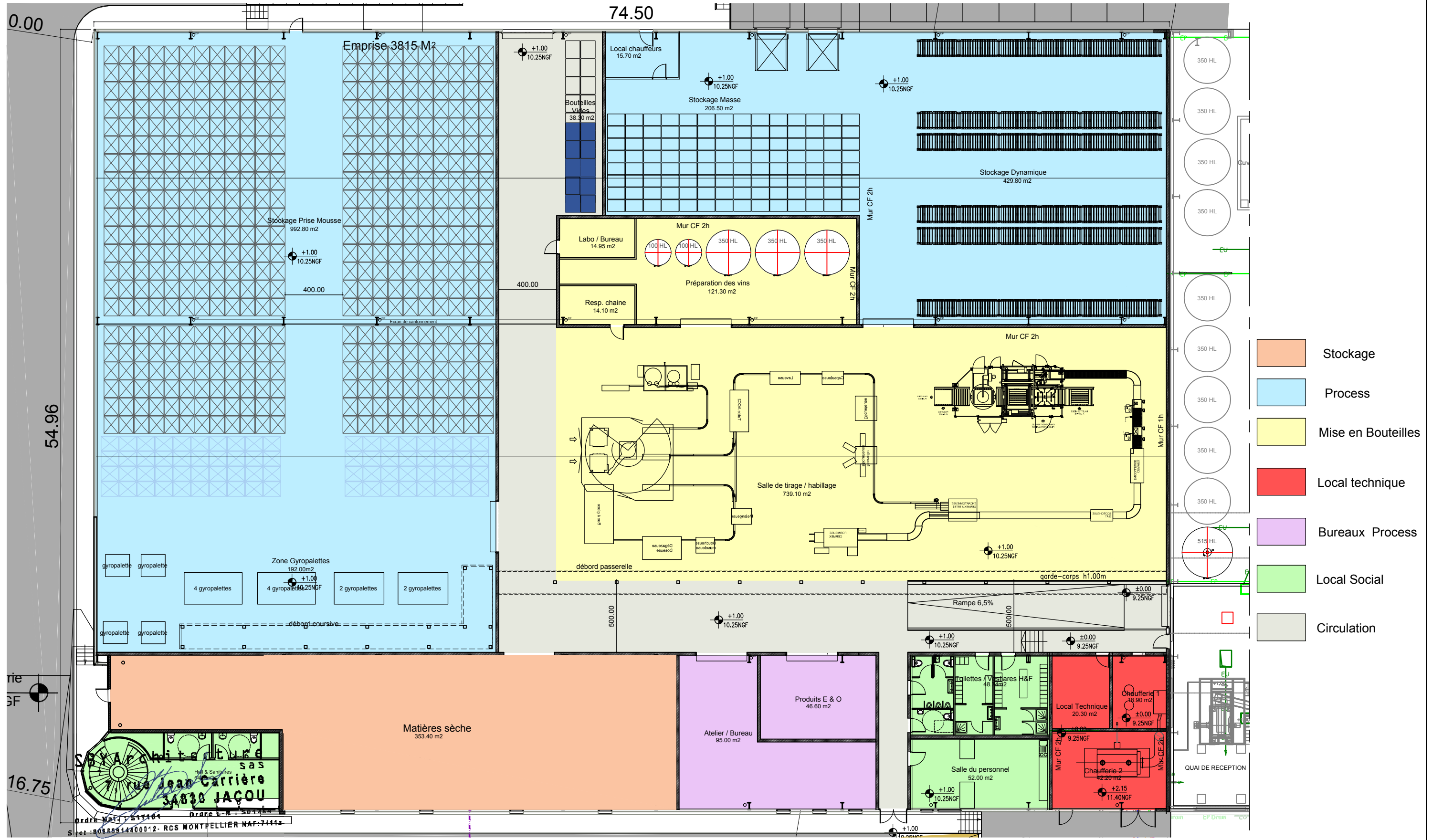
Phase :

PC

Plan N° :

Annexe 1

Le présent plan n'est pas un plan d'exécution et ne peut donc en aucun cas être directement utilisé pour réaliser la construction.



SBY1501

Architecte :

**SBY** Archi  
tetur

7, Rue Jean Carrière - 34830 JACOU  
Tel : 06 68 09 44 18 e-mail : dasby.archi@free.fr  
Ordre des Architectes N° : S17181

Maitrise d'Oeuvre d'Exécution :

INGEVIN SUD-OUEST  
1241 ROUTE DE VILLARIES 31340 VACQUIERS  
TEL : 05 61 84 19 22 FAX : 05 61 84 14 05  
E-MAIL : ingevin@wanadoo.fr

INGEVIN LANGUEDOC  
120, RUE DU THOR 34000 MONTPELLIER  
TEL : 04 67 590 998 FAX : 04 67 590 627

Désignation Plan :

PLAN RDC

| indice | Révisions :        | Date       | Echelle : |
|--------|--------------------|------------|-----------|
| 00     | Origine            | 20/02/2015 | 1/250     |
| 01     | Maj Plans          | 06/05/2015 | Visa :    |
| 02     | Maj Projet (dépôt) | 23/06/2015 |           |

Localisation :

COMMUNE DE ST PEY DE CASTET  
33350

Projet :

EXTENSION DE LA CAVE DE ST PEY GENISSAC :  
REALISATION D'UN BATIMENT INDUSTRIEL D'EMBOUTEILLAGE

Maître d' Ouvrage :

SCA Les Vignerons de Saint-Pey Génissac  
36, av de la Mairie 33350 SAINT PEY DE CASTET  
Tel : 05 57 40 52 07  
udpstpey@fr.oleane.com

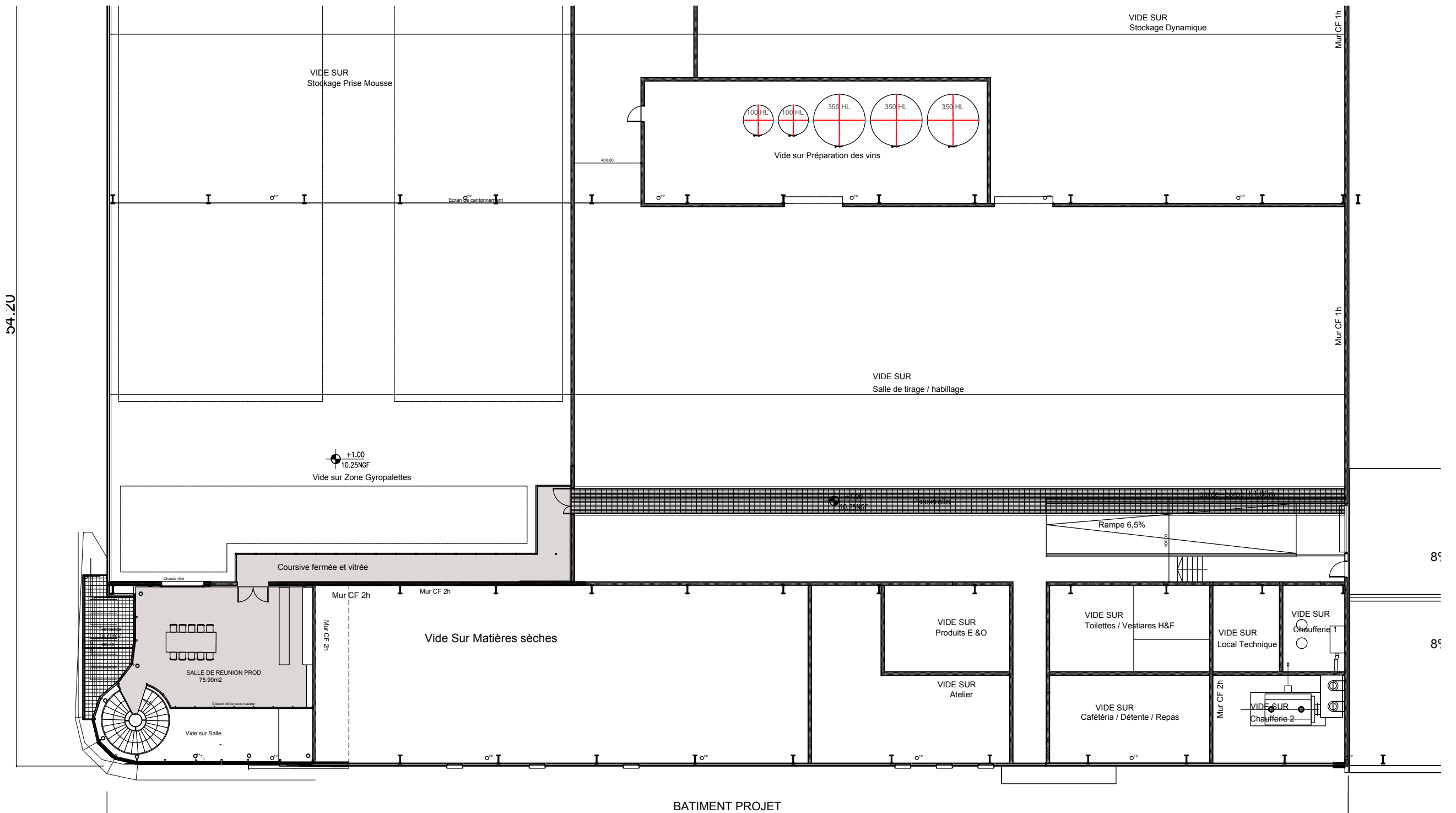
Phase :

PC

Plan N° :

Annexe 2

Le présent plan n'est pas un plan d'exécution et ne peut donc en aucun cas être directement utilisé pour réaliser la construction.



**SBY Architecture**  
SAS  
7, rue Jean Carrière  
34830 JACOU  
Ordre Nat. : S11101 Ordre L-R : S01754  
Siret : 80888914400012 - RCS MONTPELLIER NAF:7111z

SBY1501

Architecte :

**SBY** Archi  
tecture

7, Rue Jean Carrière - 34830 JACOU  
Tel : 06 68 09 44 18 e-mail : dasby.archi@free.fr  
Ordre des Architectes N° : S17181

Maitrise d'Oeuvre d'Exécution :

INGEVIN SUD-OUEST  
1241 ROUTE DE VILLARIES 31340 VACQUIERS  
TEL : 05 61 84 19 22 FAX : 05 61 84 14 05  
E-MAIL : ingevin@wanadoo.fr

INGEVIN LANGUEDOC  
120, RUE DU THOR 34000 MONTPELLIER  
TEL : 04 67 590 998 FAX : 04 67 590 627

Désignation Plan :

PLAN MEZZANINE

| indice | Révisions :        | Date       | Echelle : |
|--------|--------------------|------------|-----------|
| 00     | Origine            | 20/02/2015 | 1/250     |
| 01     | Maj Plans          | 06/05/2015 | Visa :    |
| 02     | Maj Projet (dépôt) | 23/06/2015 |           |

RESTRUCTURATION DU SITE DE ST PEY DE CASTETS

|                  |   |  |                 |
|------------------|---|--|-----------------|
| Maitre d'œuvre:  |   | SCA Vignerons de Saint-Pey-Genissac<br>Tél: 05 57 40 52 07 - Fax: 05 57 40 57 17 |                 |
| Génie Technique: |   | Coordonnées GPS:   |                 |
| Maitre d'œuvre:  | Ingevin Sud-Ouest<br>1241 rue de France 33400 SAINT-PEY-DE-CASTETS<br>05 57 40 52 07 - Fax: 05 57 40 57 17<br>www.ingevin.com | Classement par:  | C. Vierendeurch |
| Responsable:     | C. CALPIET  | Date:  | 22-12-2014      |
| Phase:           | Plan de masse   | Plan:  | APS             |
| Objet:           | 7, rue Jean Carrière<br>34530 JACOU<br>Tél: 05 68 09 44 18  | Plan:  |                 |
| Révisions:       |   | N° de plan:  |                 |
| date             | Objet   | 14-11-047  |                 |
|                  |   | Format   |                 |
|                  |   | F00 A0   |                 |

- Limite des 35m
- Limite de propriété
- Réseaux Eaux pluviales
- Réseaux Effluents vinicoles
- Réseaux Eaux sanitaires



# ANNEXE n°4

Terralys - EXT\_PE St Pey 2014V2

TERRALYS  
Centre de Martillac  
2B chemin de la Canave  
33650 MARTILLAC  
Tél : 05 56 64 82 26  
Fax : 05 56 64 83 24



## CAVE DE ST PEY DE CASTETS (33) Etude préalable à l'extension du plan d'épandage

Rédacteur : G. BIDAULT  
Vérificateur : B.SAILLARD  
Référence : EPE/E05978/5A59B/14/14

Date de rédaction : 03/10/14  
Date de vérification : 06/10/14  
Version : 1

**Terralys**  
Valoriser les potentiels  
du déchet organique



# SOMMAIRE

|   |           |
|---|-----------|
| <b>LEXIQUE .....</b>  | <b>5</b>  |
| <b>INTRODUCTION .....</b>   | <b>6</b>  |
| <b>RAPPEL DES CARACTERISTIQUES DU GISEMENT .....</b>  | <b>7</b>  |
| <b>LES MODALITES DE SURVEILLANCE .....</b>  | <b>8</b>  |
| <b>DEFINITION DU CADRE REGLEMENTAIRE A METTRE EN PLACE .....</b>                              | <b>9</b>  |
| <b>ETUDE PREALABLE A L'EXTENSION DU PLAN D'EPANDAGE .....</b>                                 | <b>11</b> |
| <b>LES EFFLUENTS .....</b>  | <b>12</b> |
| <b>1. ORIGINE ET TRAITEMENT .....</b>   | <b>12</b> |
| <b>2. LE GISEMENT DES EFFLUENTS.....</b>  | <b>12</b> |
| 2.1. La production d'effluents .....  | 12        |
| 2.2. La qualité des effluents .....   | 12        |
| <b>LOCALISATION GEOGRAPHIQUE DU PERIMETRE D'EPANDAGE FAISANT L'OBJET DE L'EXTENSION .....</b> | <b>15</b> |
| <b>1. DEFINITION DU PERIMETRE.....</b>  | <b>15</b> |
| <b>2. GEOGRAPHIE, TOPOGRAPHIE ET ACCESSIBILITE DES PARCELLES.....</b>                         | <b>15</b> |
| 2.1. Géographie.....  | 15        |
| 2.2. Topographie .....  | 16        |
| 2.3. Accessibilité.....   | 16        |
| <b>LES USAGES ET L'ACTIVITE HUMAINE .....</b>   | <b>17</b> |
| <b>1. CAPTAGE D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE .....</b>   | <b>17</b> |
| <b>2. ZONE VULNERABLE AUX NITRATES .....</b>  | <b>17</b> |
| <b>3. CONFORMITE AU SDAGE ET AU SAGE .....</b>  | <b>17</b> |
| 3.1. SDAGE.....   | 17        |
| 3.2. SAGE et contrats de milieu .....   | 18        |
| <b>4. CONFORMITE AU PLAN DEPARTEMENTAL D'ELIMINATION DES DECHETS .....</b>                    | <b>19</b> |
| <b>CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL DU PERIMETRE .....</b>  | <b>20</b> |
| <b>1. GEOLOGIE.....</b>   | <b>20</b> |
| <b>2. HYDROGEOLOGIE.....</b>  | <b>20</b> |
| <b>3. CONTEXTE PEDOLOGIQUE.....</b>   | <b>21</b> |
| <b>4. CLIMAT .....</b>  | <b>22</b> |
| <b>5. PATRIMOINE NATUREL ET PAYSAGER DU SECTEUR D'ETUDE .....</b>                             | <b>22</b> |
| 5.1. Site classé.....   | 22        |
| 5.2. Site inscrit.....  | 23        |
| 5.3. Site Natura 2000.....  | 23        |
| 5.4. ZNIEFF de type I modernisation .....   | 24        |
| 5.5. ZNIEFF de type II modernisation .....  | 24        |
| 5.6. Réserve naturelle .....  | 24        |
| 5.7. Parc naturel.....  | 24        |



|   |           |
|---|-----------|
| <b>CONTEXTE AGRICOLE DU PERIMETRE.....</b>  | <b>25</b> |
| <b>1. ASSOLEMENT, ROTATION DE CULTURE, CALENDRIER AGRICOLE.....</b>   | <b>25</b> |
| <b>2. PRATIQUES DE FERTILISATION.....</b>   | <b>25</b> |
| <b>3. PRATIQUES DE CHAULAGE .....</b>   | <b>25</b> |
| <b>4. PRATIQUES D'IRRIGATION, DE DRAINAGE .....</b>   | <b>26</b> |
| <b>5. INCIDENCE DES ACTIVITES D'ELEVAGE .....</b>   | <b>26</b> |
| <b>APTITUDE DES PARCELLES A L'EPANDAGE .....</b>  | <b>27</b> |
| <b>1. RESULTATS DES ANALYSES ET CONFORMITE DES SOLS A L'EPANDAGE.....</b>   | <b>27</b> |
| 1.1. Conformité des sols à l'épandage .....   | 27        |
| 1.2. Caractéristiques agronomiques .....  | 27        |
| <b>2. APTITUDES DES SOLS A L'EPANDAGE .....</b>   | <b>29</b> |
| 2.1. Définition des aptitudes .....   | 29        |
| 2.2. Répartition des aptitudes .....  | 29        |
| <b>ORGANISATION TECHNIQUE DE LA FILIERE D'EPANDAGE .....</b>  | <b>30</b> |
| <b>1. PERIODE D'EPANDAGE .....</b>  | <b>30</b> |
| <b>2. STOCKAGE DES EFFLUENTS.....</b>   | <b>30</b> |
| <b>3. DOSES D'EPANDAGE .....</b>  | <b>30</b> |
| 3.1. Amendement organique .....   | 31        |
| 3.2. Amendement calcique.....   | 31        |
| 3.3. Apport en eau.....   | 31        |
| 3.4. Besoin en surface.....   | 32        |
| <b>4. DEFINITION DU SUIVI DEJA MIS EN PLACE.....</b>  | <b>33</b> |
| 4.1. Suivi qualitatif et quantitatif des effluents.....   | 33        |
| 4.2. Suivi des sols.....  | 33        |
| 4.3. Suivi des épandages .....  | 33        |
| 4.4. Bilan agronomique annuel .....   | 34        |
| <b>5. ORGANISATION TECHNIQUE DES EPANDAGES .....</b>  | <b>35</b> |
| 5.1. Avant les épandages.....   | 35        |
| 5.2. Après les épandages.....   | 35        |
| <b>6. FILIERES ALTERNATIVES AUX EPANDAGES .....</b>   | <b>35</b> |
| 6.1. Filière complémentaire prévue en cas d'impossibilité d'épandre ou de stocker.....                                    | 35        |
| 6.2. Filière alternative prévue en cas de non-conformité des effluents à l'arrêté du 10 janvier 2013 .....                | 35        |
| <b>CONCLUSION : BILAN DES SURFACES GLOBALES DU PLAN D'EPANDAGE DES EFFLUENTS DE LA CAVE DE SAINT-PEY-DE-CASTETS .....</b> | <b>36</b> |
| <b>1. DEFINITION DU PERIMETRE.....</b>  | <b>36</b> |
| <b>2. POINT SUR LES SURFACES GLOBALES DU PLAN D'EPANDAGE .....</b>  | <b>37</b> |
| <b>3. BESOIN EN SURFACE, ROTATION SUR LES PARCELLES ET CAPACITE DU PLAN D'EPANDAGE .....</b>                              | <b>37</b> |
| 3.1. Etat actuel.....   | 37        |
| 3.1. Simulation pour la capacité maximale de production de la cave.....   | 37        |
| <b>ANNEXES .....</b>  | <b>41</b> |

## Index des tableaux

|  |    |
|--|----|
| TABLEAU 1 : TENEURS EN ELEMENTS TRACES METALLIQUES (MG/KG DE MS) – CAMPAGNE 2014-2015 ..   | 13 |
| TABLEAU 2 : TENEURS EN COMPOSES TRACES ORGANIQUES (MG/KG DE MS) – CAMPAGNE 2014-2015..   | 13 |
| TABLEAU 3 : RESULTATS D'ANALYSES DE LA VALEUR AGRONOMIQUE DES EFFLUENTS A EPANDRE EN 2014-2015 .....                               | 14 |
| TABLEAU 4 : LISTE ET COORDONNEES DES AGRICULTEURS .....  | 15 |
| TABLEAU 5 : LISTE DES COMMUNES ET SUPERFICIES CONCERNEES .....   | 15 |
| TABLEAU 6 : PRATIQUE DE FERTILISATION DES AGRICULTEURS (EN KG/HA) .....  | 25 |
| TABLEAU 7 : RESULTATS DE L'ANALYSE DE SOL SUR LES PARAMETRES ELEMENTS TRACES METALLIQUES (AP DU 10/01/2013) .....                  | 27 |
| TABLEAU 8 : RESULTATS DE L'ANALYSE DE SOL SUR LES PARAMETRES AGRONOMIQUES .....  | 27 |
| TABLEAU 9 : REPARTITION DE LA MAGNESIE, DU PHOSPHORE ET DU POTASSIUM SUR LES PARCELLES ET STRATEGIE GLOBALE DE FERTILISATION ..... | 28 |
| TABLEAU 10 : ELEMENTS FERTILISANTS ET BESOINS COMPLEMENTAIRES .....  | 31 |
| TABLEAU 11 : FREQUENCE D'ANALYSE DES EFFLUENTS.....  | 33 |
| TABLEAU 12 : LISTE ET COORDONNEES DES AGRICULTEURS DU PLAN D'EPANDAGE DES EFFLUENTS .....  | 36 |
| TABLEAU 13 : LISTE DES COMMUNES CONCERNEES PAR LE PLAN D'EPANDAGE AINSI QUE LA REPARTITION DES SURFACES .....                      | 36 |
| TABLEAU 14 : QUANTITE D'EFFLUENTS A EPANDRE SUR LA BASE DE 80000 HECTOLITRES PRODUITS .....  | 38 |

## Index des figures

|   |    |
|---|----|
| FIGURE 1 : POURCENTAGE EN ETM DANS LES EFFLUENTS PAR RAPPORT A LA LIMITE REGLEMENTAIRE (REFERENCE ARRETE DU 10 JANVIER 2013) .....  | 13 |
| FIGURE 2 : POURCENTAGE EN CTO DANS LES EFFLUENTS PAR RAPPORT A LA LIMITE REGLEMENTAIRE (REFERENCE ARRETE DU 26 NOVEMBRE 2012) ..... | 14 |
| FIGURE 3 : SITUATION GEOGRAPHIQUE DES PARCELLES ET DE LA CAVE.....  | 16 |
| FIGURE 4 : LOCALISATION DU SECTEUR GEOLOGIQUE SUR LA FEUILLE DE PODENSAC (SOURCE : SITE INTERNET BRGM) .....                        | 20 |
| FIGURE 5 : BILAN P/ETP MOYEN EN MILLIMETRES (SOURCE : METEO FRANCE).....  | 22 |
| FIGURE 6 : APPORTS EN MATIERES FERTILISANTES DES EFFLUENTS A LA DOSE PRECONISEE.....  | 31 |

## LEXIQUE

|                                   |   |
|-----------------------------------|---|
| <b>C/N</b>                        | rapport Carbone organique/Azote organique |
| <b>CaO</b>                        | oxyde de calcium                          |
| <b>CTO</b>                        | composés traces organiques                |
| <b>ETM</b>                        | éléments traces métalliques               |
| <b>Ha</b>                         | Hectare                                   |
| <b>K<sub>2</sub>O</b>             | oxyde de potassium                        |
| <b>MB</b>                         | matière brute                             |
| <b>MgO</b>                        | oxyde de magnésium                        |
| <b>MO</b>                         | matière organique                         |
| <b>MS</b>                         | matière sèche                             |
| <b>NTK</b>                        | azote total Kjeldhal                      |
| <b>P<sub>2</sub>O<sub>5</sub></b> | anhydride phosphorique                    |
| <b>HAP</b>                        | Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques   |
| <b>PCB</b>                        | Polychlorobiphényle                       |
| <b>BP</b>                         | <i>Before Present</i> (A aujourd'hui)     |

## INTRODUCTION

La cave de Saint Pey de Castets a mis en place une filière de valorisation des effluents vinicoles par épandage sur terrains agricoles. Ces derniers sont valorisés dans le cadre d'un plan d'épandage autorisé depuis 1994, sur une surface épandable de 4,42 ha. Une extension réalisée en 2012 a permis d'étendre cette surface à 6,85 hectares épandables.

Actuellement, la cave possède une capacité de vinification de 55000 hl/an. Toutefois, elle pourrait être portée à 80 000 hl/an prochainement. Afin de palier à cette augmentation de production, et un désengorgement des parcelles actuelles épandues via sprinklers, la SCEA des Vignerons de St Pey et Génissac souhaite porter à connaissance une extension mineure du plan d'épandage.

La cave de Saint Pey de Castets dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter actualisé en date du 10 janvier 2013.

Le présent document reprend l'étude préalable à l'extension du plan d'épandage de l'année 2014 en adéquation avec l'arrêté du 19/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2251 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, il comprend :

- La caractérisation des effluents à épandre
- L'indication des doses
- L'emplacement, le volume, les caractéristiques et les modalités d'emploi de stockage des effluents
- La description des caractéristiques des sols
- La démonstration du bon fonctionnement du futur plan d'épandage

Dans ce dossier, nous nous placerons donc dans le cadre réglementaire fixé par l'arrêté préfectoral n°16846/2 du 10 janvier 2013 autorisant l'activité de la cave coopérative.

Considérant les valeurs limites réglementaires en CTO dans les effluents, nous nous placerons dans le cadre réglementaire fixé par l'arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2251 (préparation, conditionnement de vins) de la nomenclature des ICPE.

Toutes les analyses ont été effectuées par le laboratoire SAS agréés par le Ministère de l'Agriculture. Les prélèvements ont été effectués par Terralys (effluents et sols).

# RAPPEL DES CARACTERISTIQUES DU GISEMENT

**Contexte réglementaire :**

AP n° 16846/2 du 10/01/2013.

**Exploitant de la cave :** SCEA des vignerons de St Pey et Génissac.

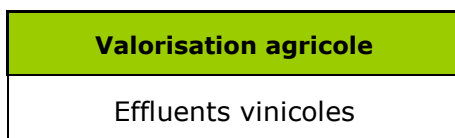
**Capacité de production de la cave :** 55 000 HL.

**Production d'effluents selon AP :** 5600 mètres cube d'effluents bruts, soit 12,3 tonnes de matière sèche.

**Type de traitement des effluents :** Les effluents de la cave de St Pey de Castets ont pour origines :

- Les eaux de lavage des cuves avant les vendanges,
- Les eaux de lavage des bennes amenant les vendanges,
- Les eaux de lavage du matériel de pressurage et de filtration,
- Les eaux de lavage des cuves et des sols du chai.
- Les effluents sont ensuite décantés et dégrillés.

**Filière de valorisation des effluents vinicoles :**



**Stockage :** Les effluents sont stockés dans deux cuves ayant une capacité totale de 620m<sup>3</sup>.

**Surface du périmètre d'épandage avant extension :** le périmètre regroupe 6,85 ha épandables.

**Exploitations du plan d'épandage avant extension :** 2 exploitations agricoles (M.DURAND et la Cave de St Pey de Castets)

**Organisation des épandages :** Les effluents sont pompés puis épandus directement via sprinklers sur les parcelles d'épandage.

## LES MODALITES DE SURVEILLANCE

- **La surveillance des effluents**

Les effluents sont analysés annuellement au niveau du stockage.

Les paramètres analysés sont :

- Caractéristiques agronomiques (ensemble des points prévus par la réglementation : MS, MO, pH, N total, N-NH<sub>4</sub>, C/N, P<sub>2</sub>O<sub>5</sub>, K<sub>2</sub>O, CaO, MgO, Na<sub>2</sub>O, B, Co, Cu, Fe, Mn, Mo, Zn) ainsi que MES, DCO et DBO<sub>5</sub>, **1**
- Teneurs en éléments traces métalliques (Chrome, Cuivre, Zinc, Nickel, Plomb, Mercure, Cadmium). **1**
- Sélénium, **1**

- **La surveillance des sols**

Une analyse de sol des paramètres agronomiques est réalisée annuellement.

Les paramètres analysés sont :

- Caractéristiques agronomiques (ensemble des points prévus par la réglementation : granulométrie, CEC, MO, pH, N total, N-NH<sub>4</sub>, C/N, P<sub>2</sub>O<sub>5</sub>, K<sub>2</sub>O, CaO, MgO, Na<sub>2</sub>O, B, Co, Cu, Fe, Mn, Mo, Zn), **1**

- **Tenue du cahier d'épandage**

Le cahier d'épandage est tenu par M.SONNET, responsable technique de la Cave.

## DEFINITION DU CADRE REGLEMENTAIRE A METTRE EN PLACE

D'après la circulaire du 14 Mai 2012, sur l'appréciation des modifications substantielles au titre de l'article R.512-33 du code de l'environnement pour les installations classées soumises à autorisation, l'extension du plan d'épandage de la cave entre dans le cadre de cette circulaire qui renvoie à la circulaire du 11 mai 2010.

Le tableau suivant est un récapitulatif de l'appréciation des changements notables pour un plan d'épandage.

| CHANGEMENT NOTABLE A DECLARER   |  | DECISION A PRENDRE et conditions  | Contexte réglementaire de l'extension du plan d'épandage   |
|---|--|---|--|
| Arrivée de nouvelles parcelles dans le plan d'épandage, n'ayant jamais fait partie d'un plan d'épandage | Si la quantité d'azote dans les effluents à épandre sur les nouvelles parcelles ne dépasse pas 10 tonnes | Les services du préfet donnent acte du changement notable si l'éleveur apporte la preuve de l'aptitude des terres à l'épandage. Si besoin une nouvelle évaluation de la capacité des terres à l'épandage sera demandée. Arrêté complémentaire si une ou plusi | Une partie des surfaces de l'extension n'ont jamais fait partie d'un plan d'épandage. Cela représente <b>5,09 hectares totaux.</b> |
|   | Si la quantité d'azote dans les effluents à épandre sur les nouvelles parcelles dépasse 10 tonnes        | Nouvelle autorisation   |  |

**Nous considérons la production maximale que pourra atteindre la cave avec une augmentation de production portée à 80000 hectolitres par an.**

**La quantité d'effluents épandues, au maximum (prenant en compte un ration de 1,5), sera de 12000m<sup>3</sup>/an.**

La siccité mesurée lors de l'analyse de ces effluents est de 0,15%, la production maximale annuelle pourra atteindre **18 tonnes de matière sèche.**

La teneur en azote dans les effluents est de 0,42 % de la matière sèche soit une quantité de **75,6 kg d'azote par an.**

Cette valeur est bien inférieure au seuil de 10 tonnes d'azote épandus sur le plan d'épandage, synonyme de modification substantielle de ce dernier.

La quantité en DBO5, mesurée en 2014, est de 1200mgO2/L d'effluents. Une production de 12000m<sup>3</sup> d'effluents équivaut donc à 14,4T/an de DBO5. Quantité supérieure aux 5T/an (article 43 de l'arrêté du 26/11/12).

**En conséquence, nous sollicitons un aménagement aux prescriptions générales mentionnées à l'article L.512-7 (article R. 512-46-5 du code de l'environnement). Cet aménagement est justifié dans le cas présent par l'étude d'extension du plan d'épandage, présentée dans ce dossier.**

De plus, concernant un retour au sol des effluents, la quantité de DBO5 n'a aucun impact sur ces derniers.

**La mise à jour du plan d'épandage des effluents de la cave de St Pey de Castets constitue donc une modification non substantielle du plan d'épandage dans le cadre de l'intégration de nouvelles parcelles.**





## ÉTUDE PREALABLE A L'EXTENSION DU PLAN D'ÉPANDAGE

# LES EFFLUENTS

## 1. ORIGINE ET TRAITEMENT

---

Les effluents des caves de St Pey de Castets ont pour origine :

- les eaux de lavage des cuves avant les vendanges,
- les eaux de lavage des bennes amenant les vendanges,
- les eaux de lavage du matériel de pressurage et de filtration,
- les eaux de lavage des cuves et des sols du chai.

Les effluents sont ensuite décantés et dégrillés, puis acheminés dans deux silos de stockage d'une capacité totale de 620 m<sup>3</sup>.

## 2. LE GISEMENT DES EFFLUENTS

---

### 2.1. La production d'effluents

---

La quantité d'effluents générés par la cave de St Pey de Castets est estimée à partir de la production de vin prévisionnelle demandée par la cave en vue d'une augmentation de production, soit de 80 000 hl. Ainsi, nous pouvons considérer qu'un hectolitre de vin produit entre 1 à 1,5 hl d'eau usée.

Le volume d'effluents vinicoles produit annuellement par la cave de St Pey de Castets devrait être compris entre 8000 m<sup>3</sup> et 12000 m<sup>3</sup> (1hl = 0,1 m<sup>3</sup>).

Sur l'année culturale 2013-2014, 3695 m<sup>3</sup> d'effluents vinicoles ont été produits et valorisés au travers du plan d'épandage.

### 2.2. La qualité des effluents

---

Un prélèvement d'effluents vinicoles a été réalisé au niveau d'un des deux cuves de stockage le 8 juillet 2014. Le prélèvement a été réalisé par TERRALYS. L'analyse a été effectuée par le laboratoire SAS.

Les paramètres mesurés sont les éléments traces métalliques, les composés traces organiques et les caractéristiques agronomiques. L'intégralité du bulletin d'analyse des effluents sur stockage est reprise en **annexe 1**.

## 2.2.1 Les éléments traces métalliques (ETM)

Les résultats des analyses en éléments traces métalliques réalisées pour la campagne 2014-2015 sont présentés dans le tableau suivant.

| Date de prélèvement         | Cd           | Cr             | Cu             | Hg           | Ni            | Pb            | Zn             | Cr+Cu+Ni+Zn    | Se         |
|-----------------------------|--------------|----------------|----------------|--------------|---------------|---------------|----------------|----------------|------------|
|                             | mg/(kg MS)   | mg/(kg MS)     | mg/(kg MS)     | mg/(kg MS)   | mg/(kg MS)    | mg/(kg MS)    | mg/(kg MS)     | mg/(kg MS)     | mg/(kg MS) |
| 08/07/2014                  | < 1,37       | < 3,40         | 34,10          | < 0,34       | < 6,80        | 2,70          | 177,60         | < 221,90       | < 2,73     |
| <b>Val. limite</b>          | <b>10,00</b> | <b>1000,00</b> | <b>1000,00</b> | <b>10,00</b> | <b>200,00</b> | <b>800,00</b> | <b>3000,00</b> | <b>4000,00</b> |            |
| <b>Val. / Val. lim. (%)</b> | <b>13,70</b> | <b>0,34</b>    | <b>3,41</b>    | <b>3,40</b>  | <b>3,40</b>   | <b>0,34</b>   | <b>5,92</b>    | <b>5,55</b>    |            |

Tableau 1 : Teneurs en éléments traces métalliques (mg/kg de MS) – Campagne 2014-2015

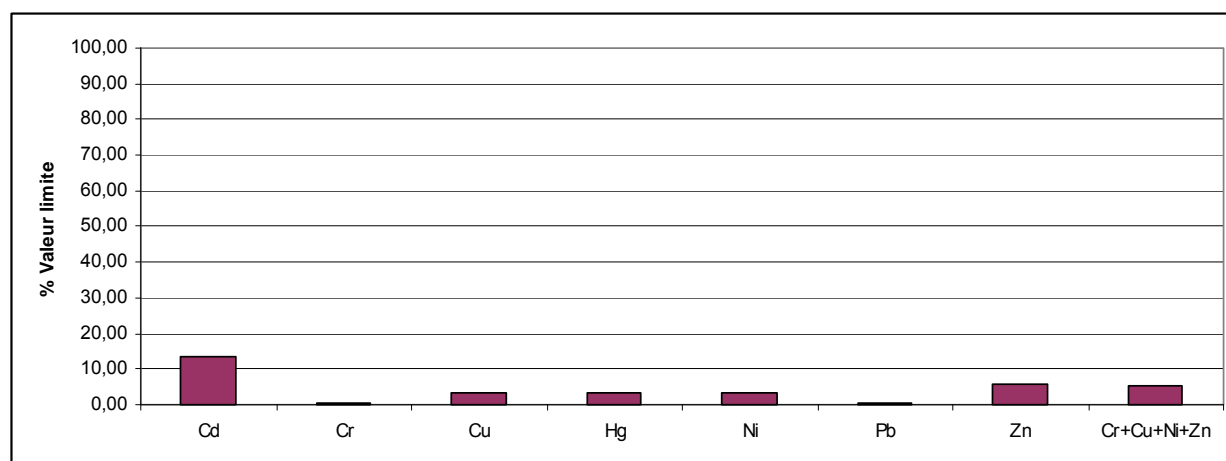


Figure 1 : Pourcentage en ETM dans les effluents par rapport à la limite réglementaire (référence arrêté du 10 janvier 2013)

**Les teneurs en éléments traces métalliques sont inférieures aux seuils de l'arrêté du 10 janvier 2013.**

## 2.2.2 Les composés traces organiques (CTO)

Exceptionnellement, pour effectuer une caractérisation initiale comme demandé selon l'arrêté de la cave du 10/01/13 a été effectuée sur les CTO. Les résultats des analyses en réalisées pour la campagne 2014-2015 sont présentés dans le tableau suivant. Ils sont ensuite comparés aux valeurs limites indiquées dans l'arrêté du 26/11/12.

| Nom échantillon                  | Date de prélèvement | Somme des 7 PCB | Fluoranthène | Benzo(b)fluoranthène | Benzo(a)pyrène |
|----------------------------------|---------------------|-----------------|--------------|----------------------|----------------|
|                                  |                     | mg/(kg MS)      | mg/(kg MS)   | mg/(kg MS)           | mg/(kg MS)     |
| E/E05978/14/L01/E01<br>ST PEY    | 08/07/2014          | < 0,05          | < 0,01       | < 0,01               | < 0,01         |
| <b>Val. limite</b>               |                     | <b>0,80</b>     | <b>5,00</b>  | <b>2,50</b>          | <b>2,00</b>    |
| <b>Val. max. / Val. lim. (%)</b> |                     | <b>6,13</b>     | <b>0,14</b>  | <b>0,28</b>          | <b>0,35</b>    |

Tableau 2 : Teneurs en composés traces organiques (mg/kg de MS) – Campagne 2014-2015

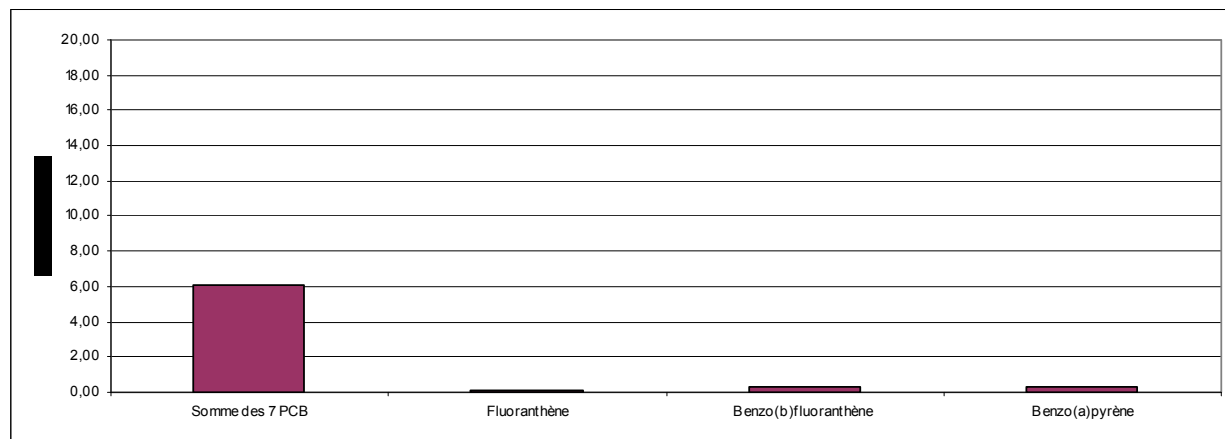


Figure 2 : Pourcentage en CTO dans les effluents par rapport à la limite réglementaire (référence arrêté du 26 novembre 2012)

**Les teneurs en éléments traces métalliques sont inférieures aux seuils de l'arrêté du 26 novembre 2012.**

### 2.2.3 Valeur fertilisante des effluents

Les effluents de la cave Saint Pey de Castets présentent des propriétés fertilisantes pour les cultures agricoles d'où l'intérêt de leur valorisation en agriculture.

Le tableau suivant présente les résultats des analyses de caractérisation de la valeur agronomique des effluents effectuées pour la campagne 2014-2015.

| Nom échantillon               | Date de prélèvement | MS   | pH   | C/N   | Corga | MO    | NTK  | NH4    | P2O5 | K2O  | MgO  | CaO  |
|-------------------------------|---------------------|------|------|-------|-------|-------|------|--------|------|------|------|------|
|                               |                     | % MS |      |       | % MS  | % MS  | % MS | % MS   | % MS | % MS | % MS | % MS |
| E/E05978/14/L01/E01<br>ST PEY | 08/07/2014          | 0,15 | 6,20 | 68,47 | 28,55 | 57,10 | 0,42 | < 0,05 | 0,61 | 9,04 | 1,30 | 7,53 |

Tableau 3 : Résultats d'analyses de la valeur agronomique des effluents à épandre en 2014-2015

- ❖ Le pH des effluents est de 6,2.
- ❖ La teneur en matière organique est assez moyenne pour une valorisation agricole. Son apport devrait être assez moyen pour les sols.
- ❖ Le C/N des effluents est bien supérieur à 8 et traduit une vitesse de minéralisation assez lente de la matière organique.
- ❖ La teneur en potasse est bonne, présentant un intérêt fertilisant pour les cultures épandues.
- ❖ La teneur en azote est relativement faible. Avec un C/N de 68,47 les effluents se minéraliseront lentement dans le sol. Ainsi, 20 % de l'azote des effluents sera disponible la première année.
- ❖ La teneur en phosphore est faible. Sa disponibilité est évaluée à 70% la première année avec un pH évalué à 6,2.

# LOCALISATION GEOGRAPHIQUE DU PERIMETRE D'EPANDAGE FAISANT L'OBJET DE L'EXTENSION

## 1. DEFINITION DU PERIMETRE

Les parcelles proposées pour l'extension appartiennent à deux exploitants qui intègrent le plan d'épandage:

| Code | Nom       | Prénom   | Adresse postale     | Commune                    | Tel principal  |
|------|-----------|----------|---------------------|----------------------------|----------------|
| 03   | BURNEREAU | Hubert   | 7 PICHERON          | SAINT-VINCENT-DE-PERTIGNAS | 05 57 84 11 33 |
| 04   | VAUTHIER  | Brigitte | 13 rue Henri Mérand | BORDEAUX CAUDERAN          | 05 57 40 77 10 |

Tableau 4 : Liste et coordonnées des agriculteurs

Un accord entre ces derniers et la cave de Saint Pey de Castets est présenté en **annexe 12**.

Les parcelles proposées sont situées sur la commune présentée ci-après :

| Commune         | Surface totale |
|-----------------|----------------|
| SAINTE FLORENCE | 5,09           |
| <b>TOTAL</b>    | <b>5,09</b>    |

Tableau 5 : Liste des communes et superficies concernées

Nous avons 2 parcelles proposées qui couvrent une superficie de 5,09 ha.

**Annexe 2 :** Cartographie du périmètre d'étude

**Annexe 3 :** Fiches parcellaires

## 2. GEOGRAPHIE, TOPOGRAPHIE ET ACCESSIBILITE DES PARCELLES

### 2.1. Géographie

Le périmètre est situé sur un seul sous-ensemble : la vallée de la Dordogne.

#### 2.1.1 La vallée de la Dordogne

La vallée de la Dordogne est structurée en trois ensembles naturels :

- La terminaison occidentale de la région naturelle du Landais.
- La région du Fronsadais, bordant la rive droite de la Dordogne.
- La partie septentrionale de l'Entre-Deux-Mers, en rive gauche de la Dordogne.

C'est une région de grande tradition viticole.

L'habitat aggloméré est essentiellement implanté au bord de la Dordogne (Libourne, Castillon-la-Bataille, Génissac, Arveyres). Pour le reste c'est l'habitat dispersé qui domine et s'étend sur les trois régions.

## 2.2. Topographie

Du point de vue de l'épandage, aucune parcelle ne possède de pente supérieure à 7%, suffisante pour prendre des dispositions autres que celles déjà prévues par la réglementation.

## 2.3. Accessibilité

Les parcelles sont toutes accessibles via un réseau routier allant de la route départementale au chemin d'exploitation (les parcelles sont à 1,8 kilomètre du lieu de stockage de la cave).

A partir des cuves de stockage, il faut emprunter la D18 vers l'ouest, puis un chemin rural.

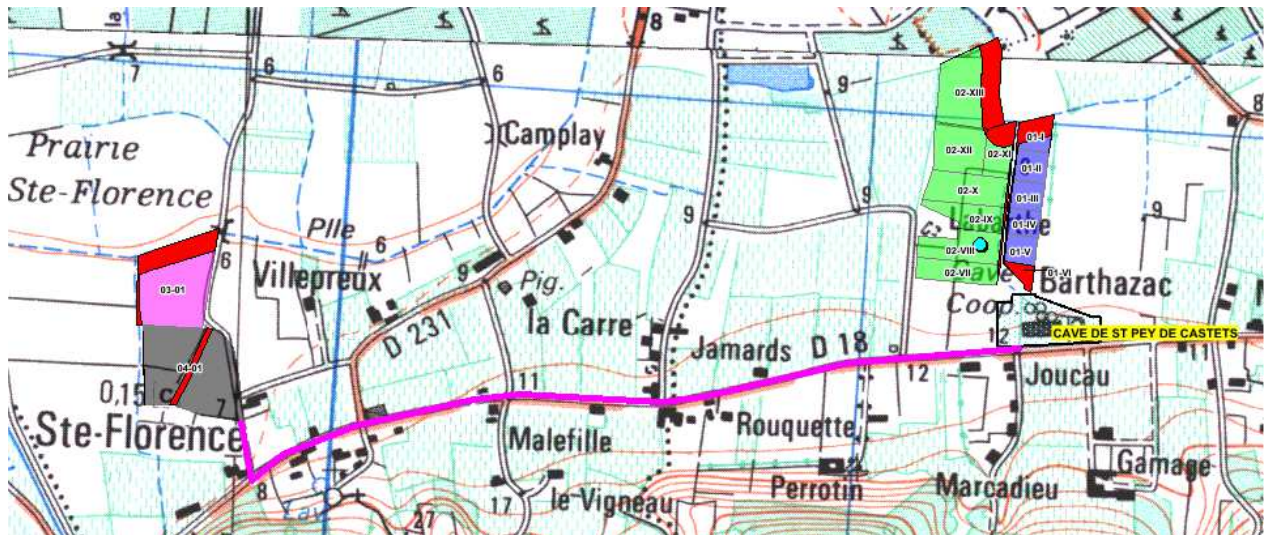


Figure 3 : Situation géographique des parcelles et de la cave

# LES USAGES ET L'ACTIVITE HUMAINE

## 1. CAPTAGE D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Aucun point de captage d'alimentation en eau potable (CAEP) n'est à recenser sur Sainte Florence. Les parcelles de l'extension ne sont pas concernées par un quelconque périmètre de protection.

En conséquence, les épandages des effluents vinicoles sur ces deux parcelles n'aura aucun impact sur les CAEP.

Sur les communes limitrophes, deux CAEP sont recensés : « Viduc » sur la commune de Saint-Pey-de-Castets et « Cugnet » sur la commune de Saint-Jean-de-Blaignac. Leur zone de protection immédiate n'impacte pas les parcelles du plan d'épandage.

**Annexe 4 :** Cartographie des deux CAEP « Cugnet » et « Vidasse »

## 2. ZONE VULNERABLE AUX NITRATES

Les zones vulnérables du département de la Gironde ont été délimitées par l'arrêté pris le 31 décembre 2012 par le Préfet coordonnateur de bassin ADOUR-GARONNE.

Les zones vulnérables de la Gironde se situent principalement dans les vallées de la Garonne dans le secteur languais et sur le bassin d'Arcachon.

Les prescriptions applicables dans ces zones vulnérables sont définies dans l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif aux programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole et le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région aquitaine datant du 13 août 2012.

**La commune de Sainte Florence ne se situe pas en zone vulnérable aux nitrates. En conséquence, ces prescriptions ne s'appliquent pas pour les épandages des effluents de la cave de St Pey de Castets.**

## 3. CONFORMITE AU SDAGE ET AU SAGE

### 3.1. SDAGE

Le SDAGE Adour-Garonne actuellement en vigueur a été approuvé par le Préfet coordonnateur de bassin le 1<sup>er</sup> décembre 2009.

Les objectifs globaux fixés par ce SDAGE portent essentiellement sur une amélioration de la qualité de la ressource en eau sur l'ensemble des masses d'eau de son périmètre (cours d'eau, plans d'eaux, eaux souterraines et eaux côtières et de transition).

L'activité d'épandage des effluents de stations d'épuration impacte la ressource en eau sous deux angles : recyclage des sous-produits de l'épuration des eaux usées (impact sur le cours d'eau recueillant le rejet de la station) et activité agricole (impact sur les masses d'eau situées à proximité des parcelles).

Les orientations fondamentales de ce document en précisent un peu plus le propos notamment sur les thèmes précédents.

Ainsi l'orientation B5 : Gérer les sous-produits de l'épuration indique : « Les collectivités territoriales et leurs groupements avec l'appui technique de l'Etat et de ses établissements publics, privilégient les solutions de valorisation des sous-produits de l'épuration en fiabilisant le traitement des effluents et des matières de vidange. »

Ainsi l'orientation B25 : Promouvoir les bonnes pratiques respectueuses de la qualité des eaux indique : « L'Etat et ses établissements publics, en concertation avec les partenaires concernés, mettent en œuvre les moyens réglementaires, économiques ou financiers pour promouvoir (...) les bonnes pratiques d'utilisation des intrants permettant de réduire les risques de pollution. »

Ainsi l'orientation B30 : Promouvoir les pratiques permettant de limiter les transferts d'éléments polluants vers la ressource en eau indique : « L'Etat et ses établissements publics, en concertation avec les partenaires concernés, mettent en œuvre les moyens réglementaires, économiques ou financiers pour promouvoir (...) les modalités de gestion des terres conciliant l'utilisation agricole et la préservation de la ressource en eau. »

En substituant l'apport d'engrais chimiques par des engrais organiques permettant d'augmenter la capacité de stockage des éléments fertilisant et de limiter les risques de transfert vers les eaux, la démarche de la cave de Saint Pey de Castets s'inscrit dans les objectifs définis dans ce document.

### 3.2. SAGE et contrats de milieu

#### **Les SAGES**

Les SDAGE se traduisent à une échelle locale par des Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE). Les SAGE constituent un outil de planification locale de l'eau, sur le modèle des documents locaux d'urbanisme. Révisé par la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006, le SAGE comporte désormais un règlement et un plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau. Le SAGE possède une portée juridique opposable aux tiers.

#### **Les parcelles du périmètre d'épandage sont situées dans les périmètres du SAGE « Nappes Profondes de La Gironde » :**

Les problématiques liées au SAGE « Nappes profondes de la Gironde » qui concerne l'ensemble de la Gironde sont les suivantes :

- Gestion des différentes ressources en eau souterraines de Gironde,
- Encadrement et suivi des prélèvements d'eau,
- Description de la situation actuelle et des risques associés,
- Organisation de l'équilibrage entre demande et ressource,
- Action pour préserver la qualité des eaux (risques d'intrusion saline).

**Les objectifs donnés ici par le SAGE ne concernent pas les épandages d'effluents vinicoles liquides.**

#### **Les contrats de milieu**



Comme le SAGE, lors de l'élaboration de ce document, des objectifs de qualité des eaux, de valorisation du milieu aquatique et de gestion équilibrée des ressources en eau sont définis afin d'adopter un programme d'intervention sur 5 ans. Contrairement au SAGE, les objectifs du contrat de milieu n'ont pas de portée juridique, mais constituent un engagement contractuel entre les signataires.

**Aucun contrat de milieu en cours n'existe à ce jour sur Sainte Florence (celui de Dordogne Atlantique étant achevé. Il se trouve cependant, à titre informatif, en annexe 5).**

**Annexe 5 :** données relatives au SDAGE, au contrat de milieu et aux zones sensibles

## 4. CONFORMITE AU PLAN DEPARTEMENTAL D'ELIMINATION DES DECHETS

Le plan départemental d'élimination des déchets a été validé par arrêté du Président du Conseil Général de Gironde au mois d'octobre 2007 ne mentionne pas les effluents vinicoles, nous pouvons cependant les assimiler à des boues liquides issues de station d'épuration.

« Deux objectifs sont visés en matière de prévention des boues :

- **La prévention quantitative :** l'objectif est de limiter la production de boues et d'en maîtriser les volumes notamment en optimisant les moyens de déshydratation.
- **La prévention qualitative :** l'objectif est d'éviter la production de boues non conformes en vue d'un recyclage agronomique et d'améliorer la qualité des boues conformes. »

Le plan fixe un objectif de valorisation qui est de **privilégier le retour au sol de la matière organique et la valorisation organique** dès lors que celles-ci sont conformes par :

- Une diversification des débouchés ;
- La promotion d'autres filières d'utilisation ;
- La valorisation directe des boues pour les petites stations ;
- La valorisation après compostage pour les tonnages de boues plus importants ;
- Le contrôle de 100% des épandages de boues ;
- La mise en place d'un organisme indépendant de suivi des épandages ;
- La mise en place d'une charte départementale du recyclage agronomique en milieu agricole.

**« L'objectif est de valoriser agronomiquement 75 % des boues girondines à horizon 2016. »**

**La cave de Saint Pey de Castets répond à certains objectifs : bien qu'elle ne présente qu'un seul exutoire pour ses effluents conformes, la totalité de la production est valorisée en agriculture. De plus, la plupart des objectifs donnés par le PDED, ne peuvent pas s'appliquer à ce genre de déchets.**

**La valorisation agronomique des effluents de la cave de Saint Pey de Castets reste donc en adéquation avec le PDED.**

# CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL DU PERIMETRE

## 1. GEOLOGIE

La source utilisée est la carte géologique de Podensac (<http://infoterre.brgm.fr/>).

Les parcelles se situent sur les alluvions récentes datant de l'Holocène (-10 000 an BP).

Ces dépôts argilo-tourbeux sont représentés dans les marais et les anciens chenaux qui bordent les vallées de l'Isle et de la Dordogne. Ils sont les témoins de la remontée des eaux, postérieurement à la glaciation würmienne, durant le Flandrien (étage datant de l'Holocène).

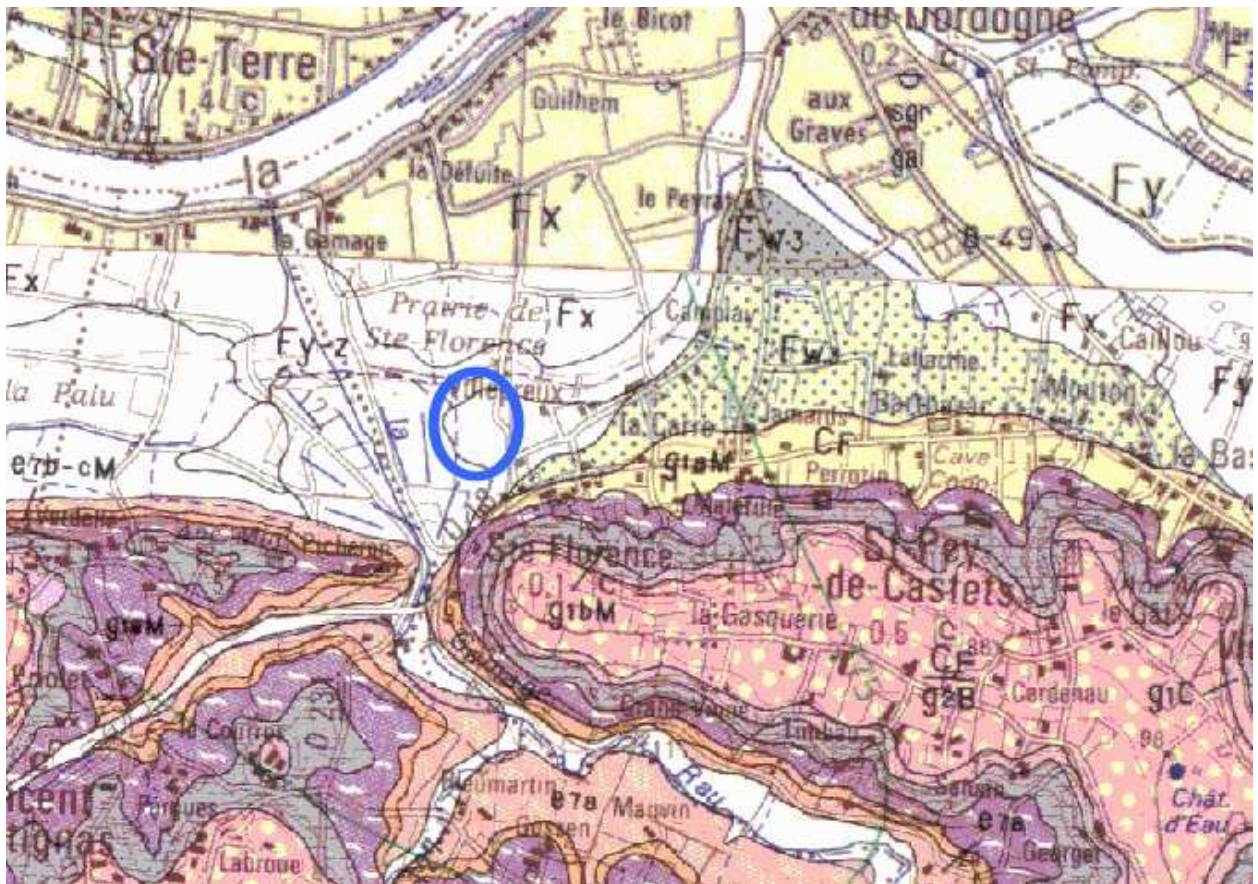


Figure 4 : Localisation du secteur géologique sur la feuille de Podensac (source : site internet BRGM)

## 2. HYDROGEOLOGIE

Les terrasses fluviales graveleuses des lits mineurs de la Dordogne et de l'Isle servent de réservoir à des aquifères dont les caractéristiques hydrauliques sont assez différentes suivant l'existence ou l'absence d'une continuité avec les aquifères tertiaires sous-jacents.

Il est acquis que plusieurs aquifères sont utilisés pour l'alimentation en eau potable.

### 3. CONTEXTE PEDOLOGIQUE

Il est déterminé à partir d'un sondage réalisé à la tarière pédologique sur les parcelles.

**Annexe 6 :** Cartographie de l'aptitude des parcelles, des sondages et des prélèvements de sol

Les parcelles sont caractérisées par un « vrai »terrefort, c'est-à-dire un sol brun calcique ou eutrophe, argileux, développé dans une molasse, le sol est lourd avec un début de ségrégation de fer et de manganèse (hydromorphie). Le profil suivant présente ce terrefort.



| profondeur |       | caractéristiques   |
|------------|-------|--|
| 0-25 cm    | Lci 1 | 2,5 Y 4/4. Argile  |
| 25-50 cm   | Lci 2 | 2,5 Y 4/4. Argile limono-sableuse. Quelques nodules calcaires - structure polyédrique moyenne à grossière. |
| 50-75 cm   | Aci   | 2,5 Y 5/4. Argile. Quelques nodules calcaires. Structure polyédrique à surstructure prismatique            |
| 75-105 cm  | Sci   | 2,5 Y 5/4 et 5G 6/1 - Argile - Structure prismatique - faces brillantes bigarrures grises de la marne      |

## 4. CLIMAT

Les données climatiques permettent de définir, compte tenu des assolements pratiqués, les périodes d'épandage possibles.

Les périodes les plus favorables d'un point de vue climatique sont les périodes de déficit hydrique, c'est à dire durant lesquelles, l'évapotranspiration potentielle (ETP) est supérieure aux précipitations (P).

Pendant les périodes d'excès hydrique, les champs risquent d'être peu accessibles et le sol dégrade mal la matière organique.

Le graphique suivant représente les différences entre les moyennes des précipitations et des ETP obtenues à l'aéroport de Mérignac, pour la période de référence actuelle de 1971 à 2000 (la situation restant inchangée à l'heure actuelle).

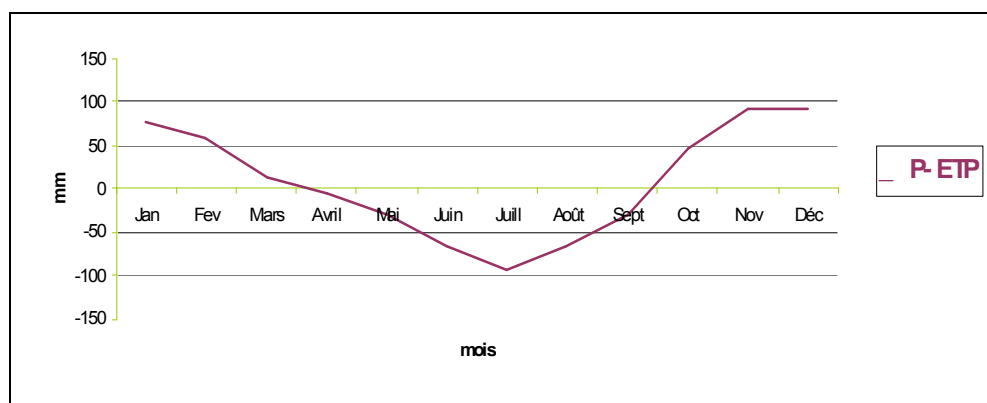


Figure 5 : Bilan P/ETP moyen en millimètres (source : Météo France)

On constate que la période de déficit hydrique ( $P-ETP < 0$ ) est située entre début avril et fin septembre. Le mois d'octobre, du fait de la dessiccation des sols, permet généralement d'accéder aux parcelles.

Compte tenu de ces données, nous pouvons dire que l'accès aux parcelles risque d'être rendu difficile de fin octobre à mi mars.

**En tout état de cause ce sont surtout les conditions météorologiques et l'état des sols qui permettront de déterminer si les épandages sont réalisables. La situation du moment sera donc la plus déterminante.**

## 5. PATRIMOINE NATUREL ET PAYSAGER DU SECTEUR D'ETUDE

**Annexe 5 :** données relatives au SDAGE, au contrat de milieu et aux zones sensibles

**Annexe 7 :** Cartographie des zones sensibles à proximité du périmètre d'étude

### 5.1. Site classé

**Aucun site de ce type n'est recensé sur le périmètre d'étude.**

## 5.2. Site inscrit

**Aucun site de ce type n'est recensé sur le périmètre d'étude.**

## 5.3. Site Natura 2000

Il résulte de la mise en œuvre de deux directives européennes : la directive Oiseaux et la directive Habitats. L'objectif est de préserver la diversité de la nature en Europe en constituant un réseau européen de sites abritant des habitats (milieux naturels) et/ou des espèces dits d'importance communautaire, qui sont menacés à l'échelle européenne. L'Union européenne s'est en effet fixée pour objectif de stopper la chute de la biodiversité d'ici à 2010.

Les habitats et espèces concernées (flore et faune, dont les oiseaux) sont listés dans les annexes des directives Habitats et Oiseaux, avec une catégorie spéciale d'habitats ou espèces prioritaires. Le réseau Natura 2000 regroupe les Zones Spéciales de Conservation (Z.S.C.), désignées au titre de la directive « Habitats », et les Zones de Protection Spéciale (Z.P.S.) désignées au titre de la directive « Oiseaux ».

*La zone NATURA 2000 « La Dordogne » est localisée sur la commune de Sainte Florence. Le DOCOB est validé depuis le 17/05/2013, cependant son édition n'est pas encore effectuée.*

**Les parcelles d'épandage de par leur proximité avec cette zone sont potentiellement rattachées à cette dernière. Une étude d'impact des épandages est donc nécessaire.**

### ❖ *La Dordogne (FR7200660):*

Ce réseau hydrographique est classé en Site d'Importance Communautaire. Ce site s'étend sur 5 694 ha sur les départements de la Dordogne (33%) et la Gironde (67%).

Ce réseau traverse la région biogéographique Atlantique. Ce site est conservé sur la Dordogne car il abrite une grande diversité d'habitats et d'espèces mais tout particulièrement l'Esturgeon Européen et la Loutre d'Europe. L'occupation des sols se décompose ainsi :

#### ▪ *Présentation du site et protections associées*

Le site de la Dordogne est constitué :

- à 95% d'eau douce intérieures (eaux stagnantes, eaux courantes),
- à 4% de rivières et estuaires soumis à la marée, vasières et bancs de sable, lagunes (incluant les bassins de production de sel),
- à 1% de forêts caducifoliées.

Les type d'habitat répertoriés sur ce site et qui doivent être préservés sont les rivières des étages planitiaire à montagnard, les mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaux et les forêts alluviales.

Les espèces importantes présentes au niveau de ce site sont majoritairement rangées dans le règne animal. Les plus remarquables sont la Loutre d'Europe, l'Esturgeon Européen et le Saumon d'Atlantique. La seule espèce végétale remarquable présente est l'angélique à fruits variables.

#### ▪ *Impact attendu des épandages sur ce site*

Les espèces et habitats ayant conduit au classement de ce site dans le réseau Natura 2000 sont naturelles et par définition pas ou peu représentées sur les parcelles agricoles (sauf peut-être ponctuellement pour les espèces animales amenées à transiter dessus).

De plus l'activité d'épandage entre dans le champ des activités d'exploitation agricole des terres cultivées. Elle ne change en rien la vocation initiale des parcelles qui est et reste l'agriculture et n'altère donc pas plus l'équilibre du milieu naturel environnant que les autres activités agricoles.

Pour les parcelles incluses dans les périmètres ou à proximité de ce site classé en tant que milieu aquatique, le respect de la réglementation applicable aux épandages garantit la protection des eaux superficielles ainsi que celle des habitats et des espèces faunistiques et floristiques présentes dans ces milieux.

Enfin, l'utilisation de ces parcelles va passer d'une culture de maïs à celle d'une prairie plus riche en biodiversité.

- *Conclusion*

**On peut considérer que les impacts des épandages seront négligeables sur ces milieux protégés et qu'il n'y aura pas d'atteinte aux objectifs de conservation de ce site Natura 2000. Ces parcelles étant toutes des prairies elles auront même un effet positif sur la biodiversité.**

---

### 5.4. ZNIEFF<sup>1</sup> de type I modernisation

---

**Aucune ZNIEFF de type I n'est recensée sur le périmètre d'étude.**

---

### 5.5. ZNIEFF de type II modernisation

---

**Aucune ZNIEFF de type II n'est recensée sur le périmètre d'étude.**

Cependant, une ZNIEFF de type II non modernisée (N° 720015763 – « Vallée et coteaux de la Gamage ») se trouve sur Sainte Florence. Elle ne concerne pas les parcelles de l'extension du plan d'épandage.

---

### 5.6. Réserve naturelle

---

**Aucune réserve n'est recensée sur le périmètre d'étude.**

---

### 5.7. Parc naturel

---

**Aucun parc n'est recensé sur le périmètre d'étude.**

---

<sup>1</sup> Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Floristique ou Faunistique

## CONTEXTE AGRICOLE DU PERIMETRE

### 1. ASSOLEMENT, ROTATION DE CULTURE, CALENDRIER AGRICOLE

La totalité de la surface est semée en prairie temporaire.

Les prairies sont fauchées une fois par an aux alentours du mois de juin, le foin est exporté par l'exploitant des deux parcelles.

Afin de limiter les risques de présence de traces d'effluents dans les foins, une période de trois semaines sans épandage est recommandée avant la fauche (cf : AP du 10/01/13).

Il conviendra toutefois d'épandre lorsque les conditions climatiques sont optimales.

### 2. PRATIQUES DE FERTILISATION

L'exploitant ne prévoit pas de fertilisation de la future prairie, en conséquence, et afin de visualiser une fertilisation raisonnée, le tableau suivant indique les fertilisations pratiquées en se basant sur les besoins annuels de la culture pour un rendement d'environ 6,6 tonnes de MS/ha :

| Culture | Rendement  | Azote | Acide phosphorique | Potassium |
|---------|------------|-------|--------------------|-----------|
| Prairie | 6,6t MS/ha | 130   | 50                 | 230       |

Tableau 6 : Pratique de fertilisation des agriculteurs (en kg/ha)

La fertilisation par les effluents devra s'adapter au besoin des prairies.

### 3. PRATIQUES DE CHAULAGE

Le chaulage des parcelles est très important pour améliorer l'état physique, chimique et biologique d'un sol.

Dans le cadre de l'épandage agricole d'effluents vinicoles, il est particulièrement intéressant dans son rôle de maintien du pH du sol à un niveau autorisant l'épandage. Ceci pour limiter la solubilité des éléments traces métalliques luttant ainsi contre les risques liés à leur lessivage et leur toxicité.

Les parcelles de l'extension ne sont pas chaulées.

Les résultats de l'analyse de sol dans les chapitres suivants permettront d'avoir une idée plus précise de la conformité de la situation.

## **4. PRATIQUES D'IRRIGATION, DE DRAINAGE**

---

Elles ont pour but de maintenir un contexte hydrique dans le sol permettant la croissance des plantes dans de meilleures conditions.

L'irrigation des parcelles peut entraîner une décalcification des sols préalable à leur acidification et des lessivages d'éléments chimiques.

Aucune des deux parcelles n'est drainée ou irriguée.

## **5. INCIDENCE DES ACTIVITES D'ELEVAGE**

---

Aucune activité d'élevage n'est ici présente.



# APTITUDE DES PARCELLES A L'EPANDAGE

## 1. RESULTATS DES ANALYSES ET CONFORMITE DES SOLS A L'EPANDAGE

Elle est déterminée à partir de l'analyse d'un échantillon de sol. Les résultats sont présentés et résumés dans les tableaux suivants.

**Annexe 6 :** Cartographie de l'aptitude des parcelles et des prélèvements de sol

**Annexe 8 :** Résultats des analyses de sol

### 1.1. Conformité des sols à l'épandage

| Référence UP                | Coordonnée Lambert X | Coordonnée Lambert Y | Cd           | Cr            | Cu            | Hg          | Ni           | Pb            | Zn            |
|-----------------------------|----------------------|----------------------|--------------|---------------|---------------|-------------|--------------|---------------|---------------|
|                             |                      |                      | mg/(kg MS)   | mg/(kg MS)    | mg/(kg MS)    | mg/(kg MS)  | mg/(kg MS)   | mg/(kg MS)    | mg/(kg MS)    |
| 03-01                       | 455 361              | 6 417 732            | 0,28         | 69,67         | 26,91         | 0,03        | 40,21        | 31,38         | 103,05        |
| <b>Val. limite</b>          |                      |                      | <b>2,00</b>  | <b>150,00</b> | <b>100,00</b> | <b>1,00</b> | <b>50,00</b> | <b>100,00</b> | <b>300,00</b> |
| <b>Val. / Val. lim. (%)</b> |                      |                      | <b>14,00</b> | <b>46,45</b>  | <b>26,91</b>  | <b>3,00</b> | <b>80,42</b> | <b>31,38</b>  | <b>34,35</b>  |

Tableau 7 : Résultats de l'analyse de sol sur les paramètres éléments traces métalliques (AP du 10/01/2013)

Les teneurs en éléments traces métalliques mesurées montrent la conformité de ces sols à l'épandage.

### 1.2. Caractéristiques agronomiques

| Référence UP                         | pH       | MOrga | CEC      | C/N  | P2O5 | K2O  | MgO  | CaO  | Ca/CEC |
|--------------------------------------|----------|-------|----------|------|------|------|------|------|--------|
|                                      | unité pH | g/kg  | meq/100g |      | g/kg | g/kg | g/kg | g/kg | %      |
| 03-01                                | 7,04     | 32,26 | 29,2     | 8,1  | 0,04 | 0,26 | 0,82 | 8,17 | 100    |
| Parcelles carencées en éléments      |          | -     | -        | 100% | -    | -    | -    | -    | -      |
| Parcelles satisfaisantes en éléments |          | 100%  | -        | -    | 100% | -    | -    | 100% | 100%   |
| Parcelles riches en éléments         |          | -     | 100%     | -    | -    | 100% | 100% | -    | -      |

Tableau 8 : Résultats de l'analyse de sol sur les paramètres agronomiques

#### 1.2.1 Acidité

Le pH est neutre. Les parcelles sont conformes à l'épandage (arrêté du 10 janvier 2013).

### 1.2.2 Matière organique et rapport C/N

Le sol présente une teneur satisfaisante en matière organique.

L'apport des effluents permettra de limiter les pertes annuelles si la dose maximale annuelle est atteinte.

Le rapport C/N est légèrement faible, ce qui indique que l'activité biologique du sol permet une décomposition assez rapide de la matière organique apportée. Le recyclage des effluents sera donc relativement rapide.

### 1.2.3 Capacité d'échange cationique (CEC)

Le sol du périmètre a une capacité d'échange cationique satisfaisante du fait d'une présence correcte de matière organique et abondante d'argile dans le sol (53,9%). Couplé à une implantation en prairie, le sol est peu sensible aux lessivages.

### 1.2.4 Etat calcique du sol

La parcelle présente une teneur en calcium satisfaisante.

Le rapport Ca/CEC est supérieur à 80%, ce qui montre une activité du sol correct et optimale.

### 1.2.5 Eléments assimilables (acide phosphorique, potasse et magnésie)

| Etat du stock dans le sol                 | Bilan du phosphore  | Bilan du potassium                                      | Bilan du magnésium                                      |
|---|---|---|---|
| Elevée                                    | 0%  | 100%  | 100%  |
| Moyenne                                   | 100%  | 0%  | 0%  |
| Faible                                    | 0%  | 0%  | 0%  |
| <b>Stratégie globale de fertilisation</b> | <b>Entretien</b><br>But : couvrir les besoins des plantes | <b>Impasse</b><br>But : couvrir les besoins des plantes | <b>Impasse</b><br>But : couvrir les besoins des plantes |

*Tableau 9 : Répartition de la magnésie, du phosphore et du potassium sur les parcelles et stratégie globale de fertilisation*

Globalement les teneurs en phosphore sont satisfaisantes. Les apports devront couvrir au maximum les besoins des plantes. **La fertilisation liée aux effluents étant faible, ces apports pourront être complétés par des engrais.**

Globalement il faut prévoir une impasse sur les teneurs en potassium et magnésium. Ces apports devront couvrir au maximum les besoins des plantes. **La fertilisation liée aux effluents étant importante pour le potassium, ces apports enrichiront le stock du sol.**

## 2. APTITUDES DES SOLS A L'EPANDAGE

### 2.1. Définition des aptitudes

L'étude pédologique (profondeur, hydromorphie, aération du sol,...) et hydrogéologique (type de sol et de roche, perméabilité du sol et de la roche, ...) des terrains retenus, ainsi que la prise en compte des contraintes réglementaires et géographiques (distances par rapports aux cours d'eau, aux habitations) permettent de dresser une carte d'aptitude des sols à l'épandage.

On définit ainsi deux classes d'épandage :

**0** : épandage interdit pour cause d'inaptitude des terrains. Les causes sont hydrogéologiques (sensibilité des eaux souterraines, proximité de captages,...) ou réglementaire (distance par rapport aux habitations ou cours d'eau) ;

**1** : épandage possible sous conditions (période ou dosage particulier). On distingue deux sous classes : **1A** : lorsque le sol est filtrant et **1B** : lorsqu'il est hydromorphe ;

**2** : épandage sans contre-indications sous réserve des aléas climatiques.

### 2.2. Répartition des aptitudes

#### 2.2.1 Exclusions : rappel réglementaire

L'arrêté du 10 janvier 2013 fixe les distances minimales à respecter lors des épandages des effluents :

- 35 m des puits, forages, aqueducs transitant des eaux destinées à la consommation humaine,
- 35 m des cours d'eau et plan d'eau,
- 200 m des lieux de baignade,
- 50 m des habitations ou zones de loisirs et établissements recevant du public (100m dans le cas d'effluents odorants, ce qui est le cas ici).

#### 2.2.2 Exclusions : définition des contraintes appliquées au périmètre d'épandage

Remarque préalable :

*Sur le secteur les causes d'exclusion sont essentiellement liées aux cours d'eau et fossés.*

*Nous avons appliqué les contraintes d'exploitation suivante : 35 mètres pour les premiers et 5 mètres pour les seconds.*

**Annexe 3** : Fiches parcellaires

**Annexe 6** : Cartographie de l'aptitude des parcelles et des prélèvements de sol

#### 2.2.3 Bilan des exclusions et répartitions des aptitudes

Sur les 2 parcelles et 5,09 hectares proposés par les agriculteurs, en tenant compte des distances d'exclusions réglementaires et des résultats des analyses de sol, 4,33 hectares restent aptes à l'épandage, elles sont classées en aptitude 1B.

# ORGANISATION TECHNIQUE DE LA FILIERE D'EPANDAGE

## 1. PERIODE D'EPANDAGE

La ou les périodes d'épandage sont définies en fonction d'éléments climatiques : il faut prendre en compte les faits suivants :

Que les parcelles sont accessibles avec des sols portants : ceci n'est possible qu'en période peu humide et suffisamment longtemps après une ondée pour que le sol ait eu le temps d'absorber toute l'eau (ce paramètre est aussi fonction du type de sol),

Que les risques de ruissellement sont faibles suite aux épandages : ceci est possible que si le sol n'est pas imperméabilisé par l'eau ou la sécheresse et si les pluies interviennent suffisamment tard après les épandages et surtout l'enfouissement qui leurs succède,

Nous avons vu plus haut que la période de déficit hydrique se situe de d'avril à septembre. Cette période est donc idéale du point de vue climatique.

L'épandage est possible toute l'année sur prairie sous réserve de respecter un délai de trois semaines avant la fauche sur les parcelles ou que les conditions météorologiques soient favorables. Les périodes idéales étant situées de fin mai à juin et mi-juillet à fin août lorsque l'herbe est rase.

## 2. STOCKAGE DES EFFLUENTS

Comme nous venons de le voir au chapitre précédent, nous avons une période d'épandage possible durant toute l'année sur prairie.

Les cuves de stockage présentent une capacité de 620 m<sup>3</sup> à elles deux. Capacité suffisante pour une période non adaptée à l'épandage sur plusieurs mois hors période de vendange (conditions météo).

## 3. DOSES D'EPANDAGE

La dose que nous allons définir est basée :

Sur le calcul du profil des effluents à partir des résultats analytiques connus au moment de la réalisation du document.

Sur la dose maximale annuelle imposée par l'arrêté d'autorisation de la cave.

Voici le détail des apports des effluents à la dose préconisée :

Valeur agronomique moyenne : pour un apport de 871 m3 de matières fertilisantes par hectare :

| Paramètre         | Apports totaux<br>kg/ha | Coefficients<br>% | Apports disponibles<br>kg/ha |
|-------------------|-------------------------|-------------------|------------------------------|
| Matière organique | 746                     | 100               | 746                          |
| Azote total       | 5                       | 20                | 1                            |
| Phosphore -P2O5   | 8                       | 70                | 6                            |
| Potassium - K2O   | 118                     | 100               | 118                          |
| Magnesium - MgO   | 17                      | 100               | 17                           |
| Calcium - CaO     | 98                      | 100               | 98                           |

Figure 6 : Apports en matières fertilisantes des effluents à la dose préconisée.

Cette dose, les besoins des cultures ainsi que la fertilisation complémentaire sont ensuite repris dans le tableau suivant :

| Type de culture | Besoins de la culture<br>(rendement de 6,6T<br>de MS/ha) |                               |                  | Apport par les<br>effluents                  |                               |                  | Fertilisation<br>complémentaire |                               |                  |
|-----------------|--|-------------------------------|------------------|--|-------------------------------|------------------|---------------------------------|-------------------------------|------------------|
|                 | U/ha/an  |                               |                  | U/ha disponible la 1 <sup>ère</sup><br>année |                               |                  | U/ha                            |                               |                  |
|                 | N  | P <sub>2</sub> O <sub>5</sub> | K <sub>2</sub> O | N  | P <sub>2</sub> O <sub>5</sub> | K <sub>2</sub> O | N                               | P <sub>2</sub> O <sub>5</sub> | K <sub>2</sub> O |
| Prairie         | 130  | 50                            | 230              | 1  | 6                             | 118              | 129                             | 44                            | 112              |

Tableau 10 : Eléments fertilisants et besoins complémentaires.

La dose préconisée est la dose maximale annuelle autorisée par l'arrête de la cave.

L'apport en éléments fertilisants par l'épandage des effluents vinicoles à la dose préconisée ne permet pas de faire l'impasse en potasse, il en couvre la moitié des besoins. Le sol étant bien pourvu en cet élément, une première impasse peut être prévue la première année avant d'apporter du potassium sous forme minérale pour subvenir aux besoins des prochaines fauches.

Les apports de phosphore et d'azote sont marginaux. Des apports complémentaires, sous forme minérale, seront donc nécessaires.

La dose prévue étant de 871 m<sup>3</sup>/ha/an, les apports devront être fractionnés selon les conditions hydriques.

Elle est limitée à 250m<sup>3</sup>/ha par passage et à 50m<sup>3</sup>/ha entre les mois de septembre et mars et uniquement sur sols ressuyés.

### 3.1. Amendement organique

Concernant la matière organique, il en ressort qu'avec un maximum de 746kg/ha d'apport par les effluents, les apports contribueront seulement à limiter les pertes du sol.

### 3.2. Amendement calcique

L'apport de chaux par les effluents est marginal. Les sols, bien pourvus en cet élément n'ont de toute façon pas besoin d'être chaulés.

### 3.3. Apport en eau

L'arrêté d'autorisation de la cave mentionne que les apports sont limités à 250m<sup>3</sup>/ha par passage et à 50m<sup>3</sup>/ha entre les mois de septembre et mars et uniquement sur sols ressuyés.

### 3.4. Besoin en surface

---

Le plan d'épandage mis à jour en 2012 suffit déjà à combler les besoins en surface du plan d'épandage.

Cependant, et ce afin de faire face aux aléas climatiques, le rajout de ces deux parcelles en prairie permettra d'apporter plus de flexibilité dans la gestion du stockage et de permettre des épandages sur des sols quasiment accessibles tout au long de l'année.

## 4. DEFINITION DU SUIVI DEJA MIS EN PLACE

### 4.1. Suivi qualitatif et quantitatif des effluents

#### 4.1.1 Qualité des effluents

L'arrêté du 10 janvier 2013 impose le suivi analytique tri-annuel des effluents suivant:

| Type d'analyse   | Année de Routine |
|--|------------------|
| Valeur agronomique<br>(Matière Sèche, Matière Organique, pH eau, N total, N-NH4+, C/N, P2O5, K2O, CaO, MgO, Matières En Suspension, DCO et DBO5) | 1                |
| Eléments traces métalliques<br>(Cu, Zn, Cr, Ni, Cd, Hg, Pb,)   | 1                |
| Sélénium   | 1                |

Tableau 11 : Fréquence d'analyse des effluents

L'organisation prévue pour le suivi analytique des effluents est la suivante : sur le stockage un prélèvement d'effluents sera effectué en début d'année culturale. Cet échantillon sera analysé sur l'ensemble des paramètres cités ci-dessus. La conformité à l'épandage sera donc validée avant toute sortie d'effluents.

Il a été retenu d'effectuer une analyse annuelle plutôt que tri-annuelle, afin de se rapprocher au plus près d'un conseil agronomique pertinent.

#### 4.1.2 Quantité des effluents

Le suivi des quantités des effluents épandues est assuré par la capacité connue des tonnes à lisier utilisées pour les épandages. Il figure dans le cahier d'épandage remis par le chargé de ces derniers.

### 4.2. Suivi des sols

Dans le cadre du suivi agronomique, une analyse agronomique est réalisée chaque année sur une des parcelles du plan d'épandage.

### 4.3. Suivi des épandages

#### 4.3.1 Programme prévisionnel d'épandage

Avant chaque campagne annuelle, au minimum une rencontre avec le producteur et l'agriculteur est nécessaire pour déterminer les parcelles à épandre et procéder aux analyses de sol correspondantes, déterminer les cultures implantées, mettre au point le calendrier et définir les doses d'épandage. Sur la base des données collectées, un planning prévisionnel sera élaboré.

Ce document doit comporter :

- la liste des parcelles concernées par la campagne ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'interculture) sur ces parcelles ;

- une caractérisation des différents déchets ou effluents (type (liquides, pâteux et solides), quantités prévisionnelles, rythme de production, ainsi qu'au moins les teneurs en azote global et azote minéral et minéralisable, disponible pour la culture à fertiliser, mesurées et déterminées sur la base d'analyses datant de moins d'un an ;
- les résultats d'une analyse de sols datant de moins d'un an sur le paramètre azote global et azote minéral et minéralisable sur chaque point de référence représentatif de chaque zone homogène ;
- les préconisations spécifiques d'apport des déchets ou des effluents (calendrier et doses d'épandage...) ;
- l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage.

### **4.3.2 Tenue du registre d'épandage**

---

Le cahier d'épandage est la synthèse journalière du chantier d'épandage ; il doit être tenu par celui qui réalise l'épandage pour le compte de la Cave de Saint Pey de Castets, qui en possède une copie.

Il comprend :

- Les surfaces effectivement épandues,
- Les références parcellaires,
- Les dates d'épandage,
- La nature des cultures,
- Les volumes et la nature de toutes les matières épandues,
- Les quantités d'azote global épandues d'origine ICPE,
- L'identification des personnes morales ou physiques chargées des opérations d'épandage ainsi que l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et les matières épandues avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation.

### **4.3.3 Information des parties concernées par l'épandage**

---

Après la campagne d'épandage, les agriculteurs concernés devront recevoir un bilan parcellaire des épandages réalisés qui reprend les quantités d'effluents épandus, à partir des données du cahier d'épandage. Ces données doivent leur permettre d'ajuster leur fertilisation en fonction des apports liés aux effluents.

## **4.4. Bilan agronomique annuel**

---

L'ensemble des documents, analyses, bilan des épandages et remarques sur la campagne seront synthétisés dans un bilan du suivi agronomique comprenant :

- Un bilan qualitatif et quantitatif des effluents épandus,
- Les quantités d'éléments fertilisants apportées par les effluents sur chaque unité culturale et les résultats des analyses de sols,
- Les bilans de fumure réalisés sur les parcelles ainsi que les conseils de fertilisation complémentaires qui en découlent,



## **5. ORGANISATION TECHNIQUE DES EPANDAGES**

---

### **5.1. Avant les épandages**

---

Concernant les deux parcelles de cette extension de plan d'épandage, les effluents seront pompés par une tonne à lisier et acheminés pour épandage par cette même tonne.

### **5.2. Après les épandages**

---

Dans le cas de prairies, un délai minimum de trois semaines doit être respecté entre l'épandage et la récolte des cultures fourragères.

## **6. FILIERES ALTERNATIVES AUX EPANDAGES**

---

On distingue ici deux types de filières alternatives :

### **6.1. Filière complémentaire prévue en cas d'impossibilité d'épandre ou de stocker**

---

C'est le cas de effluents conformes aux prescriptions de l'arrêté du 29 octobre 2003 qui ne peuvent pas être épandues car les parcelles sont indisponibles ni être stockées car le stockage est plein.

Il peut être possible d'étudier la possibilité que les effluents excédentaires soient acheminés au centre de traitement de matière vinicole (CTMV) à Lussac (33). Situé à 21km des cuves de stockage.

Le compostage est possible seulement si les effluents se présentent avec une siccité supérieure à 30% (ce qui n'est pas le cas ici ce qui impliquera une déshydratation préalable). La plate-forme la plus proche est située à Saint-Selve (Gironde), elle est gérée par Terralys.

### **6.2. Filière alternative prévue en cas de non-conformité des effluents à l'arrêté du 10 janvier 2013**

---

C'est le cas des effluents qui ne peuvent ni être épandus ni être compostés. D'autres filières doivent être mises en œuvre.

La solution alternative la plus proche en cas de non conformité des effluents à l'épandage est :

Le centre de stockage des Déchets Ultimes à Lapouyade en Gironde, exploitée par la société ONYX. Pour cela, les effluents doivent être déshydratés afin d'obtenir une siccité minimale de 20%.

La mise en décharge sur l'un des Centre d'Enfouissement Technique situés dans le département. Les conditions d'acceptabilité sont les suivantes : que les effluents soient pelletables (siccité minimale 30%), non pulvérulents et non odorants. Conditions que ne remplissent pas actuellement les effluents de la cave.

## CONCLUSION : BILAN DES SURFACES GLOBALES DU PLAN D'ÉPANDAGE DES EFFLUENTS DE LA CAVE DE SAINT-PEY-DE-CASTETS

### 1. DEFINITION DU PERIMETRE

Les parcelles proposées dans le plan d'épandage de la cave de Saint Pey de Castets sont exploitées par les exploitations données dans le tableau suivant :

| Code | Nom                                  | Prénom      | Adresse postale        | Commune                        | Tel principal  |
|------|--------------------------------------|-------------|------------------------|--------------------------------|----------------|
| 01   | SCEA<br>VIGNERONS ST<br>PEY-GENISSAC | -           | 36 avenue de la mairie | SAINT-PEY-DE-<br>CASTETS       | 06 48 55 77 13 |
| 02   | DURAND                               | Jean-Claude | Château du Couros      | SAINT-VINCENT-<br>DE-PERTIGNAS | 05 57 84 11 89 |
| 03   | BURNEREAU                            | Hubert      | 7 Picheron             | SAINT-VINCENT-<br>DE-PERTIGNAS | 05 57 84 11 33 |
| 04   | VAUTHIER                             | Brigitte    | 13 rue Henri Mérand    | BORDEAUX<br>CAUDERAN           | 05 57 40 77 10 |

Tableau 12 : Liste et coordonnées des agriculteurs du plan d'épandage des effluents

Le plan d'épandage global est constitué de 4 exploitations qui ont mis à disposition 13,22 hectares totaux.

Les 15 parcelles du plan d'épandage sont situées sur le département de la Gironde. La liste des communes et la répartition des surfaces pour chacune d'entre elle est donnée dans le tableau suivant, en tenant compte des parcelles initiales et de l'extension :

| Commune              | Surface totale |                |                 |                 |                | SPE          |
|----------------------|----------------|----------------|-----------------|-----------------|----------------|--------------|
|                      |                | Surface Apt. 2 | Surface Apt. 1B | Surface Apt. 1A | Surface Apt. 0 |              |
| SAINTE-FLORENCE      | 5,09           | 0,00           | 4,33            | 0,00            | 0,76           | 4,33         |
| SAINT-PEY-DE-CASTETS | 8,13           | 6,69           | 0,00            | 0,00            | 1,44           | 6,69         |
| <b>TOTAL</b>         | <b>13,22</b>   |                |                 |                 |                | <b>11,02</b> |

Tableau 13 : Liste des communes concernées par le plan d'épandage ainsi que la répartition des surfaces

La carte de **l'annexe 11** précise l'emplacement au 1/15 000 des parcelles du plan d'épandage actualisé.

## 2. POINT SUR LES SURFACES GLOBALES DU PLAN D'EPANDAGE

### - Bilan des surfaces épandables avec les exclusions maximales.

Ainsi sur les 15 parcelles et 13,22 hectares proposés par les exploitants :

12 parcelles, soit 6,69 hectares épandables, ne présentent aucune contre-indication à l'épandage ni aucune restriction autre que celles préconisées par l'arrêté du 10 janvier 2013, elles sont notées en aptitude 2.

2 parcelles, soit 4,33 hectares épandables, doivent être épandues en dehors des épisodes pluvieux sur sols bien ressuyés, elles sont classées en aptitude 1B.

2,20 hectares répartis sur 14 parcelles, sont exclues du périmètre d'épandage en raison de la proximité des cours d'eaux, des puits, des fossés et des maisons. La parcelle 01-VI est exclue du plan d'épandage suite à une construction effectuée sur cette dernière.

**Ceci représente donc 11,02 ha épandables disponibles pour l'épandage des effluents.**

**Annexe 9:** La cartographie de l'aptitude de l'ensemble des parcelles du plan d'épandage et des prélèvements de sol.

**Annexe 10:** Les Fiches parcellaires de l'ensemble du plan d'épandage.

## 3. BESOIN EN SURFACE, ROTATION SUR LES PARCELLES ET CAPACITE DU PLAN D'EPANDAGE

### 3.1. Etat actuel

Les surfaces du plan d'épandage initial permettaient de valoriser la totalité de la production d'effluents annuels de la cave.

La production moyenne d'effluents est limitée à 5600m<sup>3</sup> par l'arrêté d'autorisation de la cave.

A la dose annuelle de 871m<sup>3</sup>/ha prévue par l'arrêté, le besoin en surface annuel maximal est de 6,43 ha, en prenant compte qu'aucune rotation sur plusieurs années n'est effectuée (épandages par sprinklers).

**L'ensemble du gisement est donc à ce jour valorisable.**

### 3.1. Simulation pour la capacité maximale de production de la cave

Le présent dossier comprend une simulation de la quantité d'effluents à répondre pour le flux maximal de 80 000 hectolitres, faisant l'objet d'un dossier de porté à connaissance.

Une production de 80000 hectolitres devrait engendrer un rejet d'effluents aptes aux épandages dépendant du ratio « litre d'eau consommé/litre de vin produit »

| Q de vin produit (hL) | Ratio "L d'eau / L de vin produit" | Q d'effluents à épandre (m <sup>3</sup> ) |
|-----------------------|------------------------------------|---|
| 80000                 | 1,25 (ratio de l'AP actuel)        | 10000                                     |

Tableau 14 : Quantité d'effluents à épandre sur la base de 80000 hectolitres produits.

On observe via le tableau ci-dessus, que selon le ratio, la quantité d'effluents à épandre peut varier. Actuellement le ratio retenu par l'arrêté préfectoral est de 1,25. Correspondant à une production annuelle de 10000 mètres cube d'effluents à épandre.

Le calcul de dimensionnement du plan d'épandage et de son extension se basera sur un ratio maximal de 1,25, qui correspond à une production maximale d'effluents de 10000 m<sup>3</sup>.

D'une part, si la dose d'épandage minimale annuelle de 871m<sup>3</sup>/ha est appliquée à l'ensemble du plan d'épandage et avec une production annuelle de 10000m<sup>3</sup> d'effluents, le besoin en surface serait de 11,48 hectares.

**Avec l'extension établie dans ce dossier, le plan d'épandage est à ce jour suffisamment dimensionné (avec un delta de 41 ares) pour répondre à une production annuelle de 10000m<sup>3</sup> d'effluents à une dose de 871m<sup>3</sup>/ha/an.**

➤ **Justification d'une augmentation de la dose annuelle maximale autorisée.**

L'arrêté mentionnant une dose de 871 m<sup>3</sup>/ha/an, cette dernière n'est plus en corrélation avec la teneur en potassium présente aujourd'hui dans les effluents. Dans une mise à jour de l'arrêté, elle peut être mentionnée comme ajustable selon les analyses effectuées de manière annuelle sur la valeur fertilisante des effluents.

Le tableau suivant présente le calcul de la RFU des sols de l'extension prévue, similaires à ceux déjà existants sur le plan d'épandage :

| Point de référence   | Parcelles du secteur                 |      |
|--|--------------------------------------|------|
|  | (S/E05978/14/03-01/E01 – ilot 03-01) |      |
| Argile en %  | 53,9                                 |      |
| Limons en %  | 40,4                                 |      |
| <i>RU Selon Abaque de calcul</i>   | 1,85                                 |      |
| Profondeur du sol en cm  | 100                                  |      |
| Cailloux en %  | 5                                    |      |
| RU en mm/m <sup>2</sup>  | 175,75                               |      |
| RFU en mm/m <sup>2</sup>   | 123,025                              |      |
| RU en m <sup>3</sup> /ha   | 1757,5                               |      |
| RFU en m <sup>3</sup> /ha  | 1230,25                              |      |
| Dose d'effluents en m <sup>3</sup> /ha (prévue par AP et pouvant être envisagée) | 871                                  | 1100 |
| Part des effluents dans la RFU   | 71%                                  | 89%  |
| Conclusion   | Peu de risque de ruissellement       |      |

Nous pouvons aisément constater que les sols peuvent supporter des apports annuels supérieurs à 1200m<sup>3</sup>/ha/an.

Afin de proposer une dose inférieure à cette RFU, nous proposons une dose maximale autorisée de 1100m<sup>3</sup>/ha/an

A titre informatif, pour effectuer un apport raisonné sur les prairies du plan d'épandage, une dose de 1100m<sup>3</sup>/ha annuelle reste agronomiquement justifiable.

Valeur agronomique moyenne : pour un apport de 1100 m<sup>3</sup> de matières fertilisantes par hectare :

| Paramètre         | Apports totaux<br>kg/ha | Coefficients<br>% | Apports disponibles<br>kg/ha |
|-------------------|-------------------------|-------------------|------------------------------|
| Matière organique | 942                     | 100               | 942                          |
| Azote total       | 7                       | 20                | 1                            |
| Phosphore -P2O5   | 10                      | 70                | 7                            |
| Potassium - K2O   | 149                     | 100               | 149                          |
| Magnesium - MgO   | 21                      | 100               | 21                           |
| Calcium - CaO     | 124                     | 100               | 124                          |

Cette dose devrait donc être revue à la hausse, voire ajustable selon les analyses annuelles.

A la dose de 1100m<sup>3</sup>/ha annuelle, un apport unitaire de 250m<sup>3</sup>/ha afin de respecter la lame d'eau est tout à fait compatible. La RFU nous indique ici que le sol pourra supporter des épandages fractionnés, étalés sur plusieurs semaines.

Le facteur limitant, vis-à-vis de cette dose, est le potassium.

Nous avons vu plus en amont de ce dossier que les besoins de la prairie se situent autour de 200 kg/ha de potassium. Avec un apport de 149 kg/ha, la totalité de la quantité apportée par les effluents sera assimilée par la culture. Et ne s'accumulera donc pas dans le sol. Il n'y a donc pas d'impacts négatifs sur les fossés avoisinant les parcelles, et par conséquent la Dordogne.

**L'ensemble du gisement sera donc valorisable à cette dose indiquée pour une production annuelle de 80000HL.**



## ANNEXES

- ANNEXE 1 :**      **Détail des analyses des effluents vinicoles 2014-2015**
- ANNEXE 2 :**      **Cartographie des parcelles prévues pour l'extension du plan d'épandage**
- ANNEXE 3 :**      **Fiches parcellaires de l'extension du plan d'épandage**
- ANNEXE 4 :**      **Données CAEP « Cugnet » et « Viduc »**
- ANNEXE 5 :**      **Données relatives au SDAGE et zones sensibles**
- ANNEXE 6 :**      **Cartographie de l'aptitude des parcelles de l'extension**
- ANNEXE 7 :**      **Cartographie des zones sensibles**
- ANNEXE 8 :**      **Résultats des analyses de sol**
- ANNEXE 9 :**      **Cartographie de l'aptitude des parcelles du plan d'épandage global**
- ANNEXE 10 :**     **Fiches parcellaires du plan d'épandage global**
- ANNEXE 11 :**     **Cartographie des parcelles du plan d'épandage global**
- ANNEXE 12 :**     **Accords des exploitants**

---

# ANNEXE 1

---

## DETAIL DES ANALYSES

### EFFLUENTS VINICOLES 2014-2015



---

## ANNEXE 2

---

### CARTOGRAPHIE DES PARCELLES PREVUES POUR L'EXTENSION DU PLAN D'EPANDAGE

---

## ANNEXE 3

---

FICHES PARCELLAIRES DE L'EXTENSION DU PLAN D'EPANDAGE

---

## ANNEXE 4

---

DONNEES CAEP « CUGNET » ET « VIDUC »

---

## ANNEXE 5

---

DONNEES RELATIVES AU SDAGE ET AUX ZONES SENSIBLES

---

## ANNEXE 6

---

### CARTOGRAPHIE DE L'APTITUDE DES PARCELLES DE L'EXTENSION

---

## ANNEXE 7

---

### CARTOGRAPHIE DES ZONES SENSIBLES

---

## ANNEXE 8

---

### RESULTATS DE L'ANALYSE DE SOL

---

## ANNEXE 9

---

### CARTOGRAPHIE DES APTITUDES DES PARCELLES DU PLAN D'EPANDAGE GLOBAL



---

## ANNEXE 10

---

### FICHES PARCELLAIRE DU PLAN D'ÉPANDAGE GLOBAL

---

## ANNEXE 11

---

### CARTOGRAPHIE DES PARCELLES DU PLAN D'EPANDAGE GLOBAL

---

## ANNEXE 12

---

### ACCORD DES EXPLOITANTS

# ANNEXE n°5

Audit ICPE E2251 V1



WILLIAM TERRY  
CONSEIL

**AUDIT INTERNE**  
selon l'arrêté type ICPE

**Vignerons de Saint-Pey Genissac**



Rédacteur : Samy PIERRE

Le 11/03/2015

## Audit de conformité ICPE

### Arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2251 (préparation, conditionnement de vins) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

| Exigences   | Conformité | Commentaire   |
|---|------------|---|
| <b>Chapitre I : Dispositions générales</b>  |            |   |
| <b>Article 3 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |            |   |
| L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.  | C          | Selon l'arrêté préfectoral du 14 01 2013 cela est correctement réalisé. Cela sera à ré-évaluer suite à la construction des nouveaux bâtiments.  |
| L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.  | C          | Cela a été fait pour l'obtention de l'arrêté préfectoral du 14 01 2013. Il en sera de même avec le nouvel arrêté.   |
| <b>Article 4 l'arrêté du 26 novembre 2012</b>   |            |   |
| L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants: Une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne.   | C          | Le dossier en date de Septembre 2010 réalisé par SPE est conservé.  |
| Le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation.<br>L'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral ou ministériel relatif à l'installation pris, en application de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.<br>Les résultats des mesures sur les effluents des cinq dernières années, en application des dispositions de l'article 58.<br>Les résultats de la mesure initiale et des éventuelles mesures complémentaires sur le bruit, en application des dispositions du IV de l'article 54.<br>Le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées.<br>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. | C          |   |
| <b>Article 5 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |            |   |
| Les installations sont implantées à une distance minimale de 5 mètres des limites de propriété du site où elles sont implantées.  | NC         | Le bâtiment "Chai Nord" construit en 2001 semble ne pas respecter la distance de 5 m uniquement sur son angle Nord Est. On note que la construction de ce bâtiment répondait au permis de construire et à l'arrêté préfectoral. |
| Les installations ne se situent pas au dessus ou en dessous de locaux habités par des tiers ou occupés par des tiers.   | C          |   |
| <b>Article 6 l'arrêté du 26 novembre 2012</b>   |            |   |
| Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :<br>- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;<br>- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation ;<br>- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées ;<br>- des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.  | C          | Au jour de la visite cela est conforme.   |
| <b>Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions</b>   |            |   |

|   |   |   |
|---|---|---|
| <b>Section I : Généralités</b>  |   |   |
| <b>Article 8 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |   |   |
| L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques, pollution des eaux...).      | C | Cela est identifié dans l'étude d'impact  |
| L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.   | C | Le futur bâtiment est intégré sur le plan.  |
| <b>Article 9 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |   |   |
| Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature, la quantité et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Ces documents sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours.<br>L'identification des lieux de stockage de ces produits est intégrée au plan général des ateliers et stockage mentionné à l'article 8. | C |   |
| <b>Article 10 l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |   |   |
| Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.   | C |   |
| <b>Section II : Dispositions constructives</b>  |   |   |
| <b>Article 11 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>   |   |   |
| <b>11.1. Bâtiments et locaux abritant l'installation relevant de <a href="#">la rubrique 2251</a>.</b>  |   |   |
| Les bâtiments et locaux abritant l'installation relevant de <a href="#">la rubrique 2251</a> présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :  |   |   |
| 1. Ensemble de la structure a minima R 15.  | C |   |
| 2. Parois intérieures et extérieures de classe Bs3d0.   | C | Les bâtiments sont soit en béton soit en panneau acier double peau.   |
| 3. Toitures et couvertures de toiture de classe et d'indice BROOF (t3).   | C |   |
| 4. Toute communication avec un autre local se fait par une porte EI2 30 C munie d'un dispositif ferme-porte ou de fermeture automatique.  | C | Pour l'heure deux bâtiments sont liés et disposent d'une porte coupe-feu. Il en sera de même avec le nouveau bâtiment.  |
| Les locaux abritant l'installation relevant de <a href="#">la rubrique 2251</a> ne comportent pas de stockage de matières inflammables ou combustibles autres que celles strictement nécessaires à l'exercice de l'activité relevant de la rubrique 2251.   | C |   |
| En particulier, le stockage de bouteilles fermées et étiquetées ainsi que le stockage de produits de conditionnement tels que carton, papier, bouchons, palettes sont réalisés dans des locaux spécifiques, dès lors qu'ils représentent plus de deux jours de production (correspondant à l'activité de conditionnement).  | C | Un stockage existe en dehors des 2 jours de production. Un tableau existe présentant le tonnage total des matières combustibles, on note qu'il est inférieur au 500 T engendrant l'application de la rubrique 1510. |
| <b>11.2. Locaux à risque incendie</b>   |   |   |
| Les locaux à risque incendie présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :  |   |   |
| 1. Ensemble de la structure a minima R 15.  | C |   |
| 2. Les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0.   | C | Le bâtiment chaudières est construit en parpaing béton.<br>Le future bâtiment servant au stockage devra respecter cette caractéristique.  |
| 3. Les toitures et couvertures de toiture satisfont la classe et l'indice Broof (t3).   | C |   |
| 4. Ils sont isolés des autres locaux par une distance d'au moins 10 mètres maintenue libre en permanence et clairement identifiée ou par des  | C | Les murs, planchers et plafond sont REI 120.  |
| 5. Toute communication avec un autre local se fait par une porte EI2 120 C munie d'un dispositif ferme porte ou de fermeture automatique.   | C |   |

|  |    |  |
|--|----|--|
| Sont notamment considérés comme locaux à risque incendie les locaux abritant les installations de combustion ainsi que les locaux de stockage mentionnés au dernier alinéa de l'article 11.1.  | C  |  |
| Si un local à risque incendie abrite une activité classée au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, les dispositions ci-dessus sont applicables sans préjudice des prescriptions générales applicables au titre de la rubrique concernée.  | NA |  |
| Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.   | C  |  |
| Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.   | C  | Les justificatifs sont dans les DOE.   |
| <b>Article 12 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |    |  |
| <b>I. Accessibilité.</b>   |    |  |
| L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.  | C  | Aujourd'hui, un passage existe avec raquette de retournement. Après la construction du nouveau bâtiment, une voie de circulation fera le tour de l'installation. |
| <b>II. Accessibilité des engins à proximité de l'installation.</b>   |    |  |
| Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.   | C  | L'ensemble de ces dispositions sont respectées.  |
| Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :  | C  |  |
| - la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;   | C  |  |
| - dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur largeur de $S = 15/R$   | C  |  |
| - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres  | C  |  |
| - chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;   | C  |  |
| - aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation ou aux voies échelles et la voie engin.  | C  |  |
| En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité. | C  |  |
| <b>III. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site.</b>   |    |  |
| Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :   | C  |  |
| 1. Largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin.  | C  |  |
| 2. Longueur minimale de 10 mètres.   | C  |  |
| présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».   | C  |  |
| <b>IV. Mise en station des échelles.</b>   |    |  |
| Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie échelle est directement accessible depuis la voie engin définie au II.  | C  | Seul le "Bâtiment process" dépasse les 8 mètres et respecte les dispositions ci-dessous.   |
| Depuis cette voie, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment peut être disposée. La voie respecte par ailleurs les caractéristiques suivantes :   | C  |  |
| - la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 %   | C  |  |



|  |   |   |
|--|---|---|
| - dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur largeur de $S = 15/R$   | C |   |
| - aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie ;  | C |   |
| - la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1   | C |   |
| - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres  | C |   |
| Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours, sur au moins deux façades, cette voie « échelle » permet d'accéder à des ouvertures. Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant de voie échelle et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services de secours. | C |   |
| <b>V. Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins.</b>   |   |   |
| A partir de chaque voie « engins » ou « échelle » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum.   | C |   |
| <b>Article 13 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |   |   |
| Cet article s'applique aux locaux à risque incendie tels que définis à <a href="#">l'article 11.2.</a>   |   |   |
| Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.   | C |   |
| Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle. La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local.   | C |   |
| Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m2 est prévue pour 250 m2 de superficie projetée de toiture.   | C |   |
| En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.   | C |   |
| L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.  | C |   |
| Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.  | C |   |
| Tous les dispositifs installés en référence à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2003, présentent les caractéristiques suivantes :  |   |   |
| - système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ;  | C | Cela sera appliqué dans la nouvelle construction. |
| - fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité). Les exutoires bifonction sont soumis à 10 000 cycles d'ouverture en position d'aération ;  | C |   |
| - la classification de la surcharge neige à l'ouverture est SL 250 (25 daN/m <sup>2</sup> ) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m <sup>2</sup> ) pour des altitudes supérieures à 400 mètres et inférieures ou égales à 800 mètres. La classe SLO est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ;  | C |   |
| - classe de température ambiante T(00) ;   | C |   |
| - classe d'exposition à la chaleur B300.   | C |   |

|  |   |  |
|--|---|--|
| Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes donnant sur l'extérieur.  | C |  |
| C'est au maximum la surface du local qui est à prendre en compte pour définir la surface du cantonnement, sauf si cette dernière est supérieure à  | C |  |
| Dans ce cas, le local doit être divisé en cantons de désenfumage permettant de respecter ce dimensionnement maximal de canton.   | C |  |
| Les écrans de cantonnement sont constitués soit par des éléments de la structure (couverture, poutre, murs), soit par des écrans fixes, rigides ou flexibles, ou enfin par des écrans mobiles asservis à la détection incendie.  | C |  |
| Les écrans de cantonnement sont DH 30 en référence à la norme NF EN 12 101-1, version juin 2006.   | C |  |
| La hauteur des écrans de cantonnement est déterminée conformément à l'annexe de l'instruction technique 246 du ministre chargé de l'intérieur susvisée.  | C |  |
| <b>Article 14 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |   |  |
| L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :  |   |  |
| - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;  | C |  |
| - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8 ;  | C | Plan prenant en compte le nouveau bâtiment.  |
| - d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m <sup>3</sup> /h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.   | C | Il existe deux bornes dans un rayon de 200.<br>Débit disponible de 100 à 130 m <sup>3</sup> /h pour une pression de 12 bars.<br>Il existe également une réserve incendie de 120 m <sup>3</sup> . |
| Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et doit permettre de fournir un débit de 60 m <sup>3</sup> /h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; | C |  |
| - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.  | C |  |
| Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.   | C |  |
| <b>Article 15 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |   |  |
| Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.  | C | Il y a des vérifications régulières. Un passage caméra a eu lieu en 2011.  |
| <b>Section III : Dispositif de prévention des accidents</b>  |   |  |
| <b>Article 16 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |   |  |
| Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé.   | C | Le matériel est ATEX.  |
| <b>Article 17 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |   |  |

|   |    |   |
|---|----|---|
| L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.   | C  | Le dernier passage de contrôle réglementaire a eu lieu le 08/09/2014. |
| Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.  | C  |   |
| Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas lors d'un incendie de gouttes enflammées.   | C  |   |
| S'il est placé dans le(s) local( locaux) de l'installation, le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique, par un système comportant un dispositif de sécurité contrôlé et où la flamme n'est pas directement accessible ou un autre système présentant un degré de sécurité équivalent.  | C  |   |
| <b>Article 18 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>   |    |   |
| Sans objet.   |    |   |
| <b>Article 19 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>   |    |   |
| Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage. | C  |   |
| La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).  | C  |   |
| <b>Article 20 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>   |    |   |
| En cas d'installation de système d'extinction automatique d'incendie, celui-ci est conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus.   | NA |   |
| <b>Article 21 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>   |    |   |
| Sans objet.   |    |   |
| <b>Section IV : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles</b>   |    |   |
| <b>Article 22 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>   |    |   |
| I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, notamment les eaux de rinçage, autre que les raisins, moûts, vins et sous-produits de la vinification, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :  |    |   |
| 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;  | C  | L'ensemble des produits sont sur bacs de rétention.                   |
| 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.   | C  |   |
| Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.  | C  |   |
| Le stockage de moûts, vins et sous-produits de la vinification est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la capacité de la plus grande cuve ou à un dispositif permettant d'assurer une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité de la plus grande cuve.   | C  |   |
| Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :   |    |   |
| - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;   | C  |   |
| - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;  | C  |   |
| - dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.   | C  |   |
| II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé.   | C  |   |
| L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.   | C  |   |
| Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.  | C  |   |

|   |   |  |
|---|---|--|
| Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.  | C |  |
| Le stockage des liquides inflammables ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés et, pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.  | C |  |
| III. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.  | C | Il n'y a pas bac de rétention en extérieur. Car pas de stockage à l'air libre non couvert. |
| IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol (produits d'entretien, de désinfection et de traitement, déchets susceptibles de contenir des produits polluants...) est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et de ruissellement, et les matières répandues accidentellement et les fuites éventuelles, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local. Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. | C | Il s'agit de dalle béton   |
| Les dispositions du point IV ne s'appliquent pas aux raisins, jus de raisin, moût, vin et produits dérivés hors produits mentionnés au point V.   | C |  |
| Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées de façon à ce qu'elles puissent recueillir l'intégralité du volume du compartiment le plus grand de la citerne ou réservoir stationnant sur l'aire.  | C | Il s'agit d'aires bétonnées.   |
| Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).  | C |  |
| Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément aux articles 55, 56 et 57.  | C |  |
| V. Produits spécifiques.  |   |  |
| Le stockage de produits tels que marcs, rafles, lies et des sous-produits est effectué de manière à pouvoir recueillir les écoulements, les eaux de lavage et les eaux de ruissellement.  | C |  |
| VI. Isolement du réseau de collecte.  |   |  |
| Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.  | C | Un dispositif et une consigne existent.  |
| <b>Section V : Dispositions d'exploitation</b>  |   |  |
| <b>Article 23 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>   |   |  |
| L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.   | C |  |
| Les opérations de chargement/déchargement de produits liquides sont réalisées sous surveillance permanente, celle-ci pouvant être directe ou indirecte.   | C |  |
| Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.   | C | Il existe un cahier d'entrée.  |

|  |   |  |
|--|---|--|
| <b>Article 24 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |   |  |
| Dans les parties de l'installation recensées à <a href="#">l'article 8</a> , et notamment celles recensées comme locaux à risque incendie définis à l'article 11.2, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » (pour une intervention sans flamme et sans source de chaleur) et éventuellement d'un « permis de feu » (pour une intervention avec source de chaleur ou flamme) et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées. | C |  |
| Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.   | C | Ces exigences sont respectées.                   |
| Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ».   | C |  |
| Cette interdiction est affichée en caractères apparents.   | C |  |
| <b>Article 25 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |   |  |
| L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.   | C |  |
| Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.   | C | Dernier passage de chronofeu en date 06/01/2015. |
| <b>Article 26 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |   |  |
| Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Le personnel permanent et saisonnier est informé de l'existence et du contenu de ces consignes.  | C |  |
| Ces consignes indiquent notamment :  |   |  |
| - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;  | C |  |
| - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;   | C |  |
| - l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;  | C |  |
| - les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;   | C |  |
| - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;  | C | Ces consignes sont affichées.                    |
| - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;  | C |  |
| - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte prévues à <a href="#">l'article 22</a> (VI) ;   | C |  |
| - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;   | C |  |
| - la procédure d'alerte, avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;   | C |  |
| - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.   | C |  |
| <b>Chapitre III : Emissions dans l'eau</b>   |   |  |
| <b>Section I : Principes généraux</b>  |   |  |

|  |    |                                       |
|--|----|---------------------------------------|
| <b>Article 27 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |    |                                       |
| Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.   | C  | Les effluents sont épandus.           |
| Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse et présentées par l'exploitant dans son dossier afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales et des valeurs seuils définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé.   | C  |                                       |
| Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.  | C  |                                       |
| La conception et l'exploitation des installations permet de limiter les débits d'eau et les flux polluants.  | C  |                                       |
| <b>Section II : Prélèvements et consommation d'eau</b>   |    |                                       |
| <b>Article 28 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |    |                                       |
| Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement.  | C  |                                       |
| Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement. Cette consommation d'eau est limitée au strict nécessaire permettant d'assurer le bon fonctionnement des installations.  | C  |                                       |
| Les techniques employées répondent à l'état de l'art de la profession en matière de consommation et de rejet d'eau.  | C  |                                       |
| Un suivi de la consommation en eau de l'installation (notamment pour chaque activité : vinification, conditionnement...) est mis en place et suivi dans le temps par l'exploitant afin de vérifier l'utilisation rationnelle de l'eau.   | C  |                                       |
| Si le prélèvement d'eau est effectué, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe, il est d'une capacité maximale inférieure à 1 000 m <sup>3</sup> /h et inférieur à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau.  | NA | Prélèvement sur l'AEP.                |
| Si le prélèvement d'eau est effectué par forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé est inférieur à 200 000 mètres cubes par an.  | NA |                                       |
| La réfrigération en circuit ouvert est interdite.  | C  |                                       |
| <b>Article 29 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |    |                                       |
| Si le volume prélevé est supérieur à 10 000 m <sup>3</sup> /an, les dispositions prises pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement sont conformes aux dispositions indiquées dans l'arrêté du 11 septembre 2003 relatif aux prélèvements soumis à déclaration au titre de la rubrique 1.1.2.0 en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement.   | NA |                                       |
| Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18.  | NA |                                       |
| Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé de manière hebdomadaire si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> /j ainsi qu'en période de vendange. Si le débit est inférieur à 100 m <sup>3</sup> /jour et hors période de vendange, un relevé ou mesure est effectué au minimum une fois par mois. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. | NA |                                       |
| Tout ouvrage de raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe est équipé d'un dispositif de disconnexion.  | C  | Un dispositif mécanique est en place. |
| <b>Article 30 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |    |                                       |
| Toute réalisation de forage est conforme avec les dispositions de l'article L. 411-1 du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature fixée dans l'article R. 214-1 du code de l'environnement.   | C  |                                       |

|  |    |   |
|--|----|---|
| Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.   | C  |   |
| En cas de cessation d'utilisation d'un forage, des mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage sont mises en œuvre afin d'éviter une pollution des eaux souterraines.  | C  | Un forage a été obturé et les informations ont été fournies aux services concernés.             |
| La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.  | C  |   |
| <b>Section III : Collecte et rejet des effluents</b>   |    |   |
| <b>Article 31 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |    |   |
| Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.   | C  |   |
| Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.   | C  |   |
| Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.  | NA |   |
| Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est conservé dans le dossier de l'installation.   | C  | Un plan de 2011 existe.   |
| <b>Article 32 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |    |   |
| Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.   | C  | Après la construction du nouveau bâtiment, il en existera plus qu'un seul (actuellement 3).     |
| Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et une minimisation de la zone de mélange.   | C  |   |
| Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.   | C  |   |
| <b>Article 33 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |    |   |
| Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).  | C  |   |
| Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives, de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.  | C  |   |
| Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.   | C  |   |
| <b>Article 34 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |    |   |
| Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.  | C  |   |
| Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées, le cas échéant, par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence afin de respecter les valeurs limites fixées à l'article 41. | C  |   |
| L'installation de ces dispositifs de traitement est conforme à la norme NF P 16-442 (version 2007) ou à tout autre norme européenne ou internationale équivalente.   | C  | Un séparateur d'hydrocarbure sera mise en place lors de la construction des nouveaux bâtiments. |

|   |    |   |
|---|----|---|
| Ces équipements sont a minima vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à la disposition de l'inspection. Le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans.  | C  |   |
| Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme pour l'installation ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.   | C  |   |
| Au-delà d'une capacité de production égale à 50 000 hl/an, lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces de l'installation (toitures, aires de parkings, etc.), en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5. | C  | 2 bassins de collecte d'eau pluviale sont en place. |
| En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal est fixé par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.   | C  |   |
| Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites fixées à l'article 41, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.  | C  |   |
| <b>Article 35 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>   |    |   |
| Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.  | C  |   |
| <b>Section IV : Valeurs limites d'émission</b>  |    |   |
| <b>Article 36 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>   |    |   |
| Tous les effluents aqueux sont canalisés.   | C  |   |
| La dilution des effluents est interdite.  | C  |   |
| <b>Article 37 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>   |    |   |
| Les prescriptions de cet article s'appliquent uniquement aux rejets directs au milieu naturel, hors épandage.   | NA | Le site réalise de l'épandage.                      |
| L'exploitant justifie que le débit maximum journalier ne dépasse pas 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau.  | NA |   |
| La température des effluents rejetés est inférieure à 30°C et leur pH est compris entre 4,5 et 8,5 ou 9 si le dispositif d'épuration conduit naturellement (par processus biologique sans ajout de produit neutralisant) à des pH supérieurs ou 5,5 et 9,5 s'il y a neutralisation alcaline.  | NA |   |
| La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne dépasse pas 100 mg Pt/l.   | NA |   |
| Pour les eaux réceptrices, les rejets n'induisent pas en dehors de la zone de mélange :   | NA |   |
| 1. Une élévation de température supérieure à 1,5°C pour les eaux salmonicoles, à 3°C pour les eaux cyprinicoles et de 2°C pour les eaux conchyliques.   | NA |   |
| 2. Une température supérieure à 21,5°C pour les eaux salmonicoles, à 28°C pour les eaux cyprinicoles et à 25°C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire.   | NA |   |
| 3. Un pH en dehors des plages de valeurs suivantes : 6/9 pour les eaux salmonicoles, cyprinicoles et pour les eaux de baignade ; 6,5/8,5 pour les eaux destinées à la production alimentaire et 7/9 pour les eaux conchyliques.   | NA |   |
| 4. Un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité pour les eaux conchyliques.   | NA |   |
| Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas aux eaux marines des départements d'outre-mer.   | NA |   |
| <b>Article 38 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>   |    |   |



|  |    |   |
|--|----|---|
| I. Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel hors épandage respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé.   | NA |   |
| Pour chacun des polluants rejeté par l'installation le flux maximal journalier est à préciser dans le dossier d'enregistrement.  | NA |   |
| II. Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, l'exploitant présente dans son dossier les valeurs de concentration auxquelles elles seront rejetées.   | NA |   |
| En tout état de cause, pour les substances y figurant, les valeurs limites de l'annexe IV sont respectées.   | NA |   |
| <b>Article 39 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |    |   |
| I. Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement, sont établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte. | NA |   |
| II. A minima pour les polluants DBO5, MES et DCO, la température, le débit et le pH, les valeurs limites à respecter imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration sont définies dans les autorisation et éventuelle convention de déversement, dans la mesure où il a été démontré que le bon fonctionnement des réseaux et des équipements d'épuration, ainsi que du système de traitement des boues n'est pas altéré par ces valeurs.                                      | NA |   |
| Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, l'exploitant présente dans son dossier les valeurs limites de concentration auxquelles elles seront rejetées.   | NA |   |
| <b>Article 40 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |    |   |
| Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures ou à des prélèvements instantanés en cas de traitement par stockage aéré.   | NA |   |
| Dans le cas où une auto-surveillance est mise en place, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas d'une auto surveillance journalière (ou plus fréquente) des effluents aqueux, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.  | NA |   |
| Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.  | NA |   |
| Pour les substances dangereuses présentes dans les rejets de l'installation et identifiées dans le tableau de l'annexe IV par une étoile, l'exploitant présente les mesures prises accompagnées d'un échéancier permettant de supprimer le rejet de cette substance dans le milieu aquatique en 2021 (ou 2028 pour l'anthracène et l'endosulfan).  | NA |   |
| <b>Article 41 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |    |   |
| Les rejets d'eaux pluviales canalisées respectent les valeurs limites de concentration suivantes, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement :  | C  | Cela va être suivi suite à la mise en place du séparateur d'hydrocarbure. |
| Matières en suspension totales 35 mg/l   | C  |   |
| DCO (sur effluent non décanté) 125 mg/l  | C  |   |
| Hydrocarbures totaux 10 mg/l   | C  |   |
| <b>Section V : Traitement des effluents</b>  |    |   |

|  |    |  |
|--|----|--|
| <b>Article 42 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |    |  |
| <b>I. Installations de traitement.</b>   |    |  |
| Les installations de traitement en cas de rejet direct dans le milieu naturel et les installations de prétraitement en cas de raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues et exploitées de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. | NA |  |
| Les installations de traitement et/ou de prétraitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années.  | NA |  |
| Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement et/ou de prétraitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin l'activité concernée.  | NA |  |
| <b>II. Bassins d'évaporation.</b>  |    |  |
| Les bassins d'évaporation sont étanches. Ils sont munis d'une échelle limnimétrique pour contrôle de la hauteur d'eau. L'exploitant comptabilise la quantité d'effluents refoulée au bassin d'évaporation et transcrit ces relevés dans un registre de manière hebdomadaire en période de vendange et de manière mensuelle hors période de vendange.   | NA |  |
| Le volume maximal d'effluents traités par le ou les bassins d'évaporation est fixé par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement. La superficie, le volume (prenant en compte le volume d'eau lié aux intempéries) ainsi que les mesures mises en œuvre pour assurer l'étanchéité du ou des bassins sont décrits par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement.  | NA |  |
| Une hauteur d'eau minimale disponible ne pouvant être inférieure à 30 cm fixée par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement est maintenue en toutes circonstances au niveau du bassin.   | NA |  |
| Une solution alternative pour le traitement des effluents est prévue par l'exploitant et décrite dans le dossier d'enregistrement et mise en œuvre lorsque ce niveau d'eau est atteint.  | NA |  |
| L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer au niveau des bassins d'évaporation des effluents. Les contrôles de ces bassins et de la canalisation d'amenée des effluents aux bassins est au minimum hebdomadaire.  | NA |  |
| En cas de présomption ou de constat de pollution des eaux souterraines aux abords d'un bassin d'évaporation, l'exploitant met en œuvre, à ses frais, toutes les analyses nécessaires afin d'identifier l'origine de la pollution. S'il est avéré que ses activités sont à l'origine de la pollution, l'exploitant met en œuvre au plus tôt des mesures correctives permettant de stopper cette contamination.  | NA |  |
| Toutes les précautions sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies susceptibles de générer des odeurs nauséabondes.  | NA |  |
| <b>Article 43 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |    |  |
| L'épandage des déchets, effluents est autorisé si les limites suivantes sont respectées :  |    |  |
| - azote total inférieure à 10 t/an ; et  | C  | L'ensemble de ces exigences sont respectées.   |
| - volume annuel inférieur à 500 000 m <sup>3</sup> /an ; et  | C  |  |
| - DBO <sub>5</sub> inférieur à 5 t/an.   | C  |  |
| L'exploitant respecte les dispositions de l' <a href="#">annexe III</a> concernant les dispositions techniques à appliquer pour l'épandage.  | C  |  |
| <b>Chapitre IV : Emissions dans l'air</b>  |    |  |
| <b>Section I : Généralités</b>   |    |  |
| <b>Article 44 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |    |  |
| Les poussières, gaz polluants ou odeurs, à l'exclusion de ceux résultant de la fermentation liée à l'élaboration du vin, sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée.   | C  | Un système de diminution de l'odeur par insufflation d'air est en place. Les épandages estivaux sont réalisés la nuit. |

|  |    |  |
|--|----|--|
| Les stockages de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...). Les installations de manipulation, transvasement, transport de ces produits sont, sauf impossibilité technique justifiée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de supprimer ou à défaut de réduire les émissions dans l'atmosphère. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de traitement des effluents en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion. | C  |  |
| Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation, sont mises en œuvre.  | C  |  |
| Lorsque les stockages de produits pulvérulents se font à l'air libre, l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envois par temps sec sont permis.   | C  |  |
| <b>Section II : Rejets dans l'atmosphère</b>   | NA |  |
| <b>Article 45 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  | NA |  |
| Sans objet.  | NA |  |
| <b>Article 46 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  | NA |  |
| Sans objet.  | NA |  |
| <b>Article 47 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  | NA |  |
| Sans objet.  | NA |  |
| <b>Section III : Valeurs limites d'émission</b>  | NA |  |
| <b>Article 48 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  | NA |  |
| Sans objet.  | NA |  |
| <b>Article 49 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  | NA |  |
| Sans objet.  | NA |  |
| <b>Article 50 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  | NA |  |
| Sans objet.  | NA |  |
| <b>Article 51 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  | NA |  |
| Sans objet.  | NA |  |
| <b>Article 52 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |    |  |
| Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique. Les opérations d'évacuation des boues qui sont susceptibles de générer des odeurs sont réduites à leur minimum et sont réalisées de manière à limiter la gêne pour le voisinage dans le temps et l'espace (mesures d'éloignement, etc.).   | C  |  |
| Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins de stockage, de traitement...) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement...).  | C  |  |
| Les cuves de raisin et jus de raisin seront régulièrement nettoyées pour limiter autant que possible les odeurs.   | C  |  |
| L'exploitant démontre dans son dossier de demande qu'il a pris toutes les dispositions nécessaires pour éviter en toute circonstance, à l'exception des procédés de traitement anaérobie, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement ou dans les canaux à ciel ouvert.  | C  |  |
| Le débit d'odeur des gaz émis à l'atmosphère par l'ensemble des sources odorantes canalisées, canalissables et diffuses, ne dépasse pas les valeurs limites.   | NA | Il n'y a pas de canalisation de gaz odorant. |
| <b>Chapitre V : Emissions dans les sols</b>  |    |  |
| <b>Article 53 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |    |  |
| Les rejets directs dans les sols sont interdits.   | C  |  |

| <b>Chapitre VI : Bruit et vibration</b>  |          |  |
|--|----------|--|
| <b>Article 54 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |          |  |
| <b>I. Valeurs limites de bruit.</b>  |          |  |
| Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :   | <b>C</b> | Une mesure du 26/06/2015 a été réalisée et prouve la conformité du site.   |
| <b>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT</b>  |          |  |
| Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)   |          |  |
| ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés 6 dB(A) 5 dB(A)  |          |  |
| ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés 4 dB(A) 3 dB(A)   |          |  |
| De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.   |          |  |
| Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.   |          |  |
| <b>II. Véhicules, engins de chantier, appareils de communication.</b>  |          |  |
| Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.  | <b>C</b> |  |
| L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.  | <b>C</b> | Cela est utilisé en cas de débordement de cuve.  |
| <b>III. Vibrations.</b>  |          |  |
| Sans objet.  |          |  |
| <b>IV. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.</b>  |          |  |
| Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié au cours de la première année suivant l'enregistrement. Cette mesure est renouvelée à tout moment sur demande de l'inspection. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. | <b>C</b> |  |
| <b>Chapitre VII : Déchets</b>  |          |  |
| <b>Article 55 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |          |  |
| L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment :   |          | Le site adhère à l'association CEPAGE qui propose la gestion de déchets par des prestataires qualifiés.  |
| - limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;   | <b>C</b> |  |
| - trier, recycler, valoriser les déchets ;   | <b>C</b> |  |
| - s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ;   | <b>C</b> |  |
| - s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un entreposage dans des conditions prévenant les risques de pollution et d'accident.  | <b>C</b> |  |
| <b>Article 56 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |          |  |
| I. L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) et sous produits de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.  | <b>C</b> | L'ensemble des déchets sont triés. La coopérative est rentrée dans la démarche de Système de Management Environnemental (ISO 14001) en janvier 2015. |
| Les déchets sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.   | <b>C</b> |  |

|  |   |  |
|--|---|--|
| Les sous-produits sont stockés dans les conditions définies <a href="#">aux articles 22.I et 22.V</a> du présent arrêté.   | C |  |
| Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégées des eaux météoriques.   | C |  |
| II. Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage des déchets et sous-produits ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit. Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés.  | C |  |
| III. La quantité entreposée sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite pour les déchets et la capacité produite en six mois pour les sous-produits ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de gestion sans pouvoir excéder un an. L'exploitant évalue cette quantité et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les résultats de cette évaluation accompagnés de ses justificatifs.  | C |  |
| <b>Article 57 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |   |  |
| <b>I. Règles générales concernant les déchets.</b>   |   |  |
| Tout brûlage à l'air libre est interdit.   | C |  |
| Lorsque les déchets générés par l'installation ne peuvent pas être valorisés in situ, ces déchets sont acheminés vers des installations de gestion disposant des capacités techniques nécessaires et régulièrement exploitées, notamment au regard des dispositions prévues par le code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des justificatifs attestant de la validité du circuit de gestion de ses déchets, depuis la prise en charge des déchets dans son installation jusqu'à leur valorisation ou élimination finale.                                    | C |  |
| L'exploitant met en place un registre mentionnant pour chaque déchet dangereux généré par ses activités et remis à un tiers les informations mentionnées à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article R. 541-43 du code de l'environnement. Pour ces déchets, il établit un bordereau de suivi de déchets conformément aux dispositions prévues à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.  | C | Un registre des déchets existe et est suivi.             |
| <b>II. Règles spécifiques concernant les déchets générés par les opérations de détartrage pour les installations réalisant des opérations de vinification.</b>   |   |  |
| Lorsque des opérations de détartrage chimique sont réalisées par action d'une solution alcaline et conduisent à une solution alcaline de détartrage saturée, la solution alcaline saturée est intégralement collectée et entreposée séparément des autres effluents. Cette solution ne peut être mélangée avec d'autres effluents destinés à l'épandage ou à l'évacuation en distillerie ou être rejetée au milieu naturel par rejet direct, via une station d'épuration interne ou externe ou par épandage des effluents.   | C |  |
| L'exploitant établit annuellement un bilan massique des produits alcalins consommés dans son installation notamment lors des opérations de détartrage et de lavage. Ce bilan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.   | C |  |
| L'exploitant tient à jour un registre listant les opérations de détartrage réalisées par un traitement chimique par action d'une solution alcaline et qui conduisent à une solution alcaline de détartrage saturée. Ce registre précise, pour chaque opération, la quantité de réactifs mis en œuvre, les volumes d'effluents générés et les quantités d'effluents cumulées entreposées dans l'installation à l'issue de l'opération.  | C | Un registre est en place et suivi par le maître de chai. |
| En vertu des dispositions de <a href="#">l'article L. 541-1</a> du code de l'environnement, l'exploitant privilégie le recyclage de cette solution alcaline de détartrage saturée, notamment sous forme de sels tartriques. Dans le cas contraire, les déchets sont dirigés vers des installations d'élimination. Dans ce cas, l'exploitant est en mesure de justifier que le choix d'une filière d'élimination ne génère pas plus d'inconvénients pour la santé humaine et pour l'environnement que le choix d'une filière de valorisation. Ces justificatifs sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. | C |  |
| Le registre mentionné au quatrième alinéa du I du présent article est enrichi des informations relatives aux évacuations des effluents dont les solutions alcalines de détartrage saturées vers les installations de traitement.   | C |  |
| <b>Chapitre VIII : Surveillance des émissions</b>  |   |  |
| <b>Section I : Généralités</b>   |   |  |

|   |    |                                  |
|---|----|----------------------------------|
| <b>Article 58 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>   |    |                                  |
| L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions.  | C  |                                  |
| Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse, de référence en vigueur sont fixées par <a href="#">l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé</a> .  | C  |                                  |
| Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées.  | C  |                                  |
| <b>Section II : Emissions dans l'air</b>  |    |                                  |
| <b>Article 59 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>   |    |                                  |
| Sans objet.   |    |                                  |
| <b>Section III : Emissions dans l'eau</b>   |    |                                  |
| <b>Article 60 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>   |    |                                  |
| Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective (hors épandage), une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif sur une durée de vingt-quatre heures ou à des prélèvements instantanés en cas de traitement par stockage aéré.   | NA |                                  |
| Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.  | NA |                                  |
| Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution.   | NA |                                  |
| Les résultats des mesures sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées.  | NA |                                  |
| Pour les effluents raccordés, tous les résultats des mesures réalisées à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.  | NA |                                  |
| <b>Article 61 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>   |    |                                  |
| I. A compter du 1er janvier 2013, sans préjudice des règles pouvant figurer par ailleurs dans la réglementation, le service de l'inspection définit la liste des substances dangereuses à rechercher dans les rejets aqueux de l'installation, la fréquence ainsi que les modalités techniques de prélèvement et d'analyse et communique ces éléments à l'exploitant.   | C  | Un programme RSDE a été réalisé. |
| Dans un délai de six mois suite à la demande de l'inspection, l'exploitant met en place un dispositif de surveillance visant à identifier et quantifier les substances dangereuses présentes dans ses rejets d'eaux issues du procédé industriel et les eaux pluviales ou de refroidissement susceptibles d'être souillées du fait de l'activité industrielle. Les substances dangereuses mentionnées dans le programme de surveillance devront être mesurées six fois à un pas de temps mensuel selon les modalités techniques précisées à l'annexe VI du présent arrêté, et notamment le respect des limites de quantification. | C  |                                  |
| II. Au plus tard un an après la demande de l'inspection, l'exploitant transmet au service de l'inspection des installations classées un rapport de synthèse de cette surveillance devant comprendre :   |    |                                  |
| - un tableau récapitulatif des mesures sous une forme synthétique. Ce tableau comprend, pour chaque substance, sa concentration et son flux pour chacune des mesures réalisées. Le tableau comprend également les concentrations minimale, maximale et moyenne mesurées sur les six échantillons ainsi que les flux minimal, maximal et moyen calculés à partir des six mesures et les limites de quantification pour chaque mesure ;   | C  |                                  |
| - l'ensemble des rapports d'analyses réalisées ;  | C  |                                  |
| - dans le cas où l'exploitant a réalisé lui-même le prélèvement des échantillons, l'ensemble des éléments permettant d'attester de la traçabilité de ces opérations de prélèvement et de mesure de débit ;  | C  |                                  |
| - des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et des produits utilisés ;   | C  |                                  |

|  |    |  |
|--|----|--|
| - le cas échéant, les résultats de mesures de qualité des eaux d'alimentation en précisant leur origine (superficielle, souterraine ou adduction d'eau potable).   | C  |  |
| Les conclusions de ce rapport permettent de définir les modalités de la surveillance pérenne de certaines de ces substances dont les résultats sont transmis trimestriellement au service de l'inspection.   | C  |  |
| <b>Section IV : Impacts sur l'air</b>  | NA |  |
| <b>Article 62 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  | NA |  |
| Sans objet.  | NA |  |
| <b>Section V : Impacts sur les eaux de surface</b>   |    |  |
| <b>Article 63 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |    |  |
| Lorsque le rejet s'effectue dans un cours d'eau et qu'il dépasse l'une des valeurs suivantes :   | NA |  |
| 5 t/j de DCO ;   | NA |  |
| 10 kg/j de chrome, cuivre, étain, manganèse, nickel et plomb, et leurs composés (exprimés en Cr + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb) ;  | NA |  |
| 0,1 kg/j d'arsenic, de cadmium et mercure, et leurs composés (exprimés en As + Cd + Hg),   | NA |  |
| l'exploitant réalise ou fait réaliser des mesures de ces polluants en aval de son rejet, en dehors de la zone de mélange, à une fréquence au moins mensuelle.  | NA |  |
| Lorsque le rejet s'effectue en mer ou dans un plan d'eau et qu'il dépasse l'un des flux mentionnés ci-dessus, l'exploitant établit un plan de surveillance de l'environnement (faune, flore et sédiments) adapté aux conditions locales.   | NA |  |
| Les résultats de ces mesures sont envoyés à l'inspection des installations classées dans un délai maximum d'un mois après la réalisation des prélèvements.   | NA |  |
| <b>Section VI : Impacts sur les eaux souterraines</b>  |    |  |
| <b>Article 64 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |    |  |
| Sans objet.  |    |  |
| <b>Article 65 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |    |  |
| Dans le cas où l'exploitation de l'installation entraînerait l'émission directe ou indirecte de polluants figurant aux annexes de l'arrêté du 17 juillet 2009 susvisé, une surveillance est mise en place afin de vérifier que l'introduction des ces polluants dans les eaux souterraines n'entraîne pas de dégradation ou de tendance à la hausse significative et durable des concentrations de polluants dans les eaux souterraines. | NA |  |
| <b>Section VII : Déclaration annuelle des émissions polluantes</b>   |    |  |
| <b>Article 66 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |    |  |
| Les émissions de substances mentionnées <a href="#">aux articles 58</a> à 65 du présent arrêté doivent faire, le cas échéant, l'objet d'une déclaration annuelle dans les conditions prévues par l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.   | C  |  |

| <b>Chapitre IX : Exécution</b>   |    |  |
|--|----|--|
| <b>Article 67 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b>  |    |  |
| Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française. | NA |  |
| <b>Annexe I</b>  | NA |  |
| Sans objet.  | NA |  |
| <b>Annexe II</b>   | NA |  |
| Sans objet.  | NA |  |
| <b>Annexe III : Dispositions techniques en matière d'épandage</b>  | NE |  |
| <b>Annexe IV: VLE dans l'eau pour les rejets dans le milieu naturel</b>  | NE |  |
| <b>Annexe V : VLE pour les rejets à l'atmosphère</b>   | NE |  |
| Sans objet   | NA |  |
| <b>Annexe VI : Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvement et d'analyse</b>   | NA |  |

|           |                |
|-----------|----------------|
| <b>NE</b> | Non évalué     |
| <b>NA</b> | Non applicable |
| <b>C</b>  | Conforme       |
| <b>NC</b> | Non-conforme   |



# ANNEXE n°5 bis

Audit ICPE 4130-3 D

## Audit de conformité ICPE

**Arrêté du 13/07/98 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739 ou 4740**

| Exigences  | Conformité    | Commentaire |
|--|---------------|-------------|
| <b>1. Dispositions générales</b>   |               |             |
| <b>1.1 - Conformité de l'installation à la déclaration</b>   |               |             |
| <b>1.1.1. Conformité de l'installation à la déclaration.</b>   |               |             |
| L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.  | CF Audit 2251 |             |
| <b>1.1.2. Contrôle périodique.</b>   |               |             |
| L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.   | CF Audit 2251 |             |
| Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : " Objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables.  | CF Audit 2251 |             |
| Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ". Le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe après la mention : " Objet du contrôle ".          | CF Audit 2251 |             |
| L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné. | CF Audit 2251 |             |
| <b>1.2 - Modifications</b>   |               |             |
| Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration (référence : article 31 du décret du 21 septembre 1977).   | C             |             |
| <b>1.3 - Justification du respect des prescriptions de l'arrêté</b>  |               |             |
| La déclaration doit préciser les mesures prises ou prévues par l'exploitant pour respecter les dispositions du présent arrêté (article 25 du décret du 21 septembre 1977).   | C             |             |
| <b>1.4 - Dossier installation classée</b>  |               |             |
| L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :   | C             |             |
| - le dossier de déclaration,   | CF Audit 2251 |             |
| - les plans tenus à jour,  | CF Audit 2251 |             |
| - le récépissé de déclaration et les prescriptions générales,  | CF Audit 2251 |             |
| - les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a,  | CF Audit 2251 |             |

|  |               |  |
|--|---------------|--|
| - les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit,   | CF Audit 2251 |  |
| - les rapports des visites,  | CF Audit 2251 |  |
| - les documents prévus aux points 3.5 , 3.6, 4.3, 4.7, 4.8, 5.1, et 7.4 du présent arrêté.   | CF Audit 2251 |  |
| Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.   | CF Audit 2251 |  |
| <b>1.5 - Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle</b>   |               |  |
| L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 (référence : article 38 du décret du 21 septembre 1977).   | CF Audit 2251 |  |
| <b>1.6 - Changement d'exploitant</b>   |               |  |
| Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration (référence : article 34 du décret du 21 septembre 1977). | CF Audit 2251 |  |
| <b>1.7 - Cessation d'activité</b>  |               |  |
| Lorsqu'une installation déclarée est mise à l'arrêt définitif, son exploitant doit notifier au préfet la date de cet arrêt au moins un mois à l'avance. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées (article 34-1 du décret du 21 septembre 1977).  | CF Audit 2251 |  |
| <b>1.8 (*) non concerné</b>  |               |  |
| <b>2. Implantation - aménagement</b>   |               |  |
| <b>2.1 - Règles d'implantation</b>   |               |  |
| <b>2.1.1 Prescriptions communes aux solides, liquides, gaz ou gaz liquéfiés toxiques</b>   |               |  |
| Les substances ou préparations doivent être stockées par groupe en tenant compte de leur incompatibilité liée à leurs catégories de danger.  | C             |  |
| <b>2.1.2 Prescriptions complémentaires pour les solides toxiques</b>   |               |  |
| <b>2.1.2.1. Stockage</b>   |               |  |
| L'installation doit être implantée à une distance d'au moins :   | NA            |  |
| - 10 mètres des limites de propriété pour le stockage à l'air libre ou sous auvent,  | NA            |  |
| - ou 5 mètres des limites de propriété pour les stockages en local fermé et ventilé selon les dispositions du point 6.2.   | NA            |  |
| <b>2.1.2.2. Emploi ou manipulation</b>   |               |  |
| Les solides toxiques doivent être utilisés ou manipulés dans un local ou enceinte fermé et ventilé selon les dispositions du point 6.2 implanté à une distance d'au moins :  | NA            |  |
| - 10 mètres des limites de propriété dans le cas où la ventilation n'est pas équipée d'une installation de traitement d'air appropriée au risque,  | NA            |  |
| - ou 5 mètres des limites de propriété dans le cas où la ventilation est équipée d'une installation de traitement d'air appropriée au risque.  | NA            |  |
| <b>2.1.3. Prescriptions complémentaires pour les liquides toxiques</b>   |               |  |
| <b>2.1.3.1. Stockage</b>   |               |  |
| L'installation doit être implantée à une distance d'au moins :   | NA            |  |
| - 15 mètres des limites de propriété pour le stockage à l'air libre ou sous auvent,  | NA            |  |

|  |    |  |
|--|----|--|
| - ou 5 mètres des limites de propriété pour des stockages en local ou enceinte, fermé et ventilé selon les dispositions du point 6.2.  | NA |  |
| <b>2.1.3.2 Emploi ou manipulation</b>  | NA |  |
| Les liquides toxiques doivent être utilisés ou manipulés dans un local ou enceinte fermé et ventilé selon les dispositions du point 6.2 implanté à une distance d'au moins :   | NA |  |
| - 15 mètres des limites de propriété dans le cas où la ventilation n'est pas équipée d'une installation de traitement d'air appropriée au risque,  | NA |  |
| - ou 5 mètres des limites de propriété dans le cas où la ventilation est équipée d'une installation de traitement d'air appropriée au risque.  | NA |  |
| <b>2.1.4. Prescriptions complémentaires pour les gaz ou gaz liquéfiés toxiques</b>   |    |  |
| <b>2.1.4.1. Stockage</b>   |    |  |
| Les récipients doivent respecter les prescriptions prévues au point 4.8.3. L'installation doit être implantée à une distance d'au moins :  | C  |  |
| - 10 mètres des limites de propriété pour le stockage à l'air libre ou sous auvent,  | C  |  |
| - ou 5 mètres des limites de propriété pour les stockages en local ou enceinte, fermé et ventilé selon les dispositions du point 6.2.  | NA |  |
| <b>2.1.4.2 Emploi ou manipulation</b>  |    |  |
| L'installation doit être implantée dans un local ou enceinte fermé et ventilé selon les dispositions du point 6.2 implanté à une distance d'au moins :   | C  |  |
| - 10 mètres des limites de propriété dans le cas où la ventilation mécanique contrôlée n'est pas équipée d'une installation de traitement de gaz appropriée au risque,   | C  | Système antifuite à clipsage automatique intégré sur chaque sulfidoseur. |
| - ou 5 mètres des limites de propriété dans le cas où la ventilation mécanique contrôlée est équipée d'une installation de traitement d'air appropriée au risque.  | NA |  |
| <b>2.1.5. Prescriptions complémentaires pour des substances ou préparations toxiques présentant un risque d'inflammabilité ou d'explosibilité</b>  |    |  |
| Sauf autres dispositions réglementaires plus contraignantes, les stockages de récipients contenant des substances ou préparations toxiques présentant un risque d'inflammabilité ou d'explosibilité doivent être à une distance minimale de 5 mètres des stockages d'autres substances ou préparations ou matériaux présentant un risque d'inflammabilité ou d'explosibilité. L'espace resté libre peut-être éventuellement occupé par un stockage de produits ininflammables et non toxiques.                         | C  |  |
| Dans le cas où les dispositions ci-dessus ne peuvent pas être respectées, les stockages de récipients contenant des substances ou préparations toxiques qui sont inflammables devront être respectées, les stockages de récipients contenant des substances ou préparations toxiques qui sont inflammables devront être séparés de tout produit ou substance inflammable par des parois coupe-feu de degré 1 heure d'une hauteur d'au moins 3 mètres et dépassant en projection horizontale la zone à protéger de 1 m. | NA |  |
| <b>2.2 - Intégration dans le paysage</b>   |    |  |
| L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement).  | C  |  |
| <b>2.3 - Interdiction d'habitations au-dessus des installations</b>  |    |  |
| L'installation ne doit pas être surmontée de locaux occupés par des tiers ou habités.  | C  |  |
| <b>2.4 - Comportement au feu des bâtiments</b>   |    |  |
| Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :  | NA |  |
| - murs et planchers hauts coupe-feu de degré 1 heure,  | NA |  |
| - couverture incombustible,  | NA |  |

|   |    |  |
|---|----|--|
| - portes intérieures coupe-feu de degré 1 heure et munies d'une ferme porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,   | NA |  |
| - porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1 heure,  | NA |  |
| - matériaux de classe MO (incombustibles).  | NA |  |
| Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.  | C  |  |
| <b>2.5 - Accessibilité</b>  |    |  |
| L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie engin ou par une voie-échelle si le plancher haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.  | C  |  |
| En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteurs équipés.   | NA |  |
| <b>2.6 - Ventilation</b>  |    |  |
| Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible et/ou toxique.  | C  |  |
| <b>2.7 - Installations électriques</b>  |    |  |
| Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.  | NA |  |
| <b>2.8 - Mise à la terre des équipements</b>  |    |  |
| Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes compte tenu notamment de la nature inflammable des produits.   | C  |  |
| <b>2.9 - Rétention des aires et locaux de travail</b>   |    |  |
| Le sol des aires de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, interne vis-à-vis des produits, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les eaux d'extinction et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité traités conformément au point 5.7 et au titre 7. | C  |  |
| Le volume d'eau disponible pour lutter contre un incendie est au moins égal à 5 m <sup>3</sup> par tonne de produit stocké lorsqu'il n'existe pas d'installations fixes d'extinction. Lorsqu'il existe une installation fixe d'extinction, le volume d'eau disponible doit permettre une application d'au moins 2 heures.   | C  |  |
| <b>2.10 - Cuvettes de rétention</b>   |    |  |
| Prescriptions spécifiques aux liquides toxiques   | NA |  |
| Pour tout stockage constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres.   | C  |  |
| Tout stockage comprenant des substances ou préparations de liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, doit être associée à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :   | C  |  |
| - 100 % de la capacité du plus grand réservoir,   | C  |  |
| - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.  | NA |  |
| Les récipients fixes sont munis de jauge de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.  | NA |  |

|  |    |  |
|--|----|--|
| La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en condition normale.  | C  |  |
| Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.  | C  |  |
| Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.  |    |  |
| <b>2.11 - Aménagement et organisation des stockages</b>  |    |  |
| La hauteur maximale d'un stockage de substances ou préparations sous forme solide ne doit pas excéder 8 mètres dans un bâtiment, 4 mètres à l'air libre ou sous auvent.  | C  |  |
| La hauteur maximale d'un stockage de substances ou préparations sous forme liquide ne devra pas excéder 5 mètres dans un bâtiment, 4 mètres à l'air libre ou sous auvent.  | C  |  |
| Les récipients contenant des gaz ou gaz liquéfiés doivent être placés dans des locaux séparés répondant aux caractéristiques du point 2.4 des autres substances ou préparations solides ou liquides.   | C  |  |
| Les générateurs d'aérosols contenant des produits toxiques peuvent être stockés avec d'autres produits visés par l'une ou plusieurs des rubriques nos 4110, 4510, 4511, 4707, 4708, 4709, 4711, 4712, 4713, 4717, 4723, 4724, 4726, 4728, 4729, 4730, 4732, 4733, 4736 ou 4737. L'aire de stockage est entièrement ceinturée par un grillage ou par un mur.  | NA |  |
| Dans tous les cas, les substances ou mélanges inflammables au sens du règlement CLP n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 modifié sont situés sur une aire ou dans une cellule spécifique répondant aux caractéristiques du point 2.4. »  | C  |  |
| Pour assurer une bonne ventilation, un espace libre doit être d'au moins un mètre entre le stockage des substances ou préparations toxiques et le plafond.   | C  |  |
| <b>3. Exploitation - entretien</b>   |    |  |
| <b>3.1 - Surveillance de l'exploitation</b>  |    |  |
| L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.   | C  | Cahier d'accueil pour toutes personnes extérieures (consignes de sécurité, permis feu ...) |
| <b>3.2 - Contrôle de l'accès</b>   |    |  |
| Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre à l'installation. De plus, en l'absence de personnel d'exploitation, cet accès est interdit aux personnes non autorisées (clôture, fermeture à clef, etc.)  | C  | local fermé à clé, livret d'accueil à signer   |
| <b>3.3 - Connaissance des produits - Etiquetage</b>  |    |  |
| L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.   | C  | FDS et FT disponibles  |
| Les solides, liquides, gaz ou gaz liquéfiés très toxiques sont contenus dans des emballages ou récipients conformes à la réglementation en vigueur en France. Les emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément au règlement CLP n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 modifié relatif à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et mélanges. | NA |  |
| <b>3.4 - Propreté</b>  |    |  |
| Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.   | C  |  |
| <b>3.5 - Registre entrée/sortie</b>  |    |  |
| L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.   | C  | Plan en place à disposition des secours en cas de besoin                                   |
| La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.  | C  |  |

|   |               |   |
|---|---------------|---|
| <b>3.6 - Vérification périodique des installations électriques</b>  |               |   |
| Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail.                               | CF Audit 2251 |   |
| <b>3.7 - Locaux de vente</b>  |               |   |
| Dans les locaux de vente où la clientèle est autorisée à circuler, les produits très toxiques ou toxiques sont rangés de manière à être séparés des produits destinés à l'alimentation humaine ou animale. Aucune communication intérieure directe ne doit exister entre les locaux où sont commercialisés ou stockés en vue de leur vente les produits destinés à l'alimentation humaine ou animale et les locaux où sont détenus les produits toxiques. | NA            |   |
| <b>4. Risques</b>   |               |   |
| <b>4.1 - Protection individuelle</b>  |               |   |
| Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité de dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.   | C             |   |
| Le matériel d'intervention doit comprendre au minimum :   |               |   |
| - 2 appareils respiratoires isolants (air ou O2),   | NA            |   |
| - des gants.  | C             |   |
| Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.   |               |   |
| <b>4.2 - Moyens de secours contre l'incendie</b>  |               |   |
| L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :  | C             |   |
| - d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre,   | C             |   |
| - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés et/ou avec les produits de décomposition thermique de ces produits stockés,  | C             |   |
| - d'une réserve de sable meuble et sec adaptés au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles,  | C             |   |
| - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,  | C             | Téléphone et consignes fixées                         |
| - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours,  | C             | affiché dans salle commune et détachable              |
| - un neutralisant adapté au risque en cas d'épandage,   | C             |   |
| - un système interne d'alerte d'incendie.   | C             |   |
| Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.  | C             |   |
| <b>4.3 - Localisation des risques</b>   |               |   |
| L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.  | C             | Plan mis à la disposition des services d'intervention |
| L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques...). Ce risque est signalé.   | C             |   |
| <b>4.4 - Matériel électrique de sécurité</b>  |               |   |

|   |    |   |
|---|----|---|
| Dans les parties de l'installation visées au point 4.3 "atmosphères explosives", les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation. Elles doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Cependant, dans les parties de l'installation où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec un faible fréquence et une courte durée, les installations électriques peuvent être constituées de matériel électrique de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendrent ni arc ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion. | NA | pas d'alimentation électrique   |
| Les canalisations ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.  | NA | pas de canalisation   |
| <b>4.5 - Interdiction des feux</b>  |    |   |
| Dans les parties de l'installation, visées au point 4.3, présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu". Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.   | C  | interdiction de fumer sur le site et Cahier d'accueil pour toutes personnes extérieures (consignes de sécurité, permis feu ...) |
| Dans les parties de l'installation visées au point 2.4, des méthodes indirectes et sûres telles que le chauffage à eau chaude, à la vapeur ou à air chaud dont la source se situera en dehors de l'aire de stockage, de manipulation ou d'emploi doivent être utilisées. L'utilisation de convecteurs électriques, de poêles, de réchauds ou d'appareils de chauffage à flamme nues est à proscrire.  | NA |   |
| <b>4.6 - "Permis de travail" et/ou "permis de feu" dans les parties de l'installation visées au point 4.3</b>   |    |   |
| Dans les parties de l'installation visées au point 4.3, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis de travail" et éventuellement d'un "permis de feu" et en respectant les règles d'une consigne particulière.  | C  | Cahier d'accueil pour toutes personnes extérieures (consignes de sécurité, permis feu ...)                                      |
| Le "permis de travail" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le "permis de travail" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.  | C  | Cahier d'accueil pour toutes personnes extérieures (consignes de sécurité, permis feu ...)                                      |
| Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.  | C  | Vérification effectuée par le responsable Maintenance   |
| <b>4.7 - Consignes de sécurité</b>  |    |   |
| Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.  |    |   |
| Ces consignes doivent notamment indiquer :  |    |   |
| - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visées au point 4.3 "incendie" et "atmosphères explosives",  | NA |   |
| - l'obligation du "permis de travail" pour les parties de l'installation visées au point 4.3,   | C  |   |
| - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),  | C  |   |
| - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au point 5.7,  | C  |   |
| - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,   | C  | formation effectuée en 2015   |
| - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc  | C  |   |
| <b>4.8 - Consignes d'exploitation</b>   |    |   |
| Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites.   | C  |   |



|  |               |   |
|--|---------------|---|
| Ces consignes prévoient notamment :  | C             |   |
| - les modes opératoires,   | C             |   |
| - la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées,  | C             |   |
| - les instructions de maintenance et de nettoyage.   | C             |   |
| <b>4.9 - Détection de gaz</b>  |               |   |
| Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les parties de l'installations visées au point 4.3 présentant les plus grand risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques. Ces zones sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations.   | C             | Détecteur Propane lié à vannes d'alimentation.<br>Pour SO2 Pas de risque accumulation : local à l'extérieur . |
| <b>4.10 - Stockage</b>   |               |   |
| <b>4.10.1 Prescriptions communes aux solides, liquides, gaz ou gaz liquéfiés toxiques</b>  |               |   |
| Les récipients peuvent être stockés en plein air à condition que leur contenu ne soit pas sensible à des températures extrêmes et aux intempéries.   | C             |   |
| Les substances ou préparations toxiques doivent être stockées, manipulées ou utilisées dans les endroits réservés et protégés contre les chocs.  | C             | zone réservée à cet usage   |
| <b>4.10.2. Prescriptions complémentaires pour les solides ou liquides toxiques</b>   | NA            |   |
| Les fûts , tonnelets ou bidons contenant des substances ou préparations toxiques doivent être stockés verticalement sur des palettes. Toute disposition doit être prise pour éviter la chute des récipient stockés à l'horizontale.  | NA            |   |
| <b>4.10.3. Prescriptions complémentaires pour les gaz ou gaz liquéfiés toxiques</b>  |               |   |
| Toute disposition sera prise pour éviter les chutes de bouteilles de gaz ou gaz liquéfiés toxiques. En cas de stockage, elles doivent être munies en permanence d'un chapeau de protection du robinet de bouteille et d'un bouchon vissé sur le raccord de sortie.   | C             |   |
| Des mesures de sécurité doivent avoir été prises lors du conditionnement pour empêcher le suremplissage des récipients contenant des gaz ou gaz liquéfiés toxiques.  | NA            |   |
| <b>5. Eau</b>  |               |   |
| <b>5.1 - Prélèvements</b>  |               |   |
| Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs doivent être relevés toutes les semaines si le débit moyen prélevé est supérieur à 10 m3/j. Le résultat de ces mesures doit être enregistré et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. | NA            |   |
| Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif anti-retour.  | NA            |   |
| L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.  | C             |   |
| <b>5.2 - Consommation</b>  |               |   |
| Toutes dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau.  | C             |   |
| <b>5.3 - Réseau de collecte</b>  |               |   |
| Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.   | CF Audit 2251 |   |
| Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.  | CF Audit 2251 |   |
| <b>5.4 - Mesure des volumes rejetés</b>  |               |   |
| <b>5.4.1. Prescriptions spécifiques aux solides et aux liquides toxiques</b>   |               |   |
| La quantité d'eau rejetée doit être mesurée journallement ou à défaut évaluée à partir de la mesure des quantités d'eau prélevées dans le réseau de distribution publique ou dans le milieu naturel.   | NA            |   |
| <b>5.5 - Valeurs limites de rejet</b>  |               |   |

|  |               |  |
|--|---------------|--|
| Tout rejet ne doit pas entraîner de nuisances pour le milieu naturel.  | C             | Gestion des déchets géré par plan d'épandage       |
| Tout rejet dans les égouts publics doit être préalablement autorisé par la collectivité à laquelle appartiennent les ouvrages qui seront empruntés par ces rejets avant de rejoindre le milieu naturel.  | NA            | pas de système collectif en place sur la commune   |
| <b>5.6 - Interdiction des rejets en nappe</b>  |               |  |
| Le rejet direct ou indirect, même après épuration, d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit.   | NA            |  |
| <b>5.7 - Prévention des pollutions accidentelles</b>   |               |  |
| Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle après un accident doit se faire, comme des déchets dans les conditions prévues au titre 7 ci-après.  | C             | L'ensemble des produits sont sur bacs de rétention |
| <b>5.8 - Epandage</b>  |               |  |
| L'épandage des eaux résiduaires, des boues et des déchets est interdit.  | C             |  |
| <b>5.9 (*) non concerné</b>  |               |  |
| <b>6. Air - odeurs</b>   |               |  |
| <b>6.1 - Captage et épuration des rejets à l'atmosphère</b>  |               |  |
| <b>6.1.1. Prescriptions spécifiques aux solides et aux liquides toxiques</b>   | NA            |  |
| Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs doivent être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins d'analyse.   | CF Audit 2251 |  |
| Le débouché des cheminées doit être éloigné au maximum des habitations et ne pas comporter d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois...).   | C             |  |
| <b>6.1.2. Prescriptions spécifiques au gaz et gaz liquéfiés toxiques</b>   |               |  |
| Les installations susceptibles de dégager des gaz toxiques doivent être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser les émissions y compris les points de purges effectués au cours des opérations de branchement/débranchement des récipients dans des endroits éloignés au maximum des habitations. Les débouchés à l'atmosphère ne doivent pas comporter d'obstacles à la diffusion des gaz. | C             |  |
| <b>6.2 - Valeurs limites et conditions de rejet</b>  |               |  |
| Tout rejet à l'atmosphère doit être réalisé de façon à ne pas entraîner de danger pour l'environnement ou pour les personnes.  | C             |  |
| En situation normale ou accidentelle, la valeur-guide à ne pas dépasser (définie soit par l'exploitant, soit par le fournisseur) doit être définie pour chaque substance ou préparation.   | CF Audit 2251 |  |
| De plus, la vitesse de passage de l'air sans traitement de gaz doit être d'au moins 8 m/s en sortie de ventilation. Le point de rejet doit dépasser d'au moins 3 mètres les bâtiments occupés par des tiers situés dans un rayon de 15 mètres.   | NA            | local extérieur grillagé                           |
| <b>6.2.1. Prescriptions complémentaires pour les solides et/ou liquides toxiques</b>   | NA            |  |
| Les effluents gazeux doivent respecter les valeurs limites définies ci-après, exprimées dans les conditions normales de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) et mesurées selon les méthodes définies au point 6.3.  |               |  |
| - les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 150 mg/Nm3 de poussières,   |               |  |
| - les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 150 mg/Nm3 de composés organiques volatils si le débit massique horaire dépasse 2 kg/h.   |               |  |
| <b>6.2.2. Prescriptions complémentaires pour les gaz ou gaz liquéfiés toxiques</b>   |               |  |
| Toutes dispositions sont prises pour limiter au minimum le rejet à l'air libre des gaz ou gaz liquéfiés toxiques, excepté dans le cas des purges en cours des opérations de branchement/débranchement des récipients.  | C             |  |
| <b>6.3 (*) non concerné</b>  |               |  |
| <b>7. Déchets</b>  |               |  |

|   |               |  |
|---|---------------|--|
| <b>7.1 - Récupération - recyclage - élimination</b>   |               |  |
| Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.  | CF Audit 2251 |  |
| Les déchets qui ne peuvent être valorisés sont éliminés dans les installations réglementées à cet effet au titre de la loi du 19 juillet 1976, dans les conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement.   | CF Audit 2251 |  |
| <b>7.2 - Stockage des déchets</b>   |               |  |
| Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs).   | CF Audit 2251 |  |
| La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la capacité mensuelle, produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.  | CF Audit 2251 |  |
| <b>7.3 - Déchets banals</b>   |               |  |
| Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc.) et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être récupérés, valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères.  | CF Audit 2251 | Le site adhère à l'association CEPAGE qui propose la gestion de déchets par des prestataires qualifiés.                                  |
| Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballages sont la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie.  | CF Audit 2251 |  |
| Cette disposition n'est pas applicable aux détenteurs de déchets d'emballage qui en produisent un volume hebdomadaire inférieur à 1 100 litres et qui les remettent au service de collecte et de traitement des communes (décret n° 94-609 du 13 juillet 1994).                           | CF Audit 2251 |  |
| <b>7.4 - Déchets industriels spéciaux</b>   |               |  |
| Les déchets industriels spéciaux doivent être éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets. L'exploitation doit être en mesure d'en justifier  | CF Audit 2251 | L'ensemble des déchets sont triés. La coopérative est rentrée dans la démarche de Système de Management Environnemental en janvier 2015. |
| l'élimination ; les documents justificatifs doivent être conservés 3 ans.   | C             |  |
| <b>7.5 - Brûlage</b>  |               |  |
| Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.  |               |  |
| <b>8. Bruit et vibrations</b>   |               |  |
| <b>8.1 - Valeurs limites de bruit</b>   |               |  |
| Au sens du présent arrêté, on appelle :   |               |  |
| - émergence : la différence entre les niveaux de pression continue équivalents pondérés A, du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation),  | C             | analyse acoustique effectuée en 2015   |
| - zones à émergence réglementée :   | C             |  |
| - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de la déclaration, et, le cas échéant, en tout point de leurs parties extérieures les plus proches (cour, jardin, terrasse),   | C             |  |
| - les zones constructibles, définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de la déclaration,   | C             |  |
| - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de la déclaration dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'ex                           | C             |  |
| Pour les installations existantes (déclarées avant le 1er juillet 1998) la date de la déclaration est remplacée, dans la définition ci-dessus des zones à émergence réglementée, par la date du présent arrêté.   | C             |  |
| L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solido-sonore susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. | C             |  |
| Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :  | C             |  |
| supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A): 6 dB(A) 4 dB(A)   | C             |  |

|   |               |  |
|---|---------------|--|
| supérieur à 45 dB(A): 5 dB(A) 3 dB(A)   | C             |  |
| De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.   | C             |  |
| Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus. | C             |  |
| Lorsque plusieurs installations classées, soumises à déclaration au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations devra respecter les valeurs limites ci-dessus.   | C             |  |
| <b>8.2 - Véhicules - engins de chantier</b>   |               |  |
| Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation doivent être conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.  | CF Audit 2251 |  |
| L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.   | CF Audit 2251 | cela est utilisé en cas de débordement de cuve et uniquement.  |
| <b>8.3 - Vibrations</b>   |               |  |
| Les règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 sont applicables.  | C             |  |
| <b>8.4 - Mesure de bruit</b>  |               |  |
| Les mesures sont effectuées selon la méthode définie aux points 2.1, 2.2 et 2.3 de l'arrêté du 23 janvier 1997.   | C             | Analyse acoustique effectuée par l'Apave   |
| <b>9. Remise en état en fin d'exploitation</b>  |               |  |
| <b>9.1 - Elimination des produits dangereux en fin d'exploitation</b>   |               |  |
| En fin d'exploitation, tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées.   | C             | L'ensemble des déchets sont triés. La coopérative est rentrée dans la démarche de Système de Management Environnemental en janvier 2015. |
| <b>9.2 - Traitement des cuves</b>   |               |  |
| Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux doivent être vidées, nettoyées et dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées, elles doivent être rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.  | C             |  |
| <b>9.3 - Traitement des récipients</b>  |               |  |
| Les récipients ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux doivent être vidés, nettoyés, dégazés et le cas échéant, décontaminés.   | C             | Contenant sous consigne, reprise par le fabricant  |

|           |                |
|-----------|----------------|
| <b>NE</b> | Non évalué     |
| <b>NA</b> | Non applicable |
| <b>C</b>  | Conforme       |
| <b>NC</b> | Non-conforme   |

# ANNEXE n°6

Copie du registre de sécurité 19 03 15

ANNEXE N° 5  
à la circulaire ministérielle  
du 10 Juillet 1950

**ARFOTTEU**

TOUT MATÉRIEL INCENDIE

AGENCE GIRONDE-LANDES  
CHEMIN DE PASCOT - 33360 LATRESNE

☎ 56.20.74.54

*M. Vidal*

# REGISTRE DES CONTROLES TECHNIQUES DE SÉCURITÉ








DÉSIGNATION DE L'ENTREPRISE : *CAVES "COOP"*

Adresse : *22 St Guy de Coëtlogon*

Contrôle des élévateurs, presses (Décret du 10 juillet 1913, modifié, art. 11 f, 12 a et 28) ;  
Exercices périodiques contre l'incendie (Décret du 10 juillet 1913, modifié, art. 11 f, 12 a et 28) ;  
État du matériel employé sur les chantiers du bâtiment (Décret du 9 août 1925, art. 2) ;  
Vérification des installations électriques (Décret du 4 août 1935, modifié, art. 37 et 37 bis. etc.,...)

Ce registre devra être tenu constamment à la disposition de l'Inspecteur du Travail, de même que les rapports annexes.



|    | OBSERVATIONS ESSENTIELLES ET URGENTES<br>Exercices et essais périodiques contre l'incendie. -- Dates et Observations<br>5 | NUMÉRO<br>de référence<br>du rapport<br>classé dans le<br>dossier spécial<br>6 | SIGNATURE<br>de l'Agent vérificateur<br>7  |
|----|---|--|--|
| 9  | Appareil vérifié Voir Devoir  |  |   |
| 9  | Appareil vérifié Voir Rapport   |  |   |
| 9  | extincteurs Voir rapport 2009.  |  |   |
| 13 | extincteurs   |  |   |
| 13 | extincteurs   |  |   |
| 13 | extincteurs   |  |   |
| 13 | extincteurs R.A.S.  |  |  |
|    |   |  |  |
|    |   |  |  |
|    |   |  |  |
|    |   |  |  |
|    |   |  |  |



# ANNEXE n°7

Contrôle groupe froid du 03 12 2014

34510 FLORENSAC ☎ 04 67 77 01 21

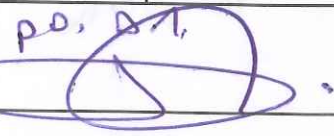
MONTEUR 1 : CORRIGER N° 456

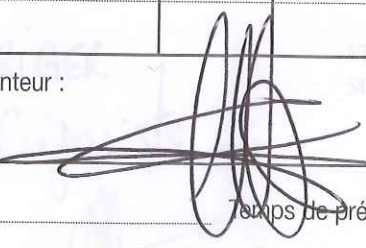
CLIENT : 5<sup>e</sup> Rue de Castet N° AFFAIRE : \_\_\_\_\_

MONTEUR 2 : \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_

Date : 3/12/14 HEURE Arrivée : \_\_\_\_\_ Départ : \_\_\_\_\_ HEURE Arrivée : \_\_\_\_\_ Départ : \_\_\_\_\_

| APPAREIL - N° SÉRIE   | DÉTAILS TRAVAUX  | CODE | FOURNITURES | NBRE | HEURES |    |
|---|--|------|-------------|------|--------|----|
|   |  |      |             |      | M1     | M2 |
| Wesper ACR 30P<br>n° 443635<br>2001<br>R 407c<br>2x 85 kg   | Mise en hivernage<br>Groupe froid<br>Control étanchéité fluide<br>Fuite ok |      |             |      |        |    |
| Wesper ACR 30P<br>n° 443635<br>2001<br>R 407c<br>2x 85kg.   | Mise en hivernage<br>Groupe froid<br>Control étanchéité fluide<br>Fuite ok |      |             |      |        |    |
| TRANE RTAD100<br>EKV 0607<br>2001<br>R 134a<br>30kg / 32kg  | Mise en hivernage<br>Groupe froid<br>Control étanchéité fluide<br>Fuite ok |      |             |      |        |    |
| TRANE RTAD 100<br>EKA 3348<br>2008<br>R 134a<br>30kg / 32kg | Mise en hivernage<br>Groupe froid<br>Control étanchéité fluide<br>Fuite ok |      |             |      |        |    |

Nom Client : PO. S.T.  
SIGNATURE 

SIGNATURE monteur : 

TOTAL  
HEURES

Venant de : \_\_\_\_\_ Temps de route : \_\_\_\_\_ Temps de préparation : \_\_\_\_\_

Total Heures : \_\_\_\_\_

Observations : \_\_\_\_\_

# ANNEXE n°7 bis

Suivi entretien groupe froid

*Fera*

REGISTRE  
D'ÉQUIPEMENTS FRIGORIFIQUES

Nom du site : S<sup>t</sup> pay de Carotet



# ANNEXE n°8

Vérification de la chaudière 28 07 2014

|                                       |  |
|---------------------------------------|--|
| Agence : <i>Edin</i>                  | Client : <i>Cave de Saint pey de castets</i> |
| Tél : _____ Fax : _____               | N° Affaire : _____ Interlocuteur : _____     |
| Nom du collaborateur : <i>Person</i>  | Adresse : _____                              |
| Date de la visite : <i>25-07-2014</i> |  |

**A - GENERALITES**

TYPE D'INTERVENTION :  MISE EN SERVICE  MAINTENANCE PREVENTIVE

TYPE DE GAZ :  BUTANE  PROPANE  NATUREL

DOCUMENTS D'EXPLOITATION :  Plans / Schémas  Carnet de chaufferie Pression d'alimentation *500* mbar

CARACTERISTIQUES DU MATERIEL :

|                      |                                     |                           |                    |
|----------------------|-------------------------------------|---------------------------|--------------------|
| <b>Disconnecteur</b> | <b>Chaudière</b>                    | <b>Brûleur</b>            | <b>Adoucisseur</b> |
| Marque : _____       | Marque : <i>Atlantic Guillot</i>    | Marque : <i>WESHAUPT</i>  | Marque : _____     |
| Modèle : _____       | Type : <i>2 RR 51</i>               | Type : <i>WM- G30/2-A</i> | Modèle : _____     |
|                      | Localisation : _____                |                           |                    |
|                      | Année mise en service : <i>2011</i> |                           |                    |

**B - CONTRÔLES**

|  | Contrôle                            | Conseil                  | Réserve                  |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
|--|-------------------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------|-----------------------|------|----------|----------------|---------------------|-----|----------------|------------|----|--|--|--|--|--|
| E1 : Contrôle de l'état général de la chaufferie   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| Contrôle de la ventilation haute et basse <input checked="" type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| E2 : Alimentation en eau   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| E2-1 : Vérification de l'étanchéité du disconnecteur   | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| E2-2 : Vérification du compteur d'eau  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| E2-3 : Mesure de la qualité de l'eau et Traitement d'eau (si option)   | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| E2-4 : Vérification du fonctionnement du groupe de maintien de pression  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| E2-5 : Vérification du vase d'expansion  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| E2-6 : Vérification des dispositifs de purges et désembouage   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| E3 : Chaudière   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| E3-1 : Mise en sécurité en début d'intervention  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| E3-2 : Nettoyage et Vérifications générales  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| E3-3 : Vérification et Mesures des dispositifs de sécurité   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| <table border="1"> <tr> <th>Pressostat</th> <th>Valeur réglage</th> <th>Valeur pression</th> </tr> <tr> <td>Maxi gaz</td> <td><i>300</i> mbar</td> <td>mbar</td> </tr> <tr> <td>Mini gaz</td> <td><i>25</i> mbar</td> <td>mbar</td> </tr> <tr> <td>Air</td> <td>mbar</td> <td>mbar</td> </tr> </table>             | Pressostat                          | Valeur réglage           | Valeur pression          | Maxi gaz     | <i>300</i> mbar       | mbar | Mini gaz | <i>25</i> mbar | mbar                | Air | mbar           | mbar       |    |  |  |  |  |  |
| Pressostat   | Valeur réglage                      | Valeur pression          |                          |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| Maxi gaz   | <i>300</i> mbar                     | mbar                     |                          |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| Mini gaz   | <i>25</i> mbar                      | mbar                     |                          |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| Air  | mbar                                | mbar                     |                          |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| <table border="1"> <tr> <th></th> <th>Chauffage</th> <th>ECS</th> </tr> <tr> <td>Départ</td> <td><i>30</i> °C</td> <td>°C</td> </tr> <tr> <td>Retour</td> <td><i>50</i> °C</td> <td>°C</td> </tr> </table>   |                                     | Chauffage                | ECS                      | Départ       | <i>30</i> °C          | °C   | Retour   | <i>50</i> °C   | °C                  |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
|  | Chauffage                           | ECS                      |                          |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| Départ   | <i>30</i> °C                        | °C                       |                          |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| Retour   | <i>50</i> °C                        | °C                       |                          |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| <table border="1"> <tr> <th>Thermostat limiteur</th> <th>°C</th> </tr> <tr> <td></td> <td><i>30</i></td> </tr> <tr> <th>Thermostat régulation</th> <th>°C</th> </tr> <tr> <td></td> <td><i>30</i></td> </tr> <tr> <th>Thermostat sécurité</th> <th>°C</th> </tr> <tr> <td></td> <td><i>110</i></td> </tr> </table> | Thermostat limiteur                 | °C                       |                          | <i>30</i>    | Thermostat régulation | °C   |          | <i>30</i>      | Thermostat sécurité | °C  |                | <i>110</i> |    |  |  |  |  |  |
| Thermostat limiteur  | °C                                  |                          |                          |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
|  | <i>30</i>                           |                          |                          |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| Thermostat régulation  | °C                                  |                          |                          |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
|  | <i>30</i>                           |                          |                          |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| Thermostat sécurité  | °C                                  |                          |                          |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
|  | <i>110</i>                          |                          |                          |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| E3-4 : Si chaudière à condensation   | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| E4 : Brûleur   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| E4-1 : Mise en sécurité en début d'intervention  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| E4-2 : Vérification de la tête de combustion   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| E4-3 : Vérification de la turbine  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| E4-4 : Vérification électrique   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| E4-5 : Vérification de l'alimentation gaz  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| E4-6 : Essais du brûleur   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| E4-7 : Contrôle de combustion ( <i>ticket de mesure à agraffer au rapport</i> )  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| E4-8 : Vérification du débit gaz et puissance  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| <table border="1"> <tr> <th>Puiss. calculée</th> <th>3800</th> <th>kW</th> <th>Débit de gaz</th> <th>m³/h</th> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <th>Puiss. relevée</th> <th></th> <th>kW</th> <th></th> <th></th> </tr> </table>  | Puiss. calculée                     | 3800                     | kW                       | Débit de gaz | m³/h                  |      |          |                |                     |     | Puiss. relevée |            | kW |  |  |  |  |  |
| Puiss. calculée  | 3800                                | kW                       | Débit de gaz             | m³/h         |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
|  |                                     |                          |                          |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| Puiss. relevée   |                                     | kW                       |                          |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| E5 : Ramonage (si option)  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| Contrôle de la présence du tubage dans la cheminée <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non   | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| E6 : Vérification des robinets, vannes et calorifugeages   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| E7 : Vérification des pompes et circulateurs   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| E8 : Vérification de la régulation et de l'armoire électrique  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| E9 : Fin d'intervention, Vérification du fonctionnement général  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| Autres   | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |
| Autres   | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |              |                       |      |          |                |                     |     |                |            |    |  |  |  |  |  |

X : le contrôle est positif, O : le contrôle révèle une ou plusieurs non-conformités, Ø : la ou les non-conformités ont toutes été traitées, SO : sans objet

**Réserves :** (engageant la responsabilité du client)

*Person*

**Conseils :** (proposé par devis)

Responsable d'Etablissement  
 Nom, Cachet et Signature

*V. Laffite*



Technicien BRUNET  
 Nom et Signature

**RIGAZ 100 G5**

Num. série : 13.07.2094

Combust. : Propane

Date : 28/07/2014

Heure : 10:20:30

**Valeurs mesurées**

|        |          |
|--------|----------|
| O2     | 4.8 %    |
| CO     | 0 ppm    |
| T amb. | 24.5 °C  |
| T fum. | 142.3 °C |

**Valeurs calculées**

|          |          |
|----------|----------|
| CO/CO2   | 0.00 %   |
| CO2      | 10.7 %   |
| Exc. air | 1.30     |
| Rdt inf. | 94.4 %   |
| Rdt sup. | 94.4 %   |
| Pertes   | 5.6 %    |
| T diff.  | 117.8 °C |
| Pt rosée | 49.9 °C  |
| CO (O2)  | 0 ppm    |
| CO nd    | 0.0 ppm  |
| O2 réf.  | 21.0 %   |



# ANNEXE n°9

Analyse de bruit du 24 06 2015

# ANNEXE n°10

Dossier loi sur l'eau Saint\_Pey\_de\_Castets

## **EXTENSION DE LA CAVE DE SAINT-PEY-DE-CASTETS**

### **DOSSIER DE DECLARATION AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

(en application des articles L214-1 à 6 du Code de l'environnement)



ETEN Environnement

Vue du site depuis le fond de la parcelle – 06/15

**9 juillet 2015**



## REFERENCES DU DOSSIER

|                         |   |
|-------------------------|---|
| <b>ETUDE</b>            | Dossier de déclaration de police de l'eau dans le cadre de l'extension de la cave de Saint-Pey-de-Castets (33)  |
| <b>MAITRE D'OUVRAGE</b> | S.C.A Vignerons Saint-Pey Génissac<br>36, av de la Mairie<br>33350 SAINT PEY DE CASTETS<br>Tél. : 05 57 40 52 07  |
| <b>PRESTATAIRE</b>      | ETEN Environnement – Agence Aquitaine<br>49 rue Camille Claudel<br>40 990 SAINT-PAUL-LES-DAX<br>Tél. : 05 58 74 84 10 – Fax : 05 58 74 84 03<br>Courriel : <a href="mailto:assainissement@eten-aquitaine.com">assainissement@eten-aquitaine.com</a><br><br>Rédacteurs de l'étude :<br>Coralie LEFEVRE, chargée d'études hydrauliques<br>Amandine SOUMAILLE, cartographe |
| <b>CODE INTERNE</b>     | AQ_2015_DA003_St_Pey_de_Castets   |
| <b>DATE DE REMISE</b>   | 09/07/2015  |

**Fiche signalétique**

|   |  |
|---|--|
| <b>1 – Demandeur :</b><br><b>Nom :</b><br><b>Adresse :</b>  | S.C.A Vignerons<br><br>36, av de la Mairie<br>33350 Saint-Pey-de-Castets   |
| <b>2 – Situation du projet :</b><br><b>Département :</b><br><b>Localisation :</b><br><br><b>Références cadastrales :</b>  | Gironde<br>Commune de Saint-Pey-de-Castets<br><br>Section ZE – parcelles n°84 et 136   |
| <b>3 – Le projet :</b><br><b>Nature :</b><br><br><b>Emprise du projet :</b><br><b>Surface du bassin versant du projet :</b><br><b>Débit<sup>1</sup> d'eaux pluviales généré par le site avant aménagement :</b><br><b>Débit d'eaux pluviales généré par le site après aménagement <u>sans</u> filière de gestion des eaux pluviales :</b><br><b>Débit d'eaux pluviales généré par le site après aménagement <u>avec</u> filière de gestion des eaux pluviales (dimensionnement pour une pluie d'occurrence 10 ans) :</b><br><b>Volume à stocker pour une pluie d'occurrence décennale :</b> | Extension de la cave de Saint-Pey-de-Castets<br><br>1,74 ha<br>0,013 m <sup>3</sup> /s<br>0,038 m <sup>3</sup> /s<br>0,0052 m <sup>3</sup> /s<br><b>435 m<sup>3</sup></b> pour l'ensemble de l'opération |
| <b>4 – Milieu récepteur :</b><br><b>Points de rejet des eaux pluviales :</b><br><br><b>Masse d'eau superficielle concernée :</b><br><br><b>Objectif état global de la masse d'eau :</b><br><b>Etat chimique actuel (sur la base de l'état des lieux de 2010) :</b><br><b>Etat écologique actuel (sur la base de l'état des lieux de 2010) :</b>   | Cours d'eau situé à 1 km au Nord du Projet<br><br>« Estuaire de la Dordogne »<br><br>Bon état 2015<br>Non classé<br>Non classé   |
| <b>5 – Cadre réglementaire :</b><br>Code de l'environnement (livre II, titre I <sup>er</sup> , articles L214-1 à L214-6 et article R214-1).   |  |
| <b>Rubriques</b><br>2.1.5.0 Rejet d'eaux pluviales  | <b>Procédure</b><br>Soumis à déclaration   |

<sup>1</sup> Méthode rationnelle pour une pluie de fréquence décennale.

# Sommaire

|   |           |
|---|-----------|
| <b>SOMMAIRE .....</b>   | <b>5</b>  |
| <b>TABLE DES ILLUSTRATIONS.....</b>   | <b>7</b>  |
| <b>PREAMBULE .....</b>  | <b>9</b>  |
| <b>PIECE 1 : NOM ET ADRESSE DU DEMANDEUR .....</b>  | <b>10</b> |
| <b>PIECE 2 : EMLACEMENT DU PROJET .....</b>   | <b>11</b> |
| <b>PIECE 3 : PRESENTATION DU PROJET ET RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE<br/>CONCERNEE .....</b>   | <b>14</b> |
| <b>I. CARACTERISTIQUES DU PROJET .....</b>  | <b>15</b> |
| I. 1. Caractéristiques générales du projet.....   | 15        |
| <b>II. CARACTERISTIQUES DES REJETS INDUITS .....</b>  | <b>17</b> |
| II. 1. Bassin versant d'étude .....   | 17        |
| II. 2. Estimation des surfaces actives .....  | 20        |
| II. 3. Estimation des débits superficiels .....   | 20        |
| II. 3. 1. Méthode de calcul des débits.....   | 20        |
| II. 3. 2. Estimation des débits actuels .....   | 23        |
| II. 3. 3. Estimation des débits futurs.....   | 23        |
| <b>III. PRESENTATION DE LA FILIERE DE GESTION DES EAUX PLUVIALES INTEGREE AU PROJET .....</b> | <b>25</b> |
| III. 1. Présentation de la filière .....  | 25        |
| III. 1. 1. Principes de gestion des eaux pluviales du projet.....                             | 25        |
| III. 1. 2. Méthodologie de dimensionnement.....   | 25        |
| III. 1. 3. Paramètres du dimensionnement.....   | 26        |
| III. 1. 4. Résultats du dimensionnement pour une pluie d'occurrence 10 ans.....               | 27        |
| III. 2. Composition des filières de gestion des eaux pluviales à mettre en œuvre .....        | 29        |
| III. 2. 1. Généralités .....  | 29        |
| III. 2. 2. Alimentation du bassin.....  | 29        |
| III. 2. 3. Le bassin de rétention .....   | 29        |
| III. 2. 4. Les ouvrages de régulation.....  | 30        |
| III. 2. 4. 1. Les ouvrages de fuite .....   | 30        |
| III. 2. 5. Cas des événements exceptionnels : ouvrage de surverse .....                       | 33        |
| III. 3. Traitement des eaux usées.....  | 33        |
| <b>IV. RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DONT RELEVE L'OPERATION .....</b>                          | <b>34</b> |
| <b>PIECE 4 : NOTICE D'INCIDENCES SUR L'EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES.....</b>                 | <b>35</b> |
| <b>4 A : ETAT INITIAL.....</b>  | <b>35</b> |
| <b>I. CARACTERISTIQUES PHYSIQUES DU SITE D'IMPLANTATION DU PROJET.....</b>                    | <b>36</b> |
| I. 1. Géologie .....  | 36        |
| I. 1. 1. Pédologie, hydromorphie et perméabilité .....  | 38        |
| I. 1. 1. 1. Pédologie.....  | 38        |
| I. 1. 1. 1. Hydromorphie – Identification/délimitation des zones humides pédologiques .....   | 40        |
| I. 1. 1. 2. Perméabilité .....  | 42        |
| I. 2. Topographie .....   | 42        |
| I. 3. Climatologie .....  | 44        |
| I. 4. Risques.....  | 45        |
| <b>II. CARACTERISTIQUES DU MILIEU AQUATIQUE RECEPTEUR.....</b>                                | <b>48</b> |
| II. 1. Les milieux récepteurs concernés .....   | 48        |
| II. 2. Les eaux superficielles .....  | 48        |

|  |   |           |
|--|---|-----------|
| II. 2. 1.                                    | Description des eaux superficielles .....                                     | 48        |
| II. 2. 2.                                    | Qualité des eaux superficielles et pressions.....                             | 50        |
| <b>II. 3.</b>                                | <b>Les eaux souterraines.....</b>   | <b>50</b> |
| <b>II. 4.</b>                                | <b>Périmètre de protection de captage.....</b>                                | <b>52</b> |
| <b>III.</b>                                  | <b>ANALYSE DU PATRIMOINE BIOLOGIQUE.....</b>                                  | <b>54</b> |
| <b>III. 1.</b>                               | <b>Contexte réglementaire .....</b>   | <b>54</b> |
| III. 1. 1.                                   | Les sites Natura 2000 .....   | 54        |
| III. 1. 2.                                   | Les ZNIEFF.....   | 55        |
| <b>III. 2.</b>                               | <b>Les zones humides.....</b>   | <b>57</b> |
| III. 2. 1.                                   | Zones humides élémentaires .....  | 57        |
| III. 2. 2.                                   | Critère pédologique.....  | 57        |
| III. 2. 3.                                   | Critère floristique .....   | 57        |
| III. 2. 4.                                   | Synthèse .....  | 57        |
| <b>B :</b>                                   | <b>ANALYSE DES EFFETS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT ET</b>                    |           |
|  | <b>PROPOSITION DE MESURES.....</b>  | <b>60</b> |
| <b>I.</b>                                    | <b>IMPACTS ET MESURES SUR LES MILIEUX AQUATIQUES.....</b>                     | <b>61</b> |
| <b>I. 1.</b>                                 | <b>Impact quantitatif sur le milieu aquatique .....</b>                       | <b>61</b> |
| I. 1. 1.                                     | Impact lié à l'imperméabilisation du site .....                               | 61        |
| <b>I. 2.</b>                                 | <b>Impact qualitatif sur le milieu aquatique.....</b>                         | <b>61</b> |
| I. 2. 1.                                     | Impacts en phase travaux.....   | 61        |
| I. 2. 2.                                     | Impacts en phase exploitation .....   | 62        |
| I. 2. 2. 1.                                  | Sources de polluants dans le ruissellement urbain .....                       | 62        |
| I. 2. 2. 2.                                  | Qualité des eaux pluviales rejetées :.....                                    | 62        |
| <b>II.</b>                                   | <b>IMPACTS ET MESURES SUR LE MILIEU NATUREL.....</b>                          | <b>65</b> |
| II. 1.                                       | Incidences sur le site Natura 2000 .....                                      | 65        |
| <b>III.</b>                                  | <b>SYNTHESE DES INCIDENCES DU PROJET .....</b>                                | <b>66</b> |
| <b>PIECE 5 :</b>                             | <b>MOYENS DE SURVEILLANCE ET D'ENTRETIEN .....</b>                            | <b>67</b> |
| <b>PIECE 6 :</b>                             | <b>COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE SDAGE ADOUR-GARONNE, LE</b>                |           |
|  | <b>SAGE «NAPPES PROFONDES DE GIRONDE» ET LES ZONAGES</b>                      |           |
|  | <b>REGLEMENTAIRES .....</b>   | <b>69</b> |
| <b>I.</b>                                    | <b>LE SDAGE ADOUR-GARONNE ET LE SAGE « NAPPES PROFONDES DE GIRONDE» .....</b> | <b>70</b> |
| I. 1.  | Présentation du SDAGE Adour Garonne .....                                     | 70        |
| I. 2.  | Présentation du SAGE « Nappes profondes de Gironde».....                      | 70        |
| I. 3.  | Compatibilité du projet avec le SAGE « Nappes profondes de Gironde» .....     | 72        |
| <b>II.</b>                                   | <b>AUTRES ZONAGES REGLEMENTAIRES ET DE PROGRAMMATION.....</b>                 | <b>74</b> |
| <b>SOURCES DOCUMENTAIRES UTILISEES .....</b> |   | <b>75</b> |
| <b>ANNEXE 1 :</b>                            | <b>NOTE DE CALCUL DES VOLUMES DE RETENTION (METHODE DES</b>                   |           |
|  | <b>PLUIES).....</b>   | <b>77</b> |
| <b>ANNEXE 2 :</b>                            | <b>AVERTISSEMENTS .....</b>   | <b>79</b> |



# Table des illustrations

## CARTES

|   |    |
|---|----|
| Carte 1 : Localisation du projet .....  | 12 |
| Carte 2 : Localisation du projet à l'échelle cadastrale (source : cadastre.gouv)..... | 13 |
| Carte 3 : Plan de masse du projet .....   | 16 |
| Carte 4 : Délimitation du bassin versant d'étude.....                                 | 18 |
| Carte 5 : Schéma de principe de gestion des eaux pluviales du projet.....             | 28 |
| Carte 6 : Contexte géologique du secteur d'étude .....                                | 37 |
| Carte 7 : Expertise pédologique menée au sein du périmètre d'étude .....              | 39 |
| Carte 8 : Topographie générale du site .....  | 43 |
| Carte 9 : Risque de retrait-gonflement des argiles .....                              | 46 |
| Carte 10 : Risque inondation (extrait du PPRi – source : DDTM Gironde) .....          | 47 |
| Carte 11 : Réseau hydrographique à proximité du projet.....                           | 49 |
| Carte 12 : Cartographie des périmètres environnementaux à proximité du projet .....   | 56 |

## FIGURES

|   |    |
|---|----|
| Figure 1 : Schéma de principe d'un bassin à sec .....   | 30 |
| Figure 2 : Exemples d'ouvrages de fuite .....   | 31 |
| Figure 3 : Vanne murale : exemple de vanne à tige filetée.....  | 32 |
| Figure 4 : Profil pédologique « type » mis en évidence sur site.....  | 40 |
| Figure 5 : Diagramme ombrothermique caractérisant la zone d'étude (station météorologique de Bordeaux-Mérignac entre 1979 et 2009)..... | 44 |
| Figure 6 : Prélèvements de l'année 2013 (Source : Agence de l'Eau Adour-Garonne) .....  | 52 |

## TABLEAUX

|  |    |
|--|----|
| Tableau 1 : Type de surface au niveau du projet .....  | 15 |
| Tableau 2 : Caractéristiques du bassin versant du projet étudié.....   | 19 |
| Tableau 3 : coefficients de ruissellement pour la formule rationnelle (crue décennale) (Source : LROP, 1995).....  | 19 |
| Tableau 4 : Présentation des surfaces actives entre l'état actuel et futur .....   | 20 |
| Tableau 5 : Dimensions retenues pour les orifices à géométrie contrôlée .....  | 32 |
| Tableau 6 : Rubrique concernée de la nomenclature .....  | 34 |
| Tableau 7 : Résultats du test de perméabilité mené sur site.....   | 42 |
| Tableau 8 : Moyennes mensuelles des températures et des précipitations observées sur la station météorologique de Bordeaux-Mérignac entre 1979 et 2009 ..... | 44 |
| Tableau 9 : Evaluation des risques naturels sur le site.....   | 45 |
| Tableau 10 : Caractérisation des masses d'eaux souterraines .....  | 52 |
| Tableau 11 : Tableau de synthèse de l'état initial du projet d'extension de la cave coopérative .....  | 58 |
| Tableau 16 : Masses des matières en suspension rejetées annuellement dans les eaux de ruissellement .....  | 63 |
| Tableau 17 : Evaluation des concentrations en polluants dans les rejets du projet (effets chroniques) .....  | 63 |
| Tableau 18 : Abattement de la pollution par décantation (en kg/ha de surface imperméabilisée).....   | 63 |
| Tableau 19 : Evaluation des concentrations en polluants après abattement (effets chroniques) .....   | 64 |
| Tableau 13 : Rappel des incidences du projet sur l'environnement et des mesures prises en faveur de l'environnement.....                                     | 66 |

Tableau 14 : Recensement des zonages réglementaires et de programmation..... 74

# Préambule

Le présent dossier réglementaire s'inscrit dans le cadre du projet d'extension de la cave de Saint-Pey-de-Castets, conformément aux articles L214-1 à L214-6 du Code de l'environnement.

Au vu des impacts hydrauliques de ce projet sur les écoulements superficiels du bassin versant, sa réalisation requiert un dossier de déclaration au titre de la rubrique 2.1.5.0 (rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol, ou dans le sous-sol) du Code de l'environnement.

Le présent dossier a été réalisé conformément aux articles R214-32 et suivants du Code de l'environnement.

## Pièce 1 : nom et adresse du demandeur



S.C.A Vignerons Saint-Pey-de Génissac  
36, av de la Mairie  
33350 Saint-Pey-de-Castets

Tél. : 05.57.40.52.07

Siret : 78200240600018

## Pièce 2 : emplacement du projet

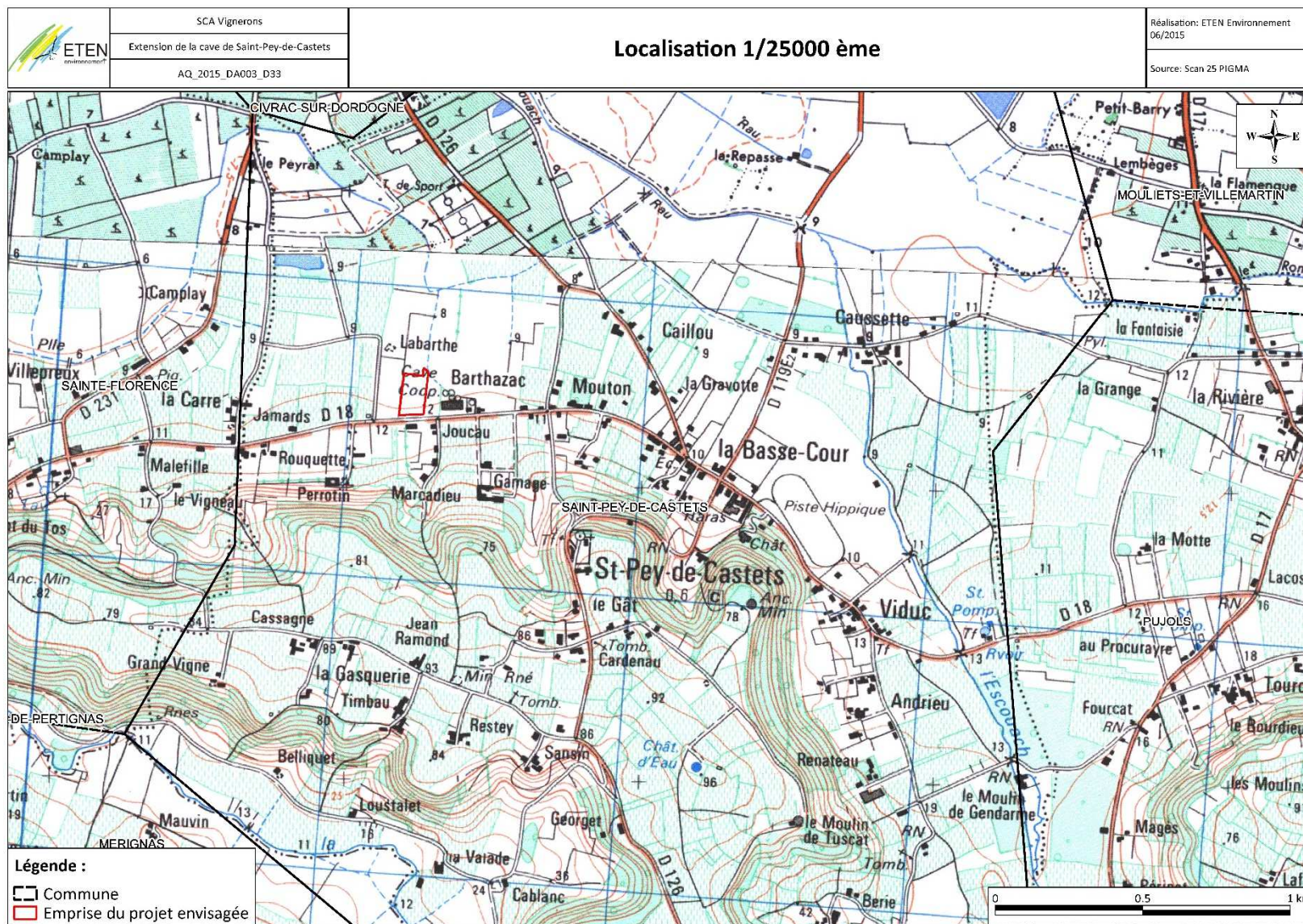
Le projet est localisé sur la partie ouest de la commune de Saint-Pey-de-Castets, à moins d'1 km du centre bourg.

La commune de Saint-Pey-de-Castets, située dans le canton Les Coteaux de Dordogne, appartient à la Communauté de Communes Castillon/Pujols.

L'emprise du projet est située sur les parcelles voisines de la cave commune, au lieu-dit Barthazac.

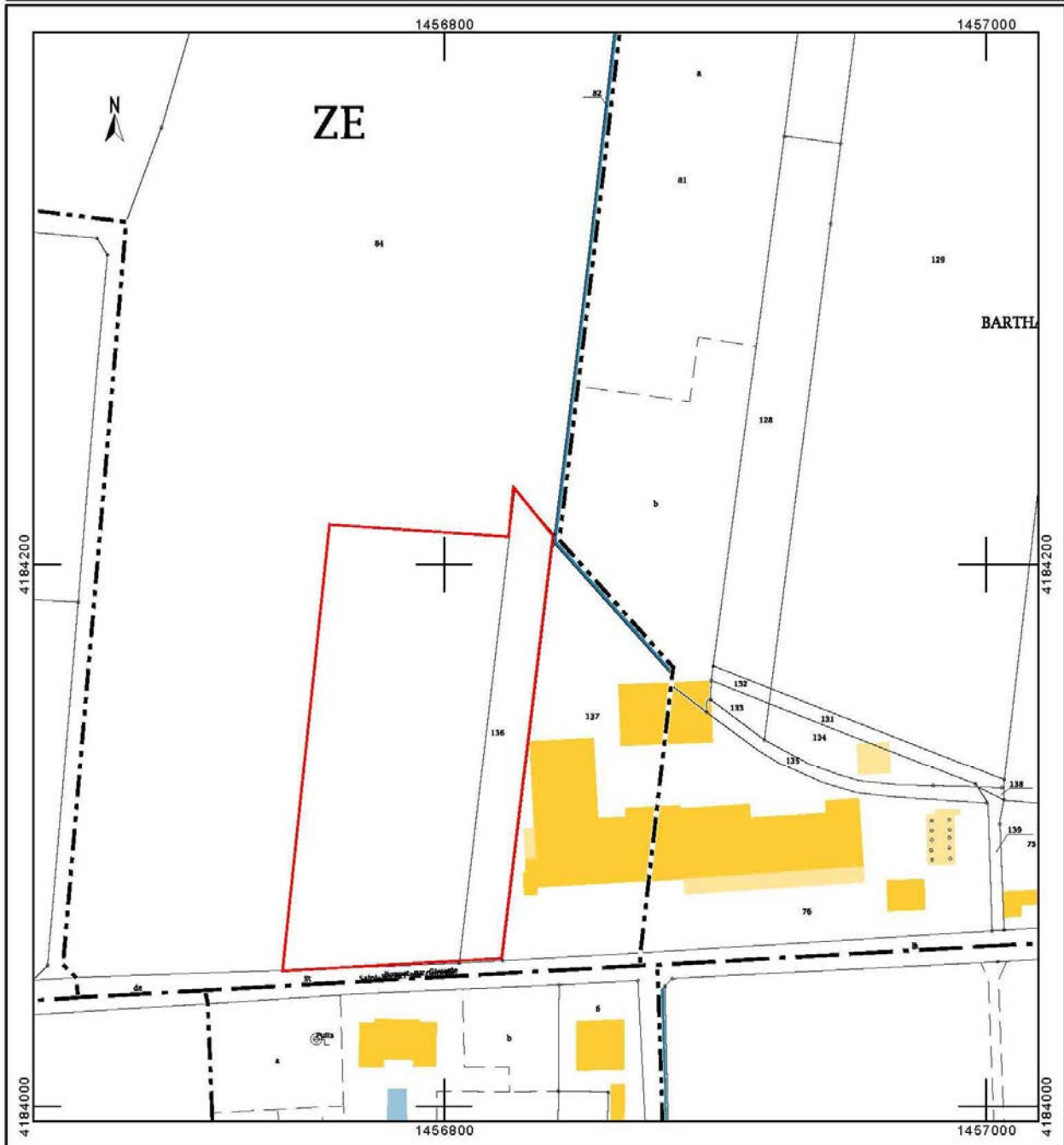
L'opération occupe une emprise de 17 363 m<sup>2</sup> au sein des parcelles 84 et 136 de la section ZE qui présentent une surface totale de 89 525 m<sup>2</sup>.

La carte ci-après permet de localiser l'emprise du projet à l'échelle communale.



Carte 1 : Localisation du projet

|   |  |   |
|---|--|---|
| Département :<br>GIRONDE<br><br>Commune :<br>SAINT-PEY-DE-CASTETS   | DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES<br>-----<br>EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL<br>----- | Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :<br>LIBOURNE<br>6, rue Paul bert BP 228 33505<br>33505 LIBOURNE<br>tél. 05.57.55.23.55 -fax 05.57.25.96.90<br>cdif.libourne@dgi.finances.gouv.fr |
| Section : ZE<br>Feuille : 000 ZE 01<br><br>Échelle d'origine : 1/2000<br>Échelle d'édition : 1/2000<br><br>Date d'édition : 18/06/2015<br>(fuseau horaire de Paris)<br><br>Coordonnées en projection : RGF93CC45<br>©2014 Ministère des Finances et des Comptes publics | Cet extrait de plan vous est délivré par :<br><br>cadastre.gouv.fr                       |   |



Carte 2 : Localisation du projet à l'échelle cadastrale (source : cadastre.gouv)

## **Pièce 3 : Présentation du projet et rubriques de la nomenclature concernée**



# I. Caractéristiques du projet

## I. 1. Caractéristiques générales du projet

Le projet d'extension de la cave de Saint-Pey-de-Castets comprend la création :

- D'un bâtiment industriel d'embouteillage d'une surface de 4 088 m<sup>2</sup>. La toiture principale aura une pente variant de 5,5 à 6 % ;
- D'un auvent de 168 m<sup>2</sup> dont la pente sera de 10 % ;
- De voirie avec une aire de retournement à l'arrière pour les véhicules lourds.

Le tableau suivant présente par type d'occupation des sols les surfaces qui seront aménagées :

Tableau 1 : Type de surface au niveau du projet

| Type de surface au niveau du projet | Superficie (en m <sup>2</sup> ) |
|-------------------------------------|---------------------------------|
| Toiture (bâtiment + auvent)         | 4256                            |
| Voiries périphériques               | 3222                            |
| Espaces verts                       | 9885                            |
| <b>TOTAL</b>                        | <b>17 363</b>                   |

La **Carte 3** en page suivante présente le plan de masse du projet.



---

## II. Caractéristiques des rejets induits

---

### II. 1. Bassin versant d'étude

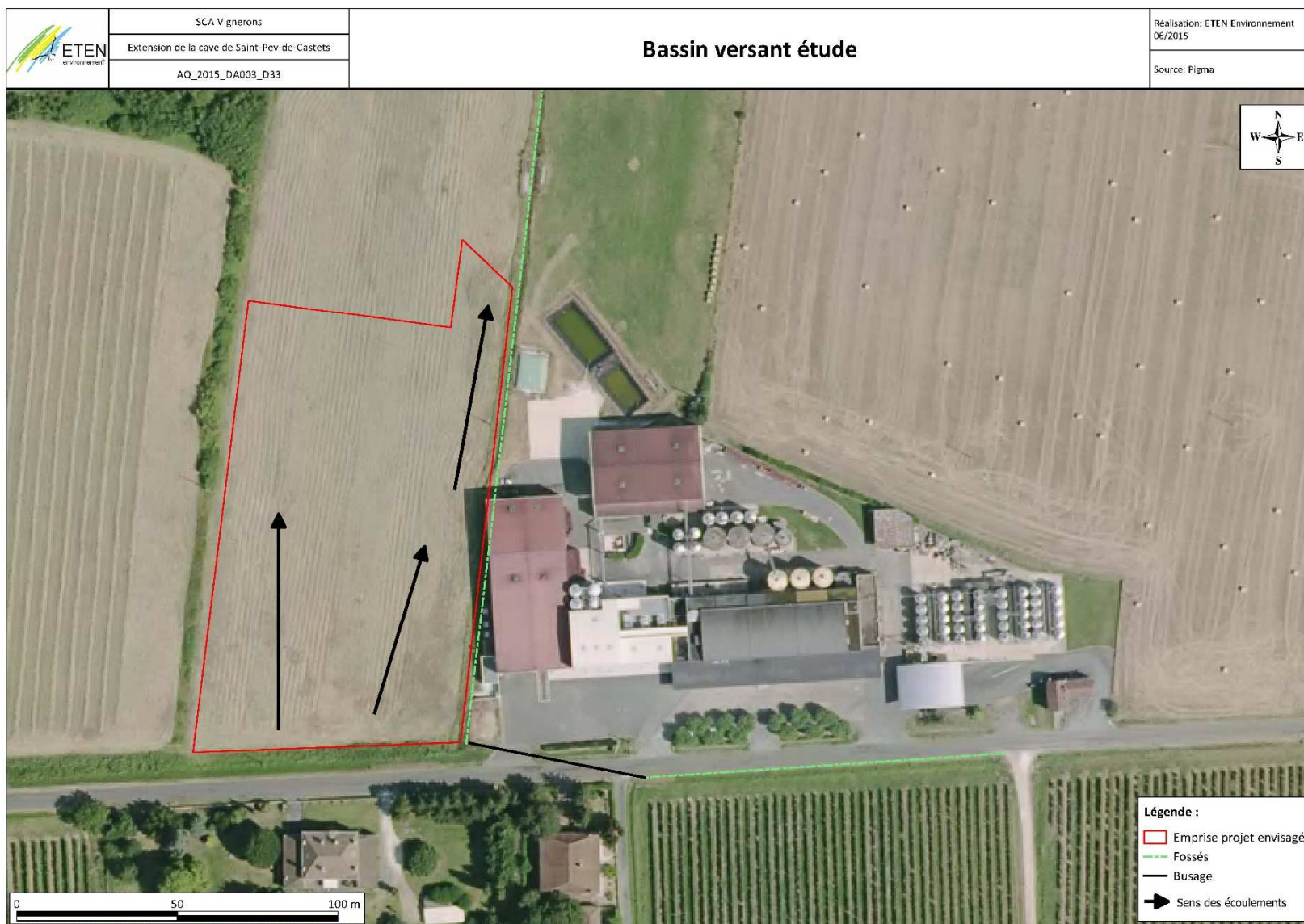
Le site est bordé d'un fossé à l'est qui récupère les eaux des coteaux situés en amont du projet, et est donc isolé des eaux de ruissellement provenant des surfaces environnantes.



*Fossé situé à l'est du site*

La cartographie ci-après présente le sens des écoulements aux abords du site.

Au regard des fossés et cours d'eau présents autour de l'emprise, le projet n'interceptera aucun bassin versant supplémentaire. **Le bassin versant d'étude correspond donc à l'emprise de l'opération.**



Carte 4 : Délimitation du bassin versant d'étude

Les caractéristiques du bassin versant d'étude sont présentées dans le tableau suivant :

**Tableau 2 : Caractéristiques du bassin versant du projet étudié**

|                                     | B.V. Projet |
|-------------------------------------|-------------|
| Surface (ha)                        | 1,74        |
| Longueur hydraulique (km)           | 0,194       |
| Pente (m/m)                         | 0,015       |
| Coefficient de ruissellement actuel | 0,30        |

Les coefficients de ruissellement décennaux pour chaque type d'occupation du sol ont été estimés à l'aide des valeurs du tableau suivant :

**Tableau 3 : coefficients de ruissellement pour la formule rationnelle (crue décennale) (Source : LROP, 1995)**

| Couverture | Morphologie  | Pente % | Terrain avec sable grossier | Terrain argileux ou limoneux | Terrain argileux compact |
|------------|--------------|---------|-----------------------------|------------------------------|--------------------------|
| Bois       | Presque plat | 0 - 5   | 0,10                        | 0,30                         | 0,40                     |
|            | Ondulé       | 5 - 10  | 0,25                        | 0,35                         | 0,50                     |
|            | Montagneux   | 10 - 30 | 0,30                        | 0,50                         | 0,60                     |
| Prairie    | Presque plat | 0 - 5   | 0,10                        | 0,30                         | 0,40                     |
|            | Ondulé       | 5 - 10  | 0,15                        | 0,36                         | 0,55                     |
|            | Montagneux   | 10 - 30 | 0,22                        | 0,42                         | 0,60                     |
| Culture    | Presque plat | 0 - 5   | 0,30                        | 0,50                         | 0,60                     |
|            | Ondulé       | 5 - 10  | 0,40                        | 0,60                         | 0,70                     |
|            | Montagneux   | 10 - 30 | 0,52                        | 0,72                         | 0,82                     |

Compte tenu de la nature du sol (argilo-limoneux), de la topographie du site (pente < 5%) et de l'occupation actuelle du sol (prairie de fauche), un coefficient de ruissellement moyen de 0,30 est retenu.



*Vue générale de la prairie*

## II. 2. Estimation des surfaces actives

Les coefficients de ruissellement utilisés par types de surfaces sont :

- 1 pour les toitures (bâtiment + auvent);
- 0,95 pour les voiries périphériques ;
- 0,30 pour les surfaces non aménagées (sol argilo-limoneux, pente inférieure à 5 %).

Le tableau suivant présente le bilan des surfaces naturelles ou imperméabilisées entre l'état actuel et l'état futur, pour le bassin versant du projet :

**Tableau 4 : Présentation des surfaces actives entre l'état actuel et futur**

|  | Surface (m <sup>2</sup> ) | Coefficient de ruissellement | Surface active (m <sup>2</sup> ) |
|--|---------------------------|------------------------------|----------------------------------|
| <b>Etat actuel</b>                     |                           |                              |                                  |
| Prairie                                | 17 363                    | 0,3                          | 5209                             |
| <b>TOTAL état actuel B.V. projet</b>   | <b>17363</b>              | <b>0,3</b>                   | 5209                             |
| <b>Etat futur</b>                      |                           |                              |                                  |
| Toitures                               | 4256                      | 1                            | 4256                             |
| Voiries périphériques                  | 3222                      | 0,95                         | 3061                             |
| Surfaces non aménagées (Espaces verts) | 9885                      | 0,30                         | 2966                             |
| <b>TOTAL état futur B.V. projet</b>    | <b>17 363</b>             | <b>0,59</b>                  | <b>10 283</b>                    |

## II. 3. Estimation des débits superficiels

### II. 3. 1. Méthode de calcul des débits

Conformément à la norme EN752-2, les ouvrages d'évacuation et de stockage des eaux pluviales seront dimensionnés pour une protection jusqu'à l'occurrence 10 ans. Il convient donc de déterminer les caractéristiques de pluies d'occurrence décennale dans la région d'étude. Pour ce faire, les données météorologiques utilisées sont issues de la station Météo-France de Mont-de-Marsan.

Le calcul des débits sera effectué à l'aide de la méthode rationnelle qui constitue l'une des méthodes les plus appropriées pour estimer les débits de pointe des bassins-versant étudiés en fonction de leur surface, de leur coefficient d'imperméabilisation, de leur plus long cheminement hydraulique et de leur pente.

- Méthode RATIONNELLE :

$$Q(T) = 0,28.C.i_M(t_c).S$$

Avec :

- Q (T) :** débit de projet en m<sup>3</sup>/s pour la période de retour étudiée,  
**C :** coefficient de ruissellement,

|                         |   |
|-------------------------|---|
| <b><i>iM (tc)</i></b> : | intensité pluviométrique de la pluie de durée égale au temps de concentration pour la fréquence étudiée (mm/h), |
| <b><i>S</i></b> :       | superficie du bassin-versant (km <sup>2</sup> ),  |
| <b><i>T</i></b> :       | période de retour (ans),  |
| <b><i>tc</i></b> :      | temps de concentration (h).   |

La méthode rationnelle utilise les intensités de pluies maximales, calculées à partir de la loi de Montana :

$$i = a.t^{-b}$$

Pour le calcul de ces intensités, les coefficients de Montana de la station *Météo France* de Mont-de-Marsan peuvent être utilisés :

| Coefficients de Montana      |                 |       |                  |       |              |       |
|------------------------------|-----------------|-------|------------------|-------|--------------|-------|
| Station de Bordeaux-Mérignac | 6 < t(mns) < 15 |       | 15 mns < t < 6 h |       | 6h < t < 24h |       |
|                              | a (T)           | b (T) | a (T)            | b (T) | a (T)        | b (T) |
| T=5ans                       | 33,59           | 0,418 | 24,13            | 0,656 | 29,41        | 0,766 |
| T=10 ans                     | 28,06           | 0,692 | 23,10            | 0,689 | 33,29        | 0,746 |
| T=20 ans                     | 41,74           | 0,513 | 32,77            | 0,688 | 32,77        | 0,688 |
| T=50 ans                     | 37,94           | 0,669 | 37,94            | 0,669 | 37,94        | 0,669 |
| T=100 ans                    | 44,97           | 0,677 | 44,97            | 0,677 | 44,97        | 0,677 |

Les temps de concentration ( $t_c$ ) peuvent être calculés à l'aide de la formule de Richards, une des seules formulations de calcul permettant d'obtenir un temps de concentration adapté selon la période de retour de l'évènement étudié.

Cette formule itérative s'exprime de la façon suivante :

$$\frac{t_c^3}{t_c + 1} = \frac{9.8 * m * L^2}{C * R * P * K}$$

Avec :

|                           |                                       |
|---------------------------|---------------------------------------|
| <b><math>t_c</math></b> : | temps de concentration (en heures),   |
| <b><math>m</math></b> :   | coefficient fonction du produit C*R : |

$$m = \alpha * (C.R)^\beta$$

Si  $0 < C.R < 55$  alors  $\alpha = 0,112$  et  $\beta = -0,53$

Si  $55 < C.R < 200$  alors  $\alpha = 0,26$  et  $\beta = -0,72$

|                         |                                  |
|-------------------------|----------------------------------|
| <b><math>L</math></b> : | trajet maximal des eaux (en km), |
| <b><math>C</math></b> : | coefficient de ruissellement,    |
| <b><math>R</math></b> : | tel que :                        |

$$R = H * \frac{t_c + 1}{t_c}$$

Avec H hauteur précipitée en mm pour une pluie centrée de durée  $t_c$  ;

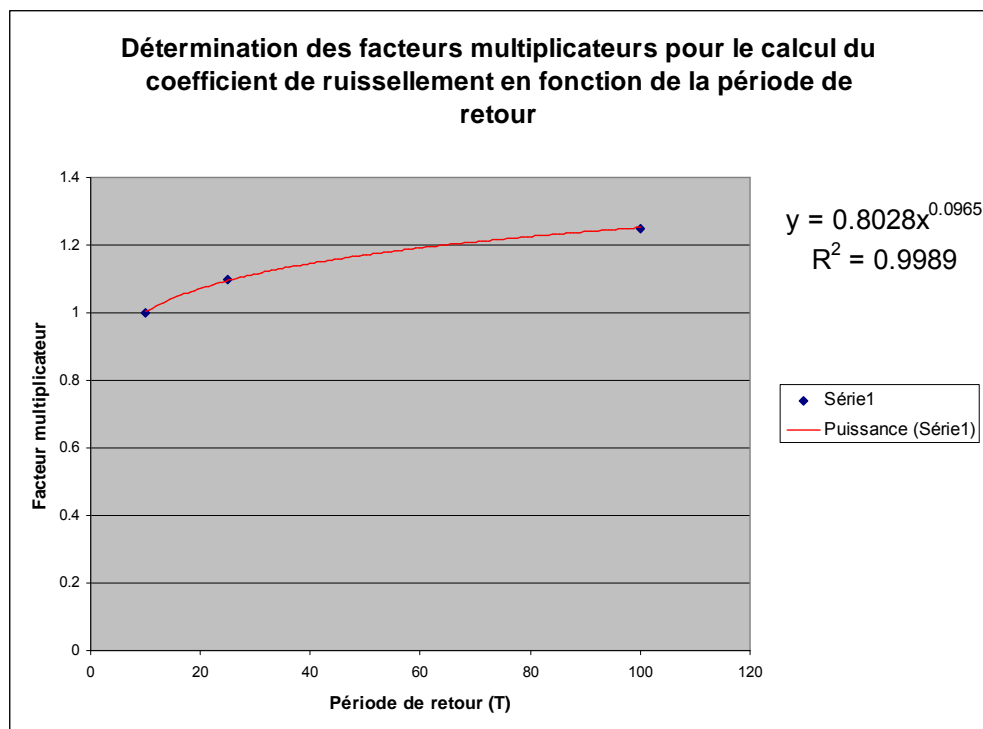
|                         |  |
|-------------------------|--|
| <b><math>P</math></b> : | pente moyenne du cours d'eau (en m/m), |
|-------------------------|--|

**K :** abattement spatial des pluies (K=1 pour les bassins de superficie A < 50 km<sup>2</sup>).

- Calcul des coefficients de ruissellement en fonction de la période de retour : **méthode préconisée par l'ouvrage « Hydrologie », de François Ancil, Jean Rousselle et Nicolas Lauzon<sup>2</sup>** :

La méthode préconisée est de reprendre les coefficients de ruissellement habituellement utilisés pour des périodes de retour T = 10 ans et de leur appliquer un facteur multiplicateur lorsque les événements étudiés sont plus rares. Ainsi, les auteurs considèrent les facteurs multiplicateurs suivants : 1,1 pour des événements de T = 25 ans et 1,25 pour des événements de T = 100 ans. A noter toutefois que le coefficient maximal de ruissellement est limité à 1.

En fonction de ces préconisations, il est donc possible d'en déduire les facteurs multiplicateurs pour des temps de retour intermédiaires (construction d'un nuage de points et d'une fonction puissance dont le coefficient de détermination est de 0,99).



Il s'ensuit que les facteurs multiplicateurs suivants peuvent être appliqués :

<sup>2</sup> Hydrologie, cheminement de l'eau. François Ancil, Jean Rousselle et Nicolas Lauzon. Presses internationales Polytechnique. Ecole Polytechnique de Montréal, 2005. 317 p.



Etat actuel :

| Evènement        | Facteur | C <sub>r</sub> état actuel B.V. projet |
|------------------|---------|--|
| P <sub>10</sub>  | -       | 0,300                                  |
| P <sub>20</sub>  | 1,071   | 0,321                                  |
| P <sub>30</sub>  | 1,114   | 0,334                                  |
| P <sub>50</sub>  | 1,171   | 0,351                                  |
| P <sub>100</sub> | 1,25    | 0,375                                  |

**II. 3. 2. Estimation des débits actuels**

Le tableau ci-dessous récapitule les débits et les temps de concentration à l'état actuel du bassin versant du projet :

| Période de retour       | Débit à l'état actuel (m <sup>3</sup> /s) | Temps de concentration associé (en h) |
|-------------------------|---|---------------------------------------|
| Q <sub>10</sub> ACTUEL  | 0,013                                     | 3,927                                 |
| Q <sub>20</sub> ACTUEL  | 0,021                                     | 3,718                                 |
| Q <sub>30</sub> ACTUEL  | 0,023                                     | 3,600                                 |
| Q <sub>50</sub> ACTUEL  | 0,028                                     | 3,458                                 |
| Q <sub>100</sub> ACTUEL | 0,037                                     | 3,276                                 |

**II. 3. 3. Estimation des débits futurs**

Les coefficients de ruissellement calculés pour l'état futur sont répertoriés dans le tableau suivant :

Etat futur sans filière de gestion des eaux pluviales :

| Evènement        | Facteur | C <sub>r</sub> état futur B.V. projet |
|------------------|---------|---------------------------------------|
| P <sub>10</sub>  | -       | 0,59                                  |
| P <sub>20</sub>  | 1,071   | 0,63                                  |
| P <sub>30</sub>  | 1,114   | 0,66                                  |
| P <sub>50</sub>  | 1,171   | 0,69                                  |
| P <sub>100</sub> | 1,25    | 0,74                                  |

En situation future d'aménagement, en tenant compte des nouvelles surfaces actives présentées dans le paragraphe **II-2 Estimation des surfaces actives**, les débits futurs, sans filière de gestion des eaux pluviales, atteindraient selon la méthode rationnelle :

| Période de retour      | Débit à l'état futur sans filière de gestion des eaux pluviales (m <sup>3</sup> /s) | Temps de concentration associé (en h) |
|------------------------|---|---------------------------------------|
| Q <sub>10</sub> FUTUR  | 0,038   | 2,256                                 |
| Q <sub>20</sub> FUTUR  | 0,060   | 2,136                                 |
| Q <sub>30</sub> FUTUR  | 0,066   | 2,054                                 |
| Q <sub>50</sub> FUTUR  | 0,081   | 1,979                                 |
| Q <sub>100</sub> FUTUR | 0,106   | 1,866                                 |

L'évolution des débits entre l'état initial et après aménagement, sans filière de gestion des eaux pluviales, est présentée dans le tableau ci-dessous.

| Période de retour      | Evolution des débits entre l'état actuel et l'état futur sans filière de gestion des eaux pluviales (en %) |
|------------------------|--|
| Q <sub>10</sub> FUTUR  | + 192%   |
| Q <sub>20</sub> FUTUR  | + 186%   |
| Q <sub>30</sub> FUTUR  | + 187%   |
| Q <sub>50</sub> FUTUR  | + 189%   |
| Q <sub>100</sub> FUTUR | + 186%   |

Il est possible de constater que les ruissellements seront fortement augmentés après aménagement. Pour une pluie décennale, le débit entre l'état initial et l'état futur est de 25 l/s soit une augmentation de 192%. Aussi, **la mise en œuvre de filières de gestion des eaux pluviales pour l'ensemble du site est nécessaire** au vu des nouveaux débits provoqués par le projet.

**En l'absence de filières adaptées de gestion des eaux pluviales, les débits d'eaux pluviales après aménagement seront augmentés. La mise en œuvre de mesures d'atténuation hydraulique permettra donc de préserver les eaux des milieux aquatiques récepteurs.**

Etat futur avec filière de gestion des eaux pluviales :

La mise en œuvre de filières de gestion des eaux pluviales sur l'ensemble du site (cf description de la filière au paragraphe III. ) permet de garantir un **débit décennal futur de 5,22 l/s** (ratio de 3 l/s/ha).

**Ainsi, pour un évènement de fréquence décennale, le débit de rejet après aménagement sera donc diminué par rapport à la situation naturelle, réduisant les risques de mise en charge des secteurs aval du réseau hydraulique superficiel.**

## III. Présentation de la filière de gestion des eaux pluviales intégrée au projet

### III. 1. Présentation de la filière

#### III. 1. 1. Principes de gestion des eaux pluviales du projet

Au regard des conclusions de l'étude pédologique réalisée par ETEN Environnement en juin 2015 (mauvaise perméabilité du sol, proximité de la nappe), les eaux pluviales du site seront gérées dans des ouvrages de rétention puis rejetées à débit limité au milieu récepteur (fossé situé à l'est du projet).

#### III. 1. 2. Méthodologie de dimensionnement

La méthode de dimensionnement sera conforme à celle utilisée dans le cadre du dossier de police de l'eau, à savoir la **méthode des pluies** avec données locales<sup>3</sup> (station météorologique de Bordeaux-Mérignac dans le cas présent). La démarche est la suivante :

- il est recherché la variation de hauteur DH entre la hauteur vidangée (Hs) et la hauteur d'eau tombée (He), déterminée statistiquement pour une période de retour donnée (T = 10 ans dans le cas présent, conformément à la norme NF EN 752-2<sup>4</sup>) et pour différentes durées ;
- cette hauteur DH peut être visualisée en traçant les courbes hauteur-durée-fréquence et de hauteur vidangée. Cette dernière est déterminée via le débit de fuite qs, avec :  $qs = (360 \times Qs) / Sa$  ;
- les courbes étant construites, la plus grande valeur de DH ( $D_{H\ max}$ ) est recherchée ;
- enfin, le calcul du volume à stocker V (en m<sup>3</sup>) est réalisé selon la formule :

$$V = 10 * DH_{max} * Sa$$

Avec :

$DH_{max}$  : hauteur d'eau maximale (mm),  
 Sa : surface active (en ha).

Pour sa part, le débit de fuite retenu pour le dimensionnement est habituellement déterminé en fonction de deux paramètres bien distincts :

- soit à l'aide d'un débit spécifique préconisé (exemple : 3 l/s/ha<sup>5</sup> pour T = 10 ans) ;
- soit en fonction du temps de vidange du bassin, étant habituellement entendu qu'une durée de 10 heures est optimale pour ce qui est de l'effet de décantation permettant une meilleure reconquête qualitative des eaux de ruissellement.

<sup>3</sup> Telle que décrite dans l'ouvrage « Techniques alternatives en assainissement pluvial » de Y. Azzout, S. Barraud, E. Alfakih et F.N. Cres (INSA Lyon).

<sup>4</sup> La norme NF EN 752-2 préconise des fréquences d'inondations pour les projets en fonction des milieux dans lesquels ils se trouvent. Par exemple, la fréquence T = 10 ans est recommandée en milieu rural, T = 20 ans pour les zones résidentielles, T = 30 ans pour les centres villes, les zones d'activités économiques ou commerciales.

<sup>5</sup> Débit spécifique habituellement préconisé par les services de la D.D.T.M.

Dans le cas présent, le dimensionnement est basé sur le premier paramètre pour une fréquence de pluie décennale.

### III. 1. 3. Paramètres du dimensionnement

#### ☛ Exutoires :

Le débit de fuite du bassin de rétention sera dirigé vers le fossé existant situé à l'Est du projet (fossé qui sera busé sous le futur bâtiment).

#### ☛ Données pluviométriques :

Les données pluviométriques utilisées sont issues de la station *Météo France* de Bordeaux-Mérignac (coefficients de Montana pour T = 10 ans).

#### ☛ Constantes de ruissellement :

Les constantes de ruissellement retenues sont celles décrites dans le paragraphe II. 2.

### III. 1. 4. Résultats du dimensionnement pour une pluie d'occurrence 10 ans

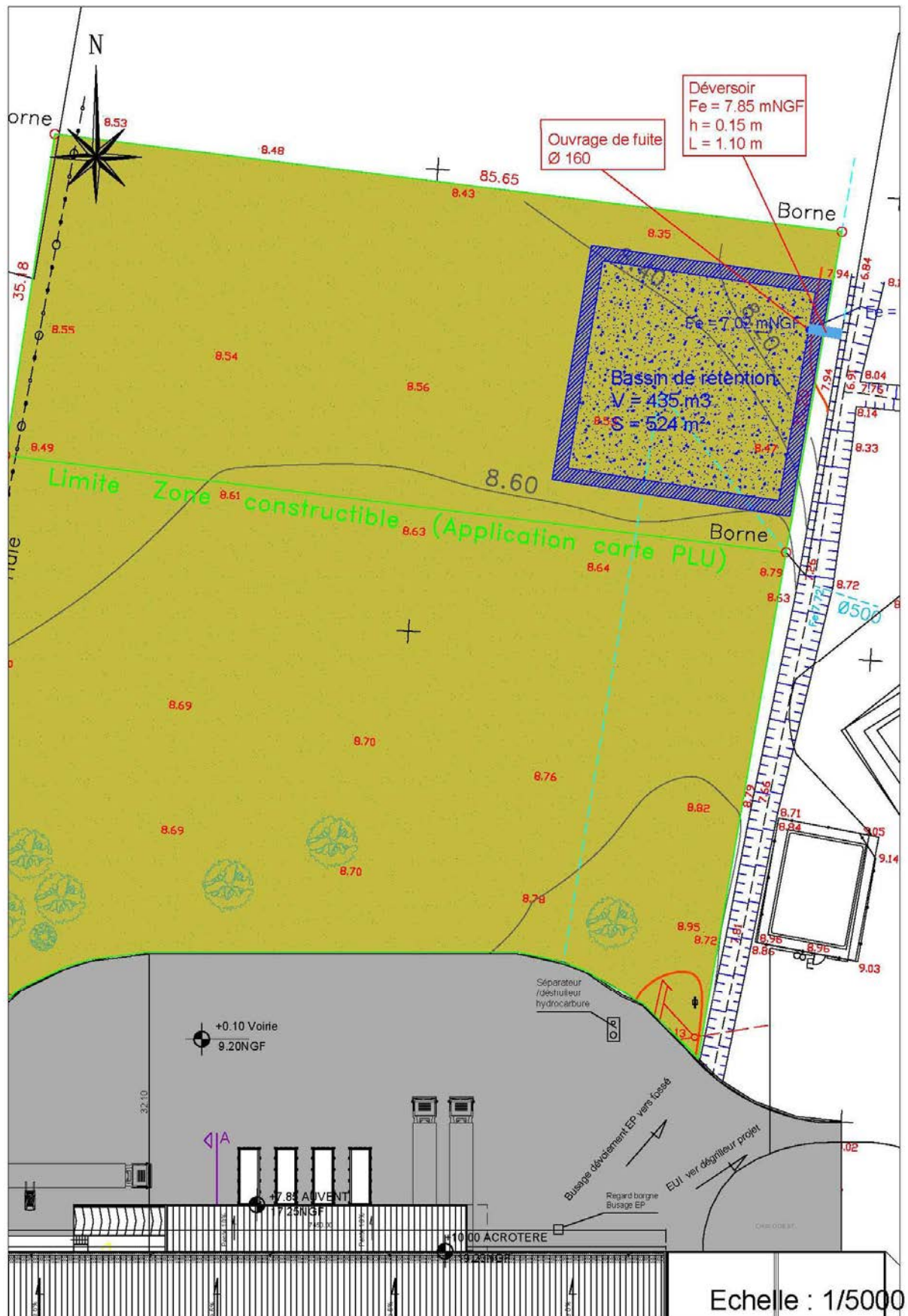
La note de calcul selon la méthode des pluies est reportée en **Annexe 3**.

Les caractéristiques des surfaces collectées (cf. § II-2 p : 20 *Estimation des surfaces actives*) et les volumes d'eau à stocker sont synthétisés ci-dessous :

|   | <b>B.V. d'étude</b> |
|---|---------------------|
| <b>Surface (ha)</b>                                   | 1,74                |
| <b>Surface active (ha)</b>                            | 1,03                |
| <b>Coefficient d'artificialisation à l'état futur</b> | 0,59                |
| <b>Débit de fuite (en l/s)</b>                        | 5,22                |
| <b>Volume utile de stockage (en m<sup>3</sup>)</b>    | 435                 |

Les ouvrages de rétention prévus dans le cadre du projet pour gérer les eaux pluviales de l'opération offriront un volume de stockage utile de **435 m<sup>3</sup>**, permettant de couvrir les besoins en termes de rétention pour une pluie décennale.

Le schéma de principe de l'organisation de la filière de gestion des eaux pluviales du projet est présenté sur la Carte 5.



Carte 5 : Schéma de principe de gestion des eaux pluviales du projet

**Les caractéristiques dimensionnelles des ouvrages devront tenir compte de la profondeur du fil d'eau d'arrivée des eaux à traiter, de la surface disponible, de la pente du terrain, de sa nature géo-pédologique et de la présence de la nappe.**  
**La géométrie des ouvrages ne pourra excéder le fil d'eau des fossés récepteurs.**

## **III. 2. Composition des filières de gestion des eaux pluviales à mettre en œuvre**

### **III. 2. 1. Généralités**

Le fonctionnement hydraulique d'un ouvrage affecté au stockage des eaux pluviales est assuré par :

⇒ L'injection de l'eau de pluie (traitée ou non selon l'origine) dans le corps de l'ouvrage. L'entrée de l'eau de pluie est localisée à un point donné ;

⇒ Le stockage temporaire de l'eau : le stockage se fait à l'intérieur de l'ouvrage, dont la forme peut être adaptée à la configuration du site ;

⇒ L'évacuation progressive de l'eau vers le milieu récepteur par l'intermédiaire d'ouvrages de limitation ou de régulation de débit.

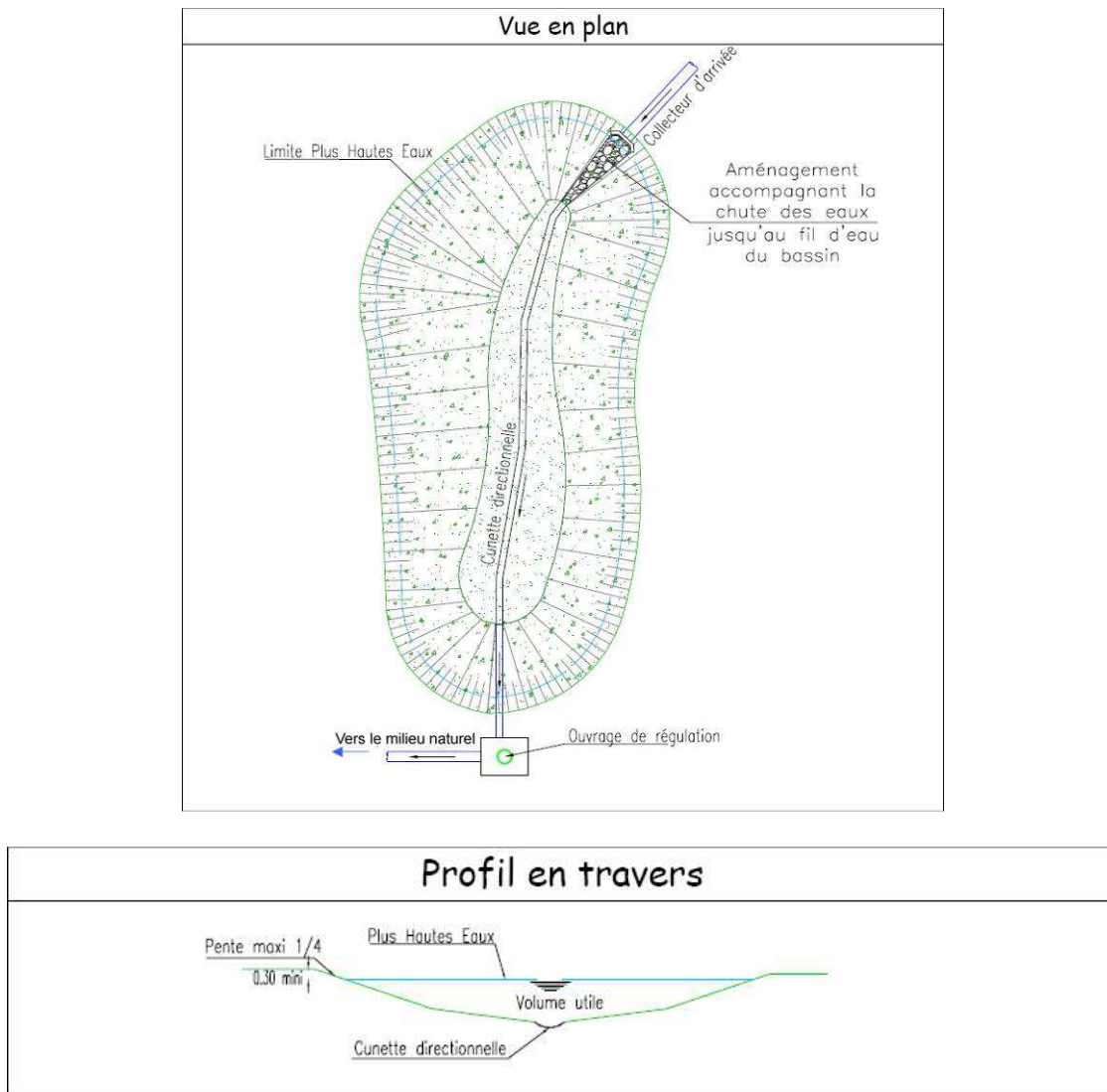
### **III. 2. 2. Alimentation du bassin**

L'ensemble des eaux pluviales du projet seront collectées par des canalisations qui dirigeront les eaux vers le bassin de rétention.

### **III. 2. 3. Le bassin de rétention**

A l'heure d'aujourd'hui deux bassins de rétention sont d'ores et déjà présents sur le site de la cave coopérative de capacité totale 433 m<sup>3</sup>. Il était demandé, si les circonstances le permettaient, de stocker les eaux de ruissellement issues du projet, dans ces bassins. Néanmoins, compte tenu du volume supplémentaire à stocker à l'issue du projet (434 m<sup>3</sup>) et de l'encombrement actuelle des abords des deux bassins, il ne semble pas envisageable ni de les agrandir ni de les approfondir (du fait de la proximité de la nappe en période de hautes eaux).

Il est donc envisagé de créer un nouveau bassin de rétention destiné à contenir le surplus d'eaux de pluie et de ruissellement généré par l'aménagement du site dont la vidange se fera à débit limité vers le fossé longeant la parcelle est.



**Figure 1 : Schéma de principe d'un bassin à sec**

(Source : Guide de gestion des eaux de pluie et de ruissellement – Communauté d'Agglomération du Grand Toulouse – Service Assainissement – Janvier 2006 – modifié ETEN)

## III. 2. 4. Les ouvrages de régulation

### III. 2. 4. 1. Les ouvrages de fuite

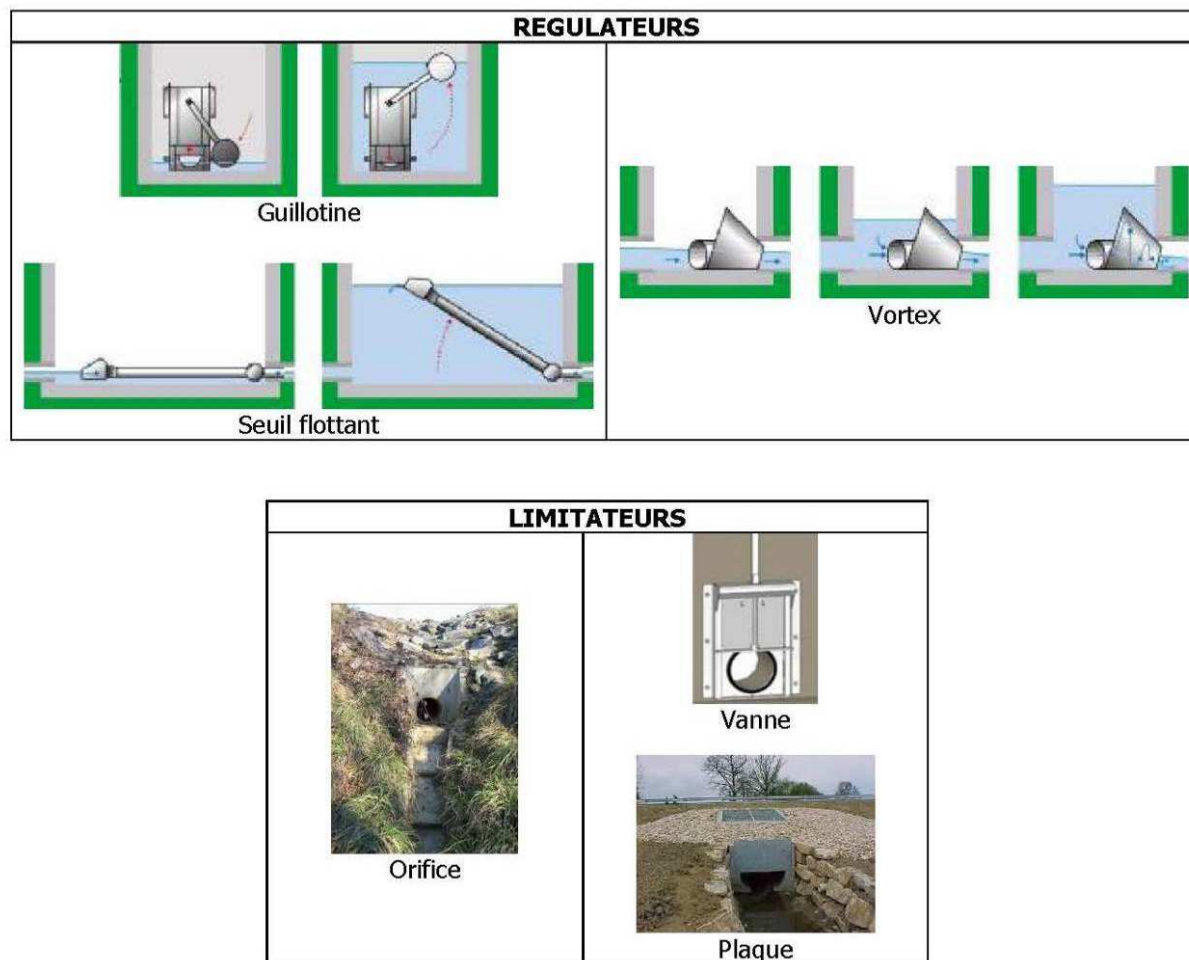
#### Généralités

Placés en aval des structures de stockage, les ouvrages de régulation permettent de limiter le débit de rejet au niveau de l'exutoire final. L'ouvrage de régulation constitue un point clef de la filière. Toute diminution du débit de rejet nécessiterait un nouveau dimensionnement du réservoir dans la mesure où la valeur du débit de fuite constitue un élément dimensionnant du stockage.

Il existe plusieurs types de régulateurs ou de limiteurs de débit : vannes martelières ou à guillotine, seuil flottant, vortex<sup>6</sup> ou orifices à géométrie contrôlée.

<sup>6</sup> Le principe du vortex consiste en l'augmentation de la vitesse de rotation dans le cône de régulation créant ainsi une perte de charge entraînant une réduction de la section hydraulique.





**Figure 2 : Exemples d'ouvrages de fuite**

(Source : Fiche 10 : régulateurs et limiteurs de débit – Communauté urbaine du Grand Lyon – Service Assainissement)

*Dimensionnements préconisés dans le cadre du projet*

Deux solutions s'offrent au maître d'ouvrage :

### **Solution 1 : Mise en place d'un régulateur de débit**

A partir du débit de fuite autorisé en sortie de l'opération (5,22 l/s), le maître d'ouvrage peut directement faire un choix du matériel nécessaire en cas de mise en œuvre d'un régulateur pré-dimensionné.

### **Solution 2 : Mise en place d'un limiteur de débit**

Si le choix technique s'oriente vers des ouvrages de limitation de débits (vannes martelières ou orifices à géométrie contrôlée), les préconisations indiquées ci-après seront à suivre.

Les paramètres dimensionnant d'un orifice à géométrie contrôlée sont : la section, la charge hydraulique et le coefficient d'ajutage. De ce fait, ces ouvrages donnent un débit limité mais non constant dans le temps.

**N.B. :** si le calcul conduit à un diamètre d'ouvrage inférieur à 5 cm, on préférera l'installation d'une vanne martelière à un orifice calibré de tout petit diamètre.

Pour le dimensionnement des orifices, la formule de calcul est la suivante :

$$Q = m.S.(2.g.h)^{0,5}$$

Avec :

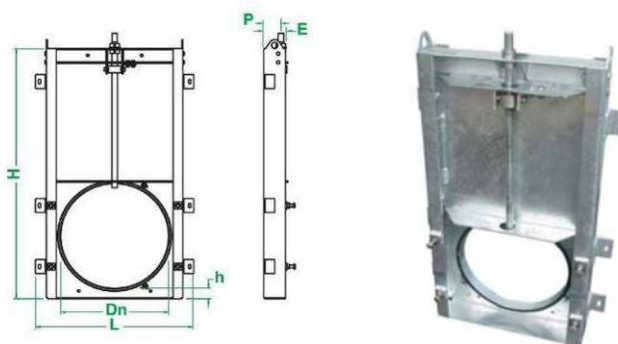
- m :** coefficient d'ajutage (0,385 pour un déversoir latéral, 0,62 pour un orifice cylindrique extérieur),  
**S :** section d'écoulement (m<sup>2</sup>),  
**g :** pesanteur de l'eau,  
**h :** charge hydraulique/hauteur d'eau au-dessus de la surverse (en m).

Le tableau ci-après présente le résultat du dimensionnement de l'orifice calibré dans le cas du présent projet :

**Tableau 5 : Dimensions retenues pour les orifices à géométrie contrôlée**

| B.V.       | Débit de fuite autorisé (l/s) | Charge hydraulique (m) | Diamètre intérieur de l'orifice pour un ouvrage cylindrique (mm) |
|------------|-------------------------------|------------------------|--|
| B.V.projet | 5,22                          | 0,83                   | 153,6 mm   |

Les premiers résultats à propos des orifices à géométrie contrôlée démontrent que ceux-ci sont trop petits, ce qui peut poser quelques problèmes d'obturation à moyen terme. Il sera donc préféré des orifices plus grands équipés de vannes martelières, dont l'entretien sera plus aisé et l'usage plus efficace. De plus, ce type de système permet le confinement d'éventuelles pollutions accidentelles à l'intérieur des structures réservoirs.



**Figure 3 : Vanne murale : exemple de vanne à tige filetée**

(Source : Techn'eau)

La hauteur d'ouverture de la vanne nécessaire au passage du débit de fuite de 5,22 l/s est de 27 mm.

Pour terminer, que ce soit dans le cas des vannes ou des orifices, il doit être prévu au-devant des ouvrages de fuite des bacs dessableurs (volumes morts), susceptibles de piéger les sédiments transportés dans le réseau de collecte et éviter ainsi les problèmes d'obstruction. Quelques fois, des protections comme des dégrilleurs seront aussi nécessaires (surtout en aval des bassins ou des noues de rétention).

### III. 2. 5. Cas des évènements exceptionnels : ouvrage de surverse

Malgré une augmentation des surfaces imperméabilisées liées au projet, les mesures d'accompagnement mises en œuvre permettent de conclure à l'absence d'impact notable du projet sur le bilan hydraulique du milieu récepteur jusqu'à l'occurrence 10 ans.

Néanmoins, en cas d'évènement pluvieux exceptionnel (supérieur à une pluie d'occurrence décennale), les ouvrages de gestion des eaux pluviales seront saturés.

Les structures déborderont sur la voirie et les espaces verts communs de la cave par le biais des grilles avaloir les plus proches de l'exutoire. Les eaux en débordement rejoindront ensuite le réseau hydraulique en aval puis la Dordogne.

On prévoira ainsi la création d'une surverse de sécurité qui pourra être intégrée au regard de sortie du bassin de rétention et rejoindre directement le fossé.

La surverse sera dimensionnée par rapport au débit centennale calculé sans la filière de gestion des eaux pluviales (cf. II. 3. 3. ) soit  $Q_{100\text{ FUTUR}} = 0,106 \text{ m}^3/\text{s}$ .

Ses caractéristiques seront les suivantes :

- largeur du déversoir : 1,10 m,
- hauteur de la lame déversante : 0,15 m,
- débit de capacité : 0,109  $\text{m}^3/\text{s}$ , soit supérieur au débit de pointe centennial provenant du projet à l'état futur avec filière de gestion des eaux pluviales.

**L'impact hydraulique du projet sur les exutoires aval sera diminué par rapport à la situation actuelle. Jusqu'à une période de retour de T = 10 ans, les impacts hydrauliques du projet sont donc nuls.**

### III. 3. Traitement des eaux usées

La cave coopérative dispose aujourd'hui d'un système d'assainissement autonome.

Les eaux usées industrielles passent par un dégrilleur avant d'arriver dans une fosse. Elles sont ensuite stockées dans deux cuves avant d'être épandues sur les parcelles voisines (prairies) à l'aide de sprinklers. Les matières sèches sont quant à elles épandues sur les terres nues.

A terme, l'emplacement du dégrilleur actuel sera déplacé afin de récupérer également les eaux usées industrielles issues du projet.

Les eaux de vannes arriveront sur une fosse septique et seront ensuite drainées.

#### **Ce qu'il faut retenir :**

Les eaux usées générées par le projet seront acheminées vers une fosse septique puis drainées.

Les eaux industrielles seront quant à elles envoyées dans les deux cuves existantes avant d'être épandues.

## IV. Rubrique de la nomenclature dont relève l'opération

L'article R214-1 du Code de l'environnement précise la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L214-1 et suivants du même Code. Ainsi, les travaux projetés sur le secteur d'étude sont soumis à la rubrique suivante :

Tableau 6 : Rubrique concernée de la nomenclature

| Rubrique       |  | Régime   |
|----------------|--|--|
| <b>2.1.5.0</b> | Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :<br>1/ Supérieure ou égale à 20 ha (A) ;<br>2/ Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D). | <b>DECLARATION</b><br><i>(rejet dans les eaux douces superficielles pour une surface de bassin-versant de 1,74 ha)</i> |

Ainsi, au vu des rubriques précitées, le projet est soumis à DECLARATION au titre de l'article R214-1 du Code de l'environnement.

## **Pièce 4 : notice d'incidences sur l'eau et les milieux aquatiques**

### **4 A : état initial**

# I. Caractéristiques physiques du site d'implantation du projet

---

## I. 1. Géologie

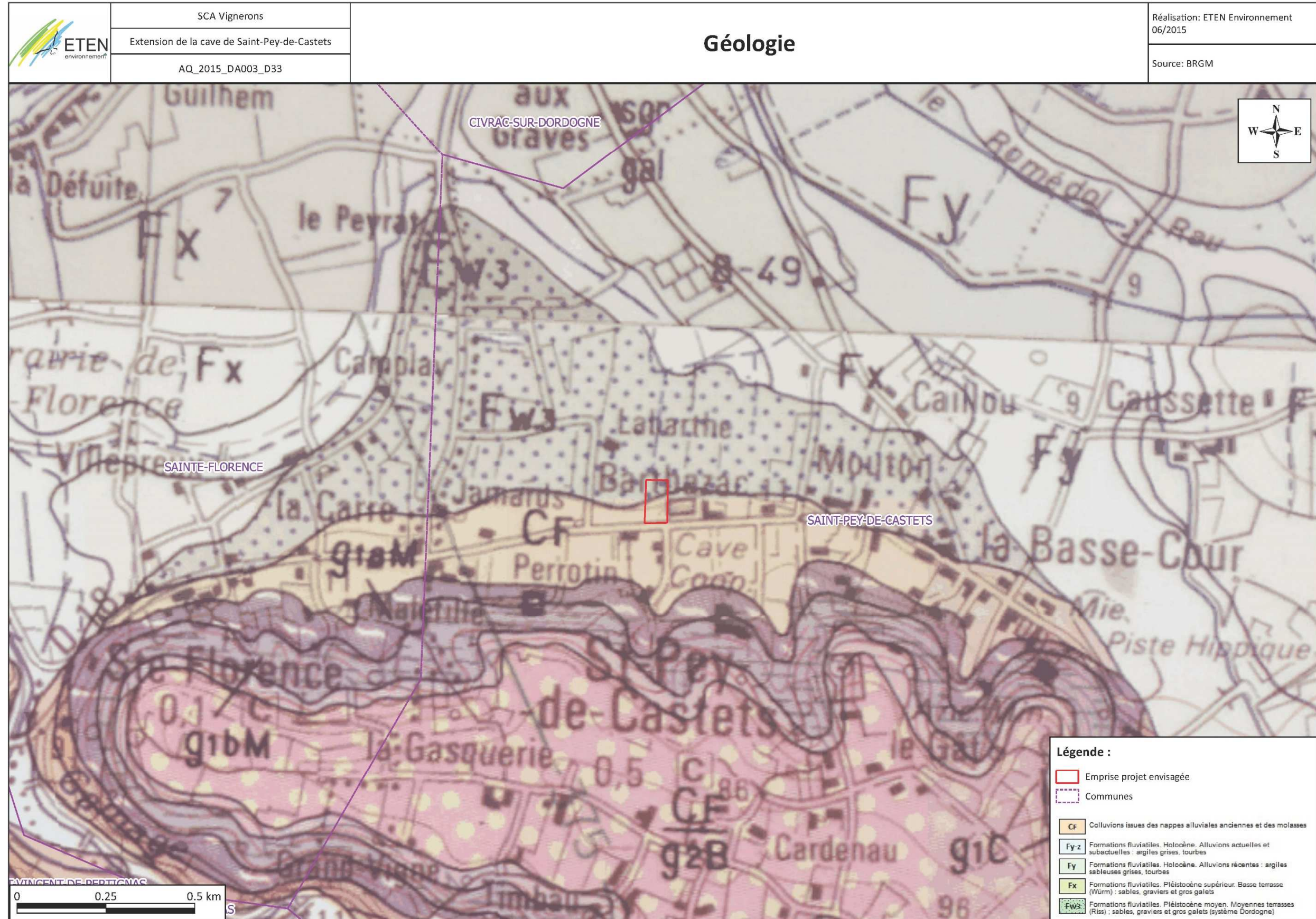
*(Source : BRGM, carte géologique de Sabres n°898)*

Le secteur étudié repose :

- au Nord sur des formations fluviatiles (FW3) du Pléistocène supérieur,
- au Sud sur des colluvions (CF) issues de nappes alluviales anciennes et des molasses.

Au sud de ces colluvions, on trouve des formations fluvio-lacustres (g1aM et g1bM – Oligocène inférieur). Il s'agit de molasses argilo-gréseuses carbonatées et d'argiles sableuses.

La carte page suivante localise les formations géologiques présentes dans l'emprise et aux abords du site.



Carte 6 : Contexte géologique du secteur d'étude

## I. 1. 1. Pédologie, hydromorphie et perméabilité

### I. 1. 1. 1. Pédologie

L'expertise pédologique menée sur site par ETEN ENVIRONNEMENT (19/06/2015) a consisté en la réalisation de 3 sondages à la tarière manuelle répartis sur la zone envisagée pour l'emplacement de la filière de gestion des eaux pluviales, dans l'objectif :

- de connaître la structure des sols en place ;
- de relever le niveau haut de la nappe d'eau souterraine en période de hautes eaux ;
- d'identifier l'éventuelle présence de zones humides (au sens de l'arrêté du 1er octobre 2009 modifiant l'arrêté du 24 juin 2008 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du Code de l'Environnement) et le cas échéant, les délimiter.

La carte-page suivante, localise les différents sondages pédologiques effectués au sein de l'aire d'étude relative au projet d'extension de la cave coopérative.





Carte 7 : Expertise pédologique menée au sein du périmètre d'étude

L'expertise pédologique menée en date du 19/06/15 a permis de mettre en évidence la présence de sols à dominante argilo-limoneuse pourvus de traces d'hydromorphie.

La pédologie caractérisant l'aire d'étude, relativement homogène, est caractérisée par la présence d'un **horizon argilo-limoneux, brun foncé compact, frais à humide** sur une épaisseur variable de 20 cm à 30 cm précédant un **horizon argilo-limoneux à argileux, brun-beige, compact sec**.

La figure suivante, présente le profil pédologique « type » mis en évidence au sein de l'aire d'étude et tout particulièrement à hauteur des futurs ouvrages de gestion des eaux pluviales.



Figure 4 : Profil pédologique « type » mis en évidence sur site

### 1. 1. 1. 1. Hydromorphie – Identification/délimitation des zones humides pédologiques

Au cours des sondages pédologiques, une attention particulière a été portée à l'apparition de traces d'hydromorphie ou de réduction pouvant témoigner de la présence d'une zone humide au sein du projet.

La prise en compte de ces traits hydromorphiques est essentielle dans le cas présent, afin d'adapter la profondeur d'enfouissement des filières pluviales en fonction du « toit » de la nappe mais également d'identifier/délimiter les éventuelles zones humides pédologiques présentes au droit du projet.

Au cours de l'expertise pédologique du 19/06/15, des indices d'oxydation ont été relevés sur la totalité des sondages, témoignant de la présence d'une nappe d'eau au droit du projet.

Ces traits hydromorphiques sont apparus dès 0,20 m de profondeur à l'extrémité Nord-Est de l'aire d'étude et matérialisent le « toit » de la nappe en période de hautes eaux.

**L'arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 2009, modifiant l'arrêté du 24 juin 2008** précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides, stipule que les sols présentant « *des traits rédoxiques débutant à moins de 50 centimètres de profondeur et se prolongeant et s'intensifiant en profondeur* » sont caractéristiques des zones humides.

Dans le cas présent, des traits rédoxiques débutant à moins de 0,50 m de profondeur ont été observés sur les trois sondages. Néanmoins, ces traits ne s'intensifient pas en profondeur, ils ne sont alors pas caractéristiques d'une zone humide selon le critère pédologique de l'arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 2009.

De manière générale, les traits hydromorphiques relevés au sein de l'aire d'étude et tout particulièrement à hauteur des futures filières pluviales, ont été observés à une profondeur moyenne de 0,20-0,30 m.

**Bilan :**

**Aucune zone humide n'a été définie selon le critère pédologique dans l'emprise du projet.  
Le niveau de remontée maximal de la nappe est estimé à 0,20-0,30 m de moyenne par rapport au terrain naturel.**

### I. 1. 1. 2. Perméabilité

Afin d'évaluer l'aptitude des sols du site à l'infiltration, un test de perméabilité à niveau constant (méthode Porchet) a été réalisé à hauteur de l'emplacement privilégié pour l'implantation de la filière pluviale.

Ce test nécessite la saturation du sol en eau pendant 4 h avant la mesure définitive du coefficient de perméabilité du sol étudié.

La localisation du test de perméabilité réalisé sur site est consultable en Carte 7.

La valeur du coefficient de perméabilité exprimée en mm/h ainsi que les conditions dans lesquelles le test a été réalisé, sont récapitulées dans le tableau suivant :

**Tableau 7 : Résultats du test de perméabilité mené sur site**

| Numéro du test de perméabilité | Date     | Profondeur d'exécution | Valeur du coefficient de perméabilité | Aptitude du sol à l'infiltration |
|--------------------------------|----------|------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|
| Test n°1                       | 19/06/15 | 0,70 m                 | 8,5 mm/h                              | <b>Défavorable</b>               |

Les résultats issus du test de perméabilité témoignent de la faible perméabilité des sols présents au droit du projet.

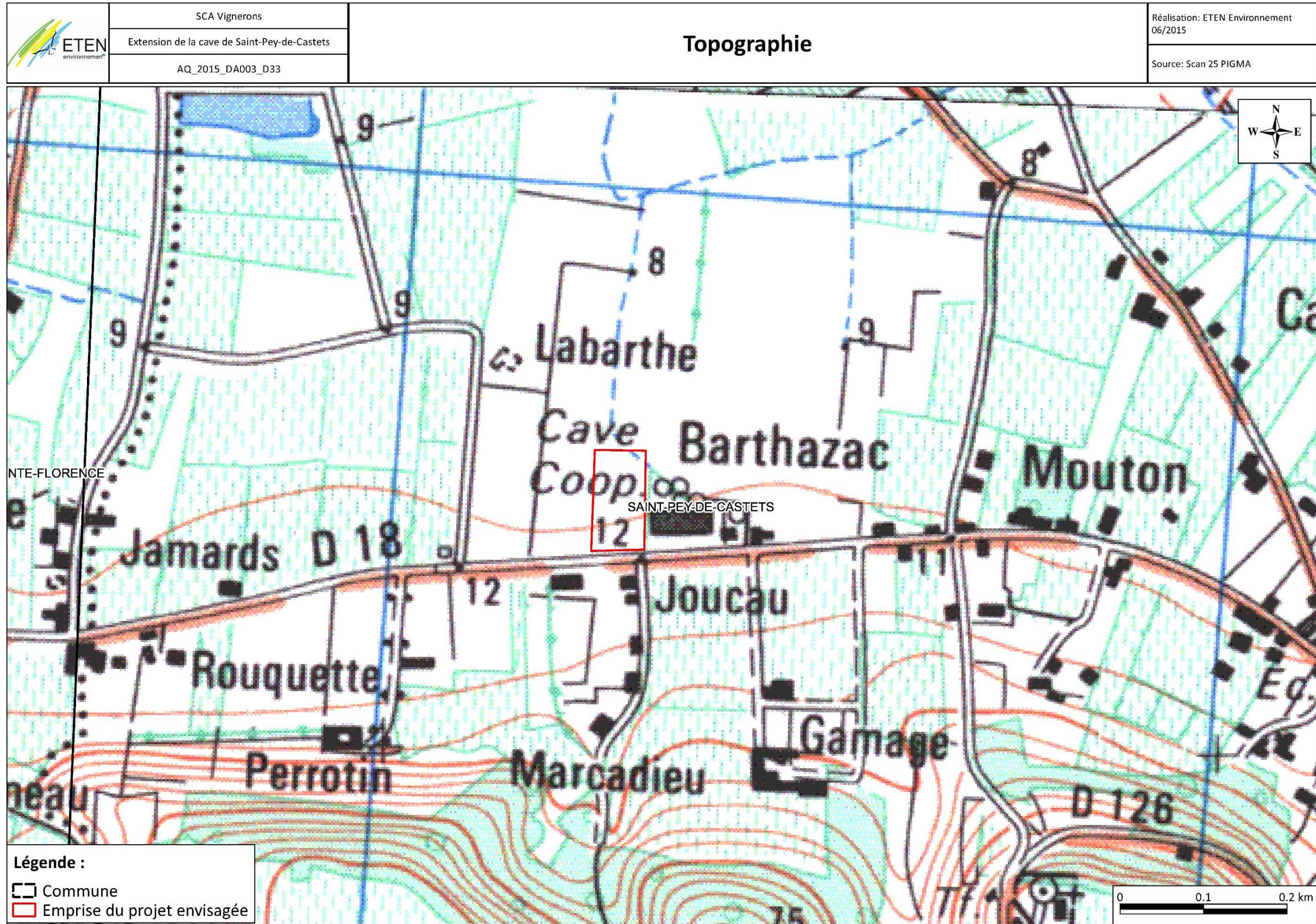
#### **Bilan :**

**Au vu de ces résultats, l'infiltration des eaux superficielles accumulées sur les surfaces imperméabilisées du projet n'est pas envisageable. Les eaux devront donc impérativement être gérées puis évacuées à débit constant vers un exutoire.**

## I. 2. Topographie

Le site d'étude présente une topographie relativement plane (pente  $\approx 1,5$  %). Les altitudes varient entre 8 mètres et 11 mètres.

La Carte 8 page suivante présente la topographie générale du site avec les points altimétriques.



Carte 8 : Topographie générale du site

### I. 3. Climatologie

(Source : Météo France)

La façade Ouest du département de la Gironde s'ouvre, sur près de 100 km, sur l'Océan Atlantique, du bassin d'Arcachon à l'embouchure de la Gironde. Ainsi, le département est sujet aux masses d'air humide venant de l'Océan Atlantique et bénéficie donc d'un climat océanique dont l'influence s'amenuise en allant vers les terres. La climatologie de la commune de Saint-Pey-de-Castets est caractérisée à partir des données fournies par la station météorologique de Bordeaux-Mérignac. Ces informations sont issues d'une période d'observation de 30 années (entre 1979 et 2009).

#### Pluviométrie et température

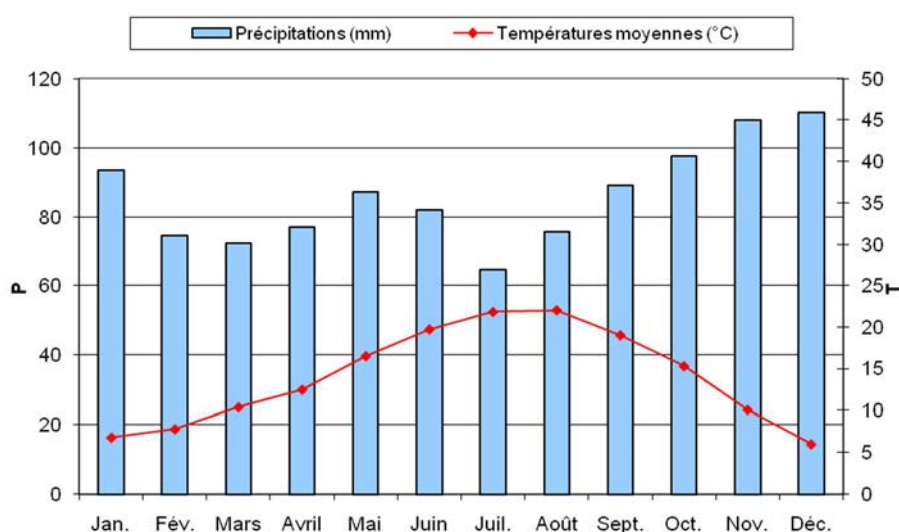
Avec 1032,4 mm de précipitations moyennes annuelles, le secteur de Bordeaux-Mérignac est donc conforme aux moyennes rencontrées sur le département.

Les précipitations sont relativement bien réparties tout au long de l'année. Juillet est le mois le plus sec tandis que les mois de novembre et de décembre enregistrent le maximum de pluie. La température moyenne des dernières années relevée à Bordeaux-Mérignac est de 14°C, avec une moyenne maximale de 22°C (en août) et une moyenne minimale de 6°C (en décembre).

Les moyennes mensuelles des températures et des précipitations sur la ville de Bordeaux-Mérignac, station la plus proche, sont présentées dans le tableau suivant.

**Tableau 8 : Moyennes mensuelles des températures et des précipitations observées sur la station météorologique de Bordeaux-Mérignac entre 1979 et 2009**

|                                   | Jan. | Fév. | Mars | Avril | Mai  | Juin | Juil. | Août | Sept. | Oct. | Nov. | Déc. |
|-----------------------------------|------|------|------|-------|------|------|-------|------|-------|------|------|------|
| <b>Précipitations (mm)</b>        | 93,6 | 74,5 | 72,5 | 77,2  | 87,2 | 82,1 | 64,8  | 75,8 | 89,2  | 97,5 | 108  | 110  |
| <b>Températures moyennes (°C)</b> | 6,8  | 7,8  | 10,4 | 12,5  | 16,5 | 19,7 | 21,8  | 22   | 19    | 15,3 | 10,1 | 6    |



**Figure 5 : Diagramme ombrothermique caractérisant la zone d'étude (station météorologique de Bordeaux-Mérignac entre 1979 et 2009)**

On peut ainsi observer une moyenne annuelle des hauteurs cumulées de précipitations relativement importante : 1032,4 mm, avec une répartition irrégulière des précipitations tout au long de l'année. Le mois de juillet apparaît comme étant le plus sec et les mois de novembre et décembre les plus pluvieux.

#### *Vents d'Ouest dominants*

La façade ouest du département de la Gironde est marquée par le caractère dominant des vents d'Ouest : plus de 25,3 % pour les directions comprises entre 240° et 300°, et par leurs intensités avec 11 % de ces vents d'Ouest dont la vitesse est supérieure à 4,5 m/s.

#### *Ensoleillement*

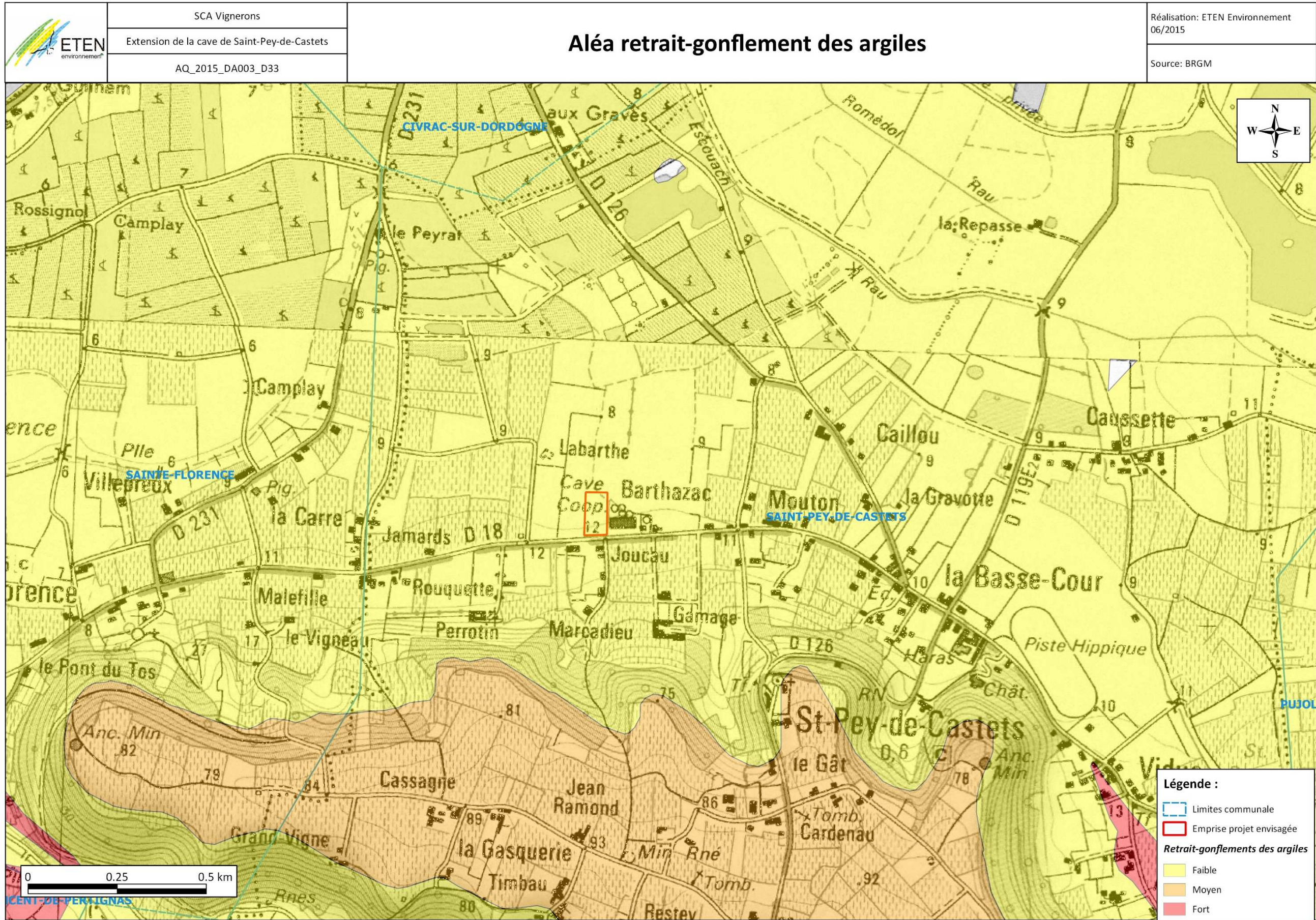
La durée moyenne annuelle de l'insolation au niveau de la station de Bordeaux-Mérignac se situe aux environs de 1 980 heures. La moyenne des extrêmes mensuels varie entre 265 heures au mois de juillet et 85 heures au mois de décembre.

## I. 4. Risques

**Tableau 9 : Evaluation des risques naturels sur le site**

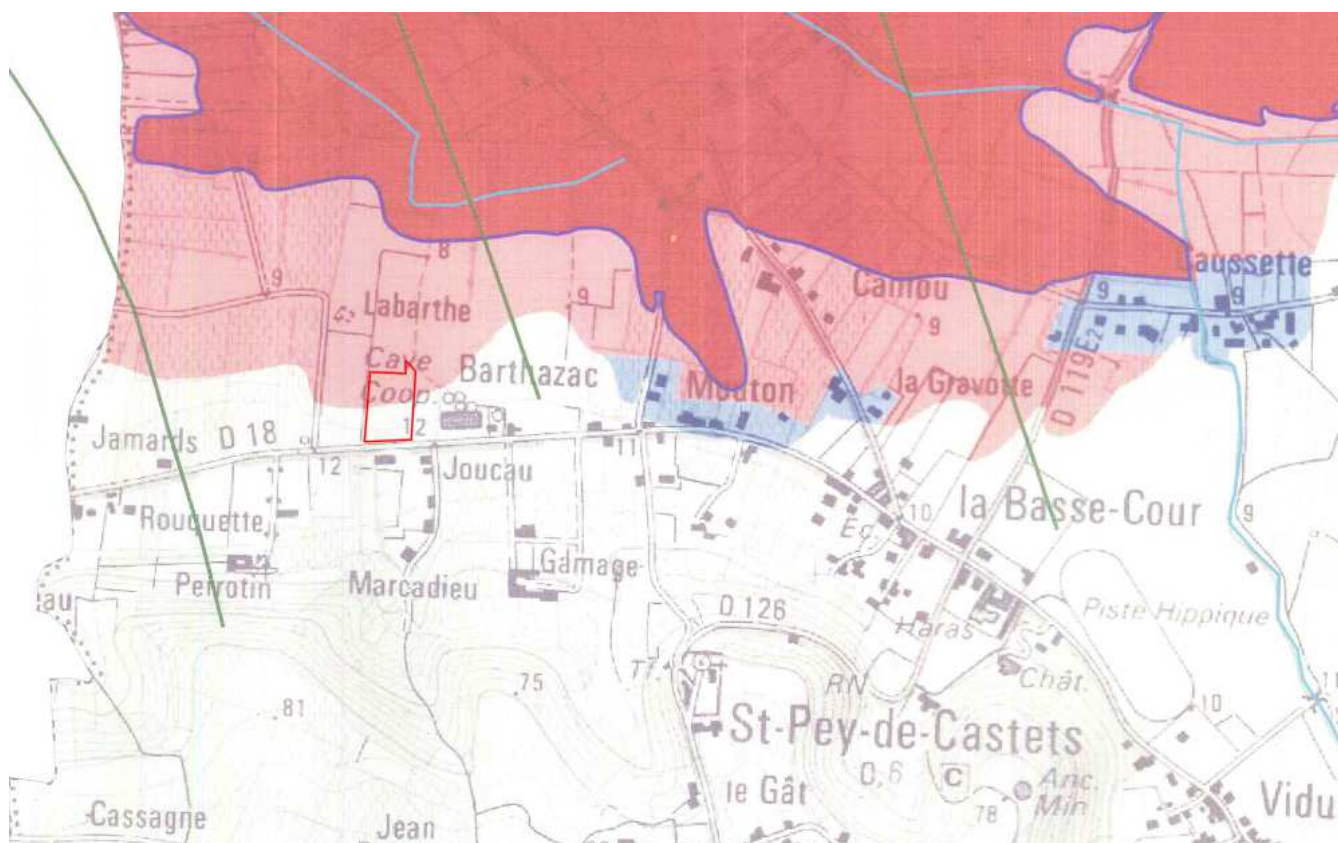
| Type de risque                            | Niveau de risque    | Evaluation du risque par rapport au projet   |
|---|---------------------|--|
| <b><i>Feu de forêt</i></b>                | Faible              | Le site se situe à 260 m d'un environnement boisé. La vigilance reste de mise par rapport aux interventions potentiellement génératrices de flammes, d'étincelles ou nécessitant l'utilisation de comburants                               |
| <b><i>Sismique</i></b>                    | Très Faible         | Les risques de rupture des cuves dus à un séisme sont faibles  |
| <b><i>R.G.A.<sup>7</sup><br/>BRGM</i></b> | Faible              | Les phénomènes entraînant des modifications de consistance du sol et des variations de volume peuvent affecter l'extension de la cave. L'aléa étant ici très faible, les risques de rupture le sont donc tout autant.                      |
| <b><i>Remontée des eaux de nappe</i></b>  | Très faible à nulle | Sensibilité très faible sur la totalité du site selon le BRGM tandis que la commune est exposée à un risque fort à élevé.  |
| <b><i>Zone inondable</i></b>              | Faible              | La commune est soumise à un PPRI. La partie Nord du site (dont une partie du futur bâtiment) se situe sur une zone rouge clair (aléa faible, cote de crue PPRI 9.20 m). La partie du bâtiment en-dessous de la cote de crue sera surélevé. |

<sup>7</sup> Risque de retrait et de gonflement des argiles



Carte 9 : Risque de retrait-gonflement des argiles





Carte 10 : Risque inondation (extrait du PPRI – source : DDTM Gironde)

## II. Caractéristiques du milieu aquatique récepteur

---

### II. 1. Les milieux récepteurs concernés

Deux types de milieux récepteurs sont concernés :

- la masse d'eau de transition « Estuaire Fluvial Dordogne » (FRFT32),
- la masse d'eau souterraine « Alluvions de la Dordogne » (FRFG024),
- la masse d'eau souterraine « Calcaire de l'Entre 2 Mers du BV de la Dordogne » (FRFG041),
- la masse d'eau souterraine « Molasses du bassin de la Dordogne » (FRFG077).

Les masses d'eaux superficielles sont présentées au paragraphe II. 2. 1. et les souterraines au paragraphe II. 3.

### II. 2. Les eaux superficielles

(Source : Agence de l'eau Adour-Garonne)

#### II. 2. 1. Description des eaux superficielles

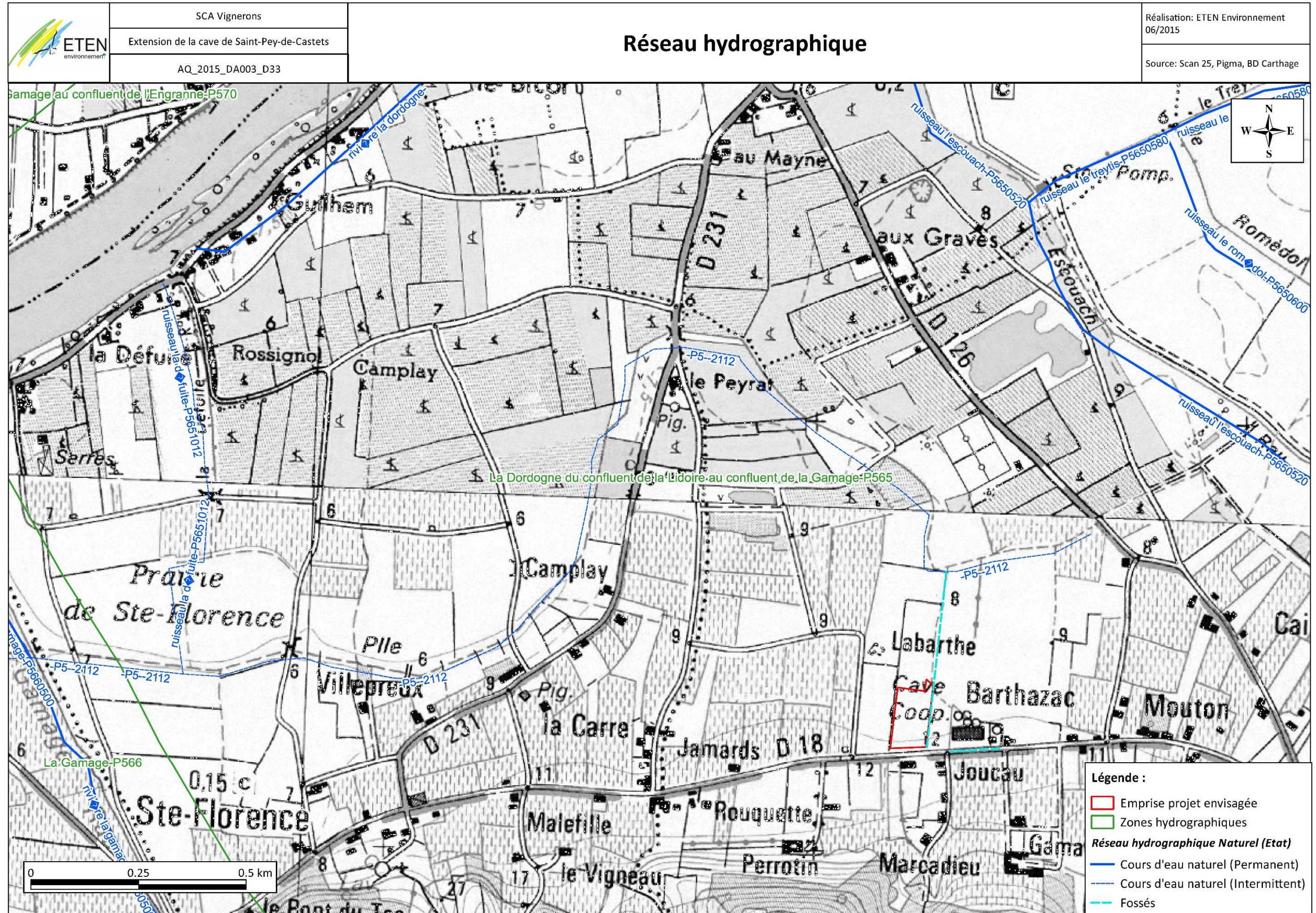
Le réseau hydrographique principal de la commune de Saint-Pey-de-Castets est constitué par :

- L'Escouach (P5650520),
- La Gamage (P5660500),
- Le Romédol (P5650560),
- Le treytis (P5650580),
- La Nazaride (P5650590),
- Le Romédol (P5650600).

Le site à l'étude est inclus dans la zone hydrographique « **La Dordogne du confluent de la Lidoire au confluent de la Gamage** » codifiée P565 et « **La Gamage** » P566.

Les eaux de pluies issues du projet seront rejetées à débit régulé dans le fossé situé le long de la parcelle à l'est, ce dernier se rejetant dans le cours d'eau codifié P5-2112, affluent du ruisseau la défuite qui lui-même rejoint à l'aval la Dordogne.

**La masse d'eau superficielle concernée par le rejet des eaux pluviales du site est « Estuaire Fluvial Dordogne » (FRFT32).**



Carte 11 : Réseau hydrographique à proximité du projet

## II. 2. 2. Qualité des eaux superficielles et pressions

La masse d'eau de transition « Estuaire Fluvial Dordogne » (FRFT32) présente un bon état 2015.

| Masse d'eau superficielle | Objectif d'état global | Etat des lieux 2010 |            | Pressions   |
|---------------------------|------------------------|---------------------|------------|---|
|                           |                        | écologique          | chimique   |   |
| FRFT32                    | Bon état 2015          | Non classé          | Non classé | Pressions polluantes moyenne.<br>Pressions sur le vivant et pressions morphologiques faibles. |

## II. 3. Les eaux souterraines

(Source : agence de l'eau Adour-Garonne)

Au niveau de l'hydrogéologie, le site d'étude est concerné par les aquifères « ENTRE DEUX MERS » (126), « DORDOGNE » (346) et « GUYENNE » (563).

- Caractéristiques de l'aquifère « ENTRE DEUX MERS » :

| UNITE   | PROF. EPAIS. |    | T                 | S      | PERM. | Qs                  | PROD.             |
|---------|--------------|----|-------------------|--------|-------|---------------------|-------------------|
|         | m            | m  | m <sup>2</sup> /s |        | m/s   | m <sup>3</sup> /h/m | m <sup>3</sup> /h |
| Minimum | 0            | 15 | 0.0003            |        |       | 1                   |                   |
| Moyen   | 20           | 40 | 0.002             | 0.0001 |       |                     | 50                |
| Maximum | 50           | 55 | 0.001             |        |       | 15                  |                   |

Superficie : 1060 km<sup>2</sup>

Utilisations :

- Agricole
- AEP
- industrielle

Nombre d'ouvrages inventoriés pour les différents usages : 545

Principales problématiques : Cet aquifère est particulièrement vulnérable du fait de son caractère karstique.

- Caractéristiques de l'aquifère « DORDOGNE » :

Cet aquifère subit des variations de nappe à proximité de la rivière liées aux marées dans les environs de Libourne. L'écoulement de la nappe s'effectue des coteaux vers la rivière.

| <i>UNITE</i>   | <i>PROF.<br/>M</i> | <i>EPAIS.<br/>M</i> | <i>T<br/>M2/S</i> | <i>S</i> | <i>PERM.<br/>M/S</i> | <i>PROD.<br/>M3/H</i> |
|----------------|--------------------|---------------------|-------------------|----------|----------------------|-----------------------|
| <i>Minimum</i> | 3                  | 3                   | 0.0001            | 0.01     | 0.00005              | 5                     |
| <i>Moyen</i>   | 5                  | 7                   | 0.005             | 0.05     | 0.002                | 10                    |
| <i>Maximum</i> | 10                 | 15                  | 0.01              | 0.1      | 0.005                | 30                    |

Superficie : 506 km<sup>2</sup>

Utilisations :

- Agricole
- Domestique
- AEP de plus en plus marginale

Nombre d'ouvrages inventoriés pour les différents usages : 671

Principales problématiques : Cet aquifère a une qualité médiocre surtout vers l'amont liée à une activité agricole intense et à une forte urbanisation. Ainsi, la plupart des captages AEP ont été abandonnés.

Caractéristique de l'aquifère « GUYENNE » :

| <i>UNITE</i>   | <i>PROF.<br/>m</i> | <i>EPAIS.<br/>m</i> | <i>T<br/>m2/s</i> | <i>S</i> | <i>PERM.<br/>m/s</i> | <i>Qs<br/>m3/h/m</i> | <i>PROD.<br/>m3/h</i> |
|----------------|--------------------|---------------------|-------------------|----------|----------------------|----------------------|-----------------------|
| <i>Minimum</i> | 0                  |                     |                   |          |                      |                      |                       |
| <i>Moyen</i>   | 30                 | 30                  |                   |          |                      |                      |                       |
| <i>Maximum</i> | 60                 |                     |                   |          |                      |                      |                       |

Superficie : 2750 km<sup>2</sup>

Utilisations :

- Agricole

Nombre d'ouvrages inventoriés pour les différents usages : 256

Principales problématiques :

Masses d'eaux souterraines :

Les masses d'eaux souterraines « Alluvions de la Dordogne » (FRFG024) et « Molasses du bassin de la Dordogne » (FRFG077) sont des masses d'eaux majoritairement libres et sont concernées par le projet. La masse d'eau souterraine « Calcaire de l'Entre 2 Mers du BV de la Dordogne » (FRFG041) est une masse d'eau libre et est concernée par le projet.

Le tableau ci-dessous caractérise la qualité de ces masses d'eaux souterraines :

**Tableau 10 : Caractérisation des masses d'eaux souterraines**

| Masse d'eau souterraine | Etat                  | Objectif d'état global | Etat        |          | Pressions  |
|-------------------------|-----------------------|------------------------|-------------|----------|--|
|                         |                       |                        | quantitatif | chimique |  |
| FRFG024                 | Majoritairement libre | Bon état pour 2027     | Bon         | Mauvais  | Fortes pressions sur les prélèvements agricoles, industriels, eau potable et sur les milieux aquatiques et écosystèmes terrestres. Pressions fortes liées à l'occupation agricole des sols (cultures, azote organique et phytosanitaire) et non agricole (assainissement autonome, phytosanitaires utilisés par les usagers non agricoles, etc). |
| FRFG077                 | Majoritairement libre | Bon état pour 2027     | Bon         | Mauvais  | Fortes pressions des milieux aquatiques et écosystèmes terrestres sur la qualité de la masse d'eau.  |
| FRFG041                 | Libre                 | Bon état pour 2027     | Bon         | Mauvais  | Fortes pressions liées à l'occupation agricole des sols (répartition des cultures, azote organique et phytosanitaires)   |

## II. 4. Périmètre de protection de captage

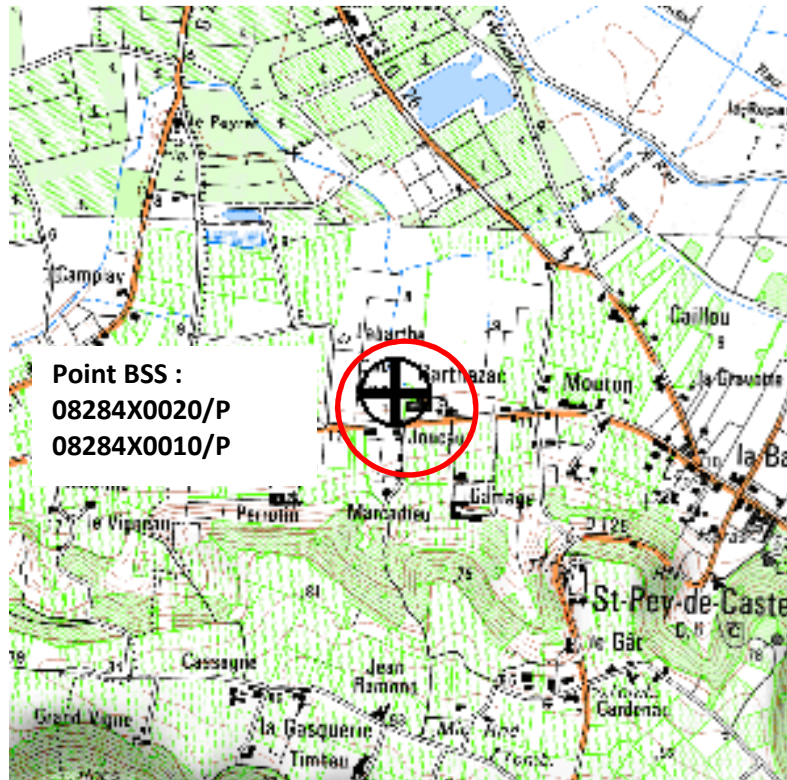
(Source : Agence de l'Eau Adour Garonne)

La commune de Saint-Pey-de-Castets compte 5 ouvrages de prélèvements d'eau (source : site de l'Agence de l'Eau Adour Garonne), destinés à l'irrigation et l'eau potable.

| Nature \ Usage          | Irrigation     |            | Eau Potable    |            | Total          |            |
|-------------------------|----------------|------------|----------------|------------|----------------|------------|
|                         | Volume         | Nb d'ouvr. | Volume         | Nb d'ouvr. | Volume         | Nb d'ouvr. |
| <b>Eau de surface</b>   | 16 000         | 1          |                |            | <b>16 000</b>  | <b>1</b>   |
| <b>Nappe captive</b>    |                |            | 293 680        | 1          | <b>293 680</b> | <b>1</b>   |
| <b>Nappe phréatique</b> | 74 604         | 2          |                |            | <b>74 604</b>  | <b>2</b>   |
| <b>Retenue</b>          | 10 410         | 1          |                |            | <b>10 410</b>  | <b>1</b>   |
| <b>Total</b>            | <b>101 014</b> | <b>4</b>   | <b>293 680</b> | <b>1</b>   | <b>394 694</b> | <b>5</b>   |

**Figure 6 : Prélèvements de l'année 2013 (Source : Agence de l'Eau Adour-Garonne)**

Il n'y a pas de forage recensé par le BRGM à proximité du site. Seulement deux puits sont localisés sur le site de la cave coopérative référencés 08284X0010/P et 08284X0020/P.



**L'emprise du projet ne se situe sur aucun périmètre de protection d'après les données de l'ARS.**

## III. Analyse du patrimoine biologique

### III. 1. Contexte réglementaire

Les sites Natura 2000 et périmètres d'inventaires environnementaux les plus proches du projet sont présentés dans les paragraphes suivants (cf. Carte 12 p.56).

#### III. 1. 1. Les sites Natura 2000

Source : INPN

La commission européenne, en accord avec les Etats membres, a fixé, le 21 mai 1992, le principe d'un réseau européen de zones naturelles d'intérêt communautaire. Ce réseau est nommé Natura 2000. L'objectif de ce réseau écologique est de favoriser le maintien de la diversité des espèces et des habitats naturels sur l'ensemble de l'espace communautaire en instaurant un ensemble cohérent de sites remarquables, appelés « sites Natura 2000 », tout en tenant compte des exigences économiques, sociales et culturelles.

Les sites Natura 2000 présents dans un rayon de 10 km autour du projet sont présentés dans le tableau ci-dessous et sur la carte page 56.

| Périmètre concerné                     | Distance au projet | Nom         | Code national | Enjeu concernant le projet |
|--|--------------------|-------------|---------------|----------------------------|
| Sites Natura 2000 – Directive Habitats | 1,8 km             | La Dordogne | FR7200660     | Connexion hydrographique   |



### III. 1. 2. Les ZNIEFF

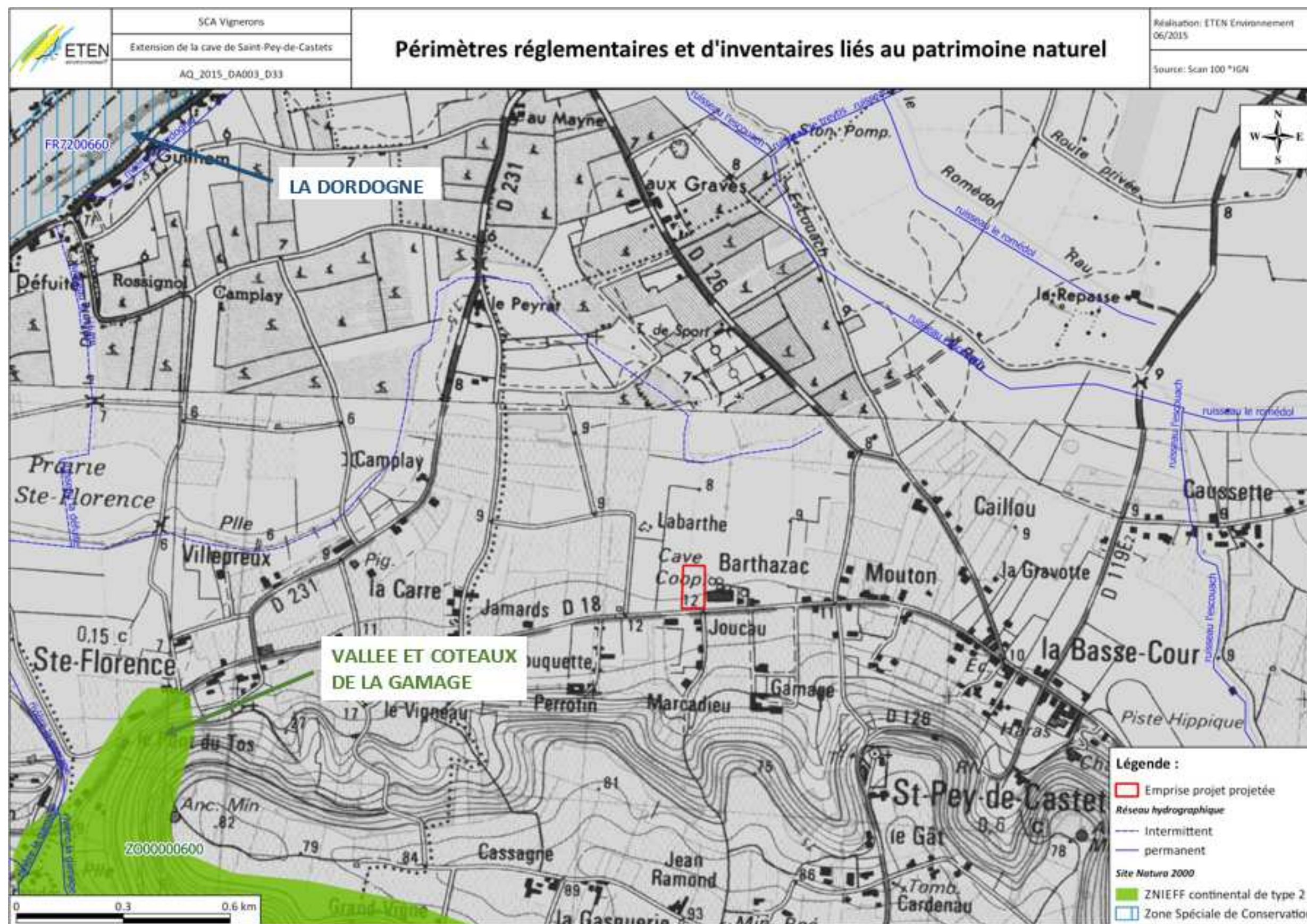
L'inventaire des zones naturelles d'intérêt écologique floristique et faunistique identifie, localise et décrit les sites d'intérêt patrimonial pour les espèces vivantes et les habitats. Il rationalise le recueil et la gestion de nombreuses données sur les milieux naturels, la faune et la flore. Etabli pour le compte du Ministère de l'environnement, il constitue l'outil principal de la connaissance scientifique du patrimoine naturel et sert de base à la définition de la politique de protection de la nature. Il n'a pas de valeur juridique directe mais permet une meilleure prise en compte de la richesse patrimoniale dans l'élaboration des projets susceptibles d'avoir un impact sur le milieu naturel.

Il s'agit de périmètres d'inventaire, dont on distingue 2 types :

- les ZNIEFF de type 1, qui correspondent à des secteurs d'une superficie généralement limitée, définies par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional ;
- les ZNIEFF de type 2, qui correspondent à de grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes. Ces zones peuvent inclure une ou plusieurs zones de type I.

**Les aménagements projetés se situent à proximité d'une ZNIEFF continentale de type 2 présentée dans le tableau ci-dessous et sur la carte p.56.**

| Périmètre concerné | Distance au projet | Nom                            | Code national | Enjeu concernant le projet |
|--------------------|--------------------|--------------------------------|---------------|----------------------------|
| ZNIEFF2            | 1,2 km             | Vallée et coteaux de la Gamage | ZO00000600    |                            |



Carte 12 : Cartographie des périmètres environnementaux à proximité du projet

## III. 2. Les zones humides

### III. 2. 1. Zones humides élémentaires

*(Source : Agence de l'Eau Adour Garonne)*

Le site d'implantation du projet n'est concerné par aucune zone humide élémentaire.

### III. 2. 2. Critère pédologique

❖ **Aire d'étude :**

L'expertise pédologique réalisée n'a pas mis en évidence une zone humide.

❖ **Emprise de l'opération :**

Les investigations de terrain (expertise pédologique) n'ont mis en évidence, **dans l'emprise du projet, aucune zone humide identifiée au sens pédologique de l'arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 2009 modifiant l'arrêté du 24 juin 2008.**

### III. 2. 3. Critère floristique

❖ **Aire d'étude :**

Aucun habitat caractéristique de zones humides n'a été recensé sur l'aire d'étude **au sens de l'arrêté du 24 juin 2008.**

### III. 2. 4. Synthèse

**Aucune zone humide n'a été mise en évidence dans l'emprise du projet.**

## Synthèse de l'état initial

Le tableau suivant synthétise les principales caractéristiques de l'aire d'étude.

**Tableau 11 : Tableau de synthèse de l'état initial du projet d'extension de la cave coopérative**

| MILIEU  |   | CARACTERISTIQUES PRINCIPALES   | ENJEUX ASSOCIES  |   |
|---|---|--|--|---|
| <b>PHYSIQUE</b>   | Géologie  | Colluvions issues des nappes alluviales  | Pas d'enjeu particulier  |   |
|   | Pédologie et perméabilité   | Perméabilité médiocre à 70 cm de profondeur<br>Pas de zone humide au sens pédologique dans l'emprise du projet | Mise en œuvre d'une filière de gestion des eaux pluviales par rétention  |   |
|   | Topographie   | Topographie relativement plane   | Terrassement de faible envergure   |   |
|   | Climatologie  | Climat océanique doux  | Pas d'enjeu particulier (prise en compte de la pluviométrie locale dans le dimensionnement des ouvrages de gestion des eaux pluviales) |   |
|   | Risques naturels et technologiques  | Sismicité très faible  |  | Pas d'enjeu particulier   |
|   |   | Aléa feu de forêt nul sur le site  |  | Pas d'enjeu particulier   |
|   |   | Aléa retrait et gonflement des argiles nul   |  | Pas d'enjeu particulier   |
|   |   | Sensibilité de la remontée des eaux de nappe faible (expertise pédologique)                                    |  | Dispositif de gestion des eaux pluviales adapté (ouvrages peu profonds) |
|   | Risque d'inondation (faible)  |  | Prise en compte de la cote de crue PPRI lors de la construction du bâtiment.   |   |
| <b>Eaux superficielles</b>                              |   |  |  |   |
| Milieu récepteur superficiel (classement réglementaire) | Masse d'eau de transition : « Estuaire Fluvial Dordogne » (FRFT32) (objectif de bon état global 2015)   |  | Rétention des eaux pluviales puis rejet à débit régulé dans le cours d'eau codifié P5-2112   |   |
| - qualité   | Etat écologique : non classé<br>Etat chimique : non classé  |  |  |   |
| - usages  | Pression moyenne vis-à-vis des polluants sur la ressource   |  |  |   |
| <b>Eaux souterraines</b>                                |   |  |  |   |
| - hydrogéologie   | Masses d'eaux souterraines : « Alluvions de la Dordogne » (FRFG024), « Calcaire de l'Entre 2 Mers du BV de la Dordogne » (FRFG041), « Molasses du bassin de la Dordogne » (FRFG077)                           |  | Pas d'infiltration prévue donc non dégradation de la masse d'eau souterraine   |   |
| - qualité   | Pour les trois masses d'eaux souterraines :<br>- Etat quantitatif : bon<br>- Etat chimique : mauvais  |  |  |   |
| - usages  | Fortes pressions sur les prélèvements agricoles, industriels, eau potable et sur les milieux aquatiques et écosystèmes terrestres.<br>Pressions fortes liées à l'occupation agricole des sols et non agricole |  |  |   |
| - périmètre de protection de captage                    | Le projet n'est pas situé au sein de périmètre de protection (rapproché et éloigné) de captage AEP  |  | Pas d'enjeu particulier car le présent dossier ne concerne pas la création de forages  |   |
| <b>Contexte réglementaire</b>                           |   |  |  |   |
|   | SAGE mis en œuvre Nappes profondes de Gironde» (SAGE05003)  |  | Ne pas dégrader la qualité des eaux  |   |

| MILIEU         |   | CARACTERISTIQUES PRINCIPALES  | ENJEUX ASSOCIES   |
|----------------|---|---|---|
|                | Zonages réglementaires et de programmation      | Zone de Répartition des Eaux  | Pas d'enjeu particulier car le présent dossier ne concerne pas la création de forages |
| <b>NATUREL</b> | Contexte réglementaire :<br>- sites Natura 2000 | Site Natura 2000 le plus proche situé à 1,8 Km à l'ouest du projet :<br><b>« La Dordogne » (FR7200660).</b> | Rejet à débit régulé dans « la Dordogne »   |
|                | Zones humides                                   | Aucune zone humide recensée.  | Pas d'enjeu particulier   |

Au regard du tableau ci-dessus, les enjeux qui seront étudiés dans la partie suivante concerneront :

- 1- Les incidences du projet sur les milieux aquatiques :
  - impact quantitatif sur les eaux superficielles et souterraines,
  - impact qualitatif sur les eaux superficielles et souterraines;
- 2- Les incidences de l'opération sur le milieu naturel :
  - impact sur le site Natura 2000 « La Dordogne» (FR7200660) ;

# **B : analyse des effets du projet sur l'environnement et proposition de mesures**

# I. Impacts et mesures sur les milieux aquatiques

## I. 1. Impact quantitatif sur le milieu aquatique

### I. 1. 1. Impact lié à l'imperméabilisation du site

Le projet en phase travaux est susceptible d'intercepter des écoulements naturels. Ceux-ci seront rétablis au fur et à mesure de l'avancement du chantier afin d'éviter d'éventuels dégâts des eaux sur la zone des travaux.

Par contre, en phase exploitation, les débits de ruissellement dus au projet vont augmenter par rapport à la situation actuelle. Afin de garder la maîtrise de ces rejets, un bassin de rétention est intégré au projet.

De plus, le fossé présent dans l'emprise du projet, à l'Est du site, sera busé sous le nouveau bâtiment de sorte à préserver son rôle hydraulique.

➔ L'impact du projet lié à l'imperméabilisation du site est donc **faible**.

## I. 2. Impact qualitatif sur le milieu aquatique

### I. 2. 1. Impacts en phase travaux

Les impacts spécifiques au chantier sont principalement liés à l'emprise temporaire de celui-ci, à la création de pistes provisoires, aux opérations de défrichements et à la présence d'engins de travaux.

Les risques de pollution des eaux superficielles et souterraines proviennent pour cette phase des risques de pollution par hydrocarbures liés à la présence d'engins de chantier.

➔ L'impact qualitatif **brut** du projet sur le milieu aquatique en phase de travaux est **modéré**.

#### MESURES DE REDUCTION :

Toutes les mesures seront prises en phase chantier afin de limiter les impacts inhérents au chantier (cf descriptif ci-dessous).

#### ☛ Descriptif détaillé des mesures :

Tous matériaux et fournitures utilisés sur le chantier seront entreposés avec soin, dans la mesure du possible à l'abri des dégradations et des intempéries, de façon à ne pas risquer de polluer la nappe phréatique et les milieux aquatiques superficiels. Le stockage des matériaux s'effectuera dans la mesure du possible hors des secteurs considérés comme zone humide.

Il conviendra également :

- à veiller à la mise en place d'aires de stockage et de retournement étanches pour les produits et pour le remplissage des machines, afin d'éviter l'écoulement de carburant ou de lubrifiants des engins. Les véhicules de chantier devront justifier d'un contrôle technique récent et leur

stationnement s'effectuera hors zone sensible (entretien dans l'enceinte d'une aire aménagée ou aux sièges des entreprises afin de limiter les risques de pollution accidentelle) ;

- à prévoir le stockage sur le site de produits absorbants afin de pallier tous risque de fuite et éviter les rejets de polluants ;
- à interdire le déversement de tout produit nocif dans le milieu récepteur (laitance de béton, hydrocarbures...).

Une sensibilisation/information du personnel et de l'encadrement à ces questions environnementales pourra permettre de réaliser un chantier « propre ».

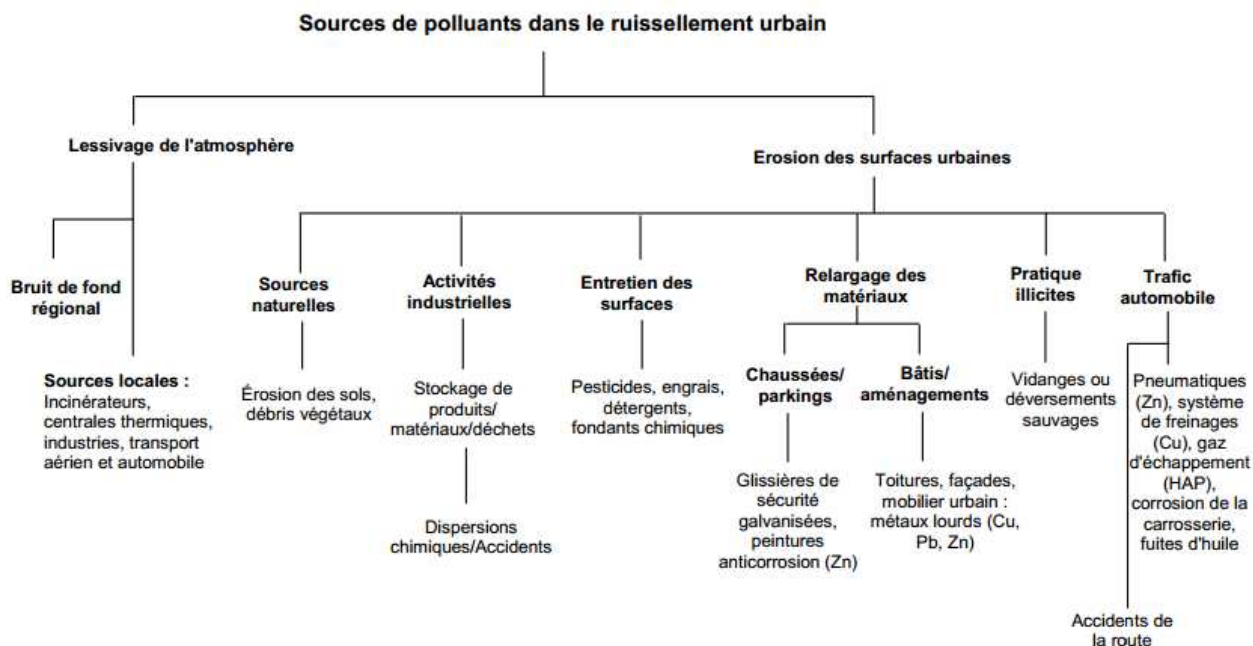
➔ **L'impact qualitatif résiduel du projet sur le milieu aquatique en phase de travaux est faible.**

## I. 2. 2. Impacts en phase exploitation

### I. 2. 2. 1. Sources de polluants dans le ruissellement urbain

La contamination des eaux de ruissellement s'opère par lessivage de l'atmosphère et des surfaces urbaines. La pollution dépend donc des secteurs à proximité desquels on se trouve et des surfaces interceptant les eaux.

Le synoptique ci-dessous présente les différentes sources de polluant dans le ruissellement urbain :



Source : Guide méthodologique « Aménagement et eaux pluviales » - Grand Lyon – Octobre 2013

### I. 2. 2. 2. Qualité des eaux pluviales rejetées :

Des campagnes de mesures réalisées sur des bassins versants expérimentaux pour le compte des services de l'Etat (ex-D.D.E., ex-DIREN...) ont permis de déterminer les caractéristiques de la pollution



des eaux pluviales. Le tableau suivant fournit des ordres de grandeur des masses moyennes produites annuellement par hectare actif à partir des données bibliographiques disponibles dans le domaine.

**Tableau 12 : Masses des matières en suspension rejetées annuellement dans les eaux de ruissellement**

| Paramètres de pollution   | Charge en kg/ha/an de surface imperméabilisée pour du ruissellement pluvial urbain séparatif<br><i>(Chocat, 1997 et J.P. Philippe, DRE Ile de France)</i> | Charge en kg/ha/an de surface imperméabilisée pour des rejets pluviaux de lotissements, parkings et ZAC<br><i>(CETE Sud-Ouest, D.D.A.F. – Octobre 2007)</i> |
|---|---|---|
| <b>Matières en suspension</b> (M.E.S.)                                | 665 à 2000  | 660   |
| <b>Demande chimique en oxygène</b> (D.C.O.)                           | 630 à 2000  | 630   |
| <b>Demande biologique en oxygène à 5 jours</b> (D.B.O. <sub>5</sub> ) | 90  | 90  |
| <b>Hydrocarbures totaux</b> (Hc totaux)                               | 4 à 35  | 15  |
| <b>Plomb</b> (Pb)   | 0,6 à 1,8   | 1   |

Les bassins expérimentaux correspondent à des zones fortement urbanisées susceptibles de véhiculer une pollution importante, ce qui nous place dans un cas où les contraintes de pollution sont élevées. En conséquence, les valeurs de référence présentées peuvent être adaptées pour le projet en cours en fonction de la pluviométrie locale.

Compte-tenu de la nature du projet, de la hauteur moyenne annuelle des précipitations de la région (1 032.4 mm pour la station de Bordeaux-Mérignac, donnée Météo-France) et des surfaces mises en jeu (7478 m<sup>2</sup> de surfaces imperméabilisées prévues dans le cadre de l'aménagement du projet), les flux moyens de micropollution sur les ouvrages d'infiltration seront :

**Tableau 13 : Evaluation des concentrations en polluants dans les rejets du projet (effets chroniques)**

| Paramètres de pollution   | Charge retenue : rejets pluviaux de lotissements, parkings et ZAC de moyenne densité (en kg/ha/an) | Charge totale arrondie du projet (en Kg/an) | Concentration moyenne brute dans le rejet (en mg/l) |
|---------------------------|--|---|---|
| <b>M.E.S.</b>             | 660  | <b>493,5</b>                                | <b>63,93</b>  |
| <b>D.C.O.</b>             | 630  | <b>471,1</b>                                | <b>61,02</b>  |
| <b>D.B.O.<sub>5</sub></b> | 90   | <b>67,3</b>                                 | <b>8,72</b>   |
| <b>Hydrocarbures</b>      | 15   | <b>11,2</b>                                 | <b>1,45</b>   |
| <b>Plomb</b>              | 1  | <b>0,7478</b>                               | <b>0,10</b>   |

Même si le bassin de rétention créé a un rôle strictement hydraulique, il permet également de diminuer les concentrations des polluants. En effet, différents retours d'expérience ont permis de démontrer les effets d'abattement sur les polluants lors de la mise en œuvre de procédés assurant une décantation de quelques heures (3 heures : rendements minimums ; > 10 heures : rendements maximums) :

**Tableau 14 : Abattement de la pollution par décantation (en kg/ha de surface imperméabilisée)**

| Paramètres         | M.E.S.    | D.C.O.    | D.B.O. <sub>5</sub> | Hc totaux | PB        |
|--------------------|-----------|-----------|---------------------|-----------|-----------|
| <b>Abattements</b> | 83 à 90 % | 70 à 90 % | 75 à 91 %           | > 88 %    | 65 à 81 % |

*(Source : Les eaux pluviales dans les projets d'aménagement. DIREN Aquitaine, CETE Sud-Ouest, D.D.A.F. – Octobre 2007)*

Avec un volume de rétention global de **435 m<sup>3</sup>** évacué vers le milieu hydraulique superficiel à raison de 5,22 l/s au total, il est possible de mettre en exergue un temps de vidange moyen d'environ 23 h. Les rendements épuratoires seront donc équivalents aux rendements maximums présentés dans le tableau précédent.

**Tableau 15 : Evaluation des concentrations en polluants après abattement (effets chroniques)**

| Paramètres de pollution | Concentration moyenne brute dans le rejet (en mg/l) | Rendements épuratoires attendus (en %) | Concentration en sortie de rejet (en mg/l) | Intervalles de concentration moyenne de l'objectif du bon état <sup>8</sup> |
|-------------------------|---|--|--|---|
| M.E.S.                  | <b>63,93</b>  | 90 %                                   | 6,39                                       | < 25 mg/l   |
| D.C.O.                  | <b>61,02</b>  | 90 %                                   | 6,10                                       | < 30 mg/l   |
| D.B.O. <sub>5</sub>     | <b>8,72</b>   | 91 %                                   | 0,78                                       | < 6 mg/l  |
| Hydrocarbures           | <b>1,45</b>   | 88 %                                   | 0,17                                       | non repris  |
| Plomb                   | <b>0,10</b>   | 81 %                                   | 0,019                                      | < 0,0052 mg/l   |

Les rejets issus du projet sont conformes à l'objectif du bon état, hormis pour le plomb, paramètre périodiquement dépassé. Bien souvent, les valeurs de référence utilisées ne prennent pas en compte le fait que les carburants utilisés pour les voitures en possèdent de moins en moins.

**➔ L'impact du projet sur la qualité des eaux est donc nul en phase d'exploitation.**

<sup>8</sup> Valeurs relatives au SEQ-Eau version 2 et à l'arrêté du 25 janvier 2010, pris en compte dans le SDAGE 2010-2015.

## II. Impacts et mesures sur le milieu naturel

---

### II. 1. Incidences sur le site Natura 2000

Le site d'implantation du projet est localisé à 1,8 km du site Natura 2000 le plus proche : « **La Dordogne** » (FR7200660).

Le ruisseau de la défuite, exutoire des eaux issues du projet, est un cours d'eau intermittent qui se jette dans la Dordogne. La relation entre le site d'étude et le site Natura 2000 est donc liée aux écoulements superficiels qui se font en direction de ce cours d'eau.

Comme expliqué au paragraphe I. 2. 2. , aucune source de pollution particulière des eaux pluviales n'est à prévoir en sortie du projet : pas de lessivage de sol, ni de ruissellement des eaux sur chaussée... Les masses polluantes issues du projet seront donc faibles.

De plus, le bassin de rétention mis en place va permettre un abattement entre 80 et 90% de la pollution par décantation.

→ L'impact du projet sur le site Natura 2000 situé en aval est nul.

### III. Synthèse des incidences du projet

Le tableau ci-dessous reprend les incidences du projet sur le milieu aquatique et le milieu naturel avant et après mise en place de mesures compensatoires.

L'évaluation se divise en 6 classes : positive, nulle, faible, moyenne, forte, très forte.

**Tableau 16 : Rappel des incidences du projet sur l'environnement et des mesures prises en faveur de l'environnement**

| MILIEU                                  | INCIDENCES  | EVALUATION avant mesures  | EVALUATION après mesures  |
|---|---|---|---|
| <b>AQUATIQUE</b>                        | <u>Impacts quantitatifs</u> : augmentation du ruissellement en raison de l'artificialisation du site liée au projet et création d'un plan d'eau | <b>Faible</b> car maîtrise quantitative des eaux intégrée au projet de référence et conformité du projet à l'arrêté du 27 août 1999 | <b>Faible</b>   |
|   | <u>Impacts qualitatifs en phase travaux</u>   | <b>Modérée</b> car risque de pollution accidentelle   | <b>Faible</b> car des mesures sont prises pour un chantier « propre » |
|   | <u>Impacts qualitatif en phase exploitation</u>   | <b>Nulle</b> car maîtrise qualitative des eaux intégrée au projet de référence  | <b>Nulle</b>  |
| <b>INCIDENCES SUR LE MILIEU NATUREL</b> | <u>Incidence sur le site Natura 2000</u>  | <b>Nulle</b> car maîtrise quantitative et qualitative des eaux intégrée au projet de référence                                      | <b>Nulle</b>  |

## Pièce 5 : moyens de surveillance et d'entretien

L'exploitation et l'entretien de l'ensemble des ouvrages seront effectués le plus régulièrement possible pour prévenir entre autre tout dysfonctionnement hydraulique. Cette surveillance sera mise en place par le maître d'ouvrage.

### **1- Politique générale de l'entretien**

L'observation du fonctionnement des ouvrages par temps de pluie permettra de définir une politique de gestion adaptée au mieux au site.

### **2- L'entretien préventif**

Il permettra de maintenir le fonctionnement hydraulique en réduisant les phénomènes de colmatage.

L'ouvrage de décantation et de stockage restera facilement accessible pour un entretien régulier. L'entretien préventif sera effectué avec une fréquence assidue et importante (au moins 2 fois/an). Il permettra de maintenir le fonctionnement hydraulique général.

Les principales actions sont reprises ci-après :

- faucher le couvert végétal de manière régulière et en fonction des saisons,
- ramasser les éventuels déchets flottants,
- nettoyage des regards, des paniers, des décanteurs,...
- acheminement des déchets en centre de traitement adapté.

Il sera nécessaire pour l'entretien de la végétation d'utiliser des techniques alternatives aux produits phytosanitaires.

### **3- L'entretien curatif**

L'entretien curatif sera réalisé lorsque le fonctionnement hydraulique du site ne sera plus assuré ou sera défaillant (apparition de débordements pour des crues inférieures à un débit décennal, embâcles graves, débordement anormal du bassin de rétention,...).

Il sera veillé au décolmatage fréquent de l'ouvrage de limitation ou de régulation de débit.

### **4- La pollution accidentelle**

Au regard de la nature du projet, des pollutions accidentelles sont susceptibles de se produire. Aussi, en cas de déversements issus de citernes, de cuves..., il sera procédé à la fermeture de la vanne martelière qui permet de réguler le débit de fuite du bassin. Les pollutions accidentelles y seront donc confinées.

Les impacts en phase chantier ne sont pas négligeables. Aussi, il sera procédé au même type d'interventions en cas d'accidents.

Après pompage des liquides pollués pour évacuation adaptée, il est souvent nécessaire de changer les différents matériaux qui composent les filières (géotextiles, graviers, couche de terre végétale,...). Dans tous les cas, il sera nécessaire de nettoyer l'ensemble du réseau affecté par cette pollution.

**Pièce 6 : Compatibilité du projet avec le  
SDAGE Adour-Garonne, le SAGE  
«Nappes profondes de Gironde» et les  
zonages règlementaires**

# I. Le SDAGE Adour-Garonne et le SAGE « Nappes profondes de Gironde »

## Remarque importante :

Il est dans un premier temps vérifié la compatibilité du projet avec le SAGE Nappes profondes de Gironde». Or, le SAGE « Nappes profondes de Gironde » est obligatoirement compatible avec le SDAGE « Adour Garonne ». Par conséquent, si l'opération est compatible avec le SAGE, elle le sera automatiquement avec le SDAGE.

## I. 1. Présentation du SDAGE Adour Garonne

Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne pour les années 2010 à 2015 a été adopté le 16 novembre 2009, et est entré en vigueur depuis le 22 décembre 2009. Il remplace le SDAGE de 1996 en y introduisant de nouveaux objectifs.

Il fixe les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau sur le bassin Adour-Garonne et intègre les **obligations définies par la directive cadre européenne sur l'eau (D.C.E. n°2000/60/CE) ainsi que les orientations du Grenelle de l'environnement** pour atteindre un bon état des masses d'eaux d'ici 2015. Il définit 3 axes prioritaires :

- réduire les **pollutions diffuses**,
- restaurer le **fonctionnement de tous les milieux aquatiques**,
- maintenir des **débits suffisants** dans les cours d'eau en période d'étiage en prenant en compte le changement climatique (gestion rationnelle des ressources en eau).

D'autre part, les objectifs de gestion sont désormais pris en compte à deux échelles : au niveau du bassin Adour-Garonne avec les enjeux globaux du bon état (D.C.E. 2015) et au niveau de l'unité hydrographique de référence (U.H.R.), déclinant des objectifs locaux fonctions des conditions particulières liées à une entité hydrographique homogène.

Le projet est concerné par l'UHR « Dordogne Atlantique ».

## I. 2. Présentation du SAGE « Nappes profondes de Gironde »

Le SAGE « Nappes profondes de Gironde » a été révisé et adopté par Arrêté préfectoral le 18 juin 2013. Il est compatible avec le SDAGE Adour-Garonne 2010-2015 et vient en préciser l'esprit en proposant des mesures adaptées au contexte particulier des systèmes aquifères profonds girondins. Le SAGE couvre le département de la Gironde (10 500 km<sup>2</sup>).

Cinq aquifères sont concernés :

- Miocène,
- Oligocène,
- Éocène (localement subdivisé en Éocène supérieur et Éocène inférieur à moyen),
- Campano-Maastrichtien (Crétacé),
- Cénomano-Turonien (Crétacé).



L'enjeu principal du SAGE concerne la consolidation et la pérennisation des ressources en eaux souterraines profondes du Miocène, de l'Oligocène, de l'Eocène et du Crétacé. 97% de l'alimentation en eau potable du département s'effectue via les nappes souterraines.

### I. 3. Compatibilité du projet avec le SDAGE

Les efforts engagés dans le cadre du projet répondent directement aux mesures du SDAGE 2010-2015, qui fixe 6 grandes orientations :

- Orientation A - Créer les conditions favorables à une bonne gouvernance ;
- Orientation B - Réduire l'impact des activités sur les milieux aquatiques ;
- Orientation C - Gérer durablement les eaux souterraines, préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides ;
- Orientation D - Assurer une eau de qualité pour les activités et usages respectueux des milieux aquatiques ;
- Orientation E - Maîtriser la gestion quantitative de l'eau dans la perspective du changement climatique ;
- Orientation F - Privilégier une approche territoriale et placer l'eau au cœur de l'aménagement du territoire.

Dans le détail, le projet répond aux mesures suivantes du SDAGE :

**Tableau 17 : Compatibilité du projet avec le SDAGE Adour-Garonne**

| Mesures du SDAGE   | Actions entreprises au niveau du projet  |
|--|--|
| <b>Orientation A :</b><br><b>Créer les conditions favorables à une bonne gouvernance</b>   |  |
| <b>Mesure A3 (optimisation des moyens et des acteurs) :</b><br><b>Mettre les politiques de gestion locale au service des objectifs du SDAGE</b>        | Les aménagements nécessaires à la protection des populations contre le risque d'inondation seront mise en œuvre par le biais d'un bassin de rétention. |
| <b>Orientation B :</b><br><b>Réduire l'impact des activités sur les milieux aquatiques</b>   |  |
| <b>Mesure B4 :</b><br><b>Limiter les risques de pollutions par temps de pluie</b>  | La charge polluante par temps de pluie sera retenue dans le bassin de stockage où un abattement sera réalisé avant rejet dans le milieu naturel.       |
| <b>Mesure B6 :</b><br><b>Développer l'assainissement non collectif en priorité</b>   | Avec la création du nouveau bâtiment de stockage est prévue la mise en place d'un assainissement non collectif (fosse septique + réseau d'épandage).   |
| <b>Orientation C :</b><br><b>Gérer durablement les eaux souterraines, préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides</b> |  |
| <b>Mesure C25 :</b><br><b>Gérer les déchets flottants</b>  | Les moyens d'entretiens préconisés prennent en compte le ramassage d'éventuels déchets au niveau du bassin de rétention.                               |
| <b>Orientation E :</b><br><b>Maîtriser la gestion quantitative de l'eau dans la perspective du changement climatique</b>                               |  |

| Mesures du SDAGE  | Actions entreprises au niveau du projet   |
|---|---|
| <b>Mesure E32</b> (réduction de la vulnérabilité et des aléas) :<br><b>Adapter les programmes d'aménagement</b> | La mise en œuvre de la filière de gestion des eaux pluviales par rétention puis débit régulé permet une maîtrise de l'écoulement. SCA vigneron se doit de veiller à conserver les capacités d'évacuation des émissaires naturels. |
| <b>Mesure E33</b> :<br><b>Assurer une gestion organisée et pérenne</b>  | Le projet exerce pleinement ses compétences par le biais des travaux prévus.  |

## I. 4. Compatibilité du projet avec le SAGE « Nappes profondes de Gironde »

Le SAGE «Nappes profondes de Gironde » fixe 4 objectifs prioritaires de gestion :

- une **approche globale en bilan** ;
- une **approche locale en pression** ;
- l'**état quantitatif des unités de gestion**<sup>9</sup> ;
- l'**état qualitatif des unités de gestion**.

Ces quatre objectifs doivent permettre d'une part l'atteinte des objectifs du « bon état » des masses d'eau souterraines et d'autre part le maintien de ce « bon état » une fois celui-ci recouvré, le tout dans des conditions socio-économiques acceptables. Le « bon état » comprend les volets quantitatifs comme qualitatifs.

Dans le détail, le projet répond aux mesures suivantes du SAGE :

| Dispositions du SAGE   | Actions entreprises au niveau du projet  |
|--|--|
| <b>Disposition 63</b> (conditions d'accès aux nappes du SAGE) :<br><b>Contenu des dossiers de déclaration ou de demande d'autorisation</b> | Dans le cas présent, il n'est prévu aucune opération de sondage, de forage, de création de puits ou d'ouvrages souterrains. Le projet n'ayant pas vocation à interférer avec l'une des 3 nappes concernées, il apparaît donc compatible. |
| <b>Disposition 79</b> (accompagnement économique) :<br><b>Eco-conditions pour l'attribution d'aides publiques</b>                          | Les subventions publiques dont pourra bénéficier SCA Vignerons pour ces travaux sont théoriquement conditionnées par la compatibilité du projet avec le SAGE.  |
| <b>Disposition 80</b> (accompagnement économique) :<br><b>Co-conditions relatives à la conformité avec le règlement du sage</b>            | Les subventions publiques dont pourra bénéficier SCA Vignerons pour ces travaux sont théoriquement conditionnées par la compatibilité du projet avec le SAGE.  |

Le règlement du SAGE spécifie en outre les règles suivantes :

- article 1 : hiérarchie des usages et répartition des volumes prélevables entre catégories d'utilisateurs – principe d'interdiction des nouveaux prélèvements dans les zones déficitaires ;
- article 2 : IOTA soumis à déclaration ou à autorisation – caractérisation des incidences directes et indirectes, temporaires et permanentes, des projets sur la ressource en eau des nappes du SAGE nappes profondes ;
- article 3 : I.C.P.E. soumise à autorisation – appréciation des incidences des projets sur la ressource en eau ;

<sup>9</sup> Les unités de gestion sectorisent le département en entités géographiques pertinentes.

- article 4 : IOTA ou I.C.P.E. soumises à déclaration – prescriptions particulières ;
- article 5 : IOTA soumis à autorisation ou I.C.P.E. soumise à enregistrement ou autorisation – prescriptions particulières ;
- article 6 : autorisations de prélèvement des services de l'eau potable alimentés par des ressources de substitution et prescriptions particulières ;
- article 7 : IOTA et I.C.P.E. : compatibilité au P.A.G.D. et conformité au règlement ;
- article 8 : zones soumises à contraintes environnementales : zones à risques (ZAR), zones à enjeux aval (ZAEA) et zones de protection qualitative de la ressource.

Aucune zone humide prioritaire n'est recensée sur l'emprise du projet, ni à proximité. L'opération est donc conforme aux règles précitées.

**Bilan :**

**Compte-tenu des éléments présentés, le projet est compatible avec le SAGE « Nappes profondes de Gironde » et également avec le SDAGE Adour-Garonne 2010/2015.**

## II. Autres zonages réglementaires et de programmation

(Source : Agence de l'eau Adour-Garonne)

En complément du SDAGE « Adour Garonne » et du SAGE « Nappes profondes de Gironde », le milieu récepteur étudié fait partie de plusieurs zonages réglementaires et de programmation qui visent à restaurer les milieux aquatiques en vue du bon état 2015 issu de la directive cadre sur l'eau (D.C.E.). Ces zonages sont recensés dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 18 : Recensement des zonages réglementaires et de programmation**

| Zonages réglementaires et de programmation |  |   | Enjeux   |
|--|--|---|--|
| Périmètre de gestion intégrée              | Contrats de rivière                                    | Secteur d'étude concerné par le PGE Dordogne Vézère         | Pas d'enjeu particulier  |
|  | PGE<br>(Plans de Gestion des Etiages)                  |   |  |
| Zonages réglementaires                     | AAC<br>(Aires d'Alimentation de Captages prioritaires) | Secteur d'étude non concerné                                | Pas d'enjeu particulier  |
|  | ZRE<br>(Zones de Répartition des Eaux)                 | Secteur concerné  |  |
|  | SPC<br>(Prévisions des Crues)                          | Secteur d'étude concerné par le contour des SPC « Gironde » | Secteur d'étude non situé en zone inondable →<br>Pas d'enjeu particulier |
|  | Zones vulnérables                                      | Secteur d'étude non concerné                                | Pas d'enjeu particulier  |
|  | Zones sensibles  | Secteur d'étude non concerné                                | Pas d'enjeu particulier  |

**Au regard du tableau ci-dessus, le projet est conforme à l'ensemble des zonages réglementaires et de programmation.**

# Sources documentaires utilisées

## **Bibliographie**

ANCTIL F., ROUSSELLE J., LAUZON N. Hydrologie, cheminement de l'eau. Ecole Polytechnique de Montréal. Presses internationales Polytechnique, 2005. 317 pages.

AZZOUT Y., BARRAUD S., CRES F.N., ALFAKIH E. Techniques alternatives en assainissement pluvial – Choix, conception, réalisation et entretien. INSA Lyon, Graie, CERTU. Edition Lavoisier, 1994. 372 pages.

CERTU. L'assainissement pluvial intégré dans l'aménagement. Editions du Certu. 2008. 195 pages.

CHÄIB J. Les eaux pluviales, gestion intégrée. Editions Sang de la Terre et Foncier Conseil. 1997. 173 pages.

CHOCAT B. Encyclopédie de l'hydrologie urbaine et de l'assainissement. 1997.

CIRCULAIRE INTERMINISTERIELLE N°77-284 DU MINISTERE DE L'INTERIEUR. Instruction technique relative aux réseaux d'assainissement des agglomérations (Texte, Application des nouvelles directives, Annexes).

COMITE DE BASSIN ADOUR-GARONNE. SDAGE 2010-2015 du bassin Adour-Garonne. Novembre 2009. 424 pages et annexes.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU GRAND TOULOUSE – SERVICE ASSAINISSEMENT. Guide de gestion des eaux de pluie et de ruissellement. Version de janvier 2006. 66 pages.

DDE – DIREN – CETE Sud-Ouest. Les eaux pluviales dans les projets d'aménagement – Constitution des dossiers d'autorisation et de déclaration au titre de la loi sur l'Eau. Octobre 2007.

DIRECTIVE CADRE SUR L'EAU 2000/60/CE du 23 octobre 2000. Journal Officiel des Commissions Européennes.

METEO FRANCE. Données météorologiques de la station de Mont-de-Marsan

PRÉFECTURE DES LANDES. Dossier Départemental des Risques Majeurs. 2011.

## **Sites web**

Agence de l'eau Adour-Garonne

<http://www.eau-adour-garonne.fr/> (données relatives au SDAGE 2010-2015)

B.R.G.M.

<http://infoterre.brgm.fr/> (données géologiques)

<http://www.adeseaufrance.fr/> (données sur les eaux souterraines)

<http://basias.brgm.fr/> (données sur les anciens sites industriels)

<http://www.inondationsnappes.fr/donnees.asp?DPT=64> (données sur les remontées de nappes)

Cadastre

<http://www.cadastre.gouv.fr/>

Cartorisque

[http://cartorisque.prim.net./dpt/64/64\\_ip.html](http://cartorisque.prim.net./dpt/64/64_ip.html)

DREAL Aquitaine

<http://www.aquitaine.ecologie.gouv.fr/> (données sur les milieux naturels)

<http://www.industrie.gouv.fr> (installations classées)

Institut national de l'information géographique et forestière (I.G.N.)

<http://www.geoportail.fr/>

LégiFrance

<http://www.legifrance.gouv.fr/>

Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable

<http://www.environnement.gouv.fr/>

<http://installationsclassees.ecologie.gouv.fr/> (installations classées)

<http://basol.ecologie.gouv.fr/> (base de données sur les sites et sols pollués)

Réseau Natura 2000 et autres périmètres règlementaires

<http://natura2000.environnement.gouv.fr>

<http://inpn.mnhn.fr>

# Annexe 1 : Note de calcul des volumes de rétention (méthode des pluies)

|                   |             |                 |                          |   |       |
|-------------------|-------------|-----------------|--------------------------|---|-------|
| <b>T = 10 ans</b> |             |                 | <b>V max (m3)= 434,3</b> |   |       |
| S (ha)=           | 1,74        | qs( mm/h)= 1,82 |                          |   |       |
| C =               | 0,59        |                 |                          |   |       |
| Qs (m3/s)=        | 0,005       |                 |                          |   |       |
| Coeff.<br>Montana | tc<0,25h    | a               | 477,00                   | b | 0,692 |
|                   | 0,25h<tc<6h | a               | 388,00                   | b | 0,689 |
|                   | 6h<tc<24    | a               | 706,00                   | b | 0,746 |

| t (min) | t (heures) | i (mm/h) | Qe (m3/s) | Hs (mm) | Ve (m3) | Vs(m3) | V=Ve-Vs |
|---------|------------|----------|-----------|---------|---------|--------|---------|
| 6       | 0,10       | 138,0504 | 0,40      | 0,18    | 142,86  | 1,87   | 141,0   |
| 10      | 0,17       | 96,94343 | 0,28      | 0,30    | 167,20  | 3,12   | 164,1   |
| 12      | 0,20       | 85,45254 | 0,25      | 0,36    | 176,85  | 3,74   | 173,1   |
| 15      | 0,25       | 60,04887 | 0,17      | 0,46    | 155,35  | 4,68   | 150,7   |
| 20      | 0,33       | 49,25179 | 0,14      | 0,61    | 169,89  | 6,24   | 163,6   |
| 30      | 0,50       | 37,24733 | 0,11      | 0,91    | 192,72  | 9,36   | 183,4   |
| 40      | 0,67       | 30,55008 | 0,09      | 1,22    | 210,76  | 12,48  | 198,3   |
| 50      | 0,83       | 26,19639 | 0,08      | 1,52    | 225,90  | 15,60  | 210,3   |
| 60      | 1,00       | 23,10391 | 0,07      | 1,82    | 239,08  | 18,72  | 220,4   |
| 120     | 2,00       | 14,33098 | 0,04      | 3,65    | 296,60  | 37,44  | 259,2   |
| 180     | 3,00       | 10,838   | 0,03      | 5,47    | 336,46  | 56,16  | 280,3   |
| 240     | 4,00       | 8,889272 | 0,03      | 7,29    | 367,95  | 74,88  | 293,1   |
| 300     | 5,00       | 7,62246  | 0,02      | 9,12    | 394,39  | 93,60  | 300,8   |
| 400     | 6,67       | 8,084775 | 0,02      | 12,16   | 557,75  | 124,80 | 432,9   |
| 500     | 8,33       | 6,844994 | 0,02      | 15,20   | 590,27  | 156,00 | 434,3   |
| 600     | 10,00      | 5,974532 | 0,02      | 18,23   | 618,25  | 187,20 | 431,1   |
| 700     | 11,67      | 5,325514 | 0,02      | 21,27   | 642,94  | 218,40 | 424,5   |
| 800     | 13,33      | 4,820583 | 0,01      | 24,31   | 665,12  | 249,60 | 415,5   |
| 900     | 15,00      | 4,415092 | 0,01      | 27,35   | 685,32  | 280,80 | 404,5   |
| 1000    | 16,67      | 4,081358 | 0,01      | 30,39   | 703,91  | 312,00 | 391,9   |
| 1100    | 18,33      | 3,801244 | 0,01      | 33,43   | 721,16  | 343,20 | 378,0   |
| 1200    | 20,00      | 3,562341 | 0,01      | 36,47   | 737,27  | 374,40 | 362,9   |
| 1300    | 21,67      | 3,355853 | 0,01      | 39,51   | 752,41  | 405,60 | 346,8   |
| 1400    | 23,33      | 3,175362 | 0,01      | 42,55   | 766,71  | 436,80 | 329,9   |
| 1500    | 25,00      | 3,016064 | 0,01      | 45,59   | 780,27  | 468,00 | 312,3   |
| 1600    | 26,67      | 2,874294 | 0,01      | 48,63   | 793,16  | 499,20 | 294,0   |
| 1700    | 28,33      | 2,747197 | 0,01      | 51,67   | 805,47  | 530,40 | 275,1   |
| 1800    | 30,00      | 2,632518 | 0,01      | 54,70   | 817,25  | 561,60 | 255,6   |
| 1900    | 31,67      | 2,528451 | 0,01      | 57,74   | 828,55  | 592,80 | 235,7   |
| 2000    | 33,33      | 2,433528 | 0,01      | 60,78   | 839,42  | 624,00 | 215,4   |
| 2100    | 35,00      | 2,346546 | 0,01      | 63,82   | 849,88  | 655,20 | 194,7   |
| 2200    | 36,67      | 2,266509 | 0,01      | 66,86   | 859,98  | 686,40 | 173,6   |
| 2300    | 38,33      | 2,192581 | 0,01      | 69,90   | 869,75  | 717,60 | 152,1   |
| 2400    | 40,00      | 2,124062 | 0,01      | 72,94   | 879,20  | 748,80 | 130,4   |
| 2500    | 41,67      | 2,060352 | 0,01      | 75,98   | 888,37  | 780,00 | 108,4   |
| 2600    | 43,33      | 2,000942 | 0,01      | 79,02   | 897,26  | 811,20 | 86,1    |

|      |       |          |      |       |        |        |       |
|------|-------|----------|------|-------|--------|--------|-------|
| 2700 | 45,00 | 1,945393 | 0,01 | 82,06 | 905,90 | 842,40 | 63,5  |
| 2800 | 46,67 | 1,893323 | 0,01 | 85,10 | 914,31 | 873,60 | 40,7  |
| 2900 | 48,33 | 1,844403 | 0,01 | 88,14 | 922,50 | 904,80 | 17,7  |
| 3000 | 50,00 | 1,798342 | 0,01 | 91,17 | 930,47 | 936,00 | -5,5  |
| 3100 | 51,67 | 1,754886 | 0,01 | 94,21 | 938,26 | 967,20 | -28,9 |

C = coefficient de ruissellement

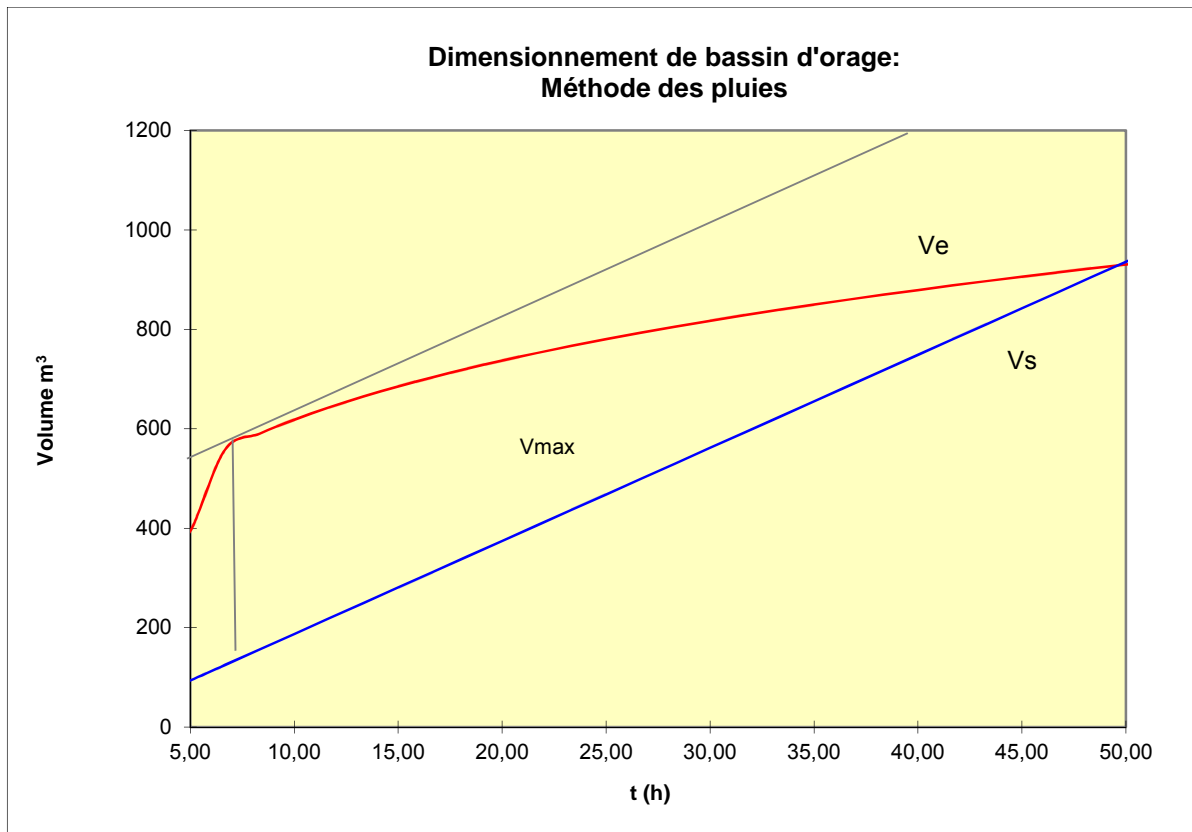
Qs et qs = débit de fuite

i = intensité de la pluie selon formules TGV

Qe = débit d'entrée spécifique selon formule rationnelle  $Q=C.i.S$

Ve = volume d'eau entrée =  $q_e \cdot t$

Vs = volume d'eau sortie =  $Q_s \cdot t$





## Annexe 2 : Avertissements

### REMARQUES IMPORTANTES – LIMITES DE LA PRESTATION

#### Observations sur l'utilisation du rapport

*Ce rapport, ainsi que les cartes, documents, et toutes autres pièces annexées, constituent un ensemble indissociable; en conséquence, l'utilisation qui pourrait être faite d'une communication ou reproduction partielle de ce rapport et annexes ainsi que toute interprétation au-delà des indications et préconisations d'ETEN ENVIRONNEMENT ne saurait engager la responsabilité de celle-ci. Il en est de même pour une éventuelle utilisation à d'autres fins que celles définies pour la présente prestation.*

*La prestation a été réalisée à partir d'informations extérieures non garanties par la société ETEN ENVIRONNEMENT; sa responsabilité ne saurait être engagée en la matière.*

*Les informations ponctuelles fournies par les sondages réalisés ne peuvent être extrapolées à l'état général des terrains du site, car il ne peut être exclu, entre deux sondages, l'existence d'une anomalie qui aurait échappé aux mailles de l'investigation.*

*Il est rappelé que les résultats de la reconnaissance s'appuient sur un échantillonnage et que ce dispositif ne permet pas de lever la totalité des aléas liés à l'hétérogénéité du milieu naturel ou artificiel étudié.*

*Des éléments nouveaux détectés lors de l'exécution des travaux et n'ayant pu être détectés lors de l'intervention (hétérogénéité localisée, venues d'eau, etc...) rendront caduques tout ou partie du rapport.*

*La société ETEN ENVIRONNEMENT ne saurait être tenue responsable de toutes modifications apportées au projet sans son accord, donné par écrit, sur les dites modifications.*

L'étude pédologique réalisée ne constitue pas une expertise géotechnique.

Aussi, ne seront pas abordés dans le présent rapport les hypothèses géotechniques à prendre en compte pour le choix et le dimensionnement des fondations des ouvrages, ni les principes généraux de construction des ouvrages (terrassements, soutènements, fondations, prise en compte des sous-pressions dues à la nappe, évaluation des tassements, résistance des matériaux...), etc.



Cabinet d'ingénieurs conseils en environnement

aménagement

assainissement



### **Le partenaire de vos projets**

#### **AGENCE Midi-Pyrénées**

**60, Rue des Fossés  
82800 NEGREPELISSE**

**☎ 05.63.02.10.47 - ☎ 05.63.67.71.56**

**✉ [environnement@eten-midi-pyrenees.com](mailto:environnement@eten-midi-pyrenees.com)**

**SIRET n° 448.037.705.00051**

#### **AGENCE Aquitaine**

**49, Rue Camille Claudel  
40 990 - ST PAUL LES DAX**

**☎ 05.58.74.84.10 - ☎ 05.58.74.84.03**

**✉ [environnement@eten-aquitaine.com](mailto:environnement@eten-aquitaine.com)**

**SIRET n° 448.037.705.00044**

#### **Antenne Languedoc-Roussillon**

**L'Espace l'Entreprise  
Le Millénaire-Parc Mermoz  
199, rue Hélène Boucher  
34 170 CASTELNAU LE LEZ**

**☎ 04-99-13-69-47**

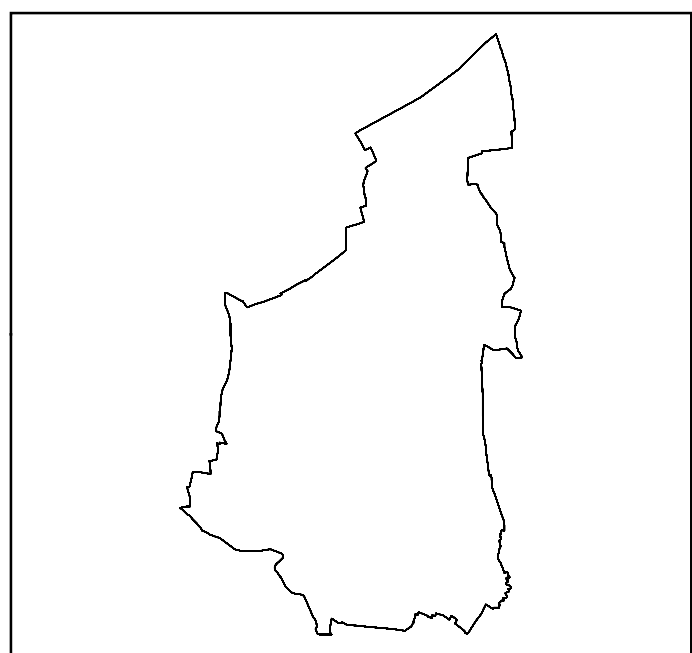
**✉ [environnement@eten-languedoc.com](mailto:environnement@eten-languedoc.com)**

# ANNEXE n°11

Carte et règlement du PLU de Saint Pey de Castets

# PLAN LOCAL D'URBANISME

## 4.0 Zonage



### Plan Local d'Urbanisme

|  |  |  |
|--|--|--|
| Approuvé le :  | Modification simplifiée prescrite le : | Modification simplifiée approuvée le : |
| 18/02/2014   | 26/05/2016                             | 01/10/2015                             |
| ECHELLE  |  |  |
| 1/5 000  |  |  |
| Date   |  |  |
| 10/2015  |  |  |
| METROPOLIS, atelier d'urbanisme<br>10 rue du 19 mars 1962<br>33 130 Bègles |  | Dessiné par                            |
|  |  | Vérifié par                            |
|  |  | TD                                     |
|  |  | YC                                     |

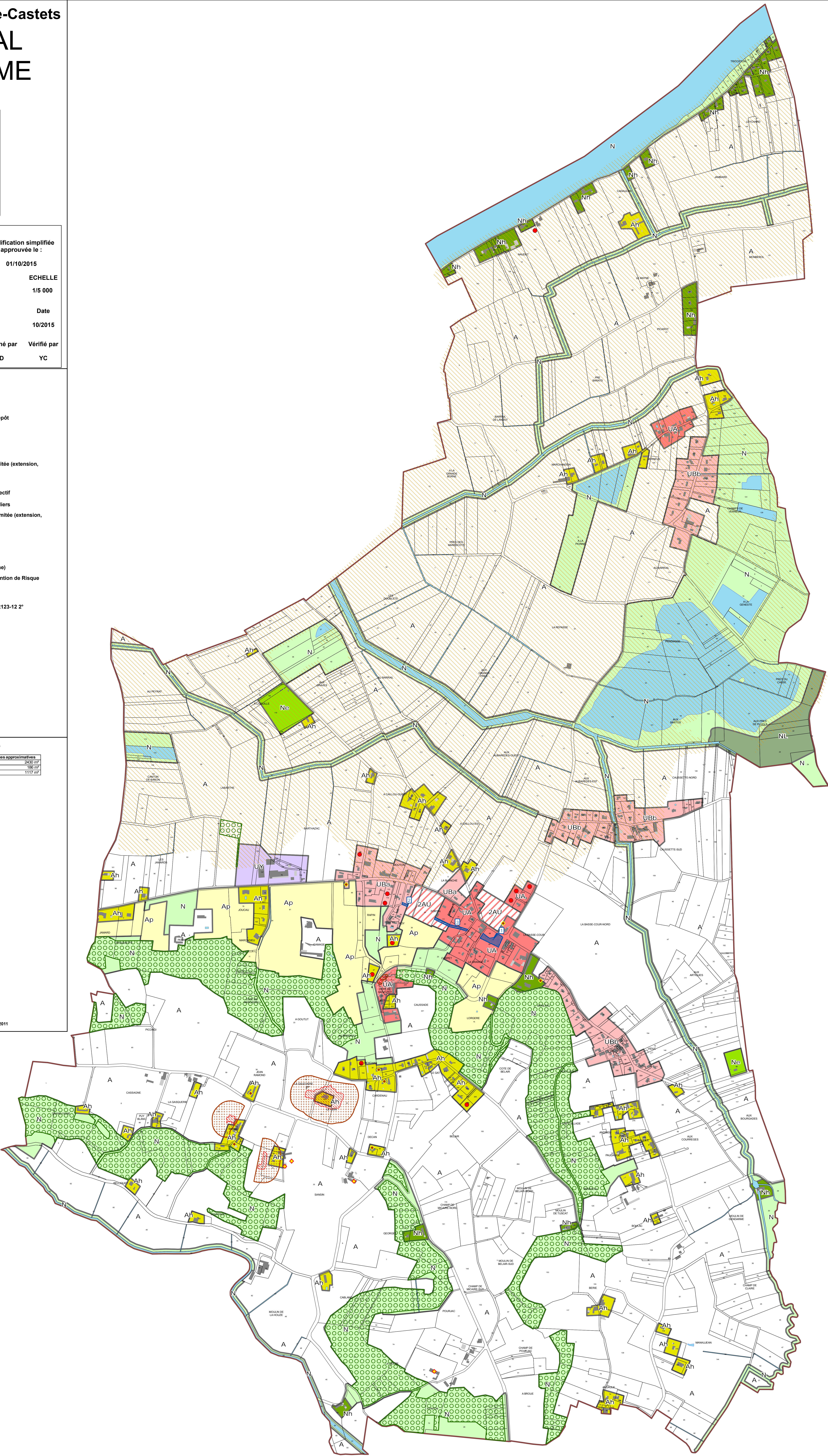
### Légende

- Zone UA : Zone urbanisée dense
- Zone UBa et UBb : Zone urbanisée de moyenne densité
- Zone UY : Zone urbaine à vocation d'activités industrielles ou d'entrepôt
- Zone 2AU : Zone à urbaniser à long terme
- Zone A : Zone agricole
- Zone Ap : Secteur agricole protégé
- Zone Ah : Secteur d'habitat en zone agricole avec constructibilité limitée (extension, annexes, piscine)
- Zone N : Zone naturelle
- Zone Ne : Zone naturelle à vocation d'équipement et/ou d'intérêt collectif
- Zone Nl : Zone naturelle à vocation de loisirs et d'hébergement hôteliers
- Zone Nh : Secteur d'habitat en zone naturelle avec constructibilité limitée (extension, annexes, piscine)
- Espace boisé classé
- Emplacement réservé
- Zone de carrières souterraines répertoriées
- Périmètre de mouvements de terrains prévisibles (carrière souterraine)
- Espace soumis au risque d'inondation : se reporter au Plan de Prévention de Risque Inondation (PPRI)
- Périmètre de mouvements de terrains prévisibles (falaise instable)
- Construction autorisée à changer de destination au titre de l'article R123-12 2°
- Protection ponctuelle au titre de l'article L. 123-1-5 7°
- limite parcellaire
- limite communale
- Bâti lourd
- Bâti léger
- Construction récente ou en cours
- Réseau hydrographique
- Cimetière
- Etang, lac
- Piscine

### Liste des emplacements réservés

| N° | Bénéficiaire | Désignation de l'opération  | Surfaces approximatives |
|----|--------------|---|-------------------------|
| 1  | Commune      | Création d'un espace public   | 2433 m <sup>2</sup>     |
| 2  | Commune      | Création d'une amorce de voie vers la zone 2AU                      | 186 m <sup>2</sup>      |
| 3  | Commune      | Création d'une voie structurante (urbanisation des zones UA et 2AU) | 1117 m <sup>2</sup>     |

Sources : Direction Générale des Finances Publiques. Cadastre, mise à jour 2011



DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

---

# SAINT-PEY DE CASTETS

---

PLU approuvé par D.C.M. du 18/02/2014  
Modification simplifiée du PLU prescrite par D.C.M. du 26/05/2015  
Modification simplifiée du PLU approuvée par D.C.M. du 01/10/2015

---

# PLAN LOCAL d'URBANISME

---

## 5.0 RÈGLEMENT

---

## SOMMAIRE

**TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES** **p. 3**

**TITRE II : DISPOSITIONS APPLICABLES A CHAQUE ZONE URBAINE ET A URBANISER**

**CHAPITRE I – Zone UA** **p. 8**

**CHAPITRE II – Zone UB** **p. 15**

**CHAPITRE III – Zone UY** **p. 22**

**CHAPITRE IV – Zone 2AU** **p. 28**

**TITRE III : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES NATURELLES ET AGRICOLES**

**CHAPITRE V – Zone A** **p. 32**

**CHAPITRE VI – Zone N** **p. 38**

# **TITRE I**

## **DISPOSITIONS GENERALES**

Le présent règlement est établi conformément aux dispositions des articles L.123-1 à L123-4 et R 123-4 à R 123-14 du code de l'urbanisme.

## **ARTICLE 1. CHAMP D'APPLICATION DU PLAN**

Le présent règlement s'applique à la totalité du territoire de la commune de Saint-Pey de Castets située dans le département de la Gironde.

## **ARTICLE 2. PORTEE RESPECTIVE DU REGLEMENT A L'EGARD DES AUTRES LEGISLATIONS RELATIVES A L'OCCUPATION DES SOLS**

1. Les règles de ce plan local d'urbanisme se substituent à celles des articles R 111-3 ; R 111-5 à R 111-14 ; R 111-16 à R 111-20 ; R 111-22 à R 111-24 du code de l'urbanisme.

Les autres articles du règlement national d'urbanisme restent applicables conformément aux dispositions de l'article R 111-1 dudit code.

2. Les dispositions de l'article R 111-21 ne sont pas applicables dans les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) créées en application de l'article L 642-1 du code du patrimoine.

3. Outre les dispositions ci-dessus sont et demeurent applicables tous les autres articles du code de l'urbanisme ainsi que toutes les autres législations en vigueur sur le territoire, notamment :

- Conformément aux dispositions de l'article L 522-5 du code du patrimoine, les projets d'aménagement affectant le sous-sol des terrains sis dans les zones archéologiques sensibles sont présumés faire l'objet de prescriptions spécifiques préalablement à leur réalisation. Le Service Régional de l'Archéologie devra être immédiatement prévenu en cas de découverte fortuite au cours de travaux en dehors de ces zones, conformément à l'article L 531-14 du code précité. Toute destruction de site peut être sanctionnée par la législation relative aux crimes et délits contre les biens.

- Les dispositions de l'article L.111-1-4 du code de l'urbanisme s'appliquent aux zones traversées par une autoroute, une route express, une déviation au sens du code de la voirie routière ou une voie classée à grande circulation.

-Les défrichements sont soumis à autorisation dans les conditions fixées par le code forestier (articles L 311-1 à L 311-5).

- Les dispositions du code de l'environnement relatives aux eaux pluviales.

4. Se superposent de plus aux dispositions prévues au titre II du présent règlement, les servitudes d'utilité publique régulièrement reportées dans l'annexe "liste des servitudes d'utilité publique" du plan local d'urbanisme et approuvées conformément aux dispositions de l'article L 126-1 du code de l'urbanisme.

## **ARTICLE 3. DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES**

Le territoire communal couvert par le Plan Local d'Urbanisme est divisé en zones urbaines (U), zones agricoles (A) et zones naturelles ou non équipées (N), délimitées sur les documents graphiques auxquelles s'appliquent les dispositions du titre II et III ci-après.

Les zones peuvent comporter des secteurs spécifiques, assortis de règles particulières.

1. **Les zones urbaines et à urbaniser**, auxquelles s'appliquent les dispositions du Titre II, sont :

La capacité des équipements publics existants ou en cours de réalisation permet d'admettre immédiatement des constructions.



**- Les zones urbaines :**

**UA** : Zone urbaine moyennement dense recouvrant le Bourg.

**UB** : Zone urbaine plus lâche d'extension par des constructions contemporaines.

**UY** : Zone urbaine d'activités industrielles

**- Les zones à urbaniser :**

**2AU** : Zone à urbaniser à long terme (*à ouvrir par révision du PLU*)

**2. Les zones agricoles et naturelles**, auxquelles s'appliquent les dispositions du Titre III, sont:

**- La zone agricole A**

**- La zone naturelle et forestière N**

- Les emplacements réservés pour la réalisation d'équipements et d'ouvrages publics recensé dans les annexes du présent P.L.U. et sur lesquels s'appliquent notamment les dispositions de l'article L123-1 alinéa 8 du code de l'urbanisme.

- Les éléments remarquables du paysage : tous travaux ayant pour effet de porter atteinte à un élément remarquable du paysage repéré au plan en application du 7° de l'article L 123-1 du code de l'urbanisme doivent faire l'objet d'une autorisation préalable au titre des installations et travaux divers conformément aux articles R 442.1 à R 442.3 du code de l'urbanisme.

**ARTICLE 4. ADAPTATIONS MINEURES**

1. Conformément aux dispositions de l'article L 123-1 du code de l'urbanisme, seules les adaptations mineures dérogeant à l'application stricte du règlement de chaque zone (aux seuls articles 3 à 13) peuvent être admises si elles sont rendues nécessaires par :

- la nature du sol (géologie, présence de vestiges archéologiques...),

- la configuration des parcelles (topographie, forme, terrains compris entre plusieurs voies et/ou emprises publiques...),

- le caractère des constructions avoisinantes (implantation, aspect, hauteur...).

Enfin, l'adaptation mineure doit rester strictement limitée.

2. Lorsqu'un immeuble bâti n'est pas conforme aux règles édictées par le règlement applicable à la zone, le permis de construire ne peut être accordé que pour des travaux qui ont pour objet d'améliorer la conformité – ou au moins de ne pas aggraver la non-conformité - de ces immeubles avec les dites règles ou qui sont sans effet à leur égard. Ces dispositions sont également applicables aux travaux soumis à déclaration préalable.

**ARTICLE 5. RAPPELS****I - Types d'occupation ou d'utilisation du sol soumis à autorisation ou à déclaration en raison de la mise en application du PLU**

1. L'édification des clôtures reste soumise à déclaration préalable, *en application de la délibération du conseil municipal* dans les zones urbaines et pour les constructions identifiées par un Plan Local d'Urbanisme en application de 7° de l'article L.123-1, et doit respecter les dispositions du présent règlement en application de la délibération du conseil municipal.

2. Les installations et travaux divers désignés à l'article R.421-23 du code de l'urbanisme sont soumis à déclaration préalable.

3. Les démolitions sont soumises à déclaration en application de la délibération du conseil municipal dans les zones urbaines et pour les constructions identifiées par un Plan Local d'Urbanisme en application de 7° de l'article L.123-1.

4. Les coupes et abattages d'arbres sont soumis à autorisation dans les espaces boisés classés à conserver et protéger figurant au plan de zonage, conformément aux dispositions de l'article L.130-1 du code de l'urbanisme.

## **II - Défrichage**

5. Les demandes d'autorisation de défrichage sont irrecevables dans les espaces boisés classés à conserver et protéger, conformément aux dispositions de l'article L.130-1 du code de l'urbanisme. Dans les espaces boisés non classés, les défrichements sont soumis à autorisation conformément à l'article L.311-1 du Code Forestier

6. Tous travaux ayant pour effet de détruire un élément de paysage identifié par un plan local d'urbanisme en application de 7° de l'article L.123-1-5 et non soumis à un régime d'autorisation doivent faire l'objet d'une autorisation préalable au titre des installations et travaux divers dans les conditions prévues à l'article L.442-2 du Code de l'Urbanisme.

**TITRE II**  
**DISPOSITIONS APPLICABLES A CHAQUE**  
**ZONE URBAINE ET A URBANISER**

## CHAPITRE I: DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE

# UA

### CARACTERE DE LA ZONE

La zone UA correspond au bourg où sont regroupés les équipements publics de la commune. Elle correspond à un type d'urbanisation traditionnel mais relativement peu dense en ordre semi continu ou discontinu. Il s'agit d'une zone multifonctionnelle destinée à l'habitat, aux commerces et services ainsi qu'aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

**Au sein de la zone UA, certains secteurs sont soumis au risque inondation, pour lesquels les prescriptions du PPRI s'imposent.**

Conformément au Code de l'Urbanisme, les constructions ou travaux dispensés de toute formalité doivent être conformes aux dispositions du présent règlement.

### ARTICLE UA 1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdits :

1.1 - Les constructions à usage industriel ou destinées à la fonction d'entrepôt ;

1.2 - Les bâtiments d'exploitation agricole et forestière ;

1.3 - Les dépôts de véhicules, de vieux matériaux ou ferrailles, ainsi que les dépôts de déchets de toute nature non liés à une activité autorisée dans la zone, excepté les containers mis à disposition du public, sur emprise publique ou privée, de récupération de verre, de plastique et de papier ;

1.4 - Les affouillements et exhaussements du sol non liées à une occupation ou utilisation du sol autorisée dans la zone, l'extraction de matériaux, l'ouverture et l'exploitation de carrière ou gravières ;

1.5 - Les terrains aménagés pour le camping, le stationnement et les garages collectifs de caravanes ainsi que le stationnement isolé des caravanes constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs ;

1.6 - Les parcs d'attraction, les habitations légères de loisirs, les résidences mobiles de loisirs, les parcs résidentiels de loisirs.

### ARTICLE UA 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

2.1 – Non règlementé

### **ARTICLE UA 3 – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET D'ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC**

#### 1 - ACCES

3.1 - Les constructions et installations autorisées doivent avoir accès à une voie publique ou privée, soit directement, soit par passage aménagé sur les fonds voisins, éventuellement obtenu dans les conditions fixées par l'article 682 du code civil.

3.2 - Ces accès doivent présenter les caractéristiques minimales définies ci-dessous :

- leurs caractéristiques géométriques doivent répondre à l'importance et à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles qu'ils desservent pour satisfaire aux exigences de la sécurité, de la protection civile, et de la défense contre l'incendie ; la largeur ne pourra en aucun cas être inférieure à 4m. En outre, elles ne comporteront ni virage de rayon inférieur à 11m, ni passage sous porche de hauteur inférieure à 3,50m.

- leur raccordement sur les voies publiques doit être aménagé en fonction de l'importance du trafic des dites voies en assurant notamment une visibilité satisfaisante vers la voie (visibilité approche de virage ou de carrefour ...).

3.3 – Lorsque le terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès sur celles des voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation publique sera interdit.

3.4 – À partir de deux constructions, les conditions d'accès respecteront les prescriptions de voirie du paragraphe et des alinéas suivants.

#### 2 – VOIRIE

3.5 - Les voies publiques ou privées doivent desservir les terrains dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination des constructions qui y sont édifiées. Les caractéristiques de ces voies doivent notamment permettre la circulation et l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie, de la protection civile ou de services publics.

3.6 - La largeur ne pourra en aucun cas être inférieure à 5m. En outre, elles ne comporteront ni virage de rayon inférieur à 11m, ni passage sous porche de hauteur inférieure à 3,50m.

3.7 - Les voies nouvelles en impasse sont à éviter. Toutefois, en l'absence d'autre solution, elles comporteront dans leur partie terminale une aire de retournement permettant notamment aux véhicules de secours ou de service public de faire aisément demi-tour.

3.8 - Les voies créées à l'occasion d'opérations groupées (lotissements ou groupes d'habitation) ne pourront être classées dans la voirie communale que dans la mesure où elles répondent aux conditions suivantes :

| Destination de la voie  | Largeur minimum de la chaussée | Largeur minimum de l'emprise publique |
|---|--------------------------------|---------------------------------------|
| Voies à sens unique destinées à être incluses dans la voirie publique | 3m                             | 5m                                    |
| Voies à double sens destinées à être incluses dans la voirie publique | 5m                             | 8m                                    |

**ARTICLE UA 4 – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RESEAUX PUBLICS**

## 1 – EAU POTABLE

4.1 - Toute construction d'habitation ainsi que tout local pouvant servir de jour ou de nuit au travail, au repos ou à l'agrément doit être alimenté en eau potable sous pression, par raccordement au réseau public de distribution, et être équipé d'un dispositif anti-retour d'eau.

Les réseaux intérieurs de distribution équipant les immeubles ne doivent pas pouvoir, du fait des conditions de leur utilisation et notamment à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, perturber le fonctionnement du réseau auquel ils sont raccordés ou engendrer une contamination de l'eau distribuée dans les installations privées de distribution. Ces réseaux ne peuvent, sauf dérogation, être alimentés par une eau issue d'une ressource qui n'a pas été autorisée.

## 2 – ASSAINISSEMENT

## Eaux usées domestiques

4.2 - Les eaux et matières usées doivent être dirigées par des canalisations souterraines sur des dispositifs de traitement autorisés et évacuées conformément aux exigences des textes en vigueur (Cf. annexes sanitaires : schéma directeur d'assainissement) et à condition que la superficie et la nature du terrain le permettent.

4.3 - Le traitement et l'élimination des effluents autres que domestiques doivent être conformes aux règlements spécifiques les concernant et adaptés à l'importance et à la nature de l'activité.

## Eaux pluviales

4.4 – Les eaux pluviales issues de toute construction ou installation nouvelle ou aménagement seront résorbées sur le terrain d'assiette du projet.

Si la surface de la parcelle, la nature du sol ou la disposition des lieux ne permet pas de les résorber sur la parcelle, les eaux pluviales seront rejetées au réseau public (fossé, caniveau ou réseau enterré) de telle sorte que l'écoulement soit assuré sans stagnation.

## 3 – AUTRES RESEAUX

4.5 - Toute construction doit être alimentée en électricité dans des conditions répondant à ses besoins par branchement sur une ligne publique de distribution de caractéristiques suffisantes, située au droit du terrain d'assiette.

4.6 - La création, l'extension et les renforcements des réseaux électriques, téléphoniques, radiodiffusion, télévision ainsi que les nouveaux raccordements devront être réalisés, obligatoirement, en souterrain ou en câbles torsadés scellés, le long des façades de la manière la moins apparente possible.

## 4 - DECHETS MENAGERS

4.7 – Les constructions à usage d'habitation collective, les opérations groupées de deux logements ou plus, devront prévoir un dispositif (local abrité, à ciel ouvert mais dans tous les cas masqué de l'espace public) d'une superficie suffisante (proportionnelle au nombre de logements) pour recevoir les divers conteneurs liés à la collecte sélective des déchets ménagers et emballages recyclables, implanté obligatoirement en limite des emprises des voies publiques ou privées existantes, à modifier ou à créer, ce local sera incorporé au volume de l'opération ou intégré à l'opération.

**ARTICLE UA 5 – SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES**

## 5.1 – Non règlementé

**ARTICLE UA 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES**

6.1 – Hors agglomération, les constructions à usage d'habitation, doivent être édifiées à :

- 15 mètres de l'axe de la RD 18 ;
- 10 mètres de l'axe des RD 119<sup>E2</sup> et RD 126.

6.2 – Hors agglomération, les autres constructions, doivent être édifiées à :

- 10 mètres de l'axe de la RD 18 ;
- 8 mètres de l'axe des RD 119<sup>E2</sup> et RD 126.

6.3 – En agglomération, par rapport aux voies et emprises publiques ou à la limite de l'emprise des voies privées, existantes, à modifier ou à créer, les constructions, doivent être édifiées à l'alignement.

6.4 – Les extensions de constructions existantes implantées avec des retraits différents peuvent être autorisées si elles respectent l'alignement du bâtiment principal et si elles s'inscrivent dans l'ordonnancement de la façade.

6.5 - Il n'est pas fixé de règle pour les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêts collectifs.

6.6 - Les piscines devront être implantées selon un retrait minimum de 3 mètres.

6.7 – Les annexes dérogent aux règles d'implantations fixées aux alinéas précédents.

**ARTICLE UA 7 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES**

7.1 - Les constructions doivent être implantées soit :

- sur l'une des limites séparatives,
- en retrait des limites séparatives. Seuls les murs pignons peuvent être implantés en limite séparative.

En cas d'implantation en retrait, tout point de la construction doit être éloigné du point le plus proche de la limite séparative d'une distance horizontale (L) égale à la différence d'altitude (H), soit  $L = H$  sans que L puisse être inférieure à 3 mètres.

7.2 - Lorsqu'il s'agit de travaux d'extension de constructions existantes à la date d'approbation du PLU, l'extension peut être réalisée en respectant la même implantation que celle de la construction existante ;

7.3 - Les piscines devront être implantées selon un retrait minimum de 3 mètres.

7.4 - Il n'est pas fixé de règle pour les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêts collectifs.

**ARTICLE UA 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE**

8.1 – L'implantation de plusieurs constructions à usage d'habitation sur un même terrain est autorisée, à condition que la distance séparant deux constructions, mesurée perpendiculairement de tout point des constructions, soit au moins égale à :

- 12 mètres dans le cas où les deux façades ou parties de façades concernées comportent des baies principales et se font face,
- 6 mètres dans le cas où les deux façades ou parties de façades concernées ne comportent aucune baie ou seulement des baies éclairant des pièces secondaires.

Ne constitue pas une baie principale :

- une ouverture située à plus de 2,60 m au-dessus du plancher en rez-de-chaussée ou à plus de 1,90 m au-dessus du plancher pour les étages supérieurs ;
- une porte non vitrée,
- une ouverture à châssis fixe ou à vitrage translucide.

### **ARTICLE UA 9 – EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS**

Définition : l'emprise au sol correspond à la surface de plancher du niveau édifié sur le sol.

9.1 – L'emprise au sol maximum des constructions est de 60%.

### **ARTICLE UA 10 – HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS**

Définition : la hauteur est mesurée à partir du sol naturel avant travaux d'exhaussement ou d'affouillements pour la réalisation du projet.

10.1 - La hauteur des constructions ne pourra excéder 7 m à l'égout du toit.

10.2 – Pour les constructions existantes qui ont une hauteur plus importante, les extensions sont autorisées à condition qu'elles ne dépassent pas la hauteur du faîtage du bâtiment existant

10.3 - Il n'est pas fixé de règle pour les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêts collectifs.

### **ARTICLE UA 11 – ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS**

#### **1 - DISPOSITIONS GENERALES**

La recherche d'une architecture locale ou d'inspiration locale doit être privilégiée. Toute architecture et choix de couleur imitant des typologies régionalistes d'autres zones géographiques sont interdits.

#### **2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

##### **Volumétrie générale**

Les constructions seront composées de volumes géométriques simples, hiérarchisés (habitation principale, annexes, etc...) et assemblés de manière orthogonale.

Dans le cadre d'un parti architectural particulier, le recours à des matériaux et des mises en œuvre innovantes en matière d'aspect et de techniques de construction, liés par exemple, au choix d'une démarche relevant du développement durable des constructions ou de l'utilisation d'énergie renouvelable, est admis.

Les constructions de faible surface (moins de 20 m<sup>2</sup> de surface de plancher) et les annexes doivent être :

- intégrées à la clôture, ou
- adossées à une construction existante ou dans le prolongement d'une piscine.

Les éléments techniques nécessaires à la régulation de la température interne ou à la production d'énergie renouvelable de la construction (climatiseur,...) doivent être masqués de l'espace public.



## **Habitations**

### **Murs**

11.1 – Sont autorisés l'emploi de la pierre naturelle (de Charente ou de Gironde), des enduits tons pierre naturelle, beige (pierre vieillie), les bardages couleurs gris clairs.

11.2 – Est interdit l'emploi à nu, en parement extérieur, de matériaux destinés à être recouverts d'un revêtement ou d'un enduit.

### **Toitures**

11.3 – Les constructions doivent être couvertes par des toitures à 2 pentes a minima.

11.4 – Sauf dans le cas d'abris de jardin, les toitures à pente(s) doivent être en tuiles de type canal de teinte terre cuite naturelle, vieillie, rose, paille et teintes mélangées.

Leur pente sera comprise entre 25 et 33 %

11.5 – Les fenêtres de toit devront être intégrées à la toiture ou être traitées sous forme de lucarne, lanterneau ...

11.6 – Les installations nécessaires à la production d'énergie renouvelable intégrées à la volumétrie du toit sont autorisées.

### **Clôtures**

11.7 - La clôture sur voie et en mitoyenneté doit être constituée :

- soit d'un mur bahut d'une hauteur maximale de 1,00 m, surmonté ou non d'une partie à claire-voie,

- soit d'une clôture à claire-voie en grillage rigide.

- soit d'une clôture à claire-voie en grillage noyée dans une haie végétale.

La hauteur maximale de cette clôture ne devra pas excéder 1,80 m.

Tant en bordure des voies qu'entre les propriétés, les clôtures devront être conçues de manière à s'harmoniser avec la ou les constructions existantes sur la propriété et dans le voisinage immédiat.

En zone inondable, les clôtures seront obligatoirement perméables à l'eau.

### **Locaux annexes et techniques**

Les coffrets, compteurs, boîtes aux lettres doivent être intégrés dans les constructions ou les clôtures pleines selon une logique de dissimulation qui tienne compte des modénatures et des matériaux constructifs. Les locaux techniques doivent être intégrés dans la composition architecturale de la construction et de ses espaces extérieurs. Toutes les constructions doivent être traitées avec le même soin et dans un souci d'harmonie entre elles.

## **ARTICLE UA 12 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT**

12.1 - Les surfaces affectées au stationnement **sur la parcelle**, doivent être les suivantes :

- a minima une place de stationnement par logement

- Dans les opérations ou ensembles d'habitations, il devra être créé, en plus, une aire de stationnement banalisée, à raison d'une demi-place au moins par logement.

- Dans les opérations ou ensembles d'habitations stationnement des véhicules des personnes à mobilité réduite : Tout parc de stationnement automobile intérieur ou extérieur dépendant d'un bâtiment d'habitation, qu'il soit à usage d'occupants ou visiteurs, doit comporter une ou plusieurs places de stationnement adaptées pour les personnes handicapées et réservées à leur usage.

Les places adaptées destinées à l'usage des occupants doivent représenter au minimum 5% du nombre total de places prévues pour les occupants. De plus les places adaptées destinées à l'usage des handicapés doivent présenter au minimum 5% du nombre total de places prévues pour les visiteurs. Dans les deux cas le nombre minimal des places adaptées sera arrondi à l'unité supérieure.

### **ARTICLE UA 13 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'ESPACES LIBRES ET DE PLANTATIONS**

13.1 - Les espaces libres de toute construction ainsi que les délaissés des aires de stationnement doivent être aménagés en espaces verts.

13.2 - Les aires de stationnement doivent être plantées à raison de 2 arbres pour quatre places.

13.3 - L'implantation des constructions doit respecter la végétation existante qui sera décrite dans les plans du projet de construction.

### **ARTICLE UA 14 – COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (C.O.S.)**

14.1 - Non réglementé.

### **ARTICLE UA 15 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES**

15.1 – Sans objet

### **ARTICLE UA 16 – OBLIGATIONS IMPOSEES EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATION ELECTRONIQUES**

16.1 – Sans objet

## CHAPITRE II: DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE

# UB

### CARACTERE DE LA ZONE

La zone UB correspond aux zones d'extensions pavillonnaire, peu dense et en ordre discontinu. Ces zones sont réservées à l'habitat, ainsi qu'aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif. **Au sein de la zone UB, certains secteurs sont soumis au risque inondation, pour lesquels les prescriptions du PPRI s'imposent.**

Elle comprend deux secteurs :

- un secteur UBa, correspondant à des règles d'implantations qui renforceront le caractère plus urbain de la zone.
- un secteur UBb, correspondant à des règles d'implantations moins strictes des futures constructions, en rapport avec l'urbanisation contemporaine déjà existante dans la zone.

Conformément au Code de l'Urbanisme, les constructions ou travaux dispensés de toute formalité doivent être conformes aux dispositions du présent règlement.

### ARTICLE UB 1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdits :

1.1 - Les constructions à usage industriel ou destinées à la fonction d'entrepôt ;

1.2 - Les bâtiments d'exploitation agricole et forestière ;

1.3 - Les dépôts de véhicules, de vieux matériaux ou ferrailles, ainsi que les dépôts de déchets de toute nature non liés à une activité autorisée dans la zone ;

1.4 - Les affouillements et exhaussements du sol non liées à une occupation ou utilisation du sol autorisée dans la zone, l'extraction de matériaux, l'ouverture et l'exploitation de carrière ou gravières ; le talutage autour des constructions ;

1.5 - Les terrains aménagés pour le camping, le stationnement et les garages collectifs de caravanes ainsi que le stationnement isolé des caravanes constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs ;

1.6 - Les parcs d'attraction, les habitations légères de loisirs, les résidences mobiles de loisirs, les parcs résidentiels de loisirs.

### ARTICLE UB 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

2.1 – Non règlementé.

### **ARTICLE UB 3 – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET D'ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC**

#### 1 - ACCES

3.1 - Les constructions et installations autorisées doivent avoir accès à une voie publique ou privée, soit directement, soit par passage aménagé sur les fonds voisins, éventuellement obtenu dans les conditions fixées par l'article 682 du code civil.

3.2 - Ces accès doivent présenter les caractéristiques minimales définies ci-dessous :

- leurs caractéristiques géométriques doivent répondre à l'importance et à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles qu'ils desservent pour satisfaire aux exigences de la sécurité, de la protection civile, et de la défense contre l'incendie ; la largeur ne pourra en aucun cas être inférieure à 4m. En outre, elles ne comporteront ni virage de rayon inférieur à 11m, ni passage sous porche de hauteur inférieure à 3,50m.

- leur raccordement sur les voies publiques doit être aménagé en fonction de l'importance du trafic des dites voies en assurant notamment une visibilité satisfaisante vers la voie (visibilité approche de virage ou de carrefour ...).

3.3 – Lorsque le terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès sur celles des voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation publique sera interdit.

3.4 – À partir de deux constructions, les conditions d'accès respecteront les prescriptions de voirie du paragraphe et des alinéas suivants.

#### 2 – VOIRIE

3.5 - Les voies publiques ou privées doivent desservir les terrains dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination des constructions qui y sont édifiées. Les caractéristiques de ces voies doivent notamment permettre la circulation et l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie, de la protection civile ou de services publics.

3.6 - La largeur ne pourra en aucun cas être inférieure à 5m. En outre, elles ne comporteront ni virage de rayon inférieur à 11m, ni passage sous porche de hauteur inférieure à 3,50m.

3.7 - Les voies nouvelles en impasse sont à éviter. Toutefois, en l'absence d'autre solution, elles comporteront dans leur partie terminale une aire de retournement permettant notamment aux véhicules de secours ou de service public de faire aisément demi-tour.

3.8 - Les voies créées à l'occasion d'opérations groupées (lotissements ou groupes d'habitation) ne pourront être classées dans la voirie communale que dans la mesure où elles répondent aux conditions suivantes :

| Destination de la voie  | Largeur minimum de la chaussée | Largeur minimum de l'emprise publique |
|---|--------------------------------|---------------------------------------|
| Voies à sens unique destinées à être incluses dans la voirie publique | 3m                             | 5m                                    |
| Voies à double sens destinées à être incluses dans la voirie publique | 5m                             | 8m                                    |

**ARTICLE UB 4 – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RESEAUX PUBLICS**

## 1 – EAU POTABLE

4.1 - Toute construction d'habitation ainsi que tout local pouvant servir de jour ou de nuit au travail, au repos ou à l'agrément doit être alimenté en eau potable sous pression, par raccordement au réseau public de distribution, et être équipé d'un dispositif anti-retour d'eau.

Les réseaux intérieurs de distribution équipant les immeubles ne doivent pas pouvoir, du fait des conditions de leur utilisation et notamment à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, perturber le fonctionnement du réseau auquel ils sont raccordés ou engendrer une contamination de l'eau distribuée dans les installations privées de distribution. Ces réseaux ne peuvent, sauf dérogation, être alimentés par une eau issue d'une ressource qui n'a pas été autorisée.

## 2 – ASSAINISSEMENT

## Eaux usées domestiques

4.2 - Les eaux et matières usées doivent être dirigées par des canalisations souterraines sur des dispositifs de traitement autorisés et évacuées conformément aux exigences des textes en vigueur (Cf. annexes sanitaires : schéma directeur d'assainissement) et à condition que la superficie et la nature du terrain le permettent.

4.3 - Le traitement et l'élimination des effluents autres que domestiques doivent être conformes aux règlements spécifiques les concernant et adaptés à l'importance et à la nature de l'activité.

## Eaux pluviales

4.4 – Les eaux pluviales issues de toute construction ou installation nouvelle ou aménagement seront résorbées sur le terrain d'assiette du projet.

Si la surface de la parcelle, la nature du sol ou la disposition des lieux ne permet pas de les résorber sur la parcelle, les eaux pluviales seront rejetées au réseau public (fossé, caniveau ou réseau enterré) de telle sorte que l'écoulement soit assuré sans stagnation.

## 3 – AUTRES RESEAUX

4.5 - Toute construction doit être alimentée en électricité dans des conditions répondant à ses besoins par branchement sur une ligne publique de distribution de caractéristiques suffisantes, située au droit du terrain d'assiette.

4.6 - La création, l'extension et les renforcements des réseaux électriques, téléphoniques, radiodiffusion, télévision ainsi que les nouveaux raccordements devront être réalisés, obligatoirement, en souterrain ou en câbles torsadés scellés, le long des façades de la manière la moins apparente possible.

## 4 - DECHETS MENAGERS

4.7 – Les constructions à usage d'habitation collective, les opérations groupées de deux logements ou plus, devront prévoir un dispositif (local abrité, à ciel ouvert mais dans tous les cas masqué de l'espace public) d'une superficie suffisante (proportionnelle au nombre de logements) pour recevoir les divers conteneurs liés à la collecte sélective des déchets ménagers et emballages recyclables, implanté obligatoirement en limite des emprises des voies publiques ou privées existantes, à modifier ou à créer, ce local sera incorporé au volume de l'opération ou intégré à l'opération.

**ARTICLE UB 5 – SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES**

## 5.1 – Non règlementé

**ARTICLE UB 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES**

6.1 – Hors agglomération, les constructions à usage d'habitation, doivent être édifiées à :

- 15 mètres de l'axe de la RD 18 ;
- 10 mètres de l'axe de la RD 119<sup>E2</sup>.

6.2 – Hors agglomération, les autres constructions, doivent être édifiées à :

- 10 mètres de l'axe de la RD 18 ;
- 8 mètres de l'axe de la RD 119<sup>E2</sup>.

6.3 – **En agglomération et en secteur UBa**, par rapport aux voies et emprises publiques ou à la limite de l'emprise des voies privées, existantes, à modifier ou à créer, les constructions principales doivent être édifiées selon un recul de 5 mètres.

6.4 – **En agglomération et en secteur UBb**, par rapport aux voies et emprises publiques ou à la limite de l'emprise des voies privées, existantes, à modifier ou à créer, les constructions principales doivent être édifiées selon un recul de 5 à 10 m.

6.5 – Les extensions de constructions existantes implantées avec des retraits différents peuvent être autorisées si elles respectent l'alignement du bâtiment principal et si elles s'inscrivent dans l'ordonnancement de la façade.

6.6 - Il n'est pas fixé de règle pour les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêts collectifs.

6.7 - Les piscines devront être implantées selon un retrait minimum de 3 mètres.

6.8 – Les annexes dérogent aux règles d'implantations fixées aux alinéas précédents.

**ARTICLE UB 7 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES**

7.1 – **En secteur UBa**, les constructions doivent être implantées :

- soit en limite d'une des limites séparatives, avec un retrait minimum de 5 mètres par rapport aux autres limites ;
- soit en retrait des limites séparatives, avec un retrait de 5 mètres minimum.

7.2 – **En secteur UBb**, les constructions doivent être implantées en retrait des limites séparatives, avec un retrait de 5 mètres minimum.

**Dans l'ensemble de la zone UB :**

7.3 – Les annexes dérogent aux règles d'implantations fixées aux alinéas précédents.

7.4 - Lorsqu'il s'agit de travaux d'extension de constructions existantes à la date d'approbation du PLU, l'extension peut être réalisée en respectant la même implantation que celle de la construction existante.

7.5 - Les piscines devront être implantées selon un retrait minimum de 3 mètres.

7.6 - Il n'est pas fixé de règle pour les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêts collectifs.

## **ARTICLE UB 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE**

8.1 – L'implantation de plusieurs constructions à usage d'habitation sur un même terrain est autorisée, à condition que la distance séparant deux constructions, mesurée perpendiculairement de tout point des constructions, soit au moins égale à :

- 12 mètres dans le cas où les deux façades ou parties de façades concernées comportent des baies principales et se font face,
- 6 mètres dans le cas où les deux façades ou parties de façades concernées ne comportent aucune baie ou seulement des baies éclairant des pièces secondaires.

Ne constitue pas une baie principale :

- une ouverture située à plus de 2,60 m au-dessus du plancher en rez-de-chaussée ou à plus de 1,90 m au-dessus du plancher pour les étages supérieurs ;
- une porte non vitrée,
- une ouverture à châssis fixe ou à vitrage translucide.

## **ARTICLE UB 9 – EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS**

Définition : l'emprise au sol correspond à la surface de plancher du niveau édifié sur le sol.

9.1 – L'emprise au sol maximum des constructions est de 50%.

## **ARTICLE UB 10 – HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS**

Définition : la hauteur est mesurée à partir du sol naturel avant travaux d'exhaussement ou d'affouillements pour la réalisation du projet.

10.1 - La hauteur des constructions ne pourra excéder 7 m à l'égout du toit.

10.2 – Pour les constructions existantes qui ont une hauteur plus importante, les extensions sont autorisées à condition qu'elles ne dépassent pas la hauteur du faîtage du bâtiment existant

10.3 - Il n'est pas fixé de règle pour les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêts collectifs.

## **ARTICLE UB 11 – ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS**

### **1 - DISPOSITIONS GENERALES**

La recherche d'une architecture locale ou d'inspiration locale doit être privilégiée. Toute architecture et choix de couleur imitant des typologies régionalistes d'autres zones géographiques sont interdits.

### **2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

#### **Volumétrie générale**

**En secteur UBa**, les constructions seront composées de volumes géométriques simples, hiérarchisés (habitation principale, annexes, etc...) et assemblés de manière orthogonale.

Dans le cadre d'un parti architectural particulier, le recours à des matériaux et des mises en œuvre innovantes en matière d'aspect et de techniques de construction, liés par exemple, au choix d'une

démarche relevant du développement durable des constructions ou de l'utilisation d'énergie renouvelable, est admis.

Les constructions de faible surface (moins de 20 m<sup>2</sup> de surface de plancher) et les annexes doivent être :

- intégrées à la clôture, ou
- adossées à une construction existante ou dans le prolongement d'une piscine.

Les éléments techniques nécessaires à la régulation de la température interne ou à la production d'énergie renouvelable de la construction (climatiseur,...) doivent être masqués de l'espace public.

## **Habitations**

### **Murs**

11.1 – Sont autorisés l'emploi de la pierre naturelle (de Charente ou de Gironde), des enduits tons pierre naturelle, beige (pierre vieillie), les bardages couleurs gris clairs.

11.2 – Est interdit l'emploi à nu, en parement extérieur, de matériaux destinés à être recouverts d'un revêtement ou d'un enduit.

### **Toitures**

11.3 – Les constructions doivent être couvertes par des toitures à 2 pentes a minima.

11.4 – Sauf dans le cas d'abris de jardin, les toitures à pente(s) doivent être en tuiles de type canal de teinte terre cuite naturelle, vieillie, rose, paille et teintées mélangées.  
Leur pente sera comprise entre 25 et 33 %

11.5 – Les fenêtres de toit devront être intégrées à la toiture ou être traitées sous forme de lucarne, lanterneau ...

11.6 – Les installations nécessaires à la production d'énergie renouvelable intégrées à la volumétrie du toit sont autorisées.

### **Clôtures**

11.7 - La clôture sur voie et en mitoyenneté doit être constituée :

- soit d'un mur bahut d'une hauteur maximale de 1,00 m, surmonté ou non d'une partie à claire-voie,
- soit d'une clôture à claire-voie en grillage rigide.
- soit d'une clôture à claire-voie en grillage noyée dans une haie végétale.

La hauteur maximale de cette clôture ne devra pas excéder 1,80 m, sauf pour des fonctions spécifiques devant faire l'objet d'une demande argumentée.

Tant en bordure des voies qu'entre les propriétés, les clôtures devront être conçues de manière à s'harmoniser avec la ou les constructions existantes sur la propriété et dans le voisinage immédiat.

Dans la zone inondable, les clôtures seront obligatoirement perméables à l'eau.

### **Locaux annexes et techniques**

Les coffrets, compteurs, boîtes aux lettres doivent être intégrés dans les constructions ou les clôtures pleines selon une logique de dissimulation qui tienne compte des modénatures et des matériaux constructifs. Les locaux techniques doivent être intégrés dans la composition architecturale de la construction et de ses espaces extérieurs. Toutes les constructions doivent être traitées avec le même soin et dans un souci d'harmonie entre elles.



**ARTICLE UB 12 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT**

12.1 - Les surfaces affectées au stationnement **sur la parcelle**, doivent être les suivantes :

- a minima une place de stationnement par logement
- Dans les opérations ou ensembles d'habitations, il devra être créé, en plus, une aire de stationnement banalisée, à raison d'une demi-place au moins par logement.
- Dans les opérations ou ensembles d'habitations stationnement des véhicules des personnes à mobilité réduite : Tout parc de stationnement automobile intérieur ou extérieur dépendant d'un bâtiment d'habitation, qu'il soit à usage d'occupants ou visiteurs, doit comporter une ou plusieurs places de stationnement adaptées pour les personnes handicapées et réservées à leur usage.  
Les places adaptées destinées à l'usage des occupants doivent représenter au minimum 5% du nombre total de places prévues pour les occupants. De plus les places adaptées destinées à l'usage des handicapés doivent présenter au minimum 5% du nombre total de places prévues pour les visiteurs. Dans les deux cas le nombre minimal des places adaptées sera arrondi à l'unité supérieure.

**ARTICLE UB 13 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'ESPACES LIBRES ET DE PLANTATIONS**

13.1 - Les espaces libres de toute construction ainsi que les délaissés des aires de stationnement doivent être aménagés en espaces verts.

13.2 - Les aires de stationnement doivent être plantées à raison de 2 arbres pour quatre places.

13.3 - L'implantation des constructions doit respecter la végétation existante qui sera décrite dans les plans du projet de construction. Les espaces libres de toute construction doivent être aménagés ou plantés.

**ARTICLE UB 14 – COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (C.O.S.)**

14.1 - Non réglementé.

**ARTICLE UB 15 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES**

15.1 – Sans objet

**ARTICLE UB 16 – OBLIGATIONS IMPOSEES EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATION ELECTRONIQUES**

16.1 – Sans objet

## CHAPITRE III : DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE

# UY

### CARACTERE DE LA ZONE

Cette zone couvre la zone d'activités de la cave coopérative. La vocation de la zone UY est l'accueil spécifique d'installations et de bâtiments à destination de bureau et industrielle.

**Au sein de la zone UY, certains secteurs sont soumis au risque inondation, pour lesquels les prescriptions du PPRI s'imposent.**

Conformément au Code de l'Urbanisme, les constructions ou travaux dispensés de toute formalité doivent être conformes aux dispositions du présent règlement.

### ARTICLE UY 1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdits :

- 1.1 - Les constructions à usage agricole ou forestier,
- 1.2 - Les constructions à destination artisanale ou d'hébergement hôtelier,
- 1.3 - Le stationnement de caravanes isolées pendant plus de 3 mois excepté sur le terrain où est implantée la construction constituant la résidence principale de l'utilisateur.
- 1.4 - Les terrains aménagés pour le camping, les caravanes ou les habitations légères de loisir.
- 1.5 - Les parcs d'attraction, les habitations légères de loisirs, les parcs résidentiels de loisirs, les résidences mobiles de loisirs.
- 1.6 - Les affouillements, exhaussements, décaissements et remblaiements du sol non liés à une occupation ou utilisation du sol autorisée dans la zone, l'extraction de matériaux, l'ouverture et l'exploitation de carrière ou gravière.

### ARTICLE UY 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Sont autorisés sous conditions particulières :

- 2.1 – Les constructions à usage d'habitation strictement limitées :
  - au gardiennage à condition que leur emprise au sol ne dépasse pas la moitié de celle de la construction à usage d'activités, avec un maximum de 50m<sup>2</sup> de surface de plancher
  - à la maintenance des équipements de la zone.
  - au logement de fonction à hauteur de 100 m<sup>2</sup> de surface de plancher maximum.

**ARTICLE UY 3 – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET D'ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC**

## 1 - ACCES

3.1 - Les constructions et installations autorisées doivent avoir accès à une voie publique ou privée, soit directement, soit par passage aménagé sur les fonds voisins, éventuellement obtenu dans les conditions fixées par l'article 682 du code civil.

3.2 - Ces accès doivent présenter les caractéristiques minimales définies ci-dessous :

- leurs caractéristiques géométriques doivent répondre à l'importance et à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles qu'ils desservent pour satisfaire aux exigences de la sécurité, de la protection civile, et de la défense contre l'incendie ; la largeur ne pourra en aucun cas être inférieure à 4m. En outre, elles ne comporteront ni virage de rayon inférieur à 11m, ni passage sous porche de hauteur inférieure à 3,50m.

- leur raccordement sur les voies publiques doit être aménagé en fonction de l'importance du trafic des dites voies en assurant notamment une visibilité satisfaisante vers la voie (visibilité approche de virage ou de carrefour ...).

3.3 – Lorsque le terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès sur celles des voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation publique sera interdit.

3.4 – À partir de deux constructions, les conditions d'accès respecteront les prescriptions de voirie du paragraphe et des alinéas suivants.

**ARTICLE UY 4 – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RESEAUX PUBLICS**

## 1 – EAU POTABLE

4.1 - Toute construction d'habitation ainsi que tout local pouvant servir de jour ou de nuit au travail, au repos ou à l'agrément doit être alimenté en eau potable sous pression, par raccordement au réseau public de distribution, et être équipé d'un dispositif anti-retour d'eau.

Les réseaux intérieurs de distribution équipant les immeubles ne doivent pas pouvoir, du fait des conditions de leur utilisation et notamment à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, perturber le fonctionnement du réseau auquel ils sont raccordés ou engendrer une contamination de l'eau distribuée dans les installations privées de distribution. Ces réseaux ne peuvent, sauf dérogation, être alimentés par une eau issue d'une ressource qui n'a pas été autorisée.

## 2 – ASSAINISSEMENT

Eaux usées domestiques

4.2 - Les eaux et matières usées doivent être dirigées par des canalisations souterraines sur des dispositifs de traitement autorisés et évacuées conformément aux exigences des textes en vigueur (Cf. annexes sanitaires : schéma directeur d'assainissement) et à condition que la superficie et la nature du terrain le permettent.

4.3 - Le traitement et l'élimination des effluents autres que domestiques doivent être conformes aux règlements spécifiques les concernant et adaptés à l'importance et à la nature de l'activité.

Eaux pluviales

4.4 – Les eaux pluviales issues de toute construction ou installation nouvelle ou aménagement seront résorbées sur le terrain d'assiette du projet.

Si la surface de la parcelle, la nature du sol ou la disposition des lieux ne permet pas de les résorber sur la parcelle, les eaux pluviales seront rejetées au réseau public (fossé, caniveau ou réseau enterré) de telle sorte que l'écoulement soit assuré sans stagnation.

### 3 – AUTRES RESEAUX

4.5 - Toute construction doit être alimentée en électricité dans des conditions répondant à ses besoins par branchement sur une ligne publique de distribution de caractéristiques suffisantes, située au droit du terrain d'assiette.

4.6 - La création, l'extension et les renforcements des réseaux électriques, téléphoniques, radiodiffusion, télévision ainsi que les nouveaux raccordements devront être réalisés, obligatoirement, en souterrain ou en câbles torsadés scellés, le long des façades de la manière la moins apparente possible.

### **ARTICLE UY 5 – SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES**

5.1 – Non règlementé.

### **ARTICLE UY 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES**

6.1 - Les constructions doivent être implantées avec un recul minimum de 15 mètres par rapport à l'alignement de la voie ou emprise publique.

### **ARTICLE UY 7 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES**

7.1 – Les constructions doivent être implantées en retrait des deux limites séparatives latérales. Seuls les murs pignons peuvent être implantés en limite séparative.

En cas d'implantation en retrait, tout point de la construction doit être éloigné du point le plus proche de la limite séparative d'une distance horizontale (L) égale à la différence d'altitude (H), soit  $L = H$  sans que L puisse être inférieure à 3 mètres.

7.2 - Lorsqu'il s'agit de travaux d'extension de constructions existantes à la date d'approbation du PLU, l'extension peut être réalisée en respectant la même implantation que celle de la construction existante ;

7.3 - Il n'est pas fixé de règle pour les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêts collectifs.

### **ARTICLE UY 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE**

8.1 - Non règlementé

## **ARTICLE UY 9 – EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS**

Définition : l'emprise au sol correspond à la surface hors œuvre brute du niveau édifié sur le sol.

9.1 - Non réglementé

## **ARTICLE UY 10 – HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS**

Définition : la hauteur est mesurée par rapport à l'emprise publique avant travaux d'exhaussement ou d'affouillements pour la réalisation du projet.

10.1 – La hauteur d'une construction ne pourra excéder 10 mètres à l'égout du toit ou à l'acrotère.

10.2 – Pour les constructions existantes qui ont une hauteur plus importante, les extensions sont autorisées à condition qu'elles ne dépassent pas la hauteur du faîtage ou de l'acrotère du bâtiment existant.

## **ARTICLE UY 11 – ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS**

### **1 - DISPOSITIONS GENERALES**

La recherche d'une architecture locale ou d'inspiration locale doit être privilégiée. Toute architecture et choix de couleur imitant des typologies régionalistes d'autres zones géographiques sont interdits.

### **2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

#### **Volumétrie générale**

Les constructions seront composées de volumes géométriques simples, hiérarchisés (habitation principale, annexes, etc...) et assemblés de manière orthogonale.

Dans le cadre d'un parti architectural particulier, le recours à des matériaux et des mises en œuvre innovantes en matière d'aspect et de techniques de construction, liés par exemple, au choix d'une démarche relevant du développement durable des constructions ou de l'utilisation d'énergie renouvelable, est admis.

Les éléments techniques nécessaires à la régulation de la température interne ou à la production d'énergie renouvelable de la construction (climatiseur,...) devront être intégrés au volume général de la construction.

#### **Traitement des façades**

11.1 - Etant donné la spécificité de la zone, liée aux différents types d'activités énumérées ci-dessus, l'architecture des bâtiments qui y seront implantés présenteront une volumétrie simple caractérisée notamment par des bâtiments à acrotère.

#### **Murs.**

11.2 - Les façades latérales et postérieures des constructions seront traitées avec le même soin que les façades principales. Il en sera de même pour les constructions annexes.

11.3 - Les surfaces extérieures ne seront pas brillantes.

11.4 - seront interdits:

- couleurs vives, sauf dans le cas d'impératif technique ou réglementaire lié à la nature de la construction.

- Les matériaux laissés bruts qui nécessitent un appareillage ou un revêtement tel que les enduits, crépis, bardages...

- Les imitations de matériaux

### **Revêtement des façades.**

11.5 - Les surfaces réfléchissantes sont interdites, à l'exception des parois vitrées.

11.6 - Vu la spécificité de la zone, les épidermes des façades seront constitués de :

- bardages métalliques de teinte foncée ou grise,
- maçonneries de béton présentant un travail de surface de qualité (béton lavé, poli, lasuré, peint, ...).

- revêtement des façades recevant un traitement uniforme et n'étant pas composé d'un mélange de teintes. Pourront recevoir un traitement différencié les volumes ou bâtiments isolés justifiés par la composition du bâtiment. Les éléments de finition des bâtiments, tels angles, coiffes, encadrements des baies, seront de la même teinte que le bardage employé pour le revêtement des façades.

- les revêtements extérieurs auront une teinte brune ou grise.

### **Couverture, qualité des matériaux de couverture.**

#### **Forme.**

11.7 - Une toiture à deux ou une pente pourra être utilisée dans le cadre d'un projet architectural permettant une meilleure insertion des bâtiments réalisés avec des mesures compensatoires permettant de traiter l'implantation des éléments techniques tels : groupes de climatisation, groupes de traitement d'air, gaines de ventilation, antennes ou paraboles, panneaux solaires, ...

#### **Ouvertures dans le plan de la toiture**

11.8 - Des ouvrages de serrurerie, tels que de grandes verrières permettant d'éclairer un volume par un jour zénithal, sont également autorisés s'ils s'intègrent à la composition du projet et qu'ils sont l'expression d'une architecture.

#### **Souches de cheminées et ouvrages techniques**

11.9 - Les ouvrages techniques seront regroupés et dissimulés derrière les acrotères.

Dans le cas de bâtiments dépourvus d'acrotères ou d'ouvrages dont l'importance et la volumétrie n'en permettent pas l'implantation, ces ouvrages recevront un traitement architectural (ex: groupes de traitement d'air, ventilation climatisation, antennes ou paraboles, etc...)

#### **Clôtures**

11.9 – La hauteur des clôtures ne pourra excéder 2 m.

11.10 – Les clôtures autres que les haies vives ou grillages seront recouvertes par une peinture ou un enduit dont la teinte est prescrite précédemment dans le paragraphe « Revêtement des façades », à moins que le matériau et sa mise en œuvre soient de qualité suffisante pour rester apparent.

### **ARTICLE UY 12 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT**

12.1 - Les places réservées au stationnement des véhicules doivent correspondre aux besoins des constructions admises dans la zone et être réalisées en dehors des voies publiques.

12.2 - Il doit être aménagé au minimum :

- Pour les commerces et les bureaux : trois places de stationnement par 100m<sup>2</sup> de surface de plancher dédiée à l'activité.

- Pour les constructions à usage industriel : une place de stationnement par 80m<sup>2</sup> de surface de plancher dédiée à l'activité.

12.3 - En cas de création de niveaux supplémentaires internes ou de modification de volume par surélévation ou extension, les normes visées à l'alinéa 12.2 ne sont exigées que pour les surfaces nouvelles créées.

12.4 - En cas de travaux sur des bâtiments existants ayant pour effet un changement de destination, il doit être aménagé des places de stationnement en fonction de la nouvelle destination et selon les normes fixées à l'alinéa 12.2.

### **ARTICLE UY 13 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'ESPACES LIBRES ET DE PLANTATIONS – ESPACES BOISES CLASSES**

13.1 - Les espaces laissés libres de toute construction ainsi que les délaissés des aires de stationnement devront être plantées sur une superficie au moins égale à 40% de celle du terrain d'assiette. De plus, la plantation d'un arbre de haute tige est obligatoire par tranche de 250 m<sup>2</sup> de terrain libre.

13.2 - Les aires de stationnement doivent être plantées à raison de 2 arbres pour quatre places.

13.3 – Les limites séparatives doivent être plantées d'essences locales (type haies champêtres) afin de paysager le site et d'intégrer les installations au caractère rural alentour.

### **ARTICLE UY 14 – COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (C.O.S.)**

14.1 – Non règlementé

### **ARTICLE UY 15 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES**

15.1 – Sans objet

### **ARTICLE UY 16 – OBLIGATIONS IMPOSEES EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATION ELECTRONIQUES**

16.1 – Sans objet

**CHAPITRE IV: DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE**

# 2AU

CARACTERE DE LA ZONE

Il s'agit d'une zone qui cerne des terrains non encore ou peu équipés, ouverts à l'urbanisation après une révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune, sous la forme d'opérations à vocation d'habitat, bureaux et services, commerces et artisanat, tourisme et loisirs.

**L'urbanisation de tout ou partie de cette zone ne pourra être autorisée, à long terme, qu'à l'occasion de la révision du présent PLU.**

Conformément au Code de l'Urbanisme, les constructions ou travaux dispensés de toute formalité doivent être conformes aux dispositions du présent règlement.

**ARTICLE 2AU 1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES**

Sont interdits :

1.1 - Toutes constructions nouvelles

**ARTICLE 2AU 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES**

2.1 – Non réglementé.

**ARTICLE 2AU 3 – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET D'ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC**

3.1 – Non réglementé.

**ARTICLE 2AU 4 – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RESEAUX PUBLICS**

4.1 – Non réglementé

**ARTICLE 2AU 5 – SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES**

5.1 – Non réglementé.



**ARTICLE 2AU 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES**

6.1 – Non réglementé

**ARTICLE 2AU 7 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES**

7.1 – Non réglementé

**ARTICLE 2AU 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE**

8.1 – Non réglementé

**ARTICLE 2AU 9 – EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS**

9.1 – Non réglementé.

**ARTICLE 2AU 10 – HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS**

10.1 – Non réglementé

**ARTICLE 2AU 11 – ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS**

11.1 – Non réglementé

**ARTICLE 2AU 12 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT**

12.1 – Non réglementé

**ARTICLE 2AU 13 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'ESPACES LIBRES, ET DE PLANTATIONS – ESPACES BOISES CLASSES**

13.1 – Non réglementé

**ARTICLE 2AU 14 – COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (C.O.S.)**

14.1 – Non réglementé

**ARTICLE 2AU 15 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES**

15.1 – Sans objet

**ARTICLE 2AU 16 – OBLIGATIONS IMPOSEES EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATION ELECTRONIQUES**

16.1 – Sans objet

**TITRE III**  
**DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES**  
**AGRICOLES ET NATURELLES**

## CHAPITRE V : DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE

# A

### CARACTERE DE LA ZONE

Cette zone comprend des terrains peu équipés supportant une activité agricole qu'il convient de protéger pour garantir l'avenir des exploitations agricoles, en raison de leur potentiel agronomique, biologique, ou économique.

**Au sein de la zone A, certains secteurs sont soumis au risque inondation, pour lesquels les prescriptions du PPRI s'imposent.**

Elle comprend deux secteurs :

- un secteur Ah correspondant à des zones résidentielles au sein desquelles sont autorisées les extensions, les annexes et les piscines des constructions existantes.
- Un secteur Ap où toute construction nouvelle est interdite sauf celles nécessaires aux équipements publics et/ou d'intérêt collectif en raison de la valeur paysagère du site.

Conformément au Code de l'Urbanisme, les constructions ou travaux dispensés de toute formalité doivent être conformes aux dispositions du présent règlement.

### ARTICLE A 1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdites :

- 1.1 - Toutes les constructions non nécessaires à l'activité agricole, sauf celles autorisées dans l'article A2.

### ARTICLE A 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Sont autorisés sous conditions particulières :

2.1 – Le changement de destination des constructions, identifiées sur le plan de zonage au titre de l'article L. 123-3-1 du Code de l'Urbanisme, est autorisé sous réserve que cela ne compromette pas l'exploitation agricole existante.

2.2 - Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

2.3 - **Dans le secteur Ah**, sont admises sous conditions :

- Les constructions annexes isolées, sous réserve que la superficie totale de l'annexe ne dépasse pas 40m<sup>2</sup> de surface de plancher et que leur hauteur en tout point n'excède pas 3,00m à l'égout du toit par rapport au niveau du sol.
- L'extension des constructions existantes dans la limite de 30% maximum de la surface de plancher préexistante.
- les piscines.
- le changement de destination des constructions pour un usage d'habitation.

2.4 - **Dans le secteur Ap**, sont admises sous conditions :

- Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dans la mesure où elles ne compromettent pas le caractère agricole et paysager de la zone.

### **ARTICLE A 3 – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET D'ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC**

Non règlementé

### **ARTICLE A 4 – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RESEAUX PUBLICS**

#### 1 – EAU POTABLE

4.1 - Toute construction d'habitation ainsi que tout local pouvant servir de jour ou de nuit au travail, au repos ou à l'agrément doit être alimenté en eau potable sous pression, par raccordement au réseau public de distribution, et être équipé d'un dispositif anti-retour d'eau.

Les réseaux intérieurs de distribution équipant les immeubles ne doivent pas pouvoir, du fait des conditions de leur utilisation et notamment à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, perturber le fonctionnement du réseau auquel ils sont raccordés ou engendrer une contamination de l'eau distribuée dans les installations privées de distribution. Ces réseaux ne peuvent, sauf dérogation, être alimentés par une eau issue d'une ressource qui n'a pas été autorisée.

#### 2 – ASSAINISSEMENT

Eaux usées domestiques

4.2 - Les eaux et matières usées doivent être dirigées par des canalisations souterraines sur des dispositifs de traitement autorisés et évacuées conformément aux exigences des textes en vigueur (Cf. annexes sanitaires : schéma directeur d'assainissement) et à condition que la superficie et la nature du terrain le permettent.

4.3 - Le traitement et l'élimination des effluents autres que domestiques doivent être conformes aux règlements spécifiques les concernant et adaptés à l'importance et à la nature de l'activité.

Eaux pluviales

4.4 – Les eaux pluviales issues de toute construction ou installation nouvelle ou aménagement seront résorbées sur le terrain d'assiette du projet.

Si la surface de la parcelle, la nature du sol ou la disposition des lieux ne permet pas de les résorber sur la parcelle, les eaux pluviales seront rejetées au réseau public (fossé, caniveau ou réseau enterré) de telle sorte que l'écoulement soit assuré sans stagnation.

#### 3 – AUTRES RESEAUX

4.5 - Toute construction doit être alimentée en électricité dans des conditions répondant à ses besoins par branchement sur une ligne publique de distribution de caractéristiques suffisantes, située au droit du terrain d'assiette.

4.6 - La création, l'extension et les renforcements des réseaux électriques, téléphoniques, radiodiffusion, télévision ainsi que les nouveaux raccordements devront être réalisés, obligatoirement,

en souterrain ou en câbles torsadés scellés, le long des façades de la manière la moins apparente possible.

#### 4 - DECHETS MENAGERS

4.7 – Les constructions à usage d'habitation collective, les opérations groupées de deux logements ou plus, devront prévoir un dispositif (local abrité, à ciel ouvert mais dans tous les cas masqué de l'espace public) d'une superficie suffisante (proportionnelle au nombre de logements) pour recevoir les divers conteneurs liés à la collecte sélective des déchets ménagers et emballages recyclables, implanté obligatoirement en limite des emprises des voies publiques ou privées existantes, à modifier ou à créer, ce local sera incorporé au volume de l'opération ou intégré à l'opération.

### **ARTICLE A 5 – SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES**

5.1 – Non réglementé

### **ARTICLE A 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES**

6.1 – En secteur Ah, les constructions annexes aux habitations doivent être implantées à une distance minimale de 5 mètres par rapport à l'axe des voies et emprises publiques.

6.2 – Hors agglomération, les constructions à usage d'habitation, doivent être édifiées à :

- 15 mètres de l'axe de la RD 18 ;
- 10 mètres de l'axe des RD 119, 119<sup>E2</sup> et RD 126.

6.3 – Hors agglomération, les autres constructions, doivent être édifiées à :

- 10 mètres de l'axe de la RD 18 ;
- 8 mètres de l'axe des RD 119, 119<sup>E2</sup> et RD 126.

6.4 – En agglomération, par rapport à l'axe des autres voies et emprises publiques, les constructions à usage agricole doivent être implantées à une distance minimale de 10 mètres.

6.5 – En agglomération, par rapport à l'axe des autres voies et emprises publiques, les constructions à usage d'habitation doivent être implantées à une distance minimale de 5 mètres.

6.6 - Une autre implantation peut être admise dans le cas :

- de constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêts collectifs sous conditions de leur nécessité.
- d'extensions de constructions existants implantés avec des retraits différents, elles peuvent être autorisées si elles respectent l'alignement du bâtiment principal.

### **ARTICLE A 7 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES**

7.1 – Les constructions à usage agricole doivent être implantées à une distance minimale de 8 mètres.

7.2 – Les constructions à usage d'habitation doivent être implantées à une distance minimale de 3 mètres.

7.3 - Il n'est pas fixé de règle pour les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêts collectifs.

7.4 - Une autre implantation peut être admise dans le cas :

- de constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêts collectifs sous conditions de leur nécessité.

- d'extensions de constructions existants implantés avec des retraits différents, elles peuvent être autorisées si elles respectent l'alignement du bâtiment principal.

## **ARTICLE A 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE**

8.1 – Non réglementé.

## **ARTICLE A 9 – EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS**

9.1 – Non réglementé.

## **ARTICLE A 10 – HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS**

Définition : la hauteur est mesurée à partir du sol naturel avant travaux d'exhaussement ou d'affouillements pour la réalisation du projet.

10.1 - Dans le cas des bâtiments agricoles, la hauteur sera limitée à 10 m au faîtage par rapport au niveau du sol naturel (toit deux pans, pente 30%), sauf pour les éléments techniques tels que cuves et silos.

10.2 - En cas de déclivité ou de problème technique, la hauteur de bâtiments d'exploitation pourra dépasser 10 m au faîtage, sous réserve que la toiture du bâtiment soit à deux pans avec une pente maximum de 30%.

10.3 – La hauteur des autres constructions autorisées (habitations, ...) est limitée à 7 mètres à l'égout du toit.

10.4 – Pour les constructions existantes qui ont une hauteur plus importante, les extensions sont autorisées à condition qu'elles ne dépassent pas la hauteur du faîtage du bâtiment existant

10.5 - Il n'est pas fixé de règle pour les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêts collectifs.

## **ARTICLE A 11 – ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS**

### **1 - DISPOSITIONS GENERALES**

La recherche d'une architecture locale ou d'inspiration locale doit être privilégiée. Toute architecture imitant des typologies régionalistes d'autres zones géographiques est interdite.

11.1 - Le traitement de façades et des volets sera analogue au caractère dominant des façades voisines et devra respecter la proportion de leurs ouvertures.

### **2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

#### **Habitations**

**Murs**

11.2 – Sont autorisés l'emploi de la pierre naturelle (de Charente ou de Gironde), des enduits tons pierre naturelle, beige (pierre vieillie), les bardages couleurs gris clairs.

11.3 – Est interdit l'emploi à nu, en parement extérieur, de matériaux destinés à être recouverts d'un revêtement ou d'un enduit. Sont en revanche autorisés les briquettes d'ornement, pierres d'ornement et autres éléments décoratifs.

**Toitures**

11.4 - Les constructions doivent être terminées par des toitures 2 pentes a minima. Cependant, les toitures terrasses sont autorisées lorsqu'elles seront masquées par des acrotères et à condition d'être revêtue par une protection d'étanchéité qui masquera les éléments réfléchissants.

11.5 – Les toitures à pente(s) doivent être :

- en tuiles (terre cuite, émaillée, béton)... mais de teinte terre cuite naturelle, vieillie, rose, paille et teintes mélangées.
- en métal (bac acier, zinc, cuivre ...) ou en verre, dans le cadre de constructions contemporaines à condition d'utiliser des teintes foncés ou des éléments pré-patiné afin de limité les effets de réverbération.

Leur pente sera comprise soit entre 2 et 7 %, soit entre 25 et 33 %

**Clôtures**

11.6 - La hauteur maximale de la clôture ne devra pas excéder 1,60m.

**Bâtiments annexes**

11.7 - Les bâtiments annexes aux habitations, tels que garages, abris, remises ... devront avoir le même aspect de couverture et de mur que la construction principale.

11.8 - Les constructions de faible surface (garage, abris de jardin, pièce supplémentaire de moins de 40m<sup>2</sup>) pourront comporter une seule pente.

**Constructions destinées aux activités et équipements****Murs**

11.9 - Les surfaces extérieures ne seront pas brillantes.

11.10- seront interdits:

- couleurs vives, sauf dans le cas d'impératif technique ou réglementaire lié à la nature de la construction.
- Les matériaux laissés bruts qui nécessitent un appareillage ou un revêtement tel que les enduits, crépis, bardages...
- Les imitations de matériaux

**Revêtement des façades**

11.11 - Les revêtements de façades seront mats.

11.12 - Les surfaces réfléchissantes sont interdites, à l'exception des parois vitrées.

11.13 - Vu la spécificité de la zone, les épidermes des façades seront constitués de :

- bardages métalliques,
- bardages bois dont la teinte de lasure reprend les teintes naturelles des bois (pas de lasures ou peintures opaques colorées ou cérusées).
- maçonneries de béton présentant un travail de surface de qualité (béton lavé, poli, lasuré, peint).
- revêtement des façades recevant un traitement uniforme et n'étant pas composé d'un mélange de teintes. Pourront recevoir un traitement différencié les volumes ou bâtiments isolés justifiés par la composition du bâtiment. Les éléments de finition des bâtiments, tels angles, coiffes,



encadrements des baies, seront de la même teinte que le bardage employé pour le revêtement des façades.

- teintes grises ou foncées

### **Toitures**

11.14 - Les toitures à une pente sont autorisées pour les constructions à usage agricoles et d'équipements en dessous de 40m<sup>2</sup> de surface de plancher.

11.15 – Les toitures terrasses seront autorisées lorsqu'elles seront masquées par des acrotères. Lorsque d'éventuels équipements techniques seront posés sur le toit (blocs de ventilation, climatiseurs, ...), ces derniers seront intégrés dans le volume de la construction ou masqués par une paroi.

11.16 - Les éléments nécessaires à l'utilisation de l'énergie solaire devront être intégrés à la volumétrie générale des toits.

## **ARTICLE A 12 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT**

12.1 – Non règlementé

## **ARTICLE A 13 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'ESPACES LIBRES, ET DE PLANTATIONS – ESPACES BOISES CLASSES**

13.1 – Non règlementé

## **ARTICLE A 14 – COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (C.O.S.)**

14.1 – Non règlementé

## **ARTICLE A 15 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES**

15.1 – Sans objet

## **ARTICLE A 16 – OBLIGATIONS IMPOSEES EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATION ELECTRONIQUES**

16.1 – Sans objet

## CHAPITRE VI: DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE

# N

### CARACTERE DE LA ZONE

Cette zone englobe des terrains généralement non équipés, qui constituent des milieux naturels qu'il convient de protéger en raison de la qualité de leurs paysages pour préserver l'intérêt des sites de la commune, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique.

**Au sein de la zone N, certains secteurs sont soumis au risque inondation, pour lesquels les prescriptions du PPRI s'imposent.**

Elle comprend également :

- un secteur Nh correspondant à des zones résidentielles au sein desquelles sont autorisées les extensions, les annexes et les piscines des constructions existantes.
- un secteur NL qui correspond au secteur du Lac dans lequel l'implantation d'habitats légers de loisir est autorisée ainsi que les équipements nécessaires à leur gestion et fonctionnement.
- un secteur Ne qui correspond à des espaces naturels à vocation d'équipement public et/ou d'intérêt collectif.

Conformément au Code de l'Urbanisme, les constructions ou travaux dispensés de toute formalité doivent être conformes aux dispositions du présent règlement.

### ARTICLE N 1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdites :

1.1 - Toutes les constructions nouvelles, sauf celles autorisées dans l'article N2.

1.2 – Les affouillements et exhaussements du sol non liées à une occupation ou utilisation du sol autorisée dans la zone, l'extraction de matériaux, l'ouverture et l'exploitation de carrière ou gravières.

### ARTICLE N 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Sont autorisés sous conditions :

2.1 - **Dans le secteur NL**, sont admises sous conditions :

- Les constructions du type habitat léger de loisir (HLL), sous réserve que leur nombre soit limité à 40 et que la superficie totale de chacun d'entre eux ne dépasse pas 52 m<sup>2</sup> de surface de plancher.

- la réalisation d'une construction comprenant un logement de fonction et/ou de gardiennage nécessaire à l'activité du lac.

- les constructions, installations et équipements, ainsi que les aires de stationnement nécessaires au fonctionnement et à la gestion du site du lac et de son activité.

2.2 - **Dans le secteur Nh**, sont admises sous conditions :

- Les constructions annexes isolées, sous réserve que la superficie totale de l'annexe ne dépasse pas 40m<sup>2</sup> de surface de plancher et que leur hauteur en tout point n'excède pas 3,00m à

l'égout du toit par rapport au niveau du sol.

- L'extension des constructions existantes dans la limite de 30% maximum de la surface de plancher préexistante.

- les piscines.

- le changement de destination des constructions pour un usage d'habitation.

2.3 - **Dans les secteurs Ne**, les constructions d'intérêt public et/ou à usage collectif.

### **ARTICLE N 3 – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET D'ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC**

Non règlementé

### **ARTICLE N 4 – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RESEAUX PUBLICS**

#### 1 – EAU POTABLE

4.1 - Toute construction d'habitation ainsi que tout local pouvant servir de jour ou de nuit au travail, au repos ou à l'agrément doit être alimenté en eau potable sous pression, par raccordement au réseau public de distribution, et être équipé d'un dispositif anti-retour d'eau.

Les réseaux intérieurs de distribution équipant les immeubles ne doivent pas pouvoir, du fait des conditions de leur utilisation et notamment à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, perturber le fonctionnement du réseau auquel ils sont raccordés ou engendrer une contamination de l'eau distribuée dans les installations privées de distribution. Ces réseaux ne peuvent, sauf dérogation, être alimentés par une eau issue d'une ressource qui n'a pas été autorisée.

#### 2 – ASSAINISSEMENT

Eaux usées domestiques

4.2 - Les eaux et matières usées doivent être dirigées par des canalisations souterraines sur des dispositifs de traitement autorisés et évacuées conformément aux exigences des textes en vigueur (Cf. annexes sanitaires : schéma directeur d'assainissement) et à condition que la superficie et la nature du terrain le permettent.

4.3 - Le traitement et l'élimination des effluents autres que domestiques doivent être conformes aux règlements spécifiques les concernant et adaptés à l'importance et à la nature de l'activité.

Eaux pluviales

4.4 – Les eaux pluviales issues de toute construction ou installation nouvelle ou aménagement seront résorbées sur le terrain d'assiette du projet.

Si la surface de la parcelle, la nature du sol ou la disposition des lieux ne permet pas de les résorber sur la parcelle, les eaux pluviales seront rejetées au réseau public (fossé, caniveau ou réseau enterré) de telle sorte que l'écoulement soit assuré sans stagnation.

#### 3 – AUTRES RESEAUX

4.5 - Toute construction doit être alimentée en électricité dans des conditions répondant à ses besoins par branchement sur une ligne publique de distribution de caractéristiques suffisantes, située au droit du terrain d'assiette.

4.6 - La création, l'extension et les renforcements des réseaux électriques, téléphoniques, radiodiffusion, télévision ainsi que les nouveaux raccordements devront être réalisés, obligatoirement,

en souterrain ou en câbles torsadés scellés, le long des façades de la manière la moins apparente possible.

#### **ARTICLE N 5 – SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES**

5.1 – Non règlementé

#### **ARTICLE N 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES**

**En secteur Nh :**

6.1 – Les constructions annexes aux habitations doivent être implantées à une distance minimale de 5 mètres par rapport à l'axe des voies et emprises publiques.

**Dans le reste de la zone N et en secteur NL :**

6.2 – Par rapport à l'axe des voies et emprises publiques, les constructions doivent être implantées à une distance minimale de 10 mètres.

**Pour l'ensemble de la zone N et des secteurs Ne, Nh et NL :**

6.3 – Une autre implantation peut être admise dans le cas:

- de constructions installations nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêts collectifs,
- d'extensions de bâtiments existants implantés avec des retraits différents, elles peuvent être autorisées si elles respectent l'alignement du bâtiment principal et si elles s'inscrivent dans l'ordonnancement de la façade.

#### **ARTICLE N 7 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES**

**En secteur Nh :**

7.1 – Les constructions doivent être implantées à une distance des limites séparatives au moins égale à 5 mètres, sauf dans les cas suivants, où les constructions peuvent être implantées sur les limites séparatives :

- pour les travaux d'extension visés à l'article N 2, lorsqu'il s'agit de prolonger un bâtiment existant lui-même édifié sur la limite séparative, ou d'améliorer la conformité de l'implantation d'un bâtiment existant qui ne respecterait pas la distance minimale fixée ci-dessus.
- pour les bâtiments annexes visés à l'article N 2 et dont la surface de plancher est inférieure à 40 m<sup>2</sup>, la hauteur de la construction édifiée sur la limite séparative ne doit pas excéder 4m à l'égout du toit.

7.2 - Les piscines pourront être implantées en deçà du retrait fixé ci-dessus.

**Pour l'ensemble de la zone N et des secteurs Ne, Nh et NL :**

7.3 - Il n'est pas fixé de règle pour les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêts collectifs.

## **ARTICLE N 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE**

8.1 – Non réglementé

## **ARTICLE N 9 – EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS**

Définition : l'emprise au sol correspond à la surface de plancher édifée sur le sol.

9.1 – **En secteur Nh**, l'emprise au sol maximum des constructions est de 30%.

9.2 – **En secteur NL**, l'emprise au sol maximum des constructions est de 20%.

## **ARTICLE N 10 – HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS**

Définition : la hauteur est mesurée à partir du sol naturel avant travaux d'exhaussement ou d'affouillements pour la réalisation du projet.

10.1 – **En secteur NL** :

- 37 HLL sont autorisés avec une hauteur au faîtage de 4,20 mètres.
- 3 HLL sont autorisés avec une hauteur au faîtage de 8,20 mètres.
- les autres constructions auront une hauteur limitée à 7 mètres à l'égout du toit.

10.2 - La hauteur des constructions à usage d'habitation sera au maximum de 7 m à l'égout du toit.

10.3 – Pour les constructions existantes qui ont une hauteur plus importante, les extensions sont autorisées à condition qu'elles ne dépassent pas la hauteur du faîtage du bâtiment existant

10.4 - Il n'est pas fixé de règle pour les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêts collectifs.

## **ARTICLE N 11 – ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS**

### **1 - DISPOSITIONS GENERALES POUR LA ZONE N ET LES SECTEURS Nh, Ne**

La recherche d'une architecture locale ou d'inspiration locale doit être privilégiée. Toute architecture et choix de couleur imitant des typologies régionalistes d'autres zones géographiques sont interdits.

### **Volumétrie générale**

Les constructions seront composées de volumes géométriques simples, hiérarchisés (habitation principale, annexes, etc...) et assemblés de manière orthogonale.

Dans le cadre d'un parti architectural particulier, le recours à des matériaux et des mises en œuvre innovantes en matière d'aspect et de techniques de construction, liés par exemple, au choix d'une démarche relevant du développement durable des constructions ou de l'utilisation d'énergie renouvelable, est admis.

Les constructions de faible surface (moins de 20 m<sup>2</sup> de surface de plancher) et les annexes doivent être :

- intégrées à la clôture, ou
- adossées à une construction existante, ou dans le prolongement d'une piscine.

Les éléments techniques nécessaires à la régulation de la température interne ou à la production d'énergie renouvelable de la construction (climatiseur,...) devront être intégrés au volume général de la construction, ou masqués de l'espace public.

### **Habitations**

#### **Murs**

11.1 – Sont autorisés l'emploi de la pierre naturelle (de Charente ou de Gironde), des enduits tons pierre naturelle, beige (pierre vieillie), les bardages couleurs gris clairs.

11.2 – Est interdit l'emploi à nu, en parement extérieur, de matériaux destinés à être recouverts d'un revêtement ou d'un enduit.

#### **Toitures**

11.3 – Les constructions doivent être couvertes par des toitures à 2 pentes a minima.

11.4 – Sauf dans le cas d'abris de jardin, les toitures à pente(s) doivent être en tuiles de type canal de teinte terre cuite naturelle, vieillie, rose, paille et teintes mélangées.

Leur pente sera comprise entre 25 et 33 %

11.5 – Les fenêtres de toit devront être intégrées à la toiture ou être traitées sous forme de lucarne, lanterneau ...

11.6 – Les installations nécessaires à la production d'énergie renouvelable intégrées à la volumétrie du toit sont autorisées.

#### **Clôtures**

11.7 - La clôture sur voie et en mitoyenneté doit être constituée :

- soit d'une clôture à claire-voie en grillage rigide.
- soit d'une clôture à claire-voie en grillage noyée dans une haie végétale.

La hauteur maximale de cette clôture ne devra pas excéder 1,80 m.

## **2 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AU SECTEUR NL**

**Les dispositions générales de la zone N et des secteurs Nh et Ne ne s'appliquent pas à ce secteur. Il convient de se rapporter exclusivement aux paragraphes qui suivent.**

Les constructions seront composées de volumes géométriques simples, hiérarchisés (HLL, annexes, etc...) et assemblés de manière orthogonale.

Dans le cadre d'un parti architectural particulier, le recours à des matériaux et des mises en œuvre innovantes en matière d'aspect et de techniques de construction, liés par exemple, au choix d'une démarche relevant du développement durable des constructions ou de l'utilisation d'énergie renouvelable, est admis.

Les imitations de matériaux sont proscrites. On doit chercher au contraire à mettre en valeur les matériaux de la construction.

### **Pour les Habitats Légers de Loisirs (HLL) :**

Sont autorisés l'emploi de la pierre naturelle (de Charente ou de Gironde), des enduits tons pierre naturelle, beige (pierre vieillie), les bardages couleurs gris clairs. Est interdit l'emploi à nu, en parement extérieur, de matériaux destinés à être recouverts d'un revêtement ou d'un enduit.

S'il y a usage de bardage, seules les bardages d'aspect bois sont autorisés. Le recours à des principes de végétalisation des façades est également autorisé.

Tout emploi de matériaux ou d'enduits de couleurs vives, blanc et dérivés de blanc, ainsi que de nature à réfléchir la lumière (hormis vitrages) est interdit.

**ARTICLE N 12 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT**

12.1 – Non règlementé

**ARTICLE N 13 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'ESPACES LIBRES, ET DE PLANTATIONS – ESPACES BOISES CLASSES**

13.1 - Les plantations existantes doivent être maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes.

13.2 - Des rideaux de végétation doivent être obligatoirement plantés afin de masquer les installations et travaux divers autorisés dans la zone.

13.3 - Les dépôts éventuels doivent être masqués par des écrans de végétation épaisse faisant appel aux essences locales.

13.4 – Les surfaces réservées au stationnement collectif doivent être plantées à raison d'un arbre de haute tige au moins pour deux places. Les arbres de haute tige seront de taille et de force 12/14 (circonférence du tronc en cm, mesurée à 1m du sol).

13.5 – **Hormis en secteur NL**, les défrichements sont interdits.

**ARTICLE N 14 – COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (C.O.S.)**

14.1 – Non règlementé

**ARTICLE N 15 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES**

15.1 – Sans objet

**ARTICLE N 16 – OBLIGATIONS IMPOSEES EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATION ELECTRONIQUES**

16.1 – Sans objet

# ANNEXE n°12

Détails et justification des besoins en eaux selon le document D9



Chai Guest + Process + Extension 2<sup>e</sup> étage + Nouveau bâtiment

Tableau 3 – Détermination du débit requis

| DESCRIPTION SOMMAIRE DU RISQUE<br>(...)   |                              |                                     |          |              |
|---|------------------------------|-------------------------------------|----------|--------------|
| CRITERE   | COEFFICIENTS ADDITIONNELS    | COEFFICIENTS RETENUS POUR LE CALCUL |          | COMMENTAIRES |
|   |                              | Activité                            | Stockage |              |
| <b>HAUTEUR DE STOCKAGE <sup>(1)</sup></b><br>- Jusqu'à 3 m<br>- Jusqu'à 8 m<br>- Jusqu'à 12m<br>- Au-delà de 12m  | 0<br>+ 0,1<br>+ 0,2<br>+ 0,5 | 0                                   | +0,1     |              |
| <b>TYPE DE CONSTRUCTION <sup>(2)</sup></b><br>- ossature stable au feu ≥ 1 heure<br>- ossature stable au feu ≥ 30 minutes<br>- ossature stable au feu < 30 minutes  | - 0,1<br>0<br>+ 0,1          | +0,1                                | +0,1     |              |
| <b>TYPES D'INTERVENTIONS INTERNES</b><br>- accueil 24H/24 (présence permanente à l'entrée)<br>- DAI généralisée reportée 24H/24 7J/7 en télésurveillance ou au poste de secours 24 H/24 lorsqu'il existe, avec des consignes d'appels.<br>- service de sécurité incendie 24h/24 avec moyens appropriés équipe de seconde intervention, en mesure d'intervenir 24h/24) | - 0,1<br>- 0,1<br>- 0,3 *    | /                                   | /        |              |
| <b>Σ coefficients</b>   |                              | +0,1                                | +0,2     |              |
| <b>1+ Σ coefficients</b>  |                              | 1,1                                 | 1,2      |              |
| <b>Surface de référence (S en m<sup>2</sup>)</b>  |                              | 4090                                | 2336     |              |
| <b>Qi = 30 x <math>\frac{S}{500}</math> x (1+ Σ Coef) <sup>(3)</sup></b>  |                              | 270                                 | 168,2    |              |
| <b>Catégorie de risque <sup>(4)</sup></b><br>Risque 1 : Q1 = Qi x 1<br>Risque 2 : Q2 = Qi x 1,5<br>Risque 3 : Q3 = Qi x 2   |                              | 270                                 | 168,2    |              |
| <b>Risque sprinklé <sup>(5)</sup> : Q1, Q2 ou Q3 ÷ 2</b>  |                              |                                     |          |              |
| <b>DEBIT REQUIS <sup>(6) (7)</sup> (Q en m<sup>3</sup>/h)</b>   |                              | 270                                 |          |              |

<sup>(1)</sup> Sans autre précision, la hauteur de stockage doit être considérée comme étant égale à la hauteur du bâtiment moins 1 m (cas des bâtiments de stockage).  
<sup>(2)</sup> Pour ce coefficient, ne pas tenir compte du sprinkleur.  
<sup>(3)</sup> Qi : débit intermédiaire du calcul en m<sup>3</sup>/h.  
<sup>(4)</sup> La catégorie de risque est fonction du classement des activités et stockages (voir annexe 1).  
<sup>(5)</sup> Un risque est considéré comme sprinklé si :  
 - protection autonome, complète et dimensionnée en fonction de la nature du stockage et de l'activité réellement présente en exploitation, en fonction des règles de l'art et des référentiels existants ;  
 - installation entretenue et vérifiée régulièrement ;  
 - installation en service en permanence.  
<sup>(6)</sup> Aucun débit ne peut être inférieur à 60 m<sup>3</sup>/h.  
<sup>(7)</sup> La quantité d'eau nécessaire sur le réseau sous pression (cf. § 5 alinéa 5) doit être distribuée par des hydrants situés à moins de 100 m des entrées de chacune des cellules du bâtiment et distants entre eux de 150 m maximum.  
 \* Si ce coefficient est retenu, ne pas prendre en compte celui de l'accueil 24h/24.

## **EXTENSION DE LA CAVE DE SAINT-PEY-DE-CASTETS**

### **DOSSIER DE DECLARATION AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

(en application des articles L214-1 à 6 du Code de l'environnement)



ETEN Environnement

Vue du site depuis le fond de la parcelle – 06/15

**9 juillet 2015**



## REFERENCES DU DOSSIER

|                         |   |
|-------------------------|---|
| <b>ETUDE</b>            | Dossier de déclaration de police de l'eau dans le cadre de l'extension de la cave de Saint-Pey-de-Castets (33)  |
| <b>MAITRE D'OUVRAGE</b> | S.C.A Vignerons Saint-Pey Génissac<br>36, av de la Mairie<br>33350 SAINT PEY DE CASTETS<br>Tél. : 05 57 40 52 07  |
| <b>PRESTATAIRE</b>      | ETEN Environnement – Agence Aquitaine<br>49 rue Camille Claudel<br>40 990 SAINT-PAUL-LES-DAX<br>Tél. : 05 58 74 84 10 – Fax : 05 58 74 84 03<br>Courriel : <a href="mailto:assainissement@eten-aquitaine.com">assainissement@eten-aquitaine.com</a><br><br>Rédacteurs de l'étude :<br>Coralie LEFEVRE, chargée d'études hydrauliques<br>Amandine SOUMAILLE, cartographe |
| <b>CODE INTERNE</b>     | AQ_2015_DA003_St_Pey_de_Castets   |
| <b>DATE DE REMISE</b>   | 09/07/2015  |

**Fiche signalétique**

|   |  |
|---|--|
| <b>1 – Demandeur :</b><br><b>Nom :</b><br><b>Adresse :</b>  | S.C.A Vignerons<br><br>36, av de la Mairie<br>33350 Saint-Pey-de-Castets   |
| <b>2 – Situation du projet :</b><br><b>Département :</b><br><b>Localisation :</b><br><br><b>Références cadastrales :</b>  | Gironde<br>Commune de Saint-Pey-de-Castets<br><br>Section ZE – parcelles n°84 et 136   |
| <b>3 – Le projet :</b><br><b>Nature :</b><br><br><b>Emprise du projet :</b><br><b>Surface du bassin versant du projet :</b><br><b>Débit<sup>1</sup> d'eaux pluviales généré par le site avant aménagement :</b><br><b>Débit d'eaux pluviales généré par le site après aménagement <u>sans</u> filière de gestion des eaux pluviales :</b><br><b>Débit d'eaux pluviales généré par le site après aménagement <u>avec</u> filière de gestion des eaux pluviales (dimensionnement pour une pluie d'occurrence 10 ans) :</b><br><b>Volume à stocker pour une pluie d'occurrence décennale :</b> | Extension de la cave de Saint-Pey-de-Castets<br><br>1,74 ha<br>0,013 m <sup>3</sup> /s<br>0,038 m <sup>3</sup> /s<br>0,0052 m <sup>3</sup> /s<br><b>435 m<sup>3</sup></b> pour l'ensemble de l'opération |
| <b>4 – Milieu récepteur :</b><br><b>Points de rejet des eaux pluviales :</b><br><br><b>Masse d'eau superficielle concernée :</b><br><br><b>Objectif état global de la masse d'eau :</b><br><b>Etat chimique actuel (sur la base de l'état des lieux de 2010) :</b><br><b>Etat écologique actuel (sur la base de l'état des lieux de 2010) :</b>   | Cours d'eau situé à 1 km au Nord du Projet<br><br>« Estuaire de la Dordogne »<br><br>Bon état 2015<br>Non classé<br>Non classé   |
| <b>5 – Cadre réglementaire :</b><br>Code de l'environnement (livre II, titre I <sup>er</sup> , articles L214-1 à L214-6 et article R214-1).   |  |
| <b>Rubriques</b><br>2.1.5.0 Rejet d'eaux pluviales  | <b>Procédure</b><br>Soumis à déclaration   |

<sup>1</sup> Méthode rationnelle pour une pluie de fréquence décennale.

# Sommaire

|   |           |
|---|-----------|
| <b>SOMMAIRE .....</b>   | <b>5</b>  |
| <b>TABLE DES ILLUSTRATIONS.....</b>   | <b>7</b>  |
| <b>PREAMBULE .....</b>  | <b>9</b>  |
| <b>PIECE 1 : NOM ET ADRESSE DU DEMANDEUR .....</b>  | <b>10</b> |
| <b>PIECE 2 : EMPLACEMENT DU PROJET .....</b>  | <b>11</b> |
| <b>PIECE 3 : PRESENTATION DU PROJET ET RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE<br/>CONCERNEE .....</b>   | <b>14</b> |
| <b>I. CARACTERISTIQUES DU PROJET .....</b>  | <b>15</b> |
| I. 1. Caractéristiques générales du projet.....   | 15        |
| <b>II. CARACTERISTIQUES DES REJETS INDUITS .....</b>  | <b>17</b> |
| II. 1. Bassin versant d'étude .....   | 17        |
| II. 2. Estimation des surfaces actives .....  | 20        |
| II. 3. Estimation des débits superficiels .....   | 20        |
| II. 3. 1. Méthode de calcul des débits.....   | 20        |
| II. 3. 2. Estimation des débits actuels .....   | 23        |
| II. 3. 3. Estimation des débits futurs.....   | 23        |
| <b>III. PRESENTATION DE LA FILIERE DE GESTION DES EAUX PLUVIALES INTEGREE AU PROJET .....</b> | <b>25</b> |
| III. 1. Présentation de la filière .....  | 25        |
| III. 1. 1. Principes de gestion des eaux pluviales du projet.....                             | 25        |
| III. 1. 2. Méthodologie de dimensionnement.....   | 25        |
| III. 1. 3. Paramètres du dimensionnement.....   | 26        |
| III. 1. 4. Résultats du dimensionnement pour une pluie d'occurrence 10 ans.....               | 27        |
| III. 2. Composition des filières de gestion des eaux pluviales à mettre en œuvre .....        | 29        |
| III. 2. 1. Généralités .....  | 29        |
| III. 2. 2. Alimentation du bassin.....  | 29        |
| III. 2. 3. Le bassin de rétention .....   | 29        |
| III. 2. 4. Les ouvrages de régulation.....  | 30        |
| III. 2. 4. 1. Les ouvrages de fuite .....   | 30        |
| III. 2. 5. Cas des événements exceptionnels : ouvrage de surverse .....                       | 33        |
| III. 3. Traitement des eaux usées.....  | 33        |
| <b>IV. RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DONT RELEVÉ L'OPERATION .....</b>                          | <b>34</b> |
| <b>PIECE 4 : NOTICE D'INCIDENCES SUR L'EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES.....</b>                 | <b>35</b> |
| <b>4 A : ETAT INITIAL.....</b>  | <b>35</b> |
| <b>I. CARACTERISTIQUES PHYSIQUES DU SITE D'IMPLANTATION DU PROJET.....</b>                    | <b>36</b> |
| I. 1. Géologie .....  | 36        |
| I. 1. 1. Pédologie, hydromorphie et perméabilité .....  | 38        |
| I. 1. 1. 1. Pédologie.....  | 38        |
| I. 1. 1. 1. Hydromorphie – Identification/délimitation des zones humides pédologiques .....   | 40        |
| I. 1. 1. 2. Perméabilité .....  | 42        |
| I. 2. Topographie .....   | 42        |
| I. 3. Climatologie .....  | 44        |
| I. 4. Risques.....  | 45        |
| <b>II. CARACTERISTIQUES DU MILIEU AQUATIQUE RECEPTEUR.....</b>                                | <b>48</b> |
| II. 1. Les milieux récepteurs concernés .....   | 48        |
| II. 2. Les eaux superficielles .....  | 48        |

|  |   |           |
|--|---|-----------|
| II. 2. 1.                                    | Description des eaux superficielles .....                                     | 48        |
| II. 2. 2.                                    | Qualité des eaux superficielles et pressions.....                             | 50        |
| <b>II. 3.</b>                                | <b>Les eaux souterraines.....</b>   | <b>50</b> |
| <b>II. 4.</b>                                | <b>Périmètre de protection de captage.....</b>                                | <b>52</b> |
| <b>III.</b>                                  | <b>ANALYSE DU PATRIMOINE BIOLOGIQUE.....</b>                                  | <b>54</b> |
| <b>III. 1.</b>                               | <b>Contexte réglementaire .....</b>   | <b>54</b> |
| III. 1. 1.                                   | Les sites Natura 2000 .....   | 54        |
| III. 1. 2.                                   | Les ZNIEFF.....   | 55        |
| <b>III. 2.</b>                               | <b>Les zones humides.....</b>   | <b>57</b> |
| III. 2. 1.                                   | Zones humides élémentaires .....  | 57        |
| III. 2. 2.                                   | Critère pédologique.....  | 57        |
| III. 2. 3.                                   | Critère floristique .....   | 57        |
| III. 2. 4.                                   | Synthèse .....  | 57        |
| <b>B :</b>                                   | <b>ANALYSE DES EFFETS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT ET</b>                    |           |
|  | <b>PROPOSITION DE MESURES.....</b>  | <b>60</b> |
| <b>I.</b>                                    | <b>IMPACTS ET MESURES SUR LES MILIEUX AQUATIQUES.....</b>                     | <b>61</b> |
| <b>I. 1.</b>                                 | <b>Impact quantitatif sur le milieu aquatique .....</b>                       | <b>61</b> |
| I. 1. 1.                                     | Impact lié à l'imperméabilisation du site .....                               | 61        |
| <b>I. 2.</b>                                 | <b>Impact qualitatif sur le milieu aquatique.....</b>                         | <b>61</b> |
| I. 2. 1.                                     | Impacts en phase travaux.....   | 61        |
| I. 2. 2.                                     | Impacts en phase exploitation .....   | 62        |
| I. 2. 2. 1.                                  | <i>Sources de polluants dans le ruissellement urbain .....</i>                | <i>62</i> |
| I. 2. 2. 2.                                  | <i>Qualité des eaux pluviales rejetées :.....</i>                             | <i>62</i> |
| <b>II.</b>                                   | <b>IMPACTS ET MESURES SUR LE MILIEU NATUREL.....</b>                          | <b>65</b> |
| II. 1.                                       | Incidences sur le site Natura 2000 .....                                      | 65        |
| <b>III.</b>                                  | <b>SYNTHESE DES INCIDENCES DU PROJET .....</b>                                | <b>66</b> |
| <b>PIECE 5 :</b>                             | <b>MOYENS DE SURVEILLANCE ET D'ENTRETIEN .....</b>                            | <b>67</b> |
| <b>PIECE 6 :</b>                             | <b>COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE SDAGE ADOUR-GARONNE, LE</b>                |           |
|  | <b>SAGE «NAPPES PROFONDES DE GIRONDE» ET LES ZONAGES</b>                      |           |
|  | <b>REGLEMENTAIRES .....</b>   | <b>69</b> |
| <b>I.</b>                                    | <b>LE SDAGE ADOUR-GARONNE ET LE SAGE « NAPPES PROFONDES DE GIRONDE» .....</b> | <b>70</b> |
| I. 1.  | Présentation du SDAGE Adour Garonne .....                                     | 70        |
| I. 2.  | Présentation du SAGE « Nappes profondes de Gironde».....                      | 70        |
| I. 3.  | Compatibilité du projet avec le SAGE « Nappes profondes de Gironde» .....     | 72        |
| <b>II.</b>                                   | <b>AUTRES ZONAGES REGLEMENTAIRES ET DE PROGRAMMATION.....</b>                 | <b>74</b> |
| <b>SOURCES DOCUMENTAIRES UTILISEES .....</b> |   | <b>75</b> |
| <b>ANNEXE 1 :</b>                            | <b>NOTE DE CALCUL DES VOLUMES DE RETENTION (METHODE DES</b>                   |           |
|  | <b>PLUIES).....</b>   | <b>77</b> |
| <b>ANNEXE 2 :</b>                            | <b>AVERTISSEMENTS .....</b>   | <b>79</b> |

# Table des illustrations

## CARTES

|   |    |
|---|----|
| Carte 1 : Localisation du projet .....  | 12 |
| Carte 2 : Localisation du projet à l'échelle cadastrale (source : cadastre.gouv)..... | 13 |
| Carte 3 : Plan de masse du projet .....   | 16 |
| Carte 4 : Délimitation du bassin versant d'étude.....                                 | 18 |
| Carte 5 : Schéma de principe de gestion des eaux pluviales du projet.....             | 28 |
| Carte 6 : Contexte géologique du secteur d'étude .....                                | 37 |
| Carte 7 : Expertise pédologique menée au sein du périmètre d'étude .....              | 39 |
| Carte 8 : Topographie générale du site .....  | 43 |
| Carte 9 : Risque de retrait-gonflement des argiles .....                              | 46 |
| Carte 10 : Risque inondation (extrait du PPRi – source : DDTM Gironde) .....          | 47 |
| Carte 11 : Réseau hydrographique à proximité du projet.....                           | 49 |
| Carte 12 : Cartographie des périmètres environnementaux à proximité du projet .....   | 56 |

## FIGURES

|   |    |
|---|----|
| Figure 1 : Schéma de principe d'un bassin à sec .....   | 30 |
| Figure 2 : Exemples d'ouvrages de fuite .....   | 31 |
| Figure 3 : Vanne murale : exemple de vanne à tige filetée.....  | 32 |
| Figure 4 : Profil pédologique « type » mis en évidence sur site.....  | 40 |
| Figure 5 : Diagramme ombrothermique caractérisant la zone d'étude (station météorologique de Bordeaux-Mérignac entre 1979 et 2009)..... | 44 |
| Figure 6 : Prélèvements de l'année 2013 (Source : Agence de l'Eau Adour-Garonne) .....  | 52 |

## TABLEAUX

|  |    |
|--|----|
| Tableau 1 : Type de surface au niveau du projet .....  | 15 |
| Tableau 2 : Caractéristiques du bassin versant du projet étudié.....   | 19 |
| Tableau 3 : coefficients de ruissellement pour la formule rationnelle (crue décennale) (Source : LROP, 1995).....  | 19 |
| Tableau 4 : Présentation des surfaces actives entre l'état actuel et futur .....   | 20 |
| Tableau 5 : Dimensions retenues pour les orifices à géométrie contrôlée .....  | 32 |
| Tableau 6 : Rubrique concernée de la nomenclature .....  | 34 |
| Tableau 7 : Résultats du test de perméabilité mené sur site.....   | 42 |
| Tableau 8 : Moyennes mensuelles des températures et des précipitations observées sur la station météorologique de Bordeaux-Mérignac entre 1979 et 2009 ..... | 44 |
| Tableau 9 : Evaluation des risques naturels sur le site.....   | 45 |
| Tableau 10 : Caractérisation des masses d'eaux souterraines .....  | 52 |
| Tableau 11 : Tableau de synthèse de l'état initial du projet d'extension de la cave coopérative .....  | 58 |
| Tableau 16 : Masses des matières en suspension rejetées annuellement dans les eaux de ruissellement .....  | 63 |
| Tableau 17 : Evaluation des concentrations en polluants dans les rejets du projet (effets chroniques) .....  | 63 |
| Tableau 18 : Abattement de la pollution par décantation (en kg/ha de surface imperméabilisée).....   | 63 |
| Tableau 19 : Evaluation des concentrations en polluants après abattement (effets chroniques) .....   | 64 |
| Tableau 13 : Rappel des incidences du projet sur l'environnement et des mesures prises en faveur de l'environnement.....                                     | 66 |



Tableau 14 : Recensement des zonages réglementaires et de programmation..... 74

# Préambule

Le présent dossier réglementaire s'inscrit dans le cadre du projet d'extension de la cave de Saint-Pey-de-Castets, conformément aux articles L214-1 à L214-6 du Code de l'environnement.

Au vu des impacts hydrauliques de ce projet sur les écoulements superficiels du bassin versant, sa réalisation requiert un dossier de déclaration au titre de la rubrique 2.1.5.0 (rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol, ou dans le sous-sol) du Code de l'environnement.

Le présent dossier a été réalisé conformément aux articles R214-32 et suivants du Code de l'environnement.

## Pièce 1 : nom et adresse du demandeur



S.C.A Vignerons Saint-Pey-de Génissac  
36, av de la Mairie  
33350 Saint-Pey-de-Castets

Tél. : 05.57.40.52.07

Siret : 78200240600018

## Pièce 2 : emplacement du projet

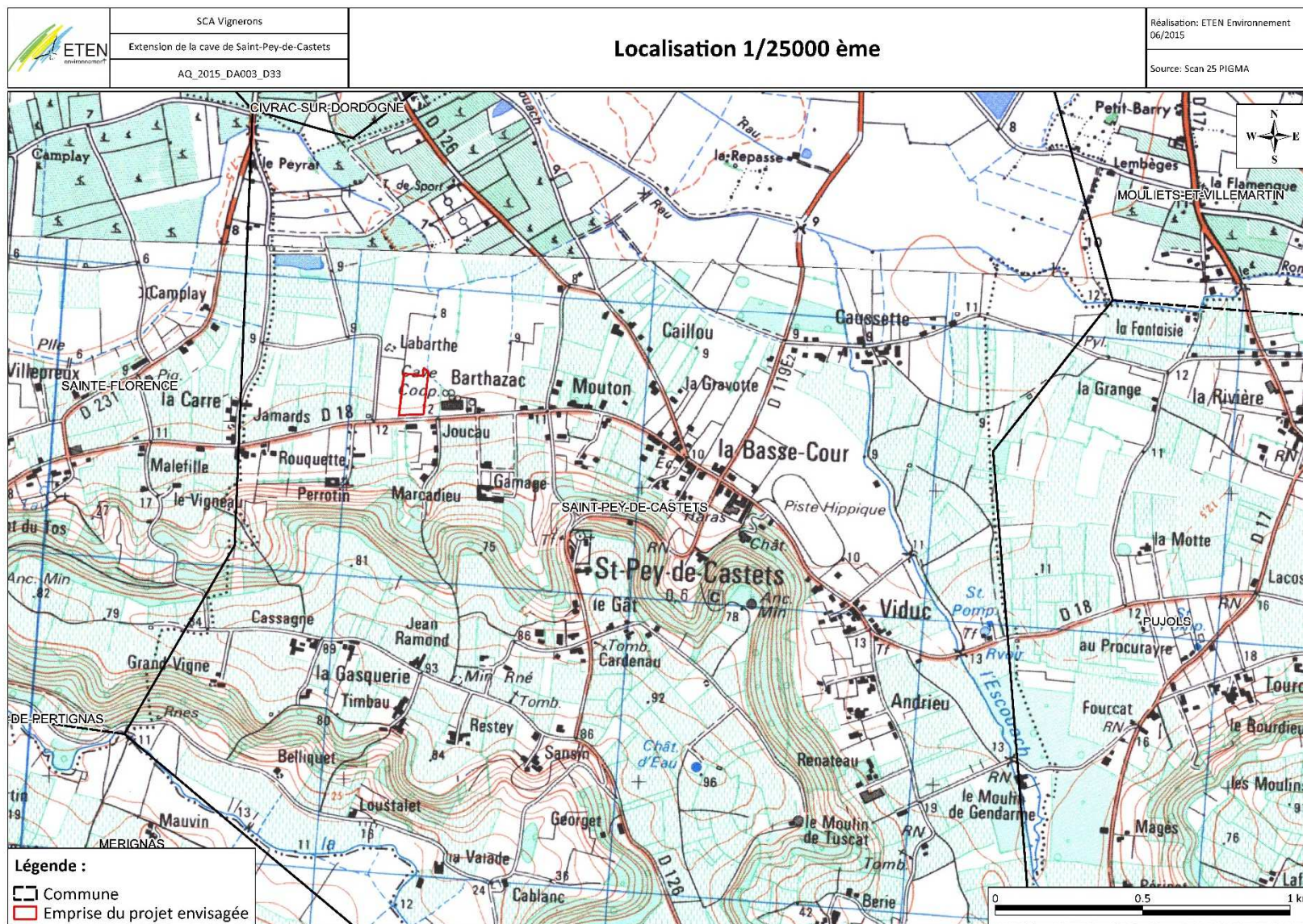
Le projet est localisé sur la partie ouest de la commune de Saint-Pey-de-Castets, à moins d'1 km du centre bourg.

La commune de Saint-Pey-de-Castets, située dans le canton Les Coteaux de Dordogne, appartient à la Communauté de Communes Castillon/Pujols.

L'emprise du projet est située sur les parcelles voisines de la cave commune, au lieu-dit Barthazac.

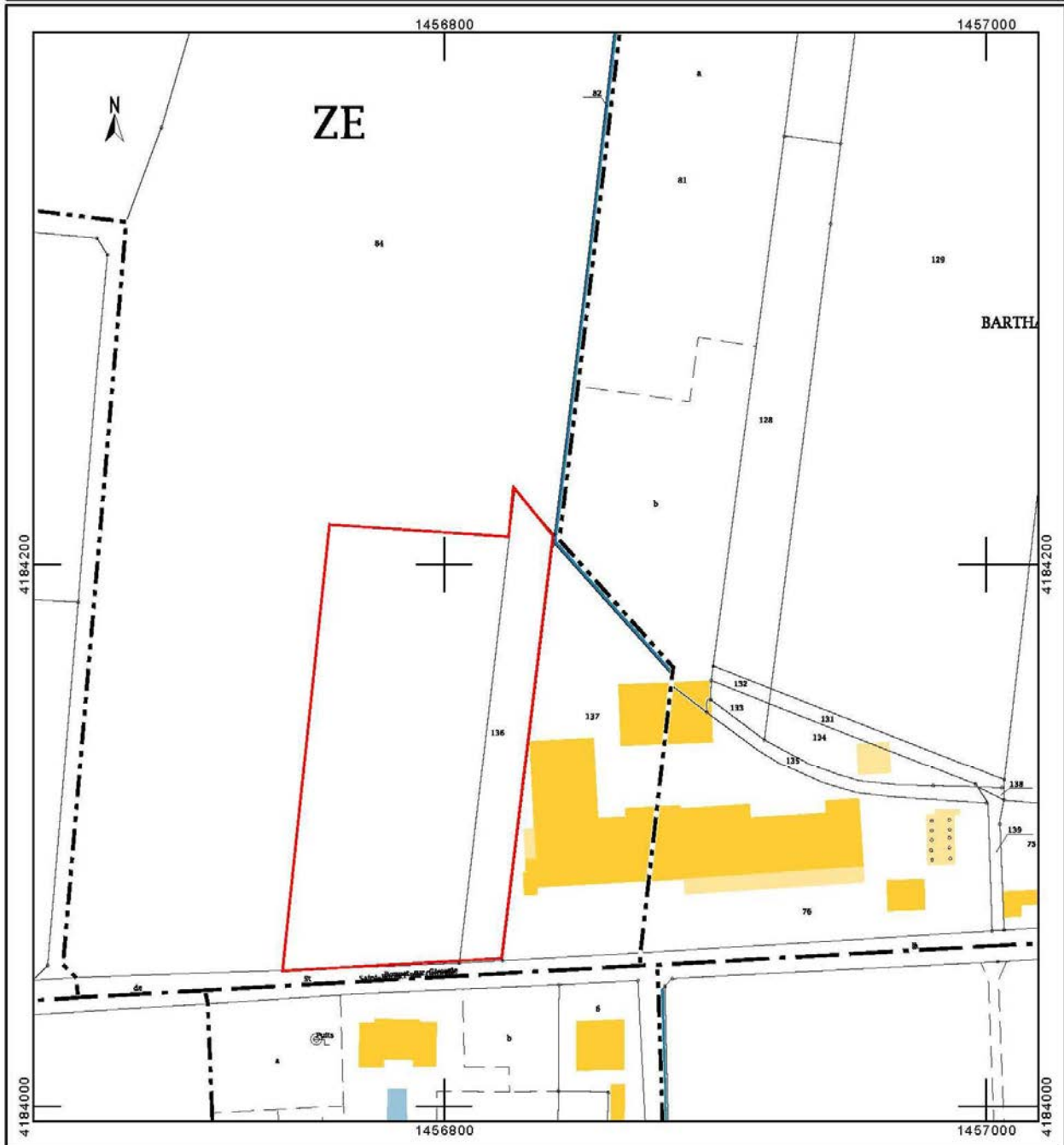
L'opération occupe une emprise de 17 363 m<sup>2</sup> au sein des parcelles 84 et 136 de la section ZE qui présentent une surface totale de 89 525 m<sup>2</sup>.

La carte ci-après permet de localiser l'emprise du projet à l'échelle communale.



Carte 1 : Localisation du projet

|   |   |   |
|---|---|---|
| Département :<br>GIRONDE<br><br>Commune :<br>SAINT-PEY-DE-CASTETS   | DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES<br>-----<br>EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL<br>-----              | Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :<br>LIBOURNE<br>6, rue Paul bert BP 228 33505<br>33505 LIBOURNE<br>tél. 05.57.55.23.55 -fax 05.57.25.96.90<br>cdif.libourne@dgi.finances.gouv.fr |
| Section : ZE<br>Feuille : 000 ZE 01<br><br>Échelle d'origine : 1/2000<br>Échelle d'édition : 1/2000<br><br>Date d'édition : 18/06/2015<br>(fuseau horaire de Paris)<br><br>Coordonnées en projection : RGF93CC45<br>©2014 Ministère des Finances et des Comptes publics | Cet extrait de plan vous est délivré par :<br><br><p style="text-align: center;">cadastre.gouv.fr</p> |   |



Carte 2 : Localisation du projet à l'échelle cadastrale (source : cadastre.gouv)

## **Pièce 3 : Présentation du projet et rubriques de la nomenclature concernée**

# I. Caractéristiques du projet

## I. 1. Caractéristiques générales du projet

Le projet d'extension de la cave de Saint-Pey-de-Castets comprend la création :

- D'un bâtiment industriel d'embouteillage d'une surface de 4 088 m<sup>2</sup>. La toiture principale aura une pente variant de 5,5 à 6 % ;
- D'un auvent de 168 m<sup>2</sup> dont la pente sera de 10 % ;
- De voirie avec une aire de retournement à l'arrière pour les véhicules lourds.

Le tableau suivant présente par type d'occupation des sols les surfaces qui seront aménagées :

Tableau 1 : Type de surface au niveau du projet

| Type de surface au niveau du projet | Superficie (en m <sup>2</sup> ) |
|-------------------------------------|---------------------------------|
| Toiture (bâtiment + auvent)         | 4256                            |
| Voiries périphériques               | 3222                            |
| Espaces verts                       | 9885                            |
| <b>TOTAL</b>                        | <b>17 363</b>                   |

La **Carte 3** en page suivante présente le plan de masse du projet.





---

## II. Caractéristiques des rejets induits

---

### II. 1. Bassin versant d'étude

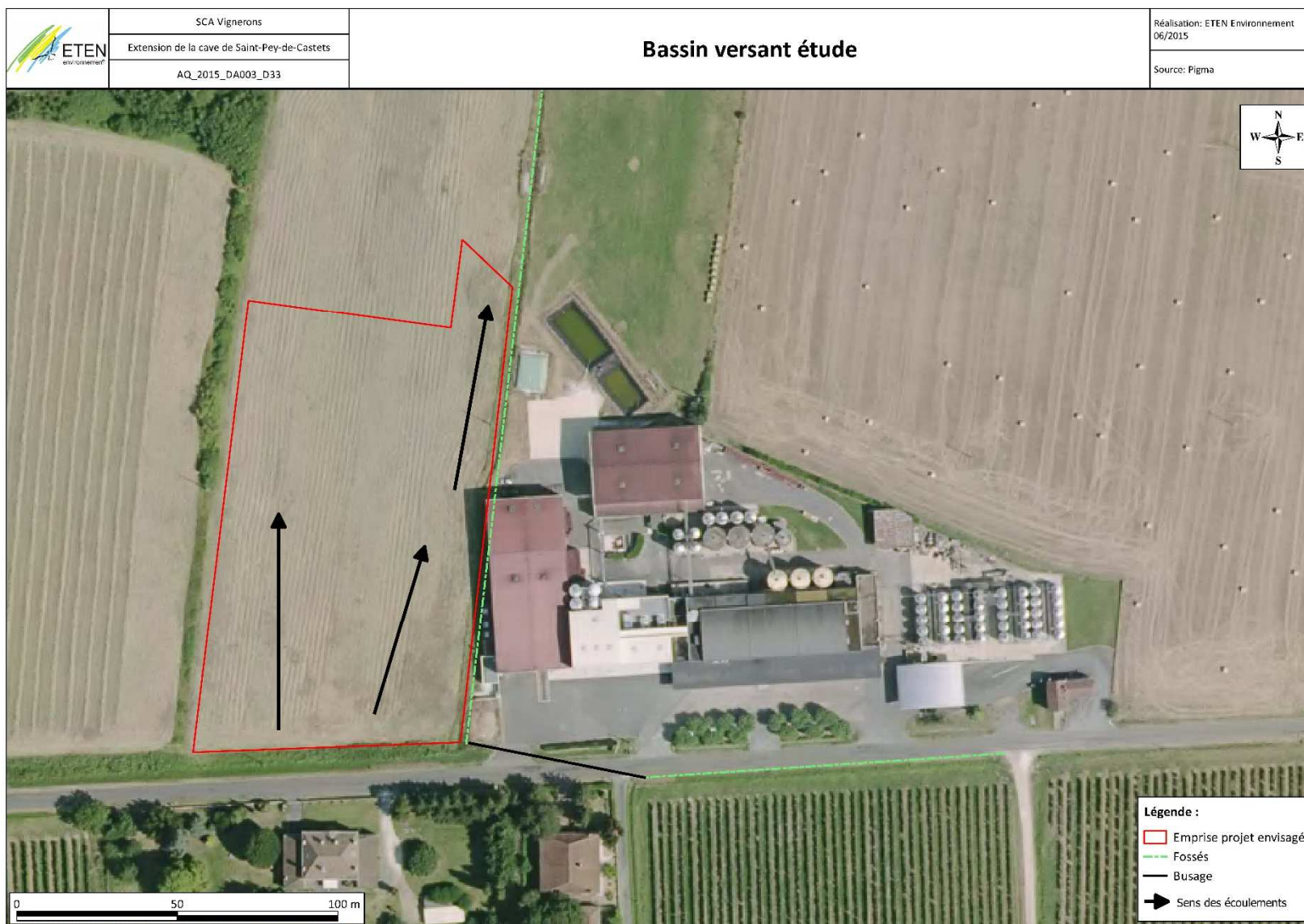
Le site est bordé d'un fossé à l'est qui récupère les eaux des coteaux situés en amont du projet, et est donc isolé des eaux de ruissellement provenant des surfaces environnantes.



*Fossé situé à l'est du site*

La cartographie ci-après présente le sens des écoulements aux abords du site.

Au regard des fossés et cours d'eau présents autour de l'emprise, le projet n'interceptera aucun bassin versant supplémentaire. **Le bassin versant d'étude correspond donc à l'emprise de l'opération.**



**Carte 4 : Délimitation du bassin versant d'étude**

Les caractéristiques du bassin versant d'étude sont présentées dans le tableau suivant :

**Tableau 2 : Caractéristiques du bassin versant du projet étudié**

|                                     | B.V. Projet |
|-------------------------------------|-------------|
| Surface (ha)                        | 1,74        |
| Longueur hydraulique (km)           | 0,194       |
| Pente (m/m)                         | 0,015       |
| Coefficient de ruissellement actuel | 0,30        |

Les coefficients de ruissellement décennaux pour chaque type d'occupation du sol ont été estimés à l'aide des valeurs du tableau suivant :

**Tableau 3 : coefficients de ruissellement pour la formule rationnelle (crue décennale) (Source : LROP, 1995)**

| Couverture | Morphologie  | Pente % | Terrain avec sable grossier | Terrain argileux ou limoneux | Terrain argileux compact |
|------------|--------------|---------|-----------------------------|------------------------------|--------------------------|
| Bois       | Presque plat | 0 - 5   | 0,10                        | 0,30                         | 0,40                     |
|            | Ondulé       | 5 - 10  | 0,25                        | 0,35                         | 0,50                     |
|            | Montagneux   | 10 - 30 | 0,30                        | 0,50                         | 0,60                     |
| Prairie    | Presque plat | 0 - 5   | 0,10                        | 0,30                         | 0,40                     |
|            | Ondulé       | 5 - 10  | 0,15                        | 0,36                         | 0,55                     |
|            | Montagneux   | 10 - 30 | 0,22                        | 0,42                         | 0,60                     |
| Culture    | Presque plat | 0 - 5   | 0,30                        | 0,50                         | 0,60                     |
|            | Ondulé       | 5 - 10  | 0,40                        | 0,60                         | 0,70                     |
|            | Montagneux   | 10 - 30 | 0,52                        | 0,72                         | 0,82                     |

Compte tenu de la nature du sol (argilo-limoneux), de la topographie du site (pente < 5%) et de l'occupation actuelle du sol (prairie de fauche), un coefficient de ruissellement moyen de 0,30 est retenu.



*Vue générale de la prairie*

## II. 2. Estimation des surfaces actives

Les coefficients de ruissellement utilisés par types de surfaces sont :

- 1 pour les toitures (bâtiment + auvent);
- 0,95 pour les voiries périphériques ;
- 0,30 pour les surfaces non aménagées (sol argilo-limoneux, pente inférieure à 5 %).

Le tableau suivant présente le bilan des surfaces naturelles ou imperméabilisées entre l'état actuel et l'état futur, pour le bassin versant du projet :

**Tableau 4 : Présentation des surfaces actives entre l'état actuel et futur**

|  | Surface (m <sup>2</sup> ) | Coefficient de ruissellement | Surface active (m <sup>2</sup> ) |
|--|---------------------------|------------------------------|----------------------------------|
| <b>Etat actuel</b>                     |                           |                              |                                  |
| Prairie                                | 17 363                    | 0,3                          | 5209                             |
| <b>TOTAL état actuel B.V. projet</b>   | <b>17363</b>              | <b>0,3</b>                   | 5209                             |
| <b>Etat futur</b>                      |                           |                              |                                  |
| Toitures                               | 4256                      | 1                            | 4256                             |
| Voiries périphériques                  | 3222                      | 0,95                         | 3061                             |
| Surfaces non aménagées (Espaces verts) | 9885                      | 0,30                         | 2966                             |
| <b>TOTAL état futur B.V. projet</b>    | <b>17 363</b>             | <b>0,59</b>                  | <b>10 283</b>                    |

## II. 3. Estimation des débits superficiels

### II. 3. 1. Méthode de calcul des débits

Conformément à la norme EN752-2, les ouvrages d'évacuation et de stockage des eaux pluviales seront dimensionnés pour une protection jusqu'à l'occurrence 10 ans. Il convient donc de déterminer les caractéristiques de pluies d'occurrence décennale dans la région d'étude. Pour ce faire, les données météorologiques utilisées sont issues de la station Météo-France de Mont-de-Marsan.

Le calcul des débits sera effectué à l'aide de la méthode rationnelle qui constitue l'une des méthodes les plus appropriées pour estimer les débits de pointe des bassins-versant étudiés en fonction de leur surface, de leur coefficient d'imperméabilisation, de leur plus long cheminement hydraulique et de leur pente.

- Méthode RATIONNELLE :

$$Q(T) = 0,28.C.i_M(t_c).S$$

Avec :

- Q (T) :** débit de projet en m<sup>3</sup>/s pour la période de retour étudiée,  
**C :** coefficient de ruissellement,

|                         |   |
|-------------------------|---|
| <b><i>iM (tc)</i></b> : | intensité pluviométrique de la pluie de durée égale au temps de concentration pour la fréquence étudiée (mm/h), |
| <b><i>S</i></b> :       | superficie du bassin-versant (km <sup>2</sup> ),  |
| <b><i>T</i></b> :       | période de retour (ans),  |
| <b><i>tc</i></b> :      | temps de concentration (h).   |

La méthode rationnelle utilise les intensités de pluies maximales, calculées à partir de la loi de Montana :

$$i = a.t^{-b}$$

Pour le calcul de ces intensités, les coefficients de Montana de la station *Météo France* de Mont-de-Marsan peuvent être utilisés :

| Coefficients de Montana      |                 |       |                  |       |              |       |
|------------------------------|-----------------|-------|------------------|-------|--------------|-------|
| Station de Bordeaux-Mérignac | 6 < t(mns) < 15 |       | 15 mns < t < 6 h |       | 6h < t < 24h |       |
|                              | a (T)           | b (T) | a (T)            | b (T) | a (T)        | b (T) |
| T=5ans                       | 33,59           | 0,418 | 24,13            | 0,656 | 29,41        | 0,766 |
| T=10 ans                     | 28,06           | 0,692 | 23,10            | 0,689 | 33,29        | 0,746 |
| T=20 ans                     | 41,74           | 0,513 | 32,77            | 0,688 | 32,77        | 0,688 |
| T=50 ans                     | 37,94           | 0,669 | 37,94            | 0,669 | 37,94        | 0,669 |
| T=100 ans                    | 44,97           | 0,677 | 44,97            | 0,677 | 44,97        | 0,677 |

Les temps de concentration ( $t_c$ ) peuvent être calculés à l'aide de la formule de Richards, une des seules formulations de calcul permettant d'obtenir un temps de concentration adapté selon la période de retour de l'évènement étudié.

Cette formule itérative s'exprime de la façon suivante :

$$\frac{t_c^3}{t_c + 1} = \frac{9.8 * m * L^2}{C * R * P * K}$$

Avec :

|                           |                                       |
|---------------------------|---------------------------------------|
| <b><math>t_c</math></b> : | temps de concentration (en heures),   |
| <b><math>m</math></b> :   | coefficient fonction du produit C*R : |

$$m = \alpha * (C.R)^\beta$$

Si  $0 < C.R < 55$  alors  $\alpha = 0,112$  et  $\beta = -0,53$

Si  $55 < C.R < 200$  alors  $\alpha = 0,26$  et  $\beta = -0,72$

|                         |                                  |
|-------------------------|----------------------------------|
| <b><math>L</math></b> : | trajet maximal des eaux (en km), |
| <b><math>C</math></b> : | coefficient de ruissellement,    |
| <b><math>R</math></b> : | tel que :                        |

$$R = H * \frac{t_c + 1}{t_c}$$

Avec H hauteur précipitée en mm pour une pluie centrée de durée  $t_c$  ;

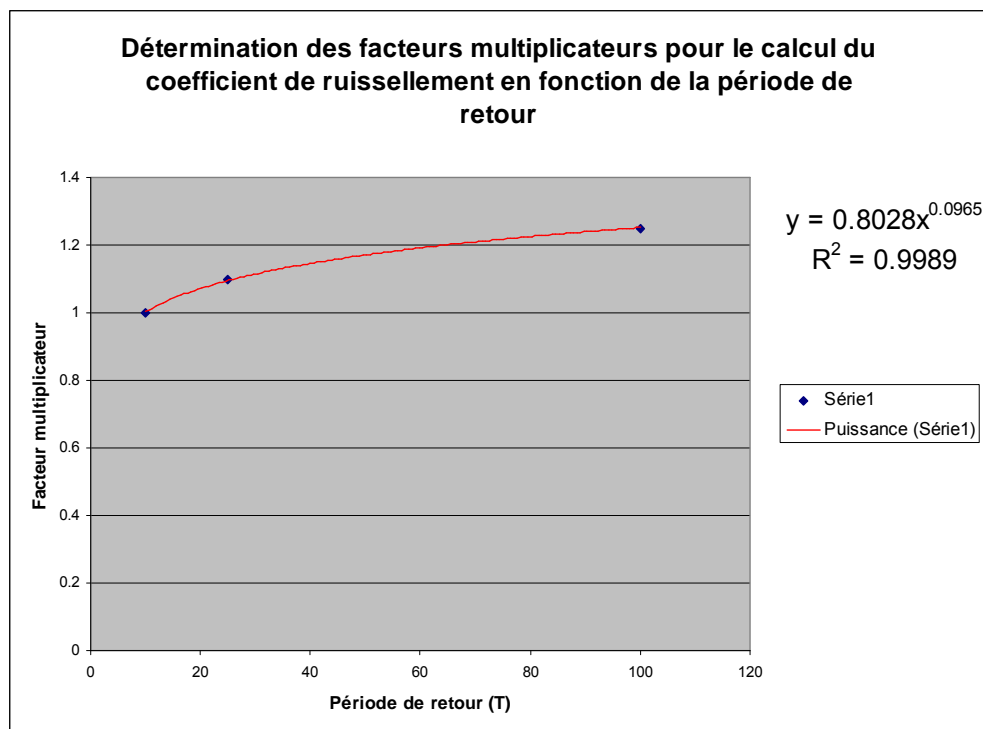
|                         |  |
|-------------------------|--|
| <b><math>P</math></b> : | pente moyenne du cours d'eau (en m/m), |
|-------------------------|--|

**K :** abattement spatial des pluies (K=1 pour les bassins de superficie A < 50 km<sup>2</sup>).

- Calcul des coefficients de ruissellement en fonction de la période de retour : **méthode préconisée par l'ouvrage « Hydrologie », de François Ancil, Jean Rousselle et Nicolas Lauzon<sup>2</sup>** :

La méthode préconisée est de reprendre les coefficients de ruissellement habituellement utilisés pour des périodes de retour T = 10 ans et de leur appliquer un facteur multiplicateur lorsque les événements étudiés sont plus rares. Ainsi, les auteurs considèrent les facteurs multiplicateurs suivants : 1,1 pour des événements de T = 25 ans et 1,25 pour des événements de T = 100 ans. A noter toutefois que le coefficient maximal de ruissellement est limité à 1.

En fonction de ces préconisations, il est donc possible d'en déduire les facteurs multiplicateurs pour des temps de retour intermédiaires (construction d'un nuage de points et d'une fonction puissance dont le coefficient de détermination est de 0,99).



Il s'ensuit que les facteurs multiplicateurs suivants peuvent être appliqués :

<sup>2</sup> Hydrologie, cheminement de l'eau. François Ancil, Jean Rousselle et Nicolas Lauzon. Presses internationales Polytechnique. Ecole Polytechnique de Montréal, 2005. 317 p.

Etat actuel :

| Evènement        | Facteur | C <sub>r</sub> état actuel B.V. projet |
|------------------|---------|--|
| P <sub>10</sub>  | -       | 0,300                                  |
| P <sub>20</sub>  | 1,071   | 0,321                                  |
| P <sub>30</sub>  | 1,114   | 0,334                                  |
| P <sub>50</sub>  | 1,171   | 0,351                                  |
| P <sub>100</sub> | 1,25    | 0,375                                  |

**II. 3. 2. Estimation des débits actuels**

Le tableau ci-dessous récapitule les débits et les temps de concentration à l'état actuel du bassin versant du projet :

| Période de retour       | Débit à l'état actuel (m <sup>3</sup> /s) | Temps de concentration associé (en h) |
|-------------------------|---|---------------------------------------|
| Q <sub>10</sub> ACTUEL  | 0,013                                     | 3,927                                 |
| Q <sub>20</sub> ACTUEL  | 0,021                                     | 3,718                                 |
| Q <sub>30</sub> ACTUEL  | 0,023                                     | 3,600                                 |
| Q <sub>50</sub> ACTUEL  | 0,028                                     | 3,458                                 |
| Q <sub>100</sub> ACTUEL | 0,037                                     | 3,276                                 |

**II. 3. 3. Estimation des débits futurs**

Les coefficients de ruissellement calculés pour l'état futur sont répertoriés dans le tableau suivant :

Etat futur sans filière de gestion des eaux pluviales :

| Evènement        | Facteur | C <sub>r</sub> état futur B.V. projet |
|------------------|---------|---------------------------------------|
| P <sub>10</sub>  | -       | 0,59                                  |
| P <sub>20</sub>  | 1,071   | 0,63                                  |
| P <sub>30</sub>  | 1,114   | 0,66                                  |
| P <sub>50</sub>  | 1,171   | 0,69                                  |
| P <sub>100</sub> | 1,25    | 0,74                                  |

En situation future d'aménagement, en tenant compte des nouvelles surfaces actives présentées dans le paragraphe **II-2 Estimation des surfaces actives**, les débits futurs, sans filière de gestion des eaux pluviales, atteindraient selon la méthode rationnelle :



| Période de retour      | Débit à l'état futur sans filière de gestion des eaux pluviales (m <sup>3</sup> /s) | Temps de concentration associé (en h) |
|------------------------|---|---------------------------------------|
| Q <sub>10</sub> FUTUR  | 0,038   | 2,256                                 |
| Q <sub>20</sub> FUTUR  | 0,060   | 2,136                                 |
| Q <sub>30</sub> FUTUR  | 0,066   | 2,054                                 |
| Q <sub>50</sub> FUTUR  | 0,081   | 1,979                                 |
| Q <sub>100</sub> FUTUR | 0,106   | 1,866                                 |

L'évolution des débits entre l'état initial et après aménagement, sans filière de gestion des eaux pluviales, est présentée dans le tableau ci-dessous.

| Période de retour      | Evolution des débits entre l'état actuel et l'état futur sans filière de gestion des eaux pluviales (en %) |
|------------------------|--|
| Q <sub>10</sub> FUTUR  | + 192%   |
| Q <sub>20</sub> FUTUR  | + 186%   |
| Q <sub>30</sub> FUTUR  | + 187%   |
| Q <sub>50</sub> FUTUR  | + 189%   |
| Q <sub>100</sub> FUTUR | + 186%   |

Il est possible de constater que les ruissellements seront fortement augmentés après aménagement. Pour une pluie décennale, le débit entre l'état initial et l'état futur est de 25 l/s soit une augmentation de 192%. Aussi, **la mise en œuvre de filières de gestion des eaux pluviales pour l'ensemble du site est nécessaire** au vu des nouveaux débits provoqués par le projet.

**En l'absence de filières adaptées de gestion des eaux pluviales, les débits d'eaux pluviales après aménagement seront augmentés. La mise en œuvre de mesures d'atténuation hydraulique permettra donc de préserver les eaux des milieux aquatiques récepteurs.**

Etat futur avec filière de gestion des eaux pluviales :

La mise en œuvre de filières de gestion des eaux pluviales sur l'ensemble du site (cf description de la filière au paragraphe III. ) permet de garantir un **débit décennal futur de 5,22 l/s** (ratio de 3 l/s/ha).

**Ainsi, pour un évènement de fréquence décennale, le débit de rejet après aménagement sera donc diminué par rapport à la situation naturelle, réduisant les risques de mise en charge des secteurs aval du réseau hydraulique superficiel.**

## III. Présentation de la filière de gestion des eaux pluviales intégrée au projet

### III. 1. Présentation de la filière

#### III. 1. 1. Principes de gestion des eaux pluviales du projet

Au regard des conclusions de l'étude pédologique réalisée par ETEN Environnement en juin 2015 (mauvaise perméabilité du sol, proximité de la nappe), les eaux pluviales du site seront gérées dans des ouvrages de rétention puis rejetées à débit limité au milieu récepteur (fossé situé à l'est du projet).

#### III. 1. 2. Méthodologie de dimensionnement

La méthode de dimensionnement sera conforme à celle utilisée dans le cadre du dossier de police de l'eau, à savoir la **méthode des pluies** avec données locales<sup>3</sup> (station météorologique de Bordeaux-Mérignac dans le cas présent). La démarche est la suivante :

- il est recherché la variation de hauteur DH entre la hauteur vidangée (Hs) et la hauteur d'eau tombée (He), déterminée statistiquement pour une période de retour donnée (T = 10 ans dans le cas présent, conformément à la norme NF EN 752-2<sup>4</sup>) et pour différentes durées ;
- cette hauteur DH peut être visualisée en traçant les courbes hauteur-durée-fréquence et de hauteur vidangée. Cette dernière est déterminée via le débit de fuite qs, avec :  $qs = (360 \times Qs) / Sa$  ;
- les courbes étant construites, la plus grande valeur de DH ( $D_{H\ max}$ ) est recherchée ;
- enfin, le calcul du volume à stocker V (en m<sup>3</sup>) est réalisé selon la formule :

$$V = 10 * DH_{max} * Sa$$

Avec :

$DH_{max}$  : hauteur d'eau maximale (mm),  
 Sa : surface active (en ha).

Pour sa part, le débit de fuite retenu pour le dimensionnement est habituellement déterminé en fonction de deux paramètres bien distincts :

- soit à l'aide d'un débit spécifique préconisé (exemple : 3 l/s/ha<sup>5</sup> pour T = 10 ans) ;
- soit en fonction du temps de vidange du bassin, étant habituellement entendu qu'une durée de 10 heures est optimale pour ce qui est de l'effet de décantation permettant une meilleure reconquête qualitative des eaux de ruissellement.

<sup>3</sup> Telle que décrite dans l'ouvrage « Techniques alternatives en assainissement pluvial » de Y. Azzout, S. Barraud, E. Alfakih et F.N. Cres (INSA Lyon).

<sup>4</sup> La norme NF EN 752-2 préconise des fréquences d'inondations pour les projets en fonction des milieux dans lesquels ils se trouvent. Par exemple, la fréquence T = 10 ans est recommandée en milieu rural, T = 20 ans pour les zones résidentielles, T = 30 ans pour les centres villes, les zones d'activités économiques ou commerciales.

<sup>5</sup> Débit spécifique habituellement préconisé par les services de la D.D.T.M.

Dans le cas présent, le dimensionnement est basé sur le premier paramètre pour une fréquence de pluie décennale.

### **III. 1. 3. Paramètres du dimensionnement**

#### ☛ Exutoires :

Le débit de fuite du bassin de rétention sera dirigé vers le fossé existant situé à l'Est du projet (fossé qui sera busé sous le futur bâtiment).

#### ☛ Données pluviométriques :

Les données pluviométriques utilisées sont issues de la station *Météo France* de Bordeaux-Mérignac (coefficients de Montana pour T = 10 ans).

#### ☛ Constantes de ruissellement :

Les constantes de ruissellement retenues sont celles décrites dans le paragraphe II. 2.

### III. 1. 4. Résultats du dimensionnement pour une pluie d'occurrence 10 ans

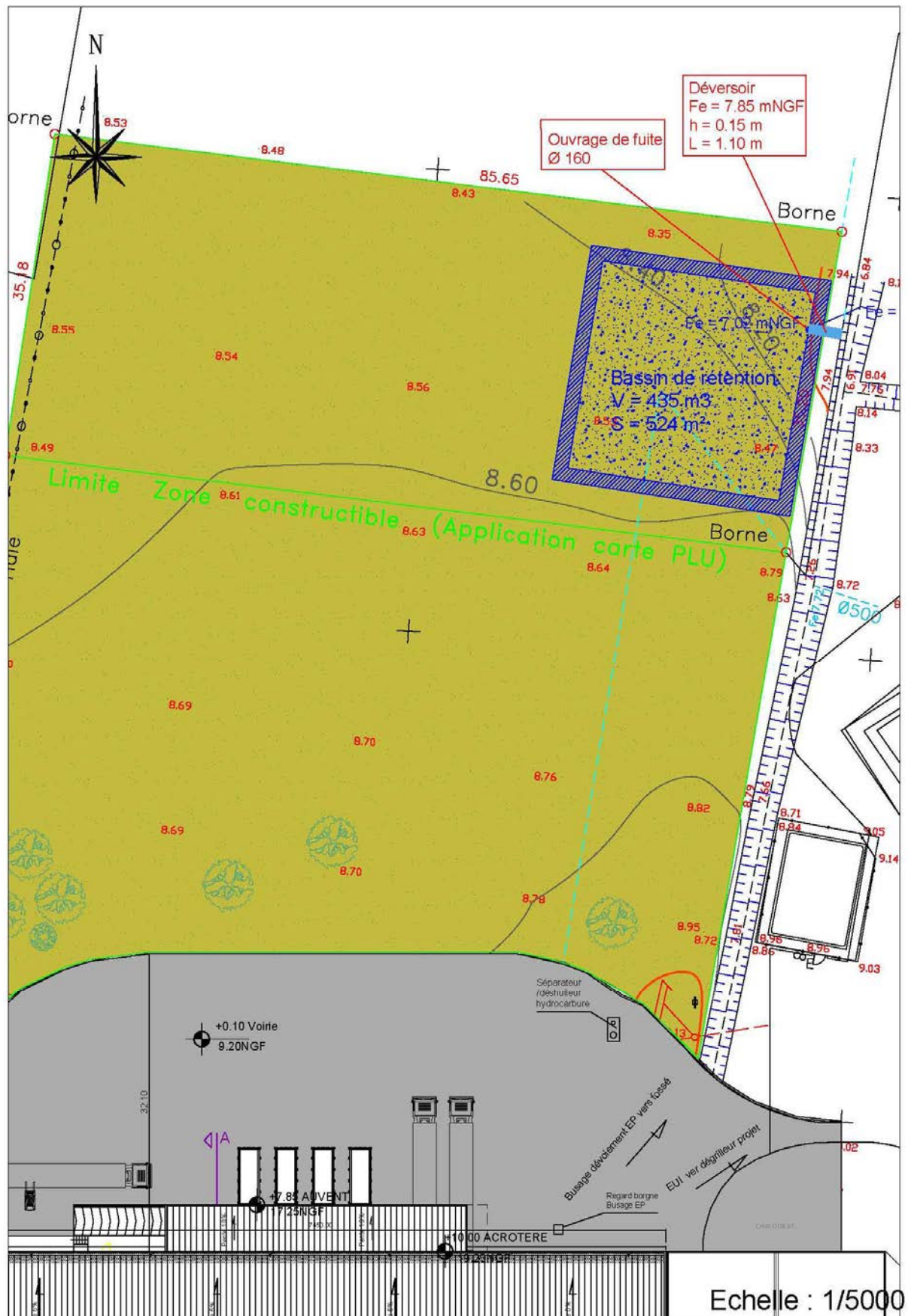
La note de calcul selon la méthode des pluies est reportée en **Annexe 3**.

Les caractéristiques des surfaces collectées (cf. § II-2 p : 20 *Estimation des surfaces actives*) et les volumes d'eau à stocker sont synthétisés ci-dessous :

|   | <b>B.V. d'étude</b> |
|---|---------------------|
| <b>Surface (ha)</b>                                   | 1,74                |
| <b>Surface active (ha)</b>                            | 1,03                |
| <b>Coefficient d'artificialisation à l'état futur</b> | 0,59                |
| <b>Débit de fuite (en l/s)</b>                        | 5,22                |
| <b>Volume utile de stockage (en m<sup>3</sup>)</b>    | 435                 |

Les ouvrages de rétention prévus dans le cadre du projet pour gérer les eaux pluviales de l'opération offriront un volume de stockage utile de **435 m<sup>3</sup>**, permettant de couvrir les besoins en termes de rétention pour une pluie décennale.

Le schéma de principe de l'organisation de la filière de gestion des eaux pluviales du projet est présenté sur la Carte 5.



Carte 5 : Schéma de principe de gestion des eaux pluviales du projet

**Les caractéristiques dimensionnelles des ouvrages devront tenir compte de la profondeur du fil d'eau d'arrivée des eaux à traiter, de la surface disponible, de la pente du terrain, de sa nature géo-pédologique et de la présence de la nappe.**  
**La géométrie des ouvrages ne pourra excéder le fil d'eau des fossés récepteurs.**

## **III. 2. Composition des filières de gestion des eaux pluviales à mettre en œuvre**

### **III. 2. 1. Généralités**

Le fonctionnement hydraulique d'un ouvrage affecté au stockage des eaux pluviales est assuré par :

⇒ L'injection de l'eau de pluie (traitée ou non selon l'origine) dans le corps de l'ouvrage. L'entrée de l'eau de pluie est localisée à un point donné ;

⇒ Le stockage temporaire de l'eau : le stockage se fait à l'intérieur de l'ouvrage, dont la forme peut être adaptée à la configuration du site ;

⇒ L'évacuation progressive de l'eau vers le milieu récepteur par l'intermédiaire d'ouvrages de limitation ou de régulation de débit.

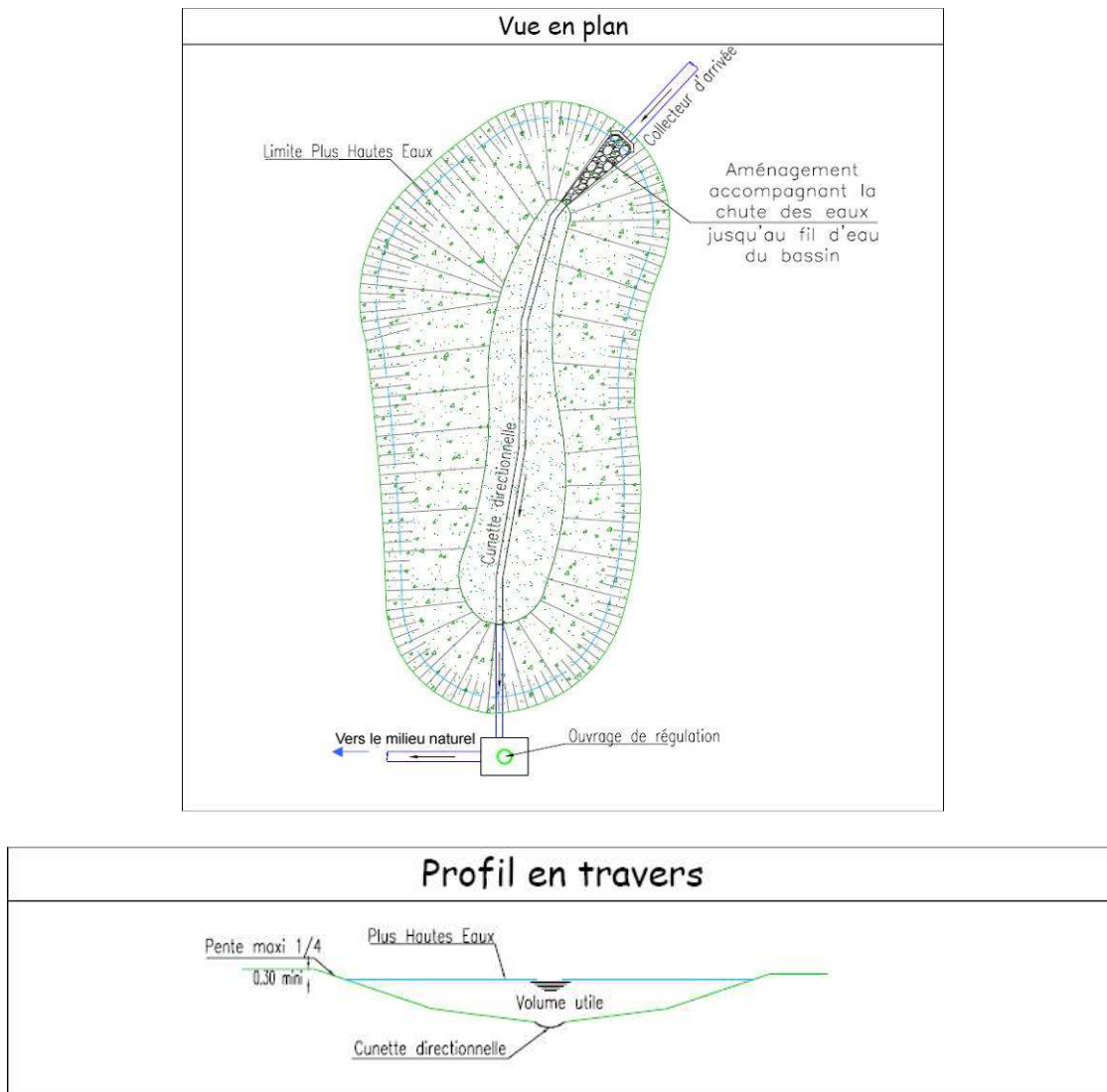
### **III. 2. 2. Alimentation du bassin**

L'ensemble des eaux pluviales du projet seront collectées par des canalisations qui dirigeront les eaux vers le bassin de rétention.

### **III. 2. 3. Le bassin de rétention**

A l'heure d'aujourd'hui deux bassins de rétention sont d'ores et déjà présents sur le site de la cave coopérative de capacité totale 433 m<sup>3</sup>. Il était demandé, si les circonstances le permettaient, de stocker les eaux de ruissellement issues du projet, dans ces bassins. Néanmoins, compte tenu du volume supplémentaire à stocker à l'issue du projet (434 m<sup>3</sup>) et de l'encombrement actuelle des abords des deux bassins, il ne semble pas envisageable ni de les agrandir ni de les approfondir (du fait de la proximité de la nappe en période de hautes eaux).

Il est donc envisagé de créer un nouveau bassin de rétention destiné à contenir le surplus d'eaux de pluie et de ruissellement généré par l'aménagement du site dont la vidange se fera à débit limité vers le fossé longeant la parcelle est.



**Figure 1 : Schéma de principe d'un bassin à sec**

(Source : Guide de gestion des eaux de pluie et de ruissellement – Communauté d'Agglomération du Grand Toulouse – Service Assainissement – Janvier 2006 – modifié ETEN)

## III. 2. 4. Les ouvrages de régulation

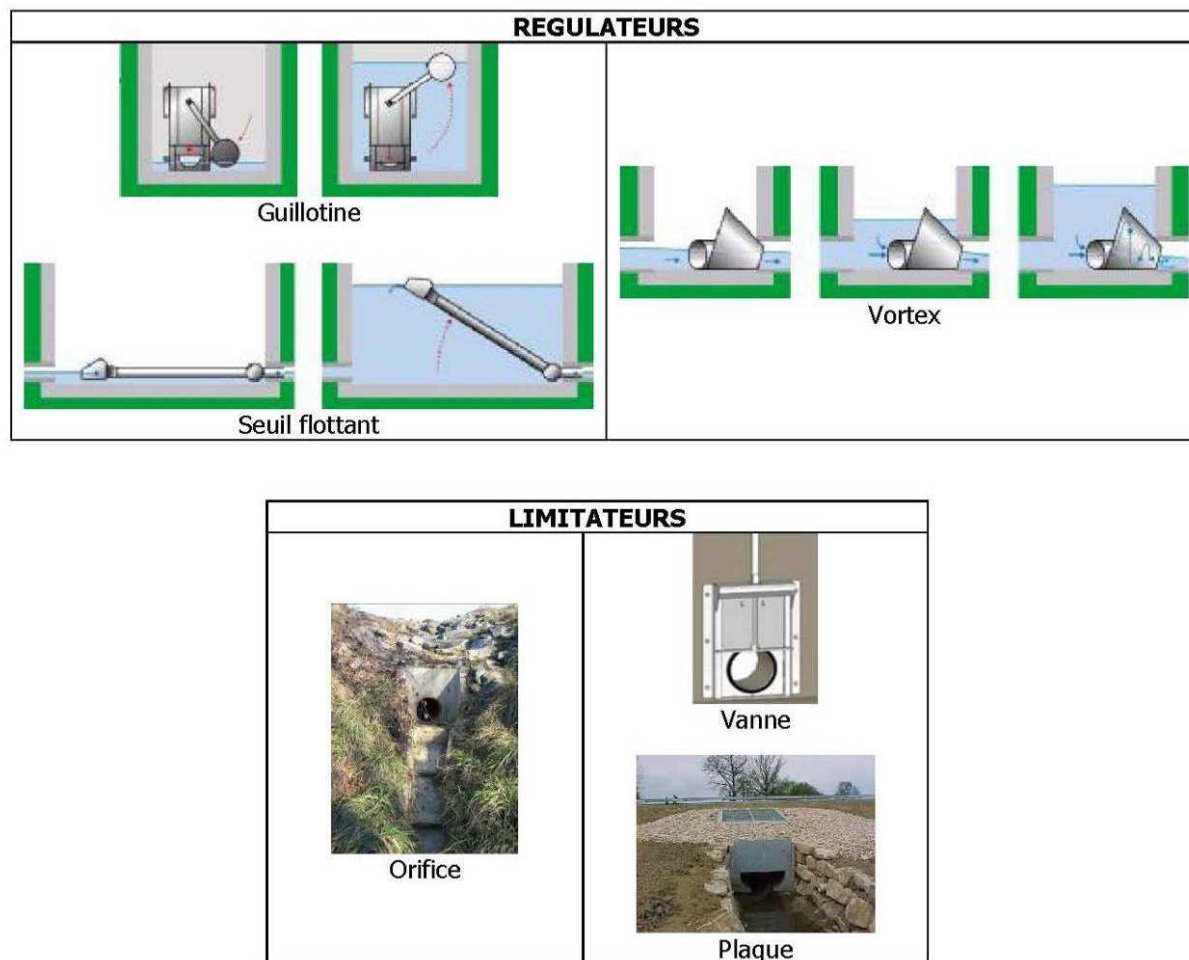
### III. 2. 4. 1. Les ouvrages de fuite

#### Généralités

Placés en aval des structures de stockage, les ouvrages de régulation permettent de limiter le débit de rejet au niveau de l'exutoire final. L'ouvrage de régulation constitue un point clef de la filière. Toute diminution du débit de rejet nécessiterait un nouveau dimensionnement du réservoir dans la mesure où la valeur du débit de fuite constitue un élément dimensionnant du stockage.

Il existe plusieurs types de régulateurs ou de limiteurs de débit : vannes martelières ou à guillotine, seuil flottant, vortex<sup>6</sup> ou orifices à géométrie contrôlée.

<sup>6</sup> Le principe du vortex consiste en l'augmentation de la vitesse de rotation dans le cône de régulation créant ainsi une perte de charge entraînant une réduction de la section hydraulique.



**Figure 2 : Exemples d'ouvrages de fuite**

(Source : Fiche 10 : régulateurs et limiteurs de débit – Communauté urbaine du Grand Lyon – Service Assainissement)

*Dimensionnements préconisés dans le cadre du projet*

Deux solutions s'offrent au maître d'ouvrage :

### **Solution 1 : Mise en place d'un régulateur de débit**

A partir du débit de fuite autorisé en sortie de l'opération (5,22 l/s), le maître d'ouvrage peut directement faire un choix du matériel nécessaire en cas de mise en œuvre d'un régulateur pré-dimensionné.

### **Solution 2 : Mise en place d'un limiteur de débit**

Si le choix technique s'oriente vers des ouvrages de limitation de débits (vannes martelières ou orifices à géométrie contrôlée), les préconisations indiquées ci-après seront à suivre.

Les paramètres dimensionnant d'un orifice à géométrie contrôlée sont : la section, la charge hydraulique et le coefficient d'ajutage. De ce fait, ces ouvrages donnent un débit limité mais non constant dans le temps.

**N.B. :** si le calcul conduit à un diamètre d'ouvrage inférieur à 5 cm, on préférera l'installation d'une vanne martelière à un orifice calibré de tout petit diamètre.



Pour le dimensionnement des orifices, la formule de calcul est la suivante :

$$Q = m.S.(2.g.h)^{0,5}$$

Avec :

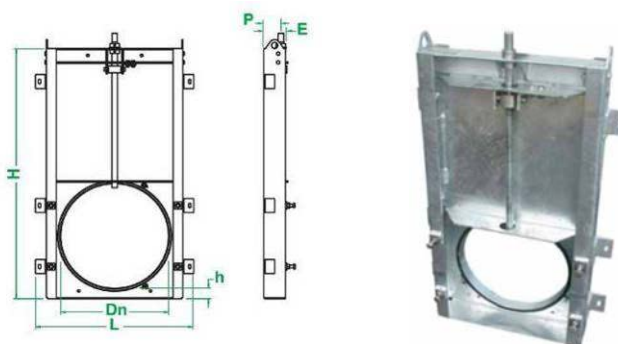
- m :** coefficient d'ajutage (0,385 pour un déversoir latéral, 0,62 pour un orifice cylindrique extérieur),  
**S :** section d'écoulement (m<sup>2</sup>),  
**g :** pesanteur de l'eau,  
**h :** charge hydraulique/hauteur d'eau au-dessus de la surverse (en m).

Le tableau ci-après présente le résultat du dimensionnement de l'orifice calibré dans le cas du présent projet :

**Tableau 5 : Dimensions retenues pour les orifices à géométrie contrôlée**

| B.V.       | Débit de fuite autorisé (l/s) | Charge hydraulique (m) | Diamètre intérieur de l'orifice pour un ouvrage cylindrique (mm) |
|------------|-------------------------------|------------------------|--|
| B.V.projet | 5,22                          | 0,83                   | 153,6 mm   |

Les premiers résultats à propos des orifices à géométrie contrôlée démontrent que ceux-ci sont trop petits, ce qui peut poser quelques problèmes d'obturation à moyen terme. Il sera donc préféré des orifices plus grands équipés de vannes martelières, dont l'entretien sera plus aisé et l'usage plus efficace. De plus, ce type de système permet le confinement d'éventuelles pollutions accidentelles à l'intérieur des structures réservoirs.



**Figure 3 : Vanne murale : exemple de vanne à tige filetée**

(Source : Techn'eau)

La hauteur d'ouverture de la vanne nécessaire au passage du débit de fuite de 5,22 l/s est de 27 mm.

Pour terminer, que ce soit dans le cas des vannes ou des orifices, il doit être prévu au-devant des ouvrages de fuite des bacs dessableurs (volumes morts), susceptibles de piéger les sédiments transportés dans le réseau de collecte et éviter ainsi les problèmes d'obstruction. Quelques fois, des protections comme des dégrilleurs seront aussi nécessaires (surtout en aval des bassins ou des noues de rétention).

### III. 2. 5. Cas des évènements exceptionnels : ouvrage de surverse

Malgré une augmentation des surfaces imperméabilisées liées au projet, les mesures d'accompagnement mises en œuvre permettent de conclure à l'absence d'impact notable du projet sur le bilan hydraulique du milieu récepteur jusqu'à l'occurrence 10 ans.

Néanmoins, en cas d'évènement pluvieux exceptionnel (supérieur à une pluie d'occurrence décennale), les ouvrages de gestion des eaux pluviales seront saturés.

Les structures déborderont sur la voirie et les espaces verts communs de la cave par le biais des grilles avaloir les plus proches de l'exutoire. Les eaux en débordement rejoindront ensuite le réseau hydraulique en aval puis la Dordogne.

On prévoira ainsi la création d'une surverse de sécurité qui pourra être intégrée au regard de sortie du bassin de rétention et rejoindre directement le fossé.

La surverse sera dimensionnée par rapport au débit centennale calculé sans la filière de gestion des eaux pluviales (cf. II. 3. 3. ) soit  $Q_{100\text{ FUTUR}} = 0,106 \text{ m}^3/\text{s}$ .

Ses caractéristiques seront les suivantes :

- largeur du déversoir : 1,10 m,
- hauteur de la lame déversante : 0,15 m,
- débit de capacité : 0,109  $\text{m}^3/\text{s}$ , soit supérieur au débit de pointe centennial provenant du projet à l'état futur avec filière de gestion des eaux pluviales.

**L'impact hydraulique du projet sur les exutoires aval sera diminué par rapport à la situation actuelle. Jusqu'à une période de retour de T = 10 ans, les impacts hydrauliques du projet sont donc nuls.**

### III. 3. Traitement des eaux usées

La cave coopérative dispose aujourd'hui d'un système d'assainissement autonome.

Les eaux usées industrielles passent par un dégrilleur avant d'arriver dans une fosse. Elles sont ensuite stockées dans deux cuves avant d'être épandues sur les parcelles voisines (prairies) à l'aide de sprinklers. Les matières sèches sont quant à elles épandues sur les terres nues.

A terme, l'emplacement du dégrilleur actuel sera déplacé afin de récupérer également les eaux usées industrielles issues du projet.

Les eaux de vannes arriveront sur une fosse septique et seront ensuite drainées.

#### **Ce qu'il faut retenir :**

Les eaux usées générées par le projet seront acheminées vers une fosse septique puis drainées.

Les eaux industrielles seront quant à elles envoyées dans les deux cuves existantes avant d'être épandues.

## IV. Rubrique de la nomenclature dont relève l'opération

L'article R214-1 du Code de l'environnement précise la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L214-1 et suivants du même Code. Ainsi, les travaux projetés sur le secteur d'étude sont soumis à la rubrique suivante :

Tableau 6 : Rubrique concernée de la nomenclature

| Rubrique       |  | Régime   |
|----------------|--|--|
| <b>2.1.5.0</b> | Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :<br>1/ Supérieure ou égale à 20 ha (A) ;<br>2/ Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D). | <b>DECLARATION</b><br><i>(rejet dans les eaux douces superficielles pour une surface de bassin-versant de 1,74 ha)</i> |

Ainsi, au vu des rubriques précitées, le projet est soumis à DECLARATION au titre de l'article R214-1 du Code de l'environnement.

## **Pièce 4 : notice d'incidences sur l'eau et les milieux aquatiques**

### **4 A : état initial**

# I. Caractéristiques physiques du site d'implantation du projet

---

## I. 1. Géologie

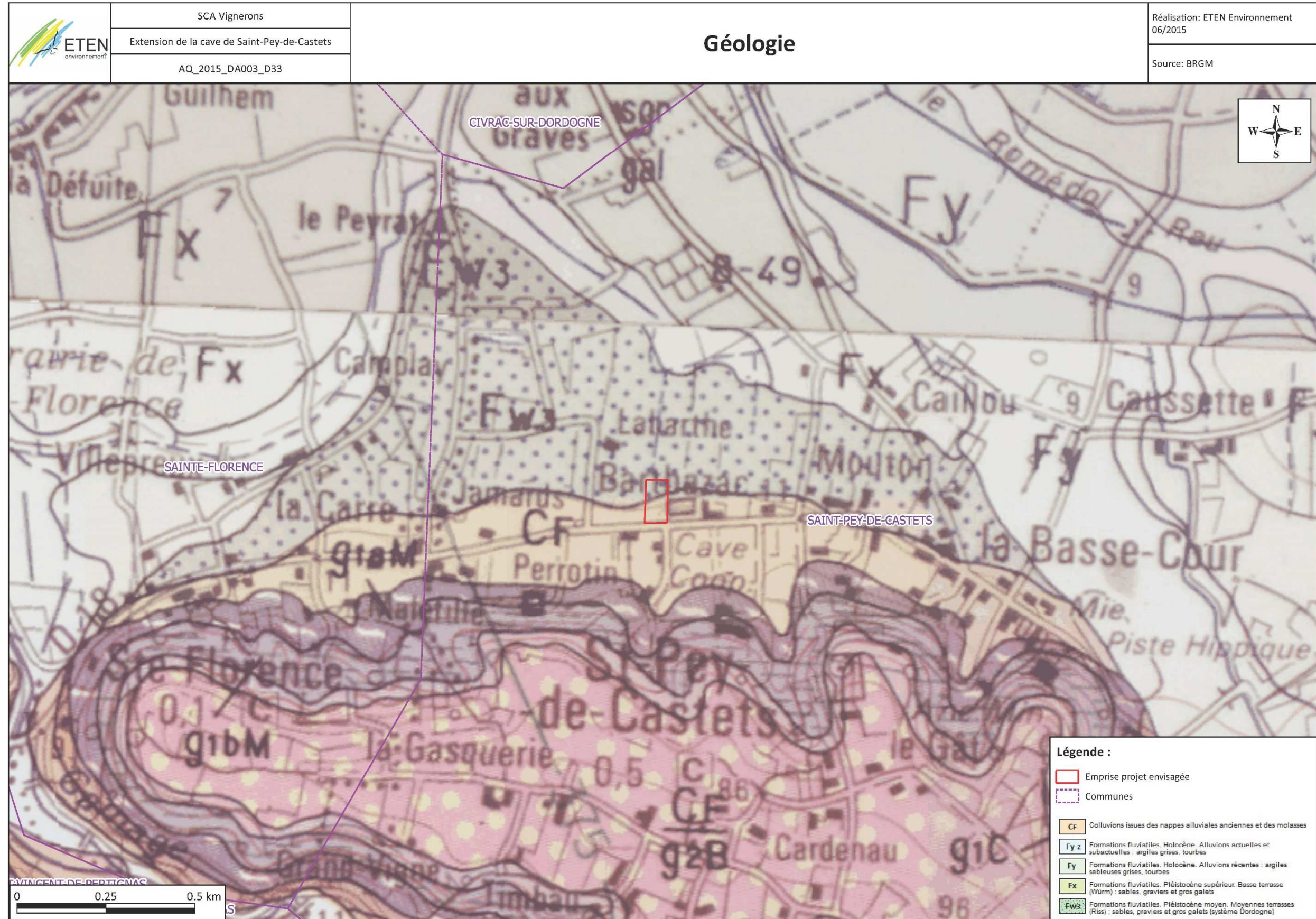
*(Source : BRGM, carte géologique de Sabres n°898)*

Le secteur étudié repose :

- au Nord sur des formations fluviatiles (FW3) du Pléistocène supérieur,
- au Sud sur des colluvions (CF) issues de nappes alluviales anciennes et des molasses.

Au sud de ces colluvions, on trouve des formations fluvio-lacustres (g1aM et g1bM – Oligocène inférieur). Il s'agit de molasses argilo-gréseuses carbonatées et d'argiles sableuses.

La carte page suivante localise les formations géologiques présentes dans l'emprise et aux abords du site.



Carte 6 : Contexte géologique du secteur d'étude

## I. 1. 1. Pédologie, hydromorphie et perméabilité

### I. 1. 1. 1. Pédologie

L'expertise pédologique menée sur site par ETEN ENVIRONNEMENT (19/06/2015) a consisté en la réalisation de 3 sondages à la tarière manuelle répartis sur la zone envisagée pour l'emplacement de la filière de gestion des eaux pluviales, dans l'objectif :

- de connaître la structure des sols en place ;
- de relever le niveau haut de la nappe d'eau souterraine en période de hautes eaux ;
- d'identifier l'éventuelle présence de zones humides (au sens de l'arrêté du 1er octobre 2009 modifiant l'arrêté du 24 juin 2008 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du Code de l'Environnement) et le cas échéant, les délimiter.

La carte-page suivante, localise les différents sondages pédologiques effectués au sein de l'aire d'étude relative au projet d'extension de la cave coopérative.



Carte 7 : Expertise pédologique menée au sein du périmètre d'étude



L'expertise pédologique menée en date du 19/06/15 a permis de mettre en évidence la présence de sols à dominante argilo-limoneuse pourvus de traces d'hydromorphie.

La pédologie caractérisant l'aire d'étude, relativement homogène, est caractérisée par la présence d'un **horizon argilo-limoneux, brun foncé compact, frais à humide** sur une épaisseur variable de 20 cm à 30 cm précédant un **horizon argilo-limoneux à argileux, brun-beige, compact sec**.

La figure suivante, présente le profil pédologique « type » mis en évidence au sein de l'aire d'étude et tout particulièrement à hauteur des futurs ouvrages de gestion des eaux pluviales.



Figure 4 : Profil pédologique « type » mis en évidence sur site

### 1. 1. 1. 1. Hydromorphie – Identification/délimitation des zones humides pédologiques

Au cours des sondages pédologiques, une attention particulière a été portée à l'apparition de traces d'hydromorphie ou de réduction pouvant témoigner de la présence d'une zone humide au sein du projet.

La prise en compte de ces traits hydromorphiques est essentielle dans le cas présent, afin d'adapter la profondeur d'enfouissement des filières pluviales en fonction du « toit » de la nappe mais également d'identifier/délimiter les éventuelles zones humides pédologiques présentes au droit du projet.

Au cours de l'expertise pédologique du 19/06/15, des indices d'oxydation ont été relevés sur la totalité des sondages, témoignant de la présence d'une nappe d'eau au droit du projet.

Ces traits hydromorphiques sont apparus dès 0,20 m de profondeur à l'extrémité Nord-Est de l'aire d'étude et matérialisent le « toit » de la nappe en période de hautes eaux.

**L'arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 2009, modifiant l'arrêté du 24 juin 2008** précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides, stipule que les sols présentant « *des traits rédoxiques débutant à moins de 50 centimètres de profondeur et se prolongeant et s'intensifiant en profondeur* » sont caractéristiques des zones humides.

Dans le cas présent, des traits rédoxiques débutant à moins de 0,50 m de profondeur ont été observés sur les trois sondages. Néanmoins, ces traits ne s'intensifient pas en profondeur, ils ne sont alors pas caractéristiques d'une zone humide selon le critère pédologique de l'arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 2009.

De manière générale, les traits hydromorphiques relevés au sein de l'aire d'étude et tout particulièrement à hauteur des futures filières pluviales, ont été observés à une profondeur moyenne de 0,20-0,30 m.

**Bilan :**

**Aucune zone humide n'a été définie selon le critère pédologique dans l'emprise du projet.  
Le niveau de remontée maximal de la nappe est estimé à 0,20-0,30 m de moyenne par rapport au terrain naturel.**

### I. 1. 1. 2. Perméabilité

Afin d'évaluer l'aptitude des sols du site à l'infiltration, un test de perméabilité à niveau constant (méthode Porchet) a été réalisé à hauteur de l'emplacement privilégié pour l'implantation de la filière pluviale.

Ce test nécessite la saturation du sol en eau pendant 4 h avant la mesure définitive du coefficient de perméabilité du sol étudié.

La localisation du test de perméabilité réalisé sur site est consultable en Carte 7.

La valeur du coefficient de perméabilité exprimée en mm/h ainsi que les conditions dans lesquelles le test a été réalisé, sont récapitulées dans le tableau suivant :

**Tableau 7 : Résultats du test de perméabilité mené sur site**

| Numéro du test de perméabilité | Date     | Profondeur d'exécution | Valeur du coefficient de perméabilité | Aptitude du sol à l'infiltration |
|--------------------------------|----------|------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|
| Test n°1                       | 19/06/15 | 0,70 m                 | 8,5 mm/h                              | <b>Défavorable</b>               |

Les résultats issus du test de perméabilité témoignent de la faible perméabilité des sols présents au droit du projet.

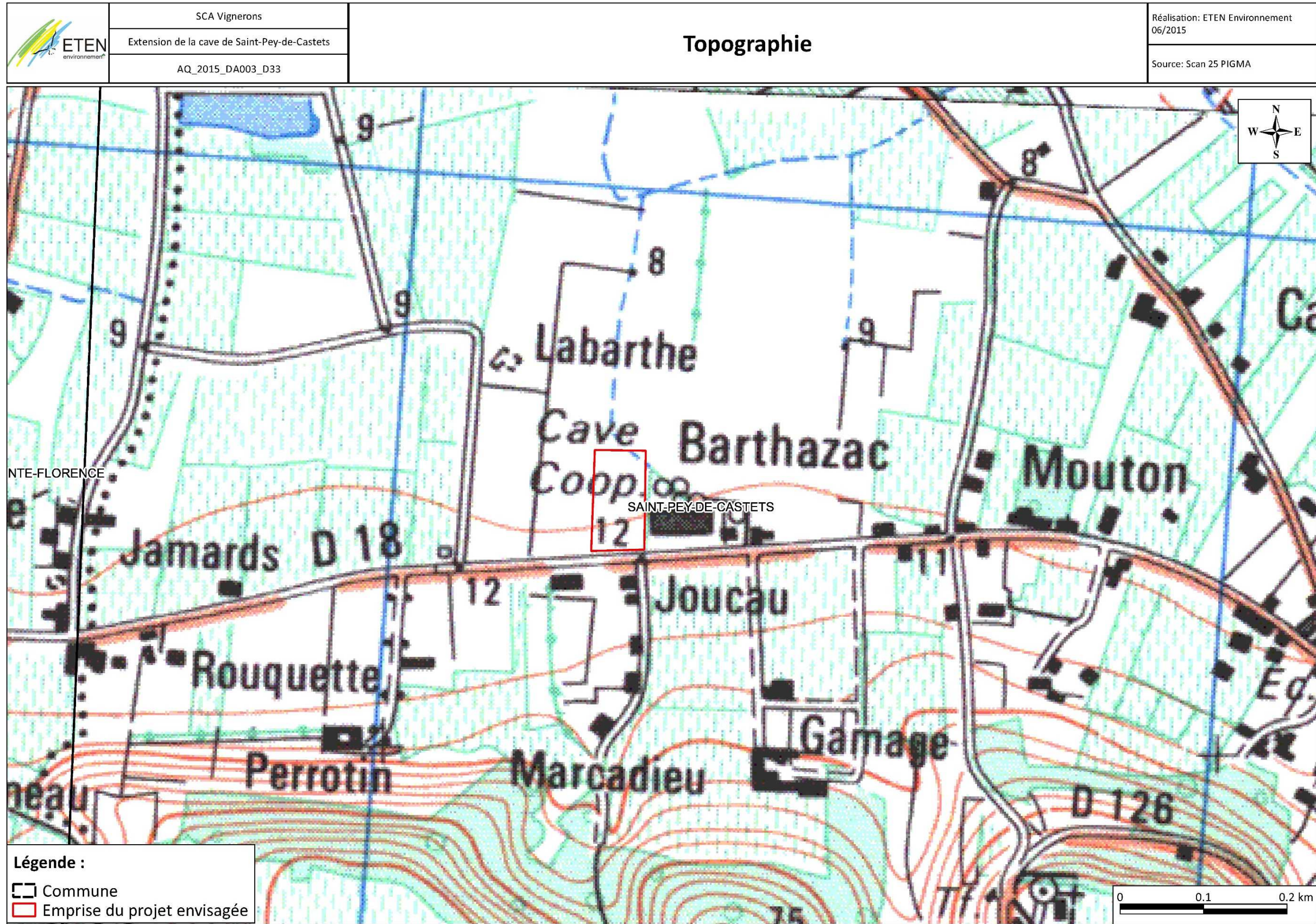
**Bilan :**

**Au vu de ces résultats, l'infiltration des eaux superficielles accumulées sur les surfaces imperméabilisées du projet n'est pas envisageable. Les eaux devront donc impérativement être gérées puis évacuées à débit constant vers un exutoire.**

## I. 2. Topographie

Le site d'étude présente une topographie relativement plane (pente  $\approx 1,5$  %). Les altitudes varient entre 8 mètres et 11 mètres.

La Carte 8 page suivante présente la topographie générale du site avec les points altimétriques.



Carte 8 : Topographie générale du site

### I. 3. Climatologie

(Source : Météo France)

La façade Ouest du département de la Gironde s'ouvre, sur près de 100 km, sur l'Océan Atlantique, du bassin d'Arcachon à l'embouchure de la Gironde. Ainsi, le département est sujet aux masses d'air humide venant de l'Océan Atlantique et bénéficie donc d'un climat océanique dont l'influence s'amenuise en allant vers les terres. La climatologie de la commune de Saint-Pey-de-Castets est caractérisée à partir des données fournies par la station météorologique de Bordeaux-Mérignac. Ces informations sont issues d'une période d'observation de 30 années (entre 1979 et 2009).

#### Pluviométrie et température

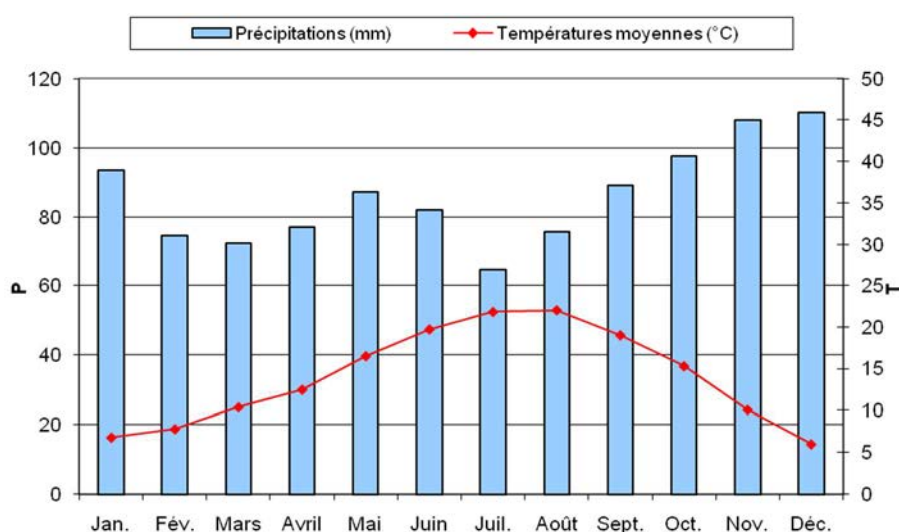
Avec 1032,4 mm de précipitations moyennes annuelles, le secteur de Bordeaux-Mérignac est donc conforme aux moyennes rencontrées sur le département.

Les précipitations sont relativement bien réparties tout au long de l'année. Juillet est le mois le plus sec tandis que les mois de novembre et de décembre enregistrent le maximum de pluie. La température moyenne des dernières années relevée à Bordeaux-Mérignac est de 14°C, avec une moyenne maximale de 22°C (en août) et une moyenne minimale de 6°C (en décembre).

Les moyennes mensuelles des températures et des précipitations sur la ville de Bordeaux-Mérignac, station la plus proche, sont présentées dans le tableau suivant.

**Tableau 8 : Moyennes mensuelles des températures et des précipitations observées sur la station météorologique de Bordeaux-Mérignac entre 1979 et 2009**

|                                   | Jan. | Fév. | Mars | Avril | Mai  | Juin | Juil. | Août | Sept. | Oct. | Nov. | Déc. |
|-----------------------------------|------|------|------|-------|------|------|-------|------|-------|------|------|------|
| <b>Précipitations (mm)</b>        | 93,6 | 74,5 | 72,5 | 77,2  | 87,2 | 82,1 | 64,8  | 75,8 | 89,2  | 97,5 | 108  | 110  |
| <b>Températures moyennes (°C)</b> | 6,8  | 7,8  | 10,4 | 12,5  | 16,5 | 19,7 | 21,8  | 22   | 19    | 15,3 | 10,1 | 6    |



**Figure 5 : Diagramme ombrothermique caractérisant la zone d'étude (station météorologique de Bordeaux-Mérignac entre 1979 et 2009)**

On peut ainsi observer une moyenne annuelle des hauteurs cumulées de précipitations relativement importante : 1032,4 mm, avec une répartition irrégulière des précipitations tout au long de l'année. Le mois de juillet apparaît comme étant le plus sec et les mois de novembre et décembre les plus pluvieux.

#### *Vents d'Ouest dominants*

La façade ouest du département de la Gironde est marquée par le caractère dominant des vents d'Ouest : plus de 25,3 % pour les directions comprises entre 240° et 300°, et par leurs intensités avec 11 % de ces vents d'Ouest dont la vitesse est supérieure à 4,5 m/s.

#### *Ensoleillement*

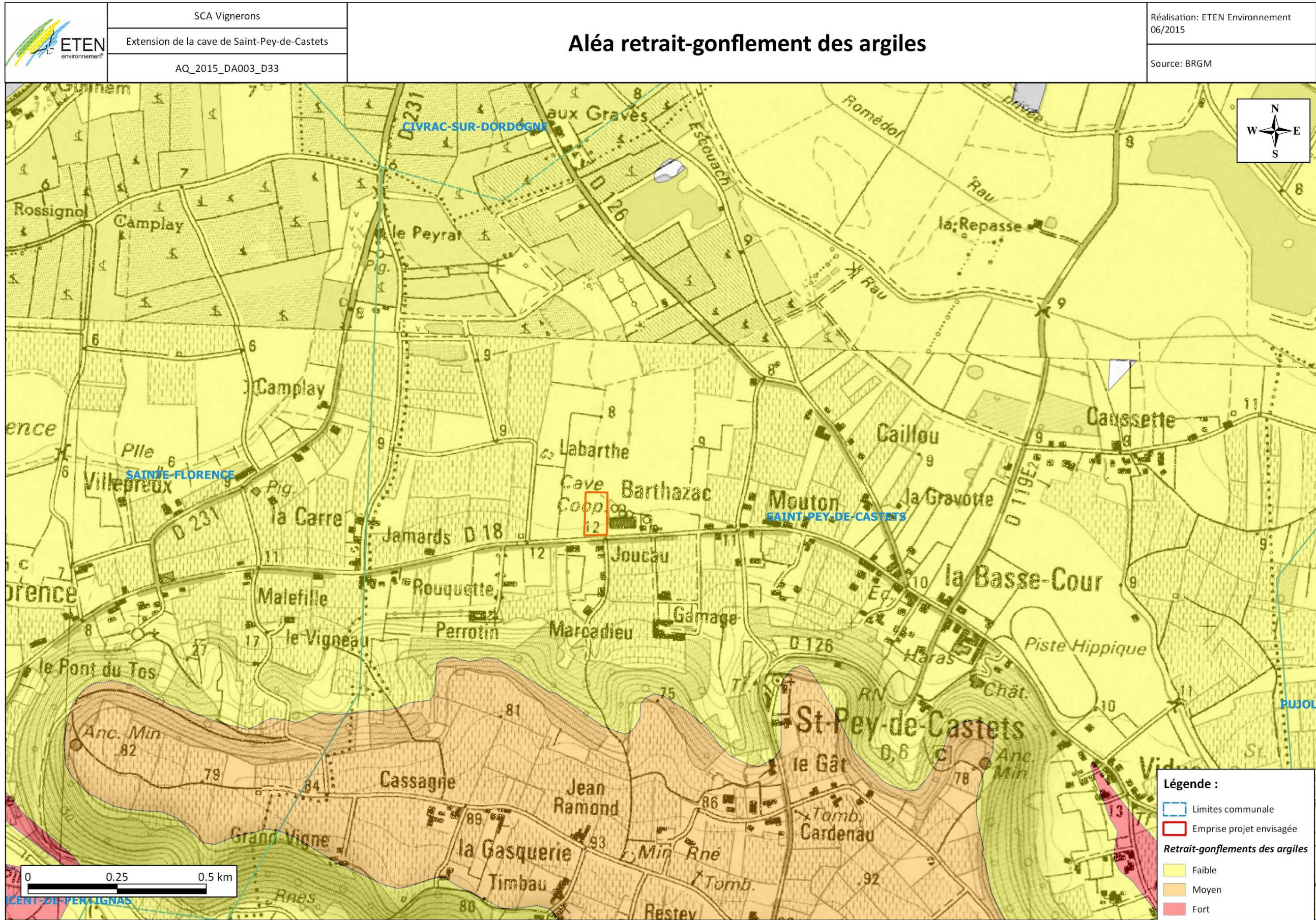
La durée moyenne annuelle de l'insolation au niveau de la station de Bordeaux-Mérignac se situe aux environs de 1 980 heures. La moyenne des extrêmes mensuels varie entre 265 heures au mois de juillet et 85 heures au mois de décembre.

## I. 4. Risques

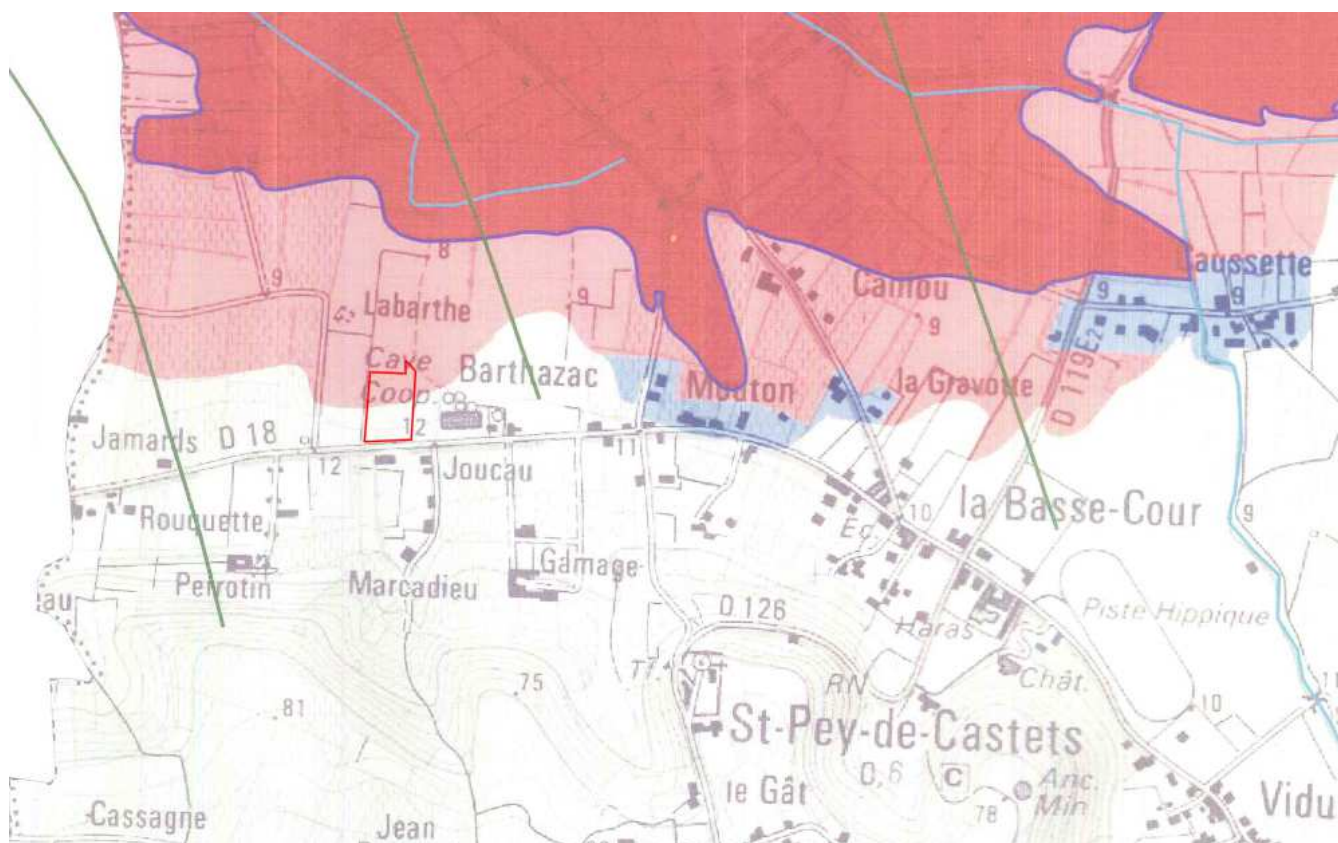
**Tableau 9 : Evaluation des risques naturels sur le site**

| Type de risque                            | Niveau de risque    | Evaluation du risque par rapport au projet   |
|---|---------------------|--|
| <b><i>Feu de forêt</i></b>                | Faible              | Le site se situe à 260 m d'un environnement boisé. La vigilance reste de mise par rapport aux interventions potentiellement génératrices de flammes, d'étincelles ou nécessitant l'utilisation de comburants                               |
| <b><i>Sismique</i></b>                    | Très Faible         | Les risques de rupture des cuves dus à un séisme sont faibles  |
| <b><i>R.G.A.<sup>7</sup><br/>BRGM</i></b> | Faible              | Les phénomènes entraînant des modifications de consistance du sol et des variations de volume peuvent affecter l'extension de la cave. L'aléa étant ici très faible, les risques de rupture le sont donc tout autant.                      |
| <b><i>Remontée des eaux de nappe</i></b>  | Très faible à nulle | Sensibilité très faible sur la totalité du site selon le BRGM tandis que la commune est exposée à un risque fort à élevé.  |
| <b><i>Zone inondable</i></b>              | Faible              | La commune est soumise à un PPRI. La partie Nord du site (dont une partie du futur bâtiment) se situe sur une zone rouge clair (aléa faible, cote de crue PPRI 9.20 m). La partie du bâtiment en-dessous de la cote de crue sera surélevé. |

<sup>7</sup> Risque de retrait et de gonflement des argiles



Carte 9 : Risque de retrait-gonflement des argiles



Carte 10 : Risque inondation (extrait du PPRI – source : DDTM Gironde)



## II. Caractéristiques du milieu aquatique récepteur

---

### II. 1. Les milieux récepteurs concernés

Deux types de milieux récepteurs sont concernés :

- la masse d'eau de transition « Estuaire Fluvial Dordogne » (FRFT32),
- la masse d'eau souterraine « Alluvions de la Dordogne » (FRFG024),
- la masse d'eau souterraine « Calcaire de l'Entre 2 Mers du BV de la Dordogne » (FRFG041),
- la masse d'eau souterraine « Molasses du bassin de la Dordogne » (FRFG077).

Les masses d'eaux superficielles sont présentées au paragraphe II. 2. 1. et les souterraines au paragraphe II. 3.

### II. 2. Les eaux superficielles

(Source : Agence de l'eau Adour-Garonne)

#### II. 2. 1. Description des eaux superficielles

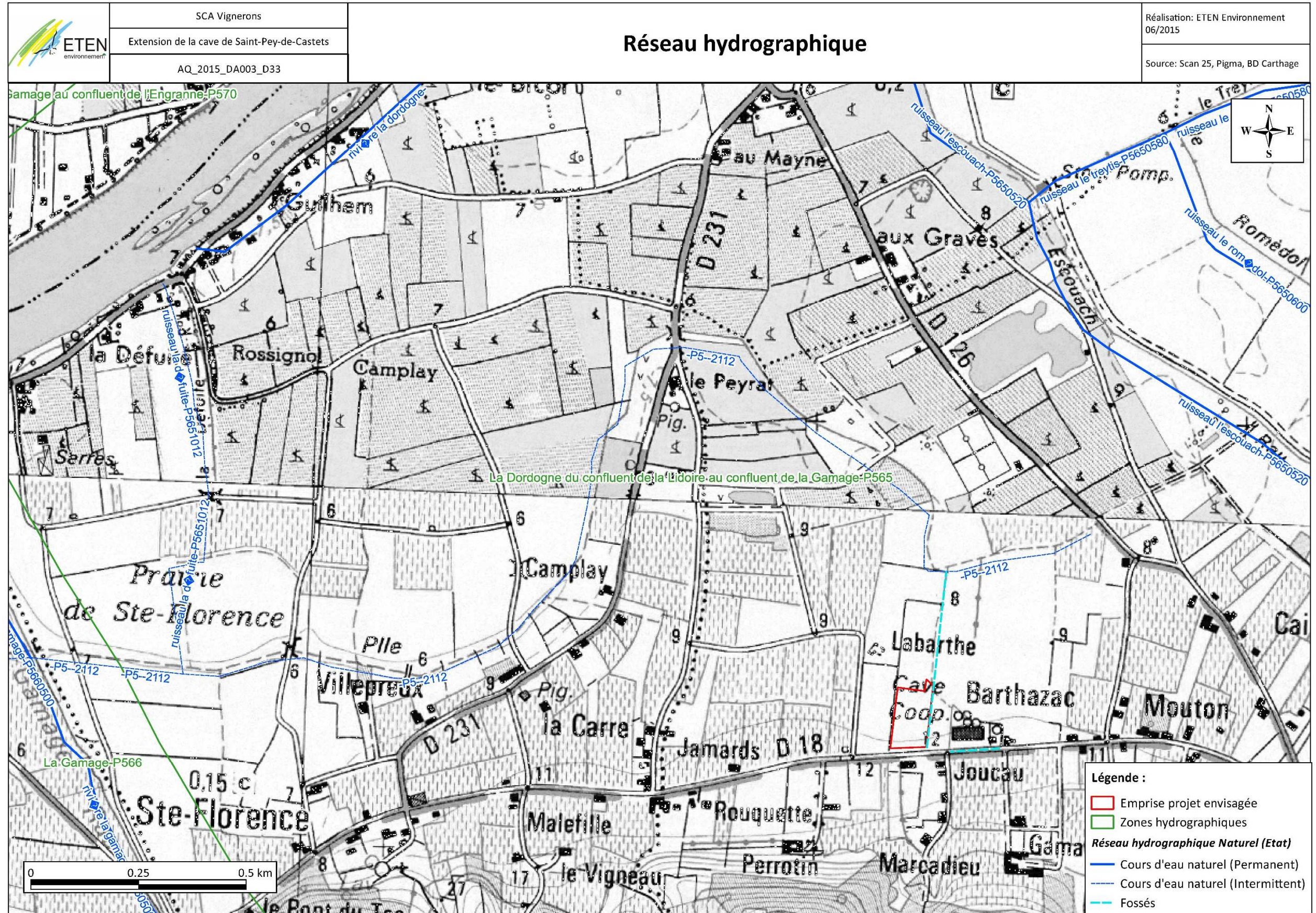
Le réseau hydrographique principal de la commune de Saint-Pey-de-Castets est constitué par :

- L'Escouach (P5650520),
- La Gamage (P5660500),
- Le Romédol (P5650560),
- Le treytis (P5650580),
- La Nazaride (P5650590),
- Le Romédol (P5650600).

Le site à l'étude est inclus dans la zone hydrographique « **La Dordogne du confluent de la Lidoire au confluent de la Gamage** » codifiée P565 et « **La Gamage** » P566.

Les eaux de pluies issues du projet seront rejetées à débit régulé dans le fossé situé le long de la parcelle à l'est, ce dernier se rejetant dans le cours d'eau codifié P5-2112, affluent du ruisseau la défuite qui lui-même rejoint à l'aval la Dordogne.

**La masse d'eau superficielle concernée par le rejet des eaux pluviales du site est « Estuaire Fluvial Dordogne » (FRFT32).**



Carte 11 : Réseau hydrographique à proximité du projet

## II. 2. 2. Qualité des eaux superficielles et pressions

La masse d'eau de transition « Estuaire Fluvial Dordogne » (FRFT32) présente un bon état 2015.

| Masse d'eau superficielle | Objectif d'état global | Etat des lieux 2010 |            | Pressions   |
|---------------------------|------------------------|---------------------|------------|---|
|                           |                        | écologique          | chimique   |   |
| FRFT32                    | Bon état 2015          | Non classé          | Non classé | Pressions polluantes moyenne.<br>Pressions sur le vivant et pressions morphologiques faibles. |

## II. 3. Les eaux souterraines

(Source : agence de l'eau Adour-Garonne)

Au niveau de l'hydrogéologie, le site d'étude est concerné par les aquifères « ENTRE DEUX MERS » (126), « DORDOGNE » (346) et « GUYENNE » (563).

- Caractéristiques de l'aquifère « ENTRE DEUX MERS » :

| UNITE   | PROF. | EPAIS. | T                 | S      | PERM. | Qs                  | PROD.             |
|---------|-------|--------|-------------------|--------|-------|---------------------|-------------------|
|         | m     | m      | m <sup>2</sup> /s |        | m/s   | l <sup>3</sup> /h/m | m <sup>3</sup> /h |
| Minimum | 0     | 15     | 0.0003            |        |       | 1                   |                   |
| Moyen   | 20    | 40     | 0.002             | 0.0001 |       |                     | 50                |
| Maximum | 50    | 55     | 0.001             |        |       | 15                  |                   |

Superficie : 1060 km<sup>2</sup>

Utilisations :

- Agricole
- AEP
- industrielle

Nombre d'ouvrages inventoriés pour les différents usages : 545

Principales problématiques : Cet aquifère est particulièrement vulnérable du fait de son caractère karstique.

- Caractéristiques de l'aquifère « DORDOGNE » :

Cet aquifère subit des variations de nappe à proximité de la rivière liées aux marées dans les environs de Libourne. L'écoulement de la nappe s'effectue des coteaux vers la rivière.

| <i>UNITE</i>   | <i>PROF.<br/>M</i> | <i>EPAIS.<br/>M</i> | <i>T<br/>M2/S</i> | <i>S</i> | <i>PERM.<br/>M/S</i> | <i>PROD.<br/>M3/H</i> |
|----------------|--------------------|---------------------|-------------------|----------|----------------------|-----------------------|
| <i>Minimum</i> | 3                  | 3                   | 0.0001            | 0.01     | 0.00005              | 5                     |
| <i>Moyen</i>   | 5                  | 7                   | 0.005             | 0.05     | 0.002                | 10                    |
| <i>Maximum</i> | 10                 | 15                  | 0.01              | 0.1      | 0.005                | 30                    |

Superficie : 506 km<sup>2</sup>

Utilisations :

- Agricole
- Domestique
- AEP de plus en plus marginale

Nombre d'ouvrages inventoriés pour les différents usages : 671

Principales problématiques : Cet aquifère a une qualité médiocre surtout vers l'amont liée à une activité agricole intense et à une forte urbanisation. Ainsi, la plupart des captages AEP ont été abandonnés.

Caractéristique de l'aquifère « GUYENNE » :

| <i>UNITE</i>   | <i>PROF.<br/>m</i> | <i>EPAIS.<br/>m</i> | <i>T<br/>m2/s</i> | <i>S</i> | <i>PERM.<br/>m/s</i> | <i>Qs<br/>m3/h/m</i> | <i>PROD.<br/>m3/h</i> |
|----------------|--------------------|---------------------|-------------------|----------|----------------------|----------------------|-----------------------|
| <i>Minimum</i> | 0                  |                     |                   |          |                      |                      |                       |
| <i>Moyen</i>   | 30                 | 30                  |                   |          |                      |                      |                       |
| <i>Maximum</i> | 60                 |                     |                   |          |                      |                      |                       |

Superficie : 2750 km<sup>2</sup>

Utilisations :

- Agricole

Nombre d'ouvrages inventoriés pour les différents usages : 256

Principales problématiques :

Masses d'eaux souterraines :

Les masses d'eaux souterraines « Alluvions de la Dordogne » (FRFG024) et « Molasses du bassin de la Dordogne » (FRFG077) sont des masses d'eaux majoritairement libres et sont concernées par le projet. La masse d'eau souterraine « Calcaire de l'Entre 2 Mers du BV de la Dordogne » (FRFG041) est une masse d'eau libre et est concernée par le projet.

Le tableau ci-dessous caractérise la qualité de ces masses d'eaux souterraines :

**Tableau 10 : Caractérisation des masses d'eaux souterraines**

| Masse d'eau souterraine | Etat                  | Objectif d'état global | Etat        |          | Pressions  |
|-------------------------|-----------------------|------------------------|-------------|----------|--|
|                         |                       |                        | quantitatif | chimique |  |
| FRFG024                 | Majoritairement libre | Bon état pour 2027     | Bon         | Mauvais  | Fortes pressions sur les prélèvements agricoles, industriels, eau potable et sur les milieux aquatiques et écosystèmes terrestres. Pressions fortes liées à l'occupation agricole des sols (cultures, azote organique et phytosanitaire) et non agricole (assainissement autonome, phytosanitaires utilisés par les usagers non agricoles, etc). |
| FRFG077                 | Majoritairement libre | Bon état pour 2027     | Bon         | Mauvais  | Fortes pressions des milieux aquatiques et écosystèmes terrestres sur la qualité de la masse d'eau.  |
| FRFG041                 | Libre                 | Bon état pour 2027     | Bon         | Mauvais  | Fortes pressions liées à l'occupation agricole des sols (répartition des cultures, azote organique et phytosanitaires)   |

## II. 4. Périmètre de protection de captage

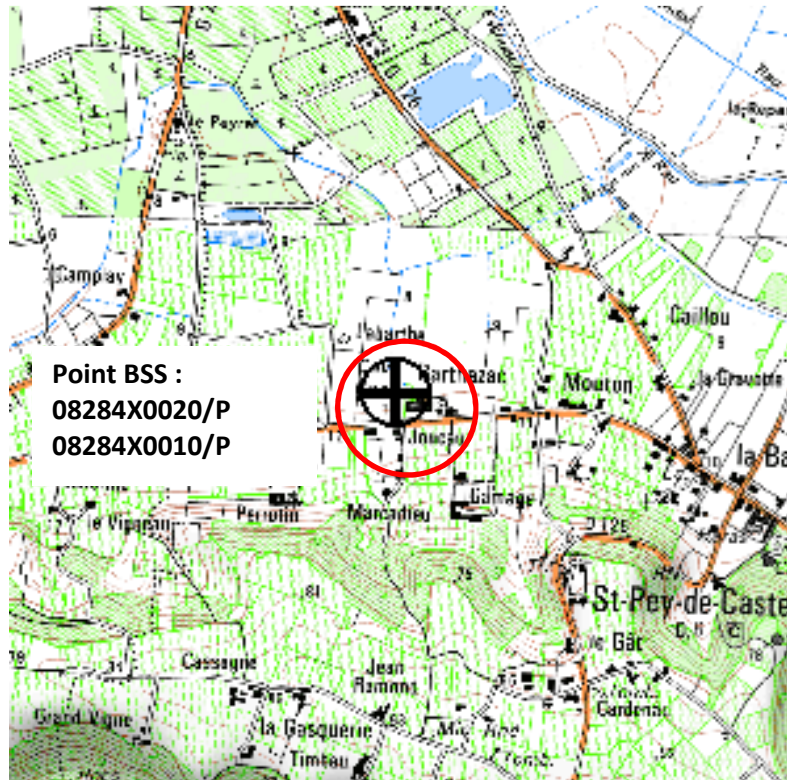
(Source : Agence de l'Eau Adour Garonne)

La commune de Saint-Pey-de-Castets compte 5 ouvrages de prélèvements d'eau (source : site de l'Agence de l'Eau Adour Garonne), destinés à l'irrigation et l'eau potable.

| Nature \ Usage          | Irrigation     |            | Eau Potable    |            | Total          |            |
|-------------------------|----------------|------------|----------------|------------|----------------|------------|
|                         | Volume         | Nb d'ouvr. | Volume         | Nb d'ouvr. | Volume         | Nb d'ouvr. |
| <b>Eau de surface</b>   | 16 000         | 1          |                |            | <b>16 000</b>  | <b>1</b>   |
| <b>Nappe captive</b>    |                |            | 293 680        | 1          | <b>293 680</b> | <b>1</b>   |
| <b>Nappe phréatique</b> | 74 604         | 2          |                |            | <b>74 604</b>  | <b>2</b>   |
| <b>Retenue</b>          | 10 410         | 1          |                |            | <b>10 410</b>  | <b>1</b>   |
| <b>Total</b>            | <b>101 014</b> | <b>4</b>   | <b>293 680</b> | <b>1</b>   | <b>394 694</b> | <b>5</b>   |

**Figure 6 : Prélèvements de l'année 2013 (Source : Agence de l'Eau Adour-Garonne)**

Il n'y a pas de forage recensé par le BRGM à proximité du site. Seulement deux puits sont localisés sur le site de la cave coopérative référencés 08284X0010/P et 08284X0020/P.



**L'emprise du projet ne se situe sur aucun périmètre de protection d'après les données de l'ARS.**

## III. Analyse du patrimoine biologique

### III. 1. Contexte réglementaire

Les sites Natura 2000 et périmètres d'inventaires environnementaux les plus proches du projet sont présentés dans les paragraphes suivants (cf. Carte 12 p.56).

#### III. 1. 1. Les sites Natura 2000

Source : INPN

La commission européenne, en accord avec les Etats membres, a fixé, le 21 mai 1992, le principe d'un réseau européen de zones naturelles d'intérêt communautaire. Ce réseau est nommé Natura 2000. L'objectif de ce réseau écologique est de favoriser le maintien de la diversité des espèces et des habitats naturels sur l'ensemble de l'espace communautaire en instaurant un ensemble cohérent de sites remarquables, appelés « sites Natura 2000 », tout en tenant compte des exigences économiques, sociales et culturelles.

Les sites Natura 2000 présents dans un rayon de 10 km autour du projet sont présentés dans le tableau ci-dessous et sur la carte page 56.

| Périmètre concerné                     | Distance au projet | Nom         | Code national | Enjeu concernant le projet |
|--|--------------------|-------------|---------------|----------------------------|
| Sites Natura 2000 – Directive Habitats | 1,8 km             | La Dordogne | FR7200660     | Connexion hydrographique   |

### III. 1. 2. Les ZNIEFF

L'inventaire des zones naturelles d'intérêt écologique floristique et faunistique identifie, localise et décrit les sites d'intérêt patrimonial pour les espèces vivantes et les habitats. Il rationalise le recueil et la gestion de nombreuses données sur les milieux naturels, la faune et la flore. Etabli pour le compte du Ministère de l'environnement, il constitue l'outil principal de la connaissance scientifique du patrimoine naturel et sert de base à la définition de la politique de protection de la nature. Il n'a pas de valeur juridique directe mais permet une meilleure prise en compte de la richesse patrimoniale dans l'élaboration des projets susceptibles d'avoir un impact sur le milieu naturel.

Il s'agit de périmètres d'inventaire, dont on distingue 2 types :

- les ZNIEFF de type 1, qui correspondent à des secteurs d'une superficie généralement limitée, définies par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional ;
- les ZNIEFF de type 2, qui correspondent à de grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes. Ces zones peuvent inclure une ou plusieurs zones de type I.

**Les aménagements projetés se situent à proximité d'une ZNIEFF continentale de type 2 présentée dans le tableau ci-dessous et sur la carte p.56.**

| Périmètre concerné | Distance au projet | Nom                            | Code national | Enjeu concernant le projet |
|--------------------|--------------------|--------------------------------|---------------|----------------------------|
| ZNIEFF2            | 1,2 km             | Vallée et coteaux de la Gamage | ZO00000600    |                            |





## III. 2. Les zones humides

### III. 2. 1. Zones humides élémentaires

*(Source : Agence de l'Eau Adour Garonne)*

Le site d'implantation du projet n'est concerné par aucune zone humide élémentaire.

### III. 2. 2. Critère pédologique

❖ **Aire d'étude :**

L'expertise pédologique réalisée n'a pas mis en évidence une zone humide.

❖ **Emprise de l'opération :**

Les investigations de terrain (expertise pédologique) n'ont mis en évidence, **dans l'emprise du projet, aucune zone humide identifiée au sens pédologique de l'arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 2009 modifiant l'arrêté du 24 juin 2008.**

### III. 2. 3. Critère floristique

❖ **Aire d'étude :**

Aucun habitat caractéristique de zones humides n'a été recensé sur l'aire d'étude **au sens de l'arrêté du 24 juin 2008.**

### III. 2. 4. Synthèse

**Aucune zone humide n'a été mise en évidence dans l'emprise du projet.**

## Synthèse de l'état initial

Le tableau suivant synthétise les principales caractéristiques de l'aire d'étude.

**Tableau 11 : Tableau de synthèse de l'état initial du projet d'extension de la cave coopérative**

| MILIEU  |   | CARACTERISTIQUES PRINCIPALES   | ENJEUX ASSOCIES  |   |
|---|---|--|--|---|
| <b>PHYSIQUE</b>   | Géologie  | Colluvions issues des nappes alluviales  | Pas d'enjeu particulier  |   |
|   | Pédologie et perméabilité   | Perméabilité médiocre à 70 cm de profondeur<br>Pas de zone humide au sens pédologique dans l'emprise du projet | Mise en œuvre d'une filière de gestion des eaux pluviales par rétention  |   |
|   | Topographie   | Topographie relativement plane   | Terrassement de faible envergure   |   |
|   | Climatologie  | Climat océanique doux  | Pas d'enjeu particulier (prise en compte de la pluviométrie locale dans le dimensionnement des ouvrages de gestion des eaux pluviales) |   |
|   | Risques naturels et technologiques  | Sismicité très faible  |  | Pas d'enjeu particulier   |
|   |   | Aléa feu de forêt nul sur le site  |  | Pas d'enjeu particulier   |
|   |   | Aléa retrait et gonflement des argiles nul   |  | Pas d'enjeu particulier   |
|   |   | Sensibilité de la remontée des eaux de nappe faible (expertise pédologique)                                    |  | Dispositif de gestion des eaux pluviales adapté (ouvrages peu profonds) |
|   | Risque d'inondation (faible)  |  | Prise en compte de la cote de crue PPRI lors de la construction du bâtiment.   |   |
| <b>Eaux superficielles</b>                              |   |  |  |   |
| Milieu récepteur superficiel (classement réglementaire) | Masse d'eau de transition : « Estuaire Fluvial Dordogne » (FRFT32) (objectif de bon état global 2015)   |  | Rétention des eaux pluviales puis rejet à débit régulé dans le cours d'eau codifié P5-2112   |   |
| - qualité   | Etat écologique : non classé<br>Etat chimique : non classé  |  |  |   |
| - usages  | Pression moyenne vis-à-vis des polluants sur la ressource   |  |  |   |
| <b>Eaux souterraines</b>                                |   |  |  |   |
| - hydrogéologie   | Masses d'eaux souterraines : « Alluvions de la Dordogne » (FRFG024), « Calcaire de l'Entre 2 Mers du BV de la Dordogne » (FRFG041), « Molasses du bassin de la Dordogne » (FRFG077)                           |  | Pas d'infiltration prévue donc non dégradation de la masse d'eau souterraine   |   |
| - qualité   | Pour les trois masses d'eaux souterraines :<br>- Etat quantitatif : bon<br>- Etat chimique : mauvais  |  |  |   |
| - usages  | Fortes pressions sur les prélèvements agricoles, industriels, eau potable et sur les milieux aquatiques et écosystèmes terrestres.<br>Pressions fortes liées à l'occupation agricole des sols et non agricole |  |  |   |
| - périmètre de protection de captage                    | Le projet n'est pas situé au sein de périmètre de protection (rapproché et éloigné) de captage AEP  |  | Pas d'enjeu particulier car le présent dossier ne concerne pas la création de forages  |   |
| <b>Contexte réglementaire</b>                           |   |  |  |   |
|   | SAGE mis en œuvre Nappes profondes de Gironde» (SAGE05003)  |  | Ne pas dégrader la qualité des eaux  |   |

| MILIEU         |   | CARACTERISTIQUES PRINCIPALES  | ENJEUX ASSOCIES   |
|----------------|---|---|---|
|                | Zonages réglementaires et de programmation      | Zone de Répartition des Eaux  | Pas d'enjeu particulier car le présent dossier ne concerne pas la création de forages |
| <b>NATUREL</b> | Contexte réglementaire :<br>- sites Natura 2000 | Site Natura 2000 le plus proche situé à 1,8 Km à l'ouest du projet :<br><b>« La Dordogne » (FR7200660).</b> | Rejet à débit régulé dans « la Dordogne »   |
|                | Zones humides                                   | Aucune zone humide recensée.  | Pas d'enjeu particulier   |

Au regard du tableau ci-dessus, les enjeux qui seront étudiés dans la partie suivante concerneront :

- 1- Les incidences du projet sur les milieux aquatiques :
  - impact quantitatif sur les eaux superficielles et souterraines,
  - impact qualitatif sur les eaux superficielles et souterraines;
- 2- Les incidences de l'opération sur le milieu naturel :
  - impact sur le site Natura 2000 « La Dordogne» (FR7200660) ;

# **B : analyse des effets du projet sur l’environnement et proposition de mesures**

# I. Impacts et mesures sur les milieux aquatiques

## I. 1. Impact quantitatif sur le milieu aquatique

### I. 1. 1. Impact lié à l'imperméabilisation du site

Le projet en phase travaux est susceptible d'intercepter des écoulements naturels. Ceux-ci seront rétablis au fur et à mesure de l'avancement du chantier afin d'éviter d'éventuels dégâts des eaux sur la zone des travaux.

Par contre, en phase exploitation, les débits de ruissellement dus au projet vont augmenter par rapport à la situation actuelle. Afin de garder la maîtrise de ces rejets, un bassin de rétention est intégré au projet.

De plus, le fossé présent dans l'emprise du projet, à l'Est du site, sera busé sous le nouveau bâtiment de sorte à préserver son rôle hydraulique.

➔ L'impact du projet lié à l'imperméabilisation du site est donc **faible**.

## I. 2. Impact qualitatif sur le milieu aquatique

### I. 2. 1. Impacts en phase travaux

Les impacts spécifiques au chantier sont principalement liés à l'emprise temporaire de celui-ci, à la création de pistes provisoires, aux opérations de défrichements et à la présence d'engins de travaux.

Les risques de pollution des eaux superficielles et souterraines proviennent pour cette phase des risques de pollution par hydrocarbures liés à la présence d'engins de chantier.

➔ L'impact qualitatif **brut** du projet sur le milieu aquatique en phase de travaux est **modéré**.

#### MESURES DE REDUCTION :

Toutes les mesures seront prises en phase chantier afin de limiter les impacts inhérents au chantier (cf descriptif ci-dessous).

#### ☛ Descriptif détaillé des mesures :

Tous matériaux et fournitures utilisés sur le chantier seront entreposés avec soin, dans la mesure du possible à l'abri des dégradations et des intempéries, de façon à ne pas risquer de polluer la nappe phréatique et les milieux aquatiques superficiels. Le stockage des matériaux s'effectuera dans la mesure du possible hors des secteurs considérés comme zone humide.

Il conviendra également :

- à veiller à la mise en place d'aires de stockage et de retournement étanches pour les produits et pour le remplissage des machines, afin d'éviter l'écoulement de carburant ou de lubrifiants des engins. Les véhicules de chantier devront justifier d'un contrôle technique récent et leur

stationnement s'effectuera hors zone sensible (entretien dans l'enceinte d'une aire aménagée ou aux sièges des entreprises afin de limiter les risques de pollution accidentelle) ;

- à prévoir le stockage sur le site de produits absorbants afin de pallier tous risque de fuite et éviter les rejets de polluants ;
- à interdire le déversement de tout produit nocif dans le milieu récepteur (laitance de béton, hydrocarbures...).

Une sensibilisation/information du personnel et de l'encadrement à ces questions environnementales pourra permettre de réaliser un chantier « propre ».

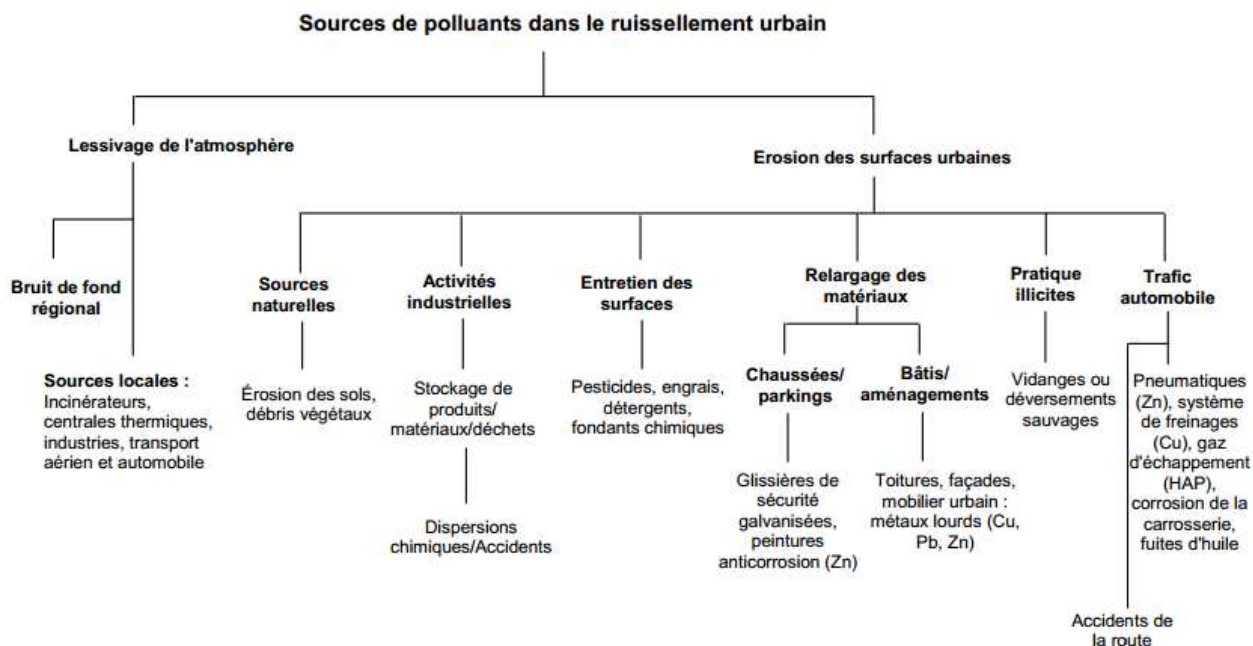
➔ **L'impact qualitatif résiduel du projet sur le milieu aquatique en phase de travaux est faible.**

## I. 2. 2. Impacts en phase exploitation

### I. 2. 2. 1. Sources de polluants dans le ruissellement urbain

La contamination des eaux de ruissellement s'opère par lessivage de l'atmosphère et des surfaces urbaines. La pollution dépend donc des secteurs à proximité desquels on se trouve et des surfaces interceptant les eaux.

Le synoptique ci-dessous présente les différentes sources de polluant dans le ruissellement urbain :



Source : Guide méthodologique « Aménagement et eaux pluviales » - Grand Lyon – Octobre 2013

### I. 2. 2. 2. Qualité des eaux pluviales rejetées :

Des campagnes de mesures réalisées sur des bassins versants expérimentaux pour le compte des services de l'Etat (ex-D.D.E., ex-DIREN...) ont permis de déterminer les caractéristiques de la pollution

des eaux pluviales. Le tableau suivant fournit des ordres de grandeur des masses moyennes produites annuellement par hectare actif à partir des données bibliographiques disponibles dans le domaine.

**Tableau 12 : Masses des matières en suspension rejetées annuellement dans les eaux de ruissellement**

| Paramètres de pollution   | Charge en kg/ha/an de surface imperméabilisée pour du ruissellement pluvial urbain séparatif<br><i>(Chocat, 1997 et J.P. Philippe, DRE Ile de France)</i> | Charge en kg/ha/an de surface imperméabilisée pour des rejets pluviaux de lotissements, parkings et ZAC<br><i>(CETE Sud-Ouest, D.D.A.F. – Octobre 2007)</i> |
|---|---|---|
| <b>Matières en suspension</b> (M.E.S.)                                | 665 à 2000  | 660   |
| <b>Demande chimique en oxygène</b> (D.C.O.)                           | 630 à 2000  | 630   |
| <b>Demande biologique en oxygène à 5 jours</b> (D.B.O. <sub>5</sub> ) | 90  | 90  |
| <b>Hydrocarbures totaux</b> (Hc totaux)                               | 4 à 35  | 15  |
| <b>Plomb</b> (Pb)   | 0,6 à 1,8   | 1   |

Les bassins expérimentaux correspondent à des zones fortement urbanisées susceptibles de véhiculer une pollution importante, ce qui nous place dans un cas où les contraintes de pollution sont élevées. En conséquence, les valeurs de référence présentées peuvent être adaptées pour le projet en cours en fonction de la pluviométrie locale.

Compte-tenu de la nature du projet, de la hauteur moyenne annuelle des précipitations de la région (1 032.4 mm pour la station de Bordeaux-Mérignac, donnée Météo-France) et des surfaces mises en jeu (7478 m<sup>2</sup> de surfaces imperméabilisées prévues dans le cadre de l'aménagement du projet), les flux moyens de micropollution sur les ouvrages d'infiltration seront :

**Tableau 13 : Evaluation des concentrations en polluants dans les rejets du projet (effets chroniques)**

| Paramètres de pollution   | Charge retenue : rejets pluviaux de lotissements, parkings et ZAC de moyenne densité (en kg/ha/an) | Charge totale arrondie du projet (en Kg/an) | Concentration moyenne brute dans le rejet (en mg/l) |
|---------------------------|--|---|---|
| <b>M.E.S.</b>             | 660  | <b>493,5</b>                                | <b>63,93</b>  |
| <b>D.C.O.</b>             | 630  | <b>471,1</b>                                | <b>61,02</b>  |
| <b>D.B.O.<sub>5</sub></b> | 90   | <b>67,3</b>                                 | <b>8,72</b>   |
| <b>Hydrocarbures</b>      | 15   | <b>11,2</b>                                 | <b>1,45</b>   |
| <b>Plomb</b>              | 1  | <b>0,7478</b>                               | <b>0,10</b>   |

Même si le bassin de rétention créé a un rôle strictement hydraulique, il permet également de diminuer les concentrations des polluants. En effet, différents retours d'expérience ont permis de démontrer les effets d'abattement sur les polluants lors de la mise en œuvre de procédés assurant une décantation de quelques heures (3 heures : rendements minimums ; > 10 heures : rendements maximums) :

**Tableau 14 : Abattement de la pollution par décantation (en kg/ha de surface imperméabilisée)**

| Paramètres         | M.E.S.    | D.C.O.    | D.B.O. <sub>5</sub> | Hc totaux | PB        |
|--------------------|-----------|-----------|---------------------|-----------|-----------|
| <b>Abattements</b> | 83 à 90 % | 70 à 90 % | 75 à 91 %           | > 88 %    | 65 à 81 % |

*(Source : Les eaux pluviales dans les projets d'aménagement. DIREN Aquitaine, CETE Sud-Ouest, D.D.A.F. – Octobre 2007)*



Avec un volume de rétention global de **435 m<sup>3</sup>** évacué vers le milieu hydraulique superficiel à raison de 5,22 l/s au total, il est possible de mettre en exergue un temps de vidange moyen d'environ 23 h. Les rendements épuratoires seront donc équivalents aux rendements maximums présentés dans le tableau précédent.

**Tableau 15 : Evaluation des concentrations en polluants après abattement (effets chroniques)**

| Paramètres de pollution | Concentration moyenne brute dans le rejet (en mg/l) | Rendements épuratoires attendus (en %) | Concentration en sortie de rejet (en mg/l) | Intervalles de concentration moyenne de l'objectif du bon état <sup>8</sup> |
|-------------------------|---|--|--|---|
| M.E.S.                  | <b>63,93</b>  | 90 %                                   | 6,39                                       | < 25 mg/l   |
| D.C.O.                  | <b>61,02</b>  | 90 %                                   | 6,10                                       | < 30 mg/l   |
| D.B.O. <sub>5</sub>     | <b>8,72</b>   | 91 %                                   | 0,78                                       | < 6 mg/l  |
| Hydrocarbures           | <b>1,45</b>   | 88 %                                   | 0,17                                       | non repris  |
| Plomb                   | <b>0,10</b>   | 81 %                                   | 0,019                                      | < 0,0052 mg/l   |

Les rejets issus du projet sont conformes à l'objectif du bon état, hormis pour le plomb, paramètre périodiquement dépassé. Bien souvent, les valeurs de référence utilisées ne prennent pas en compte le fait que les carburants utilisés pour les voitures en possèdent de moins en moins.

**➔ L'impact du projet sur la qualité des eaux est donc nul en phase d'exploitation.**

<sup>8</sup> Valeurs relatives au SEQ-Eau version 2 et à l'arrêté du 25 janvier 2010, pris en compte dans le SDAGE 2010-2015.

## II. Impacts et mesures sur le milieu naturel

---

### II. 1. Incidences sur le site Natura 2000

Le site d'implantation du projet est localisé à 1,8 km du site Natura 2000 le plus proche : « **La Dordogne** » (FR7200660).

Le ruisseau de la défuite, exutoire des eaux issues du projet, est un cours d'eau intermittent qui se jette dans la Dordogne. La relation entre le site d'étude et le site Natura 2000 est donc liée aux écoulements superficiels qui se font en direction de ce cours d'eau.

Comme expliqué au paragraphe I. 2. 2. , aucune source de pollution particulière des eaux pluviales n'est à prévoir en sortie du projet : pas de lessivage de sol, ni de ruissellement des eaux sur chaussée... Les masses polluantes issues du projet seront donc faibles.

De plus, le bassin de rétention mis en place va permettre un abattement entre 80 et 90% de la pollution par décantation.

→ L'impact du projet sur le site Natura 2000 situé en aval est nul.

### III. Synthèse des incidences du projet

Le tableau ci-dessous reprend les incidences du projet sur le milieu aquatique et le milieu naturel avant et après mise en place de mesures compensatoires.

L'évaluation se divise en 6 classes : positive, nulle, faible, moyenne, forte, très forte.

**Tableau 16 : Rappel des incidences du projet sur l'environnement et des mesures prises en faveur de l'environnement**

| MILIEU                                  | INCIDENCES  | EVALUATION avant mesures  | EVALUATION après mesures  |
|---|---|---|---|
| <b>AQUATIQUE</b>                        | <u>Impacts quantitatifs</u> : augmentation du ruissellement en raison de l'artificialisation du site liée au projet et création d'un plan d'eau | <b>Faible</b> car maîtrise quantitative des eaux intégrée au projet de référence et conformité du projet à l'arrêté du 27 août 1999 | <b>Faible</b>   |
|   | <u>Impacts qualitatifs en phase travaux</u>   | <b>Modérée</b> car risque de pollution accidentelle   | <b>Faible</b> car des mesures sont prises pour un chantier « propre » |
|   | <u>Impacts qualitatif en phase exploitation</u>   | <b>Nulle</b> car maîtrise qualitative des eaux intégrée au projet de référence  | <b>Nulle</b>  |
| <b>INCIDENCES SUR LE MILIEU NATUREL</b> | <u>Incidence sur le site Natura 2000</u>  | <b>Nulle</b> car maîtrise quantitative et qualitative des eaux intégrée au projet de référence                                      | <b>Nulle</b>  |

## **Pièce 5 : moyens de surveillance et d'entretien**

L'exploitation et l'entretien de l'ensemble des ouvrages seront effectués le plus régulièrement possible pour prévenir entre autre tout dysfonctionnement hydraulique. Cette surveillance sera mise en place par le maître d'ouvrage.

### **1- Politique générale de l'entretien**

L'observation du fonctionnement des ouvrages par temps de pluie permettra de définir une politique de gestion adaptée au mieux au site.

### **2- L'entretien préventif**

Il permettra de maintenir le fonctionnement hydraulique en réduisant les phénomènes de colmatage.

L'ouvrage de décantation et de stockage restera facilement accessible pour un entretien régulier. L'entretien préventif sera effectué avec une fréquence assidue et importante (au moins 2 fois/an). Il permettra de maintenir le fonctionnement hydraulique général.

Les principales actions sont reprises ci-après :

- faucher le couvert végétal de manière régulière et en fonction des saisons,
- ramasser les éventuels déchets flottants,
- nettoyage des regards, des paniers, des décanteurs,...
- acheminement des déchets en centre de traitement adapté.

Il sera nécessaire pour l'entretien de la végétation d'utiliser des techniques alternatives aux produits phytosanitaires.

### **3- L'entretien curatif**

L'entretien curatif sera réalisé lorsque le fonctionnement hydraulique du site ne sera plus assuré ou sera défaillant (apparition de débordements pour des crues inférieures à un débit décennal, embâcles graves, débordement anormal du bassin de rétention,...).

Il sera veillé au décolmatage fréquent de l'ouvrage de limitation ou de régulation de débit.

### **4- La pollution accidentelle**

Au regard de la nature du projet, des pollutions accidentelles sont susceptibles de se produire. Aussi, en cas de déversements issus de citernes, de cuves..., il sera procédé à la fermeture de la vanne martelière qui permet de réguler le débit de fuite du bassin. Les pollutions accidentelles y seront donc confinées.

Les impacts en phase chantier ne sont pas négligeables. Aussi, il sera procédé au même type d'interventions en cas d'accidents.

Après pompage des liquides pollués pour évacuation adaptée, il est souvent nécessaire de changer les différents matériaux qui composent les filières (géotextiles, graviers, couche de terre végétale,...). Dans tous les cas, il sera nécessaire de nettoyer l'ensemble du réseau affecté par cette pollution.

**Pièce 6 : Compatibilité du projet avec le  
SDAGE Adour-Garonne, le SAGE  
«Nappes profondes de Gironde» et les  
zonages règlementaires**

# I. Le SDAGE Adour-Garonne et le SAGE « Nappes profondes de Gironde »

## *Remarque importante :*

*Il est dans un premier temps vérifié la compatibilité du projet avec le SAGE Nappes profondes de Gironde». Or, le SAGE « Nappes profondes de Gironde» est obligatoirement compatible avec le SDAGE « Adour Garonne ». Par conséquent, si l'opération est compatible avec le SAGE, elle le sera automatiquement avec le SDAGE.*

## I. 1. Présentation du SDAGE Adour Garonne

Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne pour les années 2010 à 2015 a été adopté le 16 novembre 2009, et est entré en vigueur depuis le 22 décembre 2009. Il remplace le SDAGE de 1996 en y introduisant de nouveaux objectifs.

Il fixe les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau sur le bassin Adour-Garonne et intègre les **obligations définies par la directive cadre européenne sur l'eau (D.C.E. n°2000/60/CE) ainsi que les orientations du Grenelle de l'environnement** pour atteindre un bon état des masses d'eaux d'ici 2015. Il définit 3 axes prioritaires :

- réduire les **pollutions diffuses**,
- restaurer le **fonctionnement de tous les milieux aquatiques**,
- maintenir des **débits suffisants** dans les cours d'eau en période d'étiage en prenant en compte le changement climatique (gestion rationnelle des ressources en eau).

D'autre part, les objectifs de gestion sont désormais pris en compte à deux échelles : au niveau du bassin Adour-Garonne avec les enjeux globaux du bon état (D.C.E. 2015) et au niveau de l'unité hydrographique de référence (U.H.R.), déclinant des objectifs locaux fonctions des conditions particulières liées à une entité hydrographique homogène.

Le projet est concerné par l'UHR « Dordogne Atlantique».

## I. 2. Présentation du SAGE « Nappes profondes de Gironde »

Le SAGE « Nappes profondes de Gironde » a été révisé et adopté par Arrêté préfectoral le 18 juin 2013. Il est compatible avec le SDAGE Adour-Garonne 2010-2015 et vient en préciser l'esprit en proposant des mesures adaptées au contexte particulier des systèmes aquifères profonds girondins. Le SAGE couvre le département de la Gironde (10 500 km<sup>2</sup>).

Cinq aquifères sont concernés :

- Miocène,
- Oligocène,
- Éocène (localement subdivisé en Éocène supérieur et Éocène inférieur à moyen),
- Campano-Maastrichtien (Crétacé),
- Cénomano-Turonien (Crétacé).

L'enjeu principal du SAGE concerne la consolidation et la pérennisation des ressources en eaux souterraines profondes du Miocène, de l'Oligocène, de l'Eocène et du Crétacé. 97% de l'alimentation en eau potable du département s'effectue via les nappes souterraines.

### I. 3. Compatibilité du projet avec le SDAGE

Les efforts engagés dans le cadre du projet répondent directement aux mesures du SDAGE 2010-2015, qui fixe 6 grandes orientations :

- Orientation A - Créer les conditions favorables à une bonne gouvernance ;
- Orientation B - Réduire l'impact des activités sur les milieux aquatiques ;
- Orientation C - Gérer durablement les eaux souterraines, préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides ;
- Orientation D - Assurer une eau de qualité pour les activités et usages respectueux des milieux aquatiques ;
- Orientation E - Maîtriser la gestion quantitative de l'eau dans la perspective du changement climatique ;
- Orientation F - Privilégier une approche territoriale et placer l'eau au cœur de l'aménagement du territoire.

Dans le détail, le projet répond aux mesures suivantes du SDAGE :

**Tableau 17 : Compatibilité du projet avec le SDAGE Adour-Garonne**

| Mesures du SDAGE   | Actions entreprises au niveau du projet  |
|--|--|
| <b>Orientation A :</b><br><b>Créer les conditions favorables à une bonne gouvernance</b>   |  |
| <b>Mesure A3 (optimisation des moyens et des acteurs) :</b><br><b>Mettre les politiques de gestion locale au service des objectifs du SDAGE</b>        | Les aménagements nécessaires à la protection des populations contre le risque d'inondation seront mise en œuvre par le biais d'un bassin de rétention. |
| <b>Orientation B :</b><br><b>Réduire l'impact des activités sur les milieux aquatiques</b>   |  |
| <b>Mesure B4 :</b><br><b>Limiter les risques de pollutions par temps de pluie</b>  | La charge polluante par temps de pluie sera retenue dans le bassin de stockage où un abattement sera réalisé avant rejet dans le milieu naturel.       |
| <b>Mesure B6 :</b><br><b>Développer l'assainissement non collectif en priorité</b>   | Avec la création du nouveau bâtiment de stockage est prévue la mise en place d'un assainissement non collectif (fosse septique + réseau d'épandage).   |
| <b>Orientation C :</b><br><b>Gérer durablement les eaux souterraines, préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides</b> |  |
| <b>Mesure C25 :</b><br><b>Gérer les déchets flottants</b>  | Les moyens d'entretiens préconisés prennent en compte le ramassage d'éventuels déchets au niveau du bassin de rétention.                               |
| <b>Orientation E :</b><br><b>Maîtriser la gestion quantitative de l'eau dans la perspective du changement climatique</b>                               |  |



| Mesures du SDAGE  | Actions entreprises au niveau du projet   |
|---|---|
| <b>Mesure E32</b> (réduction de la vulnérabilité et des aléas) :<br><b>Adapter les programmes d'aménagement</b> | La mise en œuvre de la filière de gestion des eaux pluviales par rétention puis débit régulé permet une maîtrise de l'écoulement. SCA vigneron se doit de veiller à conserver les capacités d'évacuation des émissaires naturels. |
| <b>Mesure E33</b> :<br><b>Assurer une gestion organisée et pérenne</b>  | Le projet exerce pleinement ses compétences par le biais des travaux prévus.  |

## I. 4. Compatibilité du projet avec le SAGE « Nappes profondes de Gironde »

Le SAGE «Nappes profondes de Gironde » fixe 4 objectifs prioritaires de gestion :

- une **approche globale en bilan** ;
- une **approche locale en pression** ;
- l'**état quantitatif des unités de gestion**<sup>9</sup> ;
- l'**état qualitatif des unités de gestion**.

Ces quatre objectifs doivent permettre d'une part l'atteinte des objectifs du « bon état » des masses d'eau souterraines et d'autre part le maintien de ce « bon état » une fois celui-ci recouvré, le tout dans des conditions socio-économiques acceptables. Le « bon état » comprend les volets quantitatifs comme qualitatifs.

Dans le détail, le projet répond aux mesures suivantes du SAGE :

| Dispositions du SAGE   | Actions entreprises au niveau du projet  |
|--|--|
| <b>Disposition 63</b> (conditions d'accès aux nappes du SAGE) :<br><b>Contenu des dossiers de déclaration ou de demande d'autorisation</b> | Dans le cas présent, il n'est prévu aucune opération de sondage, de forage, de création de puits ou d'ouvrages souterrains. Le projet n'ayant pas vocation à interférer avec l'une des 3 nappes concernées, il apparaît donc compatible. |
| <b>Disposition 79</b> (accompagnement économique) :<br><b>Eco-conditions pour l'attribution d'aides publiques</b>                          | Les subventions publiques dont pourra bénéficier SCA Vignerons pour ces travaux sont théoriquement conditionnées par la compatibilité du projet avec le SAGE.  |
| <b>Disposition 80</b> (accompagnement économique) :<br><b>Co-conditions relatives à la conformité avec le règlement du sage</b>            | Les subventions publiques dont pourra bénéficier SCA Vignerons pour ces travaux sont théoriquement conditionnées par la compatibilité du projet avec le SAGE.  |

Le règlement du SAGE spécifie en outre les règles suivantes :

- article 1 : hiérarchie des usages et répartition des volumes prélevables entre catégories d'utilisateurs – principe d'interdiction des nouveaux prélèvements dans les zones déficitaires ;
- article 2 : IOTA soumis à déclaration ou à autorisation – caractérisation des incidences directes et indirectes, temporaires et permanentes, des projets sur la ressource en eau des nappes du SAGE nappes profondes ;
- article 3 : I.C.P.E. soumise à autorisation – appréciation des incidences des projets sur la ressource en eau ;

<sup>9</sup> Les unités de gestion sectorisent le département en entités géographiques pertinentes.

- article 4 : IOTA ou I.C.P.E. soumises à déclaration – prescriptions particulières ;
- article 5 : IOTA soumis à autorisation ou I.C.P.E. soumise à enregistrement ou autorisation – prescriptions particulières ;
- article 6 : autorisations de prélèvement des services de l'eau potable alimentés par des ressources de substitution et prescriptions particulières ;
- article 7 : IOTA et I.C.P.E. : compatibilité au P.A.G.D. et conformité au règlement ;
- article 8 : zones soumises à contraintes environnementales : zones à risques (ZAR), zones à enjeux aval (ZAEA) et zones de protection qualitative de la ressource.

Aucune zone humide prioritaire n'est recensée sur l'emprise du projet, ni à proximité. L'opération est donc conforme aux règles précitées.

**Bilan :**

**Compte-tenu des éléments présentés, le projet est compatible avec le SAGE « Nappes profondes de Gironde » et également avec le SDAGE Adour-Garonne 2010/2015.**

## II. Autres zonages réglementaires et de programmation

(Source : Agence de l'eau Adour-Garonne)

En complément du SDAGE « Adour Garonne » et du SAGE « Nappes profondes de Gironde », le milieu récepteur étudié fait partie de plusieurs zonages réglementaires et de programmation qui visent à restaurer les milieux aquatiques en vue du bon état 2015 issu de la directive cadre sur l'eau (D.C.E.). Ces zonages sont recensés dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 18 : Recensement des zonages réglementaires et de programmation**

| Zonages réglementaires et de programmation |  |   | Enjeux   |
|--|--|---|--|
| Périmètre de gestion intégrée              | Contrats de rivière                                    | Secteur d'étude concerné par le PGE Dordogne Vézère         | Pas d'enjeu particulier  |
|  | PGE<br>(Plans de Gestion des Etiages)                  |   |  |
| Zonages réglementaires                     | AAC<br>(Aires d'Alimentation de Captages prioritaires) | Secteur d'étude non concerné                                | Pas d'enjeu particulier  |
|  | ZRE<br>(Zones de Répartition des Eaux)                 | Secteur concerné  |  |
|  | SPC<br>(Prévisions des Crues)                          | Secteur d'étude concerné par le contour des SPC « Gironde » | Secteur d'étude non situé en zone inondable →<br>Pas d'enjeu particulier |
|  | Zones vulnérables                                      | Secteur d'étude non concerné                                | Pas d'enjeu particulier  |
|  | Zones sensibles  | Secteur d'étude non concerné                                | Pas d'enjeu particulier  |

**Au regard du tableau ci-dessus, le projet est conforme à l'ensemble des zonages réglementaires et de programmation.**

# Sources documentaires utilisées

## **Bibliographie**

ANCTIL F., ROUSSELLE J., LAUZON N. Hydrologie, cheminement de l'eau. Ecole Polytechnique de Montréal. Presses internationales Polytechnique, 2005. 317 pages.

AZZOUT Y., BARRAUD S., CRES F.N., ALFAKIH E. Techniques alternatives en assainissement pluvial – Choix, conception, réalisation et entretien. INSA Lyon, Graie, CERTU. Edition Lavoisier, 1994. 372 pages.

CERTU. L'assainissement pluvial intégré dans l'aménagement. Editions du Certu. 2008. 195 pages.

CHÄIB J. Les eaux pluviales, gestion intégrée. Editions Sang de la Terre et Foncier Conseil. 1997. 173 pages.

CHOCAT B. Encyclopédie de l'hydrologie urbaine et de l'assainissement. 1997.

CIRCULAIRE INTERMINISTERIELLE N°77-284 DU MINISTERE DE L'INTERIEUR. Instruction technique relative aux réseaux d'assainissement des agglomérations (Texte, Application des nouvelles directives, Annexes).

COMITE DE BASSIN ADOUR-GARONNE. SDAGE 2010-2015 du bassin Adour-Garonne. Novembre 2009. 424 pages et annexes.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU GRAND TOULOUSE – SERVICE ASSAINISSEMENT. Guide de gestion des eaux de pluie et de ruissellement. Version de janvier 2006. 66 pages.

DDE – DIREN – CETE Sud-Ouest. Les eaux pluviales dans les projets d'aménagement – Constitution des dossiers d'autorisation et de déclaration au titre de la loi sur l'Eau. Octobre 2007.

DIRECTIVE CADRE SUR L'EAU 2000/60/CE du 23 octobre 2000. Journal Officiel des Commissions Européennes.

METEO FRANCE. Données météorologiques de la station de Mont-de-Marsan

PRÉFECTURE DES LANDES. Dossier Départemental des Risques Majeurs. 2011.

## **Sites web**

Agence de l'eau Adour-Garonne

<http://www.eau-adour-garonne.fr/> (données relatives au SDAGE 2010-2015)

B.R.G.M.

<http://infoterre.brgm.fr/> (données géologiques)

<http://www.adeseaufrance.fr/> (données sur les eaux souterraines)

<http://basias.brgm.fr/> (données sur les anciens sites industriels)

<http://www.inondationsnappes.fr/donnees.asp?DPT=64> (données sur les remontées de nappes)

Cadastre

<http://www.cadastre.gouv.fr/>

Cartorisque

[http://cartorisque.prim.net./dpt/64/64\\_ip.html](http://cartorisque.prim.net./dpt/64/64_ip.html)

DREAL Aquitaine

<http://www.aquitaine.ecologie.gouv.fr/> (données sur les milieux naturels)

<http://www.industrie.gouv.fr> (installations classées)

Institut national de l'information géographique et forestière (I.G.N.)

<http://www.geoportail.fr/>

LégiFrance

<http://www.legifrance.gouv.fr/>

Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable

<http://www.environnement.gouv.fr/>

<http://installationsclassees.ecologie.gouv.fr/> (installations classées)

<http://basol.ecologie.gouv.fr/> (base de données sur les sites et sols pollués)

Réseau Natura 2000 et autres périmètres règlementaires

<http://natura2000.environnement.gouv.fr>

<http://inpn.mnhn.fr>

# Annexe 1 : Note de calcul des volumes de rétention (méthode des pluies)

|                   |             |                 |                          |   |       |
|-------------------|-------------|-----------------|--------------------------|---|-------|
| <b>T = 10 ans</b> |             |                 | <b>V max (m3)= 434,3</b> |   |       |
| S (ha)=           | 1,74        | qs( mm/h)= 1,82 |                          |   |       |
| C =               | 0,59        |                 |                          |   |       |
| Qs (m3/s)=        | 0,005       |                 |                          |   |       |
| Coeff.<br>Montana | tc<0,25h    | a               | 477,00                   | b | 0,692 |
|                   | 0,25h<tc<6h | a               | 388,00                   | b | 0,689 |
|                   | 6h<tc<24    | a               | 706,00                   | b | 0,746 |

| t (min) | t (heures) | i (mm/h) | Qe (m3/s) | Hs (mm) | Ve (m3) | Vs(m3) | V=Ve-Vs |
|---------|------------|----------|-----------|---------|---------|--------|---------|
| 6       | 0,10       | 138,0504 | 0,40      | 0,18    | 142,86  | 1,87   | 141,0   |
| 10      | 0,17       | 96,94343 | 0,28      | 0,30    | 167,20  | 3,12   | 164,1   |
| 12      | 0,20       | 85,45254 | 0,25      | 0,36    | 176,85  | 3,74   | 173,1   |
| 15      | 0,25       | 60,04887 | 0,17      | 0,46    | 155,35  | 4,68   | 150,7   |
| 20      | 0,33       | 49,25179 | 0,14      | 0,61    | 169,89  | 6,24   | 163,6   |
| 30      | 0,50       | 37,24733 | 0,11      | 0,91    | 192,72  | 9,36   | 183,4   |
| 40      | 0,67       | 30,55008 | 0,09      | 1,22    | 210,76  | 12,48  | 198,3   |
| 50      | 0,83       | 26,19639 | 0,08      | 1,52    | 225,90  | 15,60  | 210,3   |
| 60      | 1,00       | 23,10391 | 0,07      | 1,82    | 239,08  | 18,72  | 220,4   |
| 120     | 2,00       | 14,33098 | 0,04      | 3,65    | 296,60  | 37,44  | 259,2   |
| 180     | 3,00       | 10,838   | 0,03      | 5,47    | 336,46  | 56,16  | 280,3   |
| 240     | 4,00       | 8,889272 | 0,03      | 7,29    | 367,95  | 74,88  | 293,1   |
| 300     | 5,00       | 7,62246  | 0,02      | 9,12    | 394,39  | 93,60  | 300,8   |
| 400     | 6,67       | 8,084775 | 0,02      | 12,16   | 557,75  | 124,80 | 432,9   |
| 500     | 8,33       | 6,844994 | 0,02      | 15,20   | 590,27  | 156,00 | 434,3   |
| 600     | 10,00      | 5,974532 | 0,02      | 18,23   | 618,25  | 187,20 | 431,1   |
| 700     | 11,67      | 5,325514 | 0,02      | 21,27   | 642,94  | 218,40 | 424,5   |
| 800     | 13,33      | 4,820583 | 0,01      | 24,31   | 665,12  | 249,60 | 415,5   |
| 900     | 15,00      | 4,415092 | 0,01      | 27,35   | 685,32  | 280,80 | 404,5   |
| 1000    | 16,67      | 4,081358 | 0,01      | 30,39   | 703,91  | 312,00 | 391,9   |
| 1100    | 18,33      | 3,801244 | 0,01      | 33,43   | 721,16  | 343,20 | 378,0   |
| 1200    | 20,00      | 3,562341 | 0,01      | 36,47   | 737,27  | 374,40 | 362,9   |
| 1300    | 21,67      | 3,355853 | 0,01      | 39,51   | 752,41  | 405,60 | 346,8   |
| 1400    | 23,33      | 3,175362 | 0,01      | 42,55   | 766,71  | 436,80 | 329,9   |
| 1500    | 25,00      | 3,016064 | 0,01      | 45,59   | 780,27  | 468,00 | 312,3   |
| 1600    | 26,67      | 2,874294 | 0,01      | 48,63   | 793,16  | 499,20 | 294,0   |
| 1700    | 28,33      | 2,747197 | 0,01      | 51,67   | 805,47  | 530,40 | 275,1   |
| 1800    | 30,00      | 2,632518 | 0,01      | 54,70   | 817,25  | 561,60 | 255,6   |
| 1900    | 31,67      | 2,528451 | 0,01      | 57,74   | 828,55  | 592,80 | 235,7   |
| 2000    | 33,33      | 2,433528 | 0,01      | 60,78   | 839,42  | 624,00 | 215,4   |
| 2100    | 35,00      | 2,346546 | 0,01      | 63,82   | 849,88  | 655,20 | 194,7   |
| 2200    | 36,67      | 2,266509 | 0,01      | 66,86   | 859,98  | 686,40 | 173,6   |
| 2300    | 38,33      | 2,192581 | 0,01      | 69,90   | 869,75  | 717,60 | 152,1   |
| 2400    | 40,00      | 2,124062 | 0,01      | 72,94   | 879,20  | 748,80 | 130,4   |
| 2500    | 41,67      | 2,060352 | 0,01      | 75,98   | 888,37  | 780,00 | 108,4   |
| 2600    | 43,33      | 2,000942 | 0,01      | 79,02   | 897,26  | 811,20 | 86,1    |

|      |       |          |      |       |        |        |       |
|------|-------|----------|------|-------|--------|--------|-------|
| 2700 | 45,00 | 1,945393 | 0,01 | 82,06 | 905,90 | 842,40 | 63,5  |
| 2800 | 46,67 | 1,893323 | 0,01 | 85,10 | 914,31 | 873,60 | 40,7  |
| 2900 | 48,33 | 1,844403 | 0,01 | 88,14 | 922,50 | 904,80 | 17,7  |
| 3000 | 50,00 | 1,798342 | 0,01 | 91,17 | 930,47 | 936,00 | -5,5  |
| 3100 | 51,67 | 1,754886 | 0,01 | 94,21 | 938,26 | 967,20 | -28,9 |

C = coefficient de ruissellement

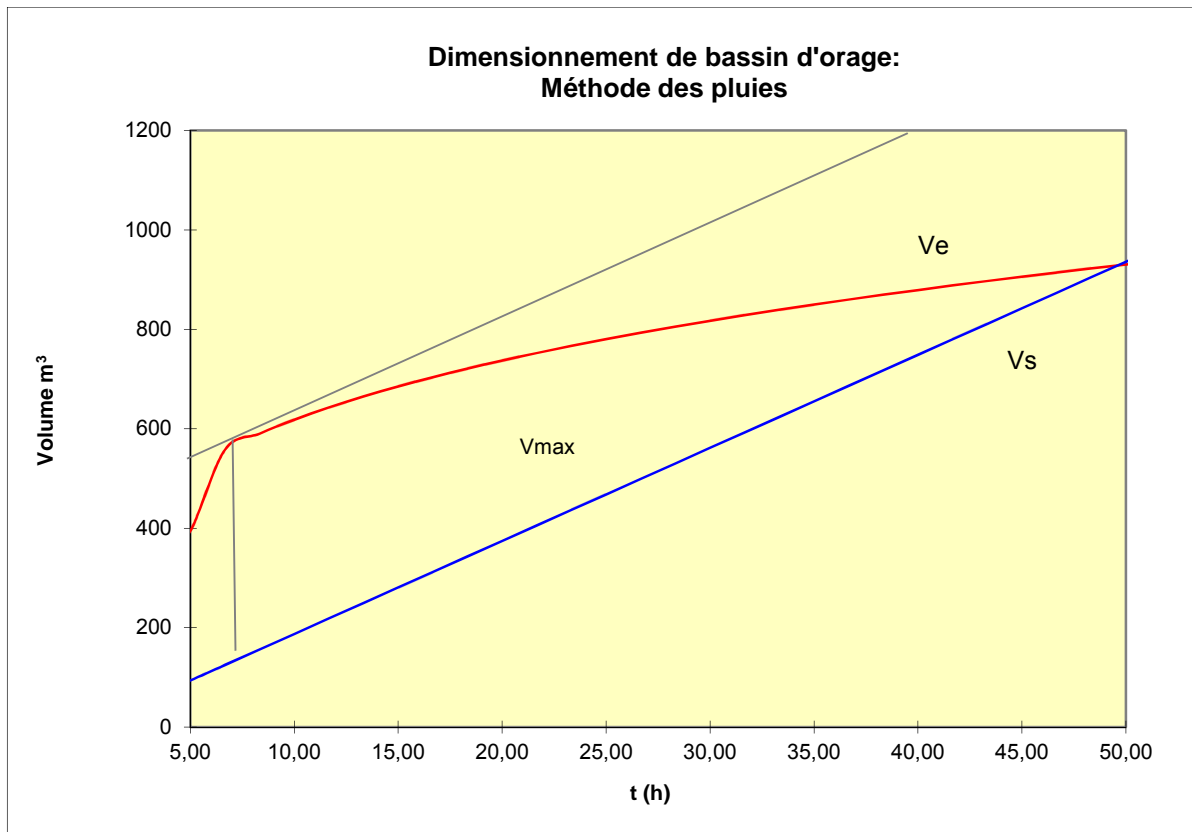
Qs et qs = débit de fuite

i = intensité de la pluie selon formules TGV

Qe = débit d'entrée spécifique selon formule rationnelle  $Q=C.i.S$

Ve = volume d'eau entrée =  $q_e \cdot t$

Vs = volume d'eau sortie =  $Q_s \cdot t$



## Annexe 2 : Avertissements

### REMARQUES IMPORTANTES – LIMITES DE LA PRESTATION

#### Observations sur l'utilisation du rapport

*Ce rapport, ainsi que les cartes, documents, et toutes autres pièces annexées, constituent un ensemble indissociable; en conséquence, l'utilisation qui pourrait être faite d'une communication ou reproduction partielle de ce rapport et annexes ainsi que toute interprétation au-delà des indications et préconisations d'ETEN ENVIRONNEMENT ne saurait engager la responsabilité de celle-ci. Il en est de même pour une éventuelle utilisation à d'autres fins que celles définies pour la présente prestation.*

*La prestation a été réalisée à partir d'informations extérieures non garanties par la société ETEN ENVIRONNEMENT; sa responsabilité ne saurait être engagée en la matière.*

*Les informations ponctuelles fournies par les sondages réalisés ne peuvent être extrapolées à l'état général des terrains du site, car il ne peut être exclu, entre deux sondages, l'existence d'une anomalie qui aurait échappé aux mailles de l'investigation.*

*Il est rappelé que les résultats de la reconnaissance s'appuient sur un échantillonnage et que ce dispositif ne permet pas de lever la totalité des aléas liés à l'hétérogénéité du milieu naturel ou artificiel étudié.*

*Des éléments nouveaux détectés lors de l'exécution des travaux et n'ayant pu être détectés lors de l'intervention (hétérogénéité localisée, venues d'eau, etc...) rendront caduques tout ou partie du rapport.*

*La société ETEN ENVIRONNEMENT ne saurait être tenue responsable de toutes modifications apportées au projet sans son accord, donné par écrit, sur les dites modifications.*

L'étude pédologique réalisée ne constitue pas une expertise géotechnique.

Aussi, ne seront pas abordés dans le présent rapport les hypothèses géotechniques à prendre en compte pour le choix et le dimensionnement des fondations des ouvrages, ni les principes généraux de construction des ouvrages (terrassements, soutènements, fondations, prise en compte des sous-pressions dues à la nappe, évaluation des tassements, résistance des matériaux...), etc.





Cabinet d'ingénieurs conseils en environnement

aménagement

assainissement



### **Le partenaire de vos projets**

#### **AGENCE Midi-Pyrénées**

**60, Rue des Fossés  
82800 NEGREPELISSE**

**☎ 05.63.02.10.47 - ☎ 05.63.67.71.56**

**✉ [environnement@eten-midi-pyrenees.com](mailto:environnement@eten-midi-pyrenees.com)**

**SIRET n° 448.037.705.00051**

#### **AGENCE Aquitaine**

**49, Rue Camille Claudel  
40 990 - ST PAUL LES DAX**

**☎ 05.58.74.84.10 - ☎ 05.58.74.84.03**

**✉ [environnement@eten-aquitaine.com](mailto:environnement@eten-aquitaine.com)**

**SIRET n° 448.037.705.00044**

#### **Antenne Languedoc-Roussillon**

**L'Espace l'Entreprise  
Le Millénaire-Parc Mermoz  
199, rue Hélène Boucher  
34 170 CASTELNAU LE LEZ**

**☎ 04-99-13-69-47**

**✉ [environnement@eten-languedoc.com](mailto:environnement@eten-languedoc.com)**